

SRG SSR

Rapport de gestion 2017

srgssr.ch/rg2017

RSI **RTR** **RTS** **SRF** **SWI**

Sommaire

3 La SSR en bref

- 4 Avant-propos du président et du directeur général

8 Mandat

- 8 Bases légales
- 9 Stratégie d'entreprise
- 9 Formation et culture
- 11 Solidarité
- 12 Péréquation financière: des programmes pour tous
- 13 Redevance
- 15 Sociétés de gestion
- 15 Desserte radio et télévision
- 16 Surveillance

20 Service public

- 20 Le service public – au service de la société
- 22 SRF Schweizer Radio und Fernsehen
- 24 RTS Radio Télévision Suisse
- 26 RSI Radiotelevisione svizzera
- 28 RTR Radiotelevision Svizra Rumantscha
- 30 SWI swissinfo.ch
- 32 Le service public en chiffres
- 38 Statistiques radio
- 54 Statistiques tv
- 68 Statistiques offre en ligne

72 Qualité

- 72 La qualité est plus importante que jamais
- 74 SRF Schweizer Radio und Fernsehen
- 75 Conseil du public SRG.D
- 76 RTS Radio Télévision Suisse
- 77 Conseil du public RTSR
- 78 RSI Radiotelevisione svizzera
- 79 Conseil du public Corsi
- 80 RTR Radiotelevision Svizra Rumantscha
- 81 Conseil du public SRG.R
- 82 SWI swissinfo.ch
- 83 Conseil du public SWI swissinfo.ch

86 Collaborateurs

- 86 Notre responsabilité à l'égard des collaborateurs
- 88 Informations et chiffres clés
- 94 Rémunération de nos cadres et de nos collaborateurs

102 Corporate Governance

- 102 Une gestion et un contrôle responsables
- 104 Assemblée des délégués
- 110 Structure de l'Association
- 111 Structure de l'entreprise
- 112 Conseil d'administration
- 120 Comité de direction
- 127 Rémunération
- 128 Société régionale SRG Deutschschweiz
- 129 Société régionale RTSR
- 130 Société régionale Corsi
- 131 Société régionale SRG SSR Svizra Rumantscha

134 Comptes annuels 2017

- 135 Introduction Comptes annuels
- 138 Comptes annuels maison mère
- 138 Compte de résultat
- 139 Bilan
- 140 Tableau de financement
- 141 Tableau des capitaux propres
- 142 Principes régissant l'établissement des comptes
- 145 Annexe
- 158 Proposition
- 159 Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels
- 160 Comptes du groupe
- 160 Compte de résultat
- 161 Bilan
- 162 Tableau de financement
- 163 Tableau des capitaux propres
- 164 Principes régissant l'établissement des comptes
- 168 Annexe
- 182 Information sectorielle
- 184 Liste des participations
- 185 Proposition
- 186 Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés
- 187 Impressum

La SSR en bref

La SSR se compose de cinq unités d'entreprise et de la Direction générale. En outre, elle détient trois filiales en participation majoritaire. Avec un effectif de 6093 employés ou 4975 postes à plein temps (hors filiales), un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs, 17 stations radio et 7 chaînes tv diffusant également des émissions en romanche, ainsi que des sites Internet et des services de télétexte, la SSR est la plus grande entreprise de médias électroniques de Suisse. Ses radios et, en prime time, ses chaînes tv dominent le marché dans les quatre régions linguistiques suisses face à la concurrence étrangère, qui dispose de moyens financiers considérablement plus importants.

Entreprise média de droit privé gérée selon les principes du droit des sociétés anonymes, la SSR se réclame du service public. Son mandat repose sur la Constitution fédérale, la loi sur la radio et la télévision (LRTV), l'ordonnance sur la radio et la télévision (ORTV) et la Concession. La SSR ne poursuit aucun but lucratif et se finance pour près de 75 % par la redevance et 25 % par ses activités commerciales. Elle est indépendante aux plans politique et économique.

Unités d'entreprise



Filiales

Technology and Production Center Switzerland AG
Swiss TXT SA
Telvetia SA

2017, année de transition pour la SSR, prélude à une votation historique pour le service public



Jean-Michel Cina
Président SSR

Gilles Marchand
Directeur général SSR



71,6%

Ce chiffre n'a rien à voir avec la part de marché des programmes tv ou la pénétration des chaînes de radio de la SSR. Il ne représente pas non plus la progression des plateformes numériques de la RSI, de RTR, de la RTS, de SRF ou de SWI. Tout comme il n'est pas question d'un indice de rentabilité ou d'un taux couverture...

71,6% représente beaucoup plus. C'est tout simplement le pourcentage de Suisses ayant rejeté, le 4 mars 2018, l'initiative «No Billag» – une initiative populaire qui aurait entraîné la disparition rapide de la SSR et des 34 radios et télévisions privées qui bénéficient de la redevance.

71,6%, c'est un facteur de légitimité pour le service public suisse. Une légitimité forte, dans toutes les régions du pays.

Une préoccupation au long cours

Ce débat sur le service public, sur son rôle, ses missions, a occupé une bonne partie de l'année 2017. Il a passionné la Suisse comme peu de votations l'ont fait. Plus de 10 000 articles ont été consacrés à ce sujet. Toute l'Europe a suivi le débat avec passion, inquiétude et finalement, soulagement.

Car la votation n'a pas seulement tranché de manière éclatante une question existentielle pour l'audiovisuel public. Elle a aussi donné un signal fort sur la société dans laquelle les Suisses entendent continuer à vivre: une société qui respecte la diversité culturelle et linguistique, qui privilégie le financement solidaire.

Pour la SSR, ces 71,6% ne sont pas une fin mais un début

Ils nous engagent à évoluer dans trois grandes directions: nous voulons nous concentrer sur la spécificité de nos offres de programmes, nous souhaitons plus et mieux collaborer avec les médias privés suisses, et nous allons améliorer notre efficacité, pour faire face à nos nouvelles conditions cadres.

En ce sens, 2017 a été une année charnière. Tout d'abord au plan de la gouvernance, avec l'arrivée d'un nouveau président et avec le renouvellement d'une partie du Conseil d'administration de la SSR. Ensuite, avec la prise de fonction en octobre du nouveau directeur général et avec la nomination d'une nouvelle équipe, incarnée par Ladina Heimgartner (directrice générale adjointe) et Bakel Walden (directeur Développement et Offres SSR).

Les programmes en point de mire

L'année dernière, les programmes ont justement été au cœur de la vie de la SSR, avec des points forts, comme la coupe du monde de ski de St-Moritz – produite par les équipes de la SSR – ou encore le développement de nouvelles coproductions de séries, très prometteuses, telles que «Quartier des banques» ou «Wilder».

En 2017, les unités d'entreprise de la SSR ont accordé un soin particulier à l'information, notamment auprès du jeune public, avec une expérience nationale intéressante: la plateforme «Nouvo», proposée en cinq langues, pour un accès mobile, rapide mais sérieux, à l'actualité.

Information, création, innovation

Tels sont les ingrédients avec lesquels la SSR entend répondre le mieux possible à son mandat de service public. Tout en étant ouverte à la critique, au dialogue avec la société. Et en gérant avec le plus grand soin les moyens qui lui sont confiés. Ainsi, malgré les turbulences et les transitions, la SSR termine son exercice 2017 parfaitement à l'équilibre.

Le Conseil d'administration et la Direction générale de la SSR tiennent ainsi à remercier l'ensemble des équipes, dans tous les domaines, qui s'engagent sans réserve pour proposer les meilleurs programmes possibles. Nous remercions aussi très chaleureusement le public, pour sa fidélité et sa confiance renouvelée.

Jean-Michel Cina et Gilles Marchand



Mandat



Notre mandat

L'activité de la SSR repose sur la Constitution fédérale, sur la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV), sur l'ordonnance sur la radio et la télévision (ORTV) et sur la Concession SSR.

Bases légales

Constitution fédérale

L'article 93 de la Constitution précise que la législation radio/tv relève de la Confédération. Radio et télévision doivent contribuer à l'éducation et au développement culturel, à la libre formation de l'opinion et au divertissement; elles doivent tenir compte des particularités du pays et des besoins des cantons, présenter fidèlement l'actualité et refléter équitablement la diversité des opinions. Enfin, la Constitution garantit l'indépendance de la radio et de la télévision, de même que l'autonomie dans la conception des programmes. La Constitution prévoit une autorité d'examen des plaintes (AIEP), indépendante du Parlement et du gouvernement.

LRTV, ORTV

La LRTV spécifie entre autres le mandat de programme, la diffusion, l'organisation et les modalités de financement de la SSR. En vertu de celle-ci et de l'ORTV, la SSR s'organise de manière à garantir son autonomie et son indépendance, à bénéficier d'une gestion efficiente, d'une direction et d'une coordination nationales, à prendre en compte les intérêts des régions linguistiques, à représenter le public en son sein et à mettre en œuvre les principes découlant du droit des sociétés anonymes.

Quiconque veut capter les stations de radio et les chaînes de télévision doit s'acquitter d'une redevance dont le montant est fixé par le Conseil fédéral afin de remplir les critères suivants:

- assurer le financement des chaînes SSR et de ses autres offres journalistiques,
- soutenir les chaînes au bénéfice d'une concession,
- financer les activités découlant du recouvrement de la redevance et de l'obligation de la payer et d'annoncer les récepteurs,
- soutenir la Fondation pour les études d'audience,
- mettre en place les réseaux d'émetteurs requis par les nouvelles technologies.

Le 14 juin 2015, le «oui» à la nouvelle LRTV l'emportait de justesse avec un peu plus de 50 % des voix. Les stations de radio et les chaînes de télévision privées reçoivent désormais jusqu'à 6 % des recettes issues de la redevance (auparavant: 4 %). Avec cette révision, on passe en outre d'une redevance liée à la possession d'un appareil de réception à une redevance généra-

lisée. Le nouveau système de redevance sera introduit le 1^{er} janvier 2019.

Concession

La Concession définit le mandat que la SSR est chargée de remplir à travers l'ensemble de ses chaînes de radio et de télévision et d'autres services journalistiques.

En **radio**, la SSR diffuse:

- trois chaînes pour chaque région linguistique (Suisse romande, Suisse alémanique et Suisse italienne),
- une chaîne en romanche,
- une chaîne pour la Suisse romande et une autre pour la Suisse alémanique, qui reprend le caractère et les contenus du programme de base, mais se distingue par un profil musical spécifique,
- une chaîne destinée aux jeunes de Suisse alémanique,
- trois chaînes musicales dédiées au classique, au jazz et à la pop,
- une chaîne d'information en allemand.

En **télévision**, la SSR diffuse:

- deux chaînes pour chaque région linguistique (Suisse romande, Suisse alémanique et Suisse italienne) en haute définition,
- des émissions en romanche,
- une chaîne en allemand composée de rediffusions,
- une offre en langue française sur Internet, composée d'informations actualisées en continu et d'annonces,
- sur Internet en premier lieu, des émissions portant sur des événements politiques, économiques, culturels ou sportifs d'envergure nationale ou régionale.

L'offre **en ligne** de la SSR englobe:

- des contenus se rapportant à des émissions (en lien temporel et thématique direct avec des émissions ou des parties d'émissions de nature journalistique),
- des contenus sans lien avec des émissions, au titre de contributions rédactionnelles dans les domaines de l'information et du sport tant à l'échelle régionale que locale (limités à 1000 signes max. par article),
- des analyses et des informations sur les émissions,
- des informations de base en rapport avec des émissions éducatives,
- des forums et des jeux associés à des émissions,
- un service en ligne plurilingue destiné à l'étranger (swissinfo.ch),
- un service en ligne pour le public italoophone frontalier (tvsvizzera.it).

La Concession précise en outre qu'avec ses chaînes et ses autres services journalistiques, la SSR contribue:

- à la libre formation de l'opinion à travers une information complète, diversifiée et fidèle, en particulier sur les réalités politiques, économiques et sociales,
- au développement de la culture, à la défense des valeurs culturelles du pays et à la promotion de la création culturelle suisse en tenant compte de la production littéraire, musicale et cinématographique suisse,
- à la formation du public, notamment grâce à la diffusion régulière d'émissions éducatives,
- au divertissement.

Compléments d'information: www.srgssr.ch (SRG SSR > Qui nous sommes > Vision et stratégie > Mandat).

Stratégie d'entreprise

La stratégie d'entreprise tient compte de l'ensemble des domaines de la SSR, qu'ils soient tournés vers l'extérieur (offre et marché, mandat) ou vers l'intérieur (processus, finances, personnel). Elle indique la direction dans laquelle la SSR doit aller et sert de base aux unités d'entreprise (RSI, RTR, RTS, SRF, SWI), aux domaines spécialisés (Opérations, Finances) et aux filiales pour l'établissement de leur stratégie partielle. Les prescriptions stratégiques fixent un cadre pour le développement de l'offre régionale et suprarégionale de la SSR et permettent aux responsables de programme et de production de déterminer des priorités pour leur domaine respectif. Remaniée en 2016, la stratégie comporte des objectifs plus précis et se concentre sur l'essentiel. La stratégie d'entreprise définit en neuf objectifs la façon dont la SSR entend se transformer en une entreprise multimédia numérique. Nous produisons des contenus audiovisuels pour tous les modes d'utilisation et pour toutes les plateformes appropriées.

La SSR souhaite devenir une entreprise multimédia numérique et créer des contenus audiovisuels pour tous les modes d'utilisation et pour toutes les plateformes appropriées. Elle tient compte de la plus-value pour les utilisateurs et propose ses offres au public là où il se trouve. Concrètement, la SSR entend

- développer son offre mobile ainsi que ses offres destinées aux jeunes, au public urbain et aux personnes issues de la migration;
- renforcer les contacts avec les utilisateurs média, et plus précisément sur les réseaux sociaux. La SSR utilise Internet et la HbbTV pour interagir avec son public;

- pratiquer un journalisme indépendant, qui n'a pas peur des mots et où le professionnalisme est la seule norme;
- promouvoir les coopérations régionales, nationales et internationales;
- assumer la responsabilité de la place médiatique pour la population et œuvrer en faveur de la société dans son ensemble;
- vivre l'innovation et accroître l'agilité;
- promouvoir la culture du numérique dans l'entreprise.

La stratégie d'entreprise met actuellement l'accent sur la promotion de la démocratie, sur l'indépendance de la SSR et sur la qualité de ses offres. La SSR cherche à créer des ponts entre les différentes régions, cultures et générations ainsi qu'entre les citoyens suisses et les personnes issues de la migration; elle vise à renforcer la compréhension mutuelle grâce à son travail journalistique. La stratégie d'entreprise fixe les objectifs et le calendrier de mise en œuvre. Le Conseil d'administration et le Comité de direction examinent les mesures et les projets chaque année ainsi que les objectifs tous les deux ans, et les adaptent aux derniers développements s'il y a lieu. La prochaine révision de la stratégie est prévue pour 2018.

La stratégie d'entreprise est publiée intégralement sur: www.srgssr.ch (Qui nous sommes > Vision et stratégie).

Formation et culture

Les activités, les salaires, les mandats et les prestations de la SSR ont un impact sur tous les secteurs de l'économie suisse. La SSR confie un grand nombre de mandats à l'industrie audiovisuelle suisse.

Cinéma

Les films témoignent de la pluralité culturelle et linguistique du pays. Soucieuse d'encourager activement le cinéma, la SSR a créé en 1996 le Pacte de l'audiovisuel, avec le concours de partenaires du secteur cinématographique. Depuis 1996, plus de 400 millions de francs ont été investis dans la promotion du cinéma et plus de 2700 films et séries ont pu voir le jour.

Le nouvel accord, qui couvre la période 2016-2019, est doté d'un budget annuel de 27,5 millions de francs, soit 5,2 millions de plus que pour la période 2012-2015. En 2017, la SSR a participé à 155 coproductions (voir tableau ci-après).

Promotion cinématographique: films coproduits

Chaîne	2017	2016	2012-15
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)	70	68	271
Radio Télévision Suisse (RTS)	63	55	217
Radiotelevisione svizzera (RSI)	20	24	83
Radiotelevision Svizra Rumantscha (RTR)	2	5	13
Total	155	152	584

Musique

La musique est à la radio ce que le film est à la télévision. Comme pour le cinéma, la SSR a consacré sa collaboration avec les représentants de la scène musicale par une Charte de la musique suisse. Signée en 2004 puis modifiée en 2016, cette charte vise à promouvoir l'image de la musique nationale et les musiciens suisses de talent. La SSR s'engage à diffuser une part appropriée de productions suisses dans ses émissions tv musicales ainsi qu'à la radio. Le Comité de direction SSR a décidé de porter à 50 % la part de musique suisse diffusée sur les radios thématiques (Swiss Classic, Swiss Jazz und Swiss Pop) à partir de juillet 2017. Par musique suisse, on entend tout enregistrement ou toute diffusion en direct d'un compositeur, d'un interprète ou d'un producteur suisse, ou tout enregistrement à participation suisse substantielle.

Charte de la musique suisse: part de musique suisse diffusée à la radio (en % du temps d'antenne)

Station	2017		2016		2015		2014	
	Objectif	Part réelle						
Radio SRF 1	20	21,9	20	22,5	20	21,5	20	21,7
Radio SRF 2 Kultur	23	29,3	22	29,1	20	27,1	20	29,3
Radio SRF 3	22	23,6	21	22,1	20	21,2	20	17,0
Radio SRF Virus	50	53,9	50	52,7	50	51,6	50	51,0
Radio SRF Musikwelle	42	41,4	42	41,2	42	41,0	42	40,1
RTS La Première	18	22,9	16	20,4	16	18,4	16	14,5
RTS Espace 2	18	14,4	18	15,8	18	15,9	18	12,7
RTS Couleur 3	21	20,7	21	21,5	21	20,0	21	16,0
RTS Option Musique	15	20,0	15	14,9	12	14,1	12	14,6
RSI Rete Uno	11	13,0	11	11,7	10	12,0	10	11,0
RSI Rete Due	15	13,5	15	14,6	15	18,0	15	15,1
RSI Rete Tre	13	13,2	13	12,5	12	12,0	12	13,2
Radio Rumantsch	50	51,5	50	52,4	45	53,0	45	49,6
Radio Swiss Classic	30	33,1	30	32,0	30	29,7	30	30,3
Radio Swiss Jazz	30	34,6	30	33,0	30	36,2	30	37,3
Radio Swiss Pop	30	35,7	30	34,0	30	32,0	30	31,2

Littérature

La SSR réserve aussi une place de choix à la littérature sur ses chaînes radio et télévision. Les émissions «Versus», «Nectar», «Caractères», «La librairie francophone», «Vertigo» ou «La puce à l'oreille» (RTS), «BuchZeichen», «52 beste Bücher», «Schnabelweid» ou «Literaturclub» (SRF), «Geronimo Letteratura», «Blu Come un'Arancia», «Il Segnalibro» ou «Librintasca» (RSI) et «Magazin da cultura», «Impuls dal di» ou «Il Tavulin literar» (RTR) sont de véritables promoteurs de la lecture et du marché du livre suisse. Depuis 2007, la SSR est le partenaire média des Journées littéraires de Soleure. La RTS décerne depuis la seconde moitié des années 80 le Prix du public dans le cadre du Salon du livre de Genève, et depuis 2005 elle remet le Prix RTS Littérature Ados, le seul prix de littérature francophone destinée aux adolescents de 14 à 16 ans.

Solidarité

Conformément à sa mission, la SSR assure la desserte du pays en programmes de radio et de télévision. Elle rend compte de la réalité suisse aux plans national et régional-linguistique et, pour ce qui est de la radio, au plan local également, dans tous les domaines qui intéressent la société: politique, culture, économie, sport, divertissement, etc. Enfin – et c'est là l'essentiel – la SSR affiche sa volonté de souder les différentes parties du pays, afin de promouvoir les échanges entre les régions linguistiques et donc la compréhension mutuelle. La SSR se distingue des diffuseurs commerciaux pour les raisons suivantes:

- elle tient compte des régionalismes et des minorités,
- elle encourage la diversité des sujets, des contenus et des formats,
- elle crée de la culture, elle ne se contente pas de la diffuser,
- elle mise sur la qualité, sur la crédibilité et sur la pertinence, pas sur les taux d'audience,
- elle est indépendante des intérêts politiques ou économiques.

Une télévision sans frontières

En 2017, la SSR a conclu avec sept organisations de personnes atteintes de déficiences sensorielles un nouvel accord dans lequel elle s'est engagée à élargir considérablement son offre destinée aux malvoyants et aux malentendants. D'ici à 2022, la SSR doit faire passer la part des programmes tv sous-titrés à 80 %, sous-titrer la majorité des contenus en ligne et augmenter largement le nombre de contenus en langue des signes et audiodescription.

- **Sous-titrage:** en 2017, 50 % des programmes tv diffusés étaient sous-titrés pour les personnes malentendantes. Tous les programmes des premières chaînes étaient sous-titrés en prime time (entre 19 et 22 h) dans l'ensemble des régions linguistiques, tout comme les émissions en direct du week-end à partir de la mi-journée. Une grande partie des contenus en ligne sont également sous-titrés.
- **Langue des signes:** depuis janvier 2008, SRF, la RTS et la RSI diffusent quotidiennement un programme d'information avec une traduction en langue des signes; SRF diffuse en plus l'émission «Kassensturz» en langue des signes.
- **Audiodescription:** grâce à une description audio sur le deuxième canal son, les malvoyants peuvent suivre ce qui se passe à l'écran. En 2017, la SSR a diffusé 664 émissions en audiodescription (RTS 243, SRF 349 et RSI 72). La règle est fixée à 24 films par année et par région linguistique, mais ce nombre peut varier en fonction des possibilités d'échange avec l'étranger.

La Chaîne du Bonheur

L'aide humanitaire est une véritable tradition à la SSR. Fin 2011, le partenariat qui associait la SSR à la fondation Chaîne du Bonheur a été renouvelé.

La version remaniée de la convention reprend l'essentiel du document initial: partenariat étroit entre les deux institutions, impliquant le soutien exclusif des médias SSR lors des appels de dons lancés à l'échelle nationale après une catastrophe, en Suisse ou à l'étranger. La Chaîne du Bonheur est totalement autonome en ce qui concerne la gestion de ses finances.

N'étant pas une œuvre d'entraide, la Chaîne du Bonheur organise les collectes avec 25 organisations suisses accréditées. Soumis à un audit financier serré, ses fonds comptent parmi les mieux contrôlés de Suisse. En 2017, la Chaîne du Bonheur a pris part à 203 projets réalisés dans 40 pays, moyennant un engagement total de 103,8 millions de francs. En Suisse, 1290 ménages ont reçu un soutien pour un total d'1,4 million de francs; 97 familles victimes d'intempéries, notamment à Bondo, ont été aidées à hauteur de quelque 822 517 francs. Deux communes ont bénéficié de 405 647 millions de francs issus du fonds Intempéries pour couvrir les coûts restants de sinistres dus aux intempéries survenus les années précédentes. Hormis le soutien qu'ils accordent aux journées de collecte, les médias SSR veillent à assurer la plus grande transparence sur l'utilisation des fonds.

La Chaîne du bonheur, SRF et la RTS collaborent étroitement dans le cadre des opérations de collecte de fonds «Jeder Rap-pen zählt» et «Cœur à Cœur». La RSI a participé pour la première fois en 2017 à l'opération, baptisée «Ogni centesimo conta». A elles seules, ces trois opérations ont permis d'enregistrer environ 6,3 millions de francs de promesses de dons. Les dons sont versés à des projets favorisant l'éducation et la formation professionnelle d'enfants et de jeunes en Suisse et à l'étranger, pour leur permettre de devenir des membres de la société à part entière.

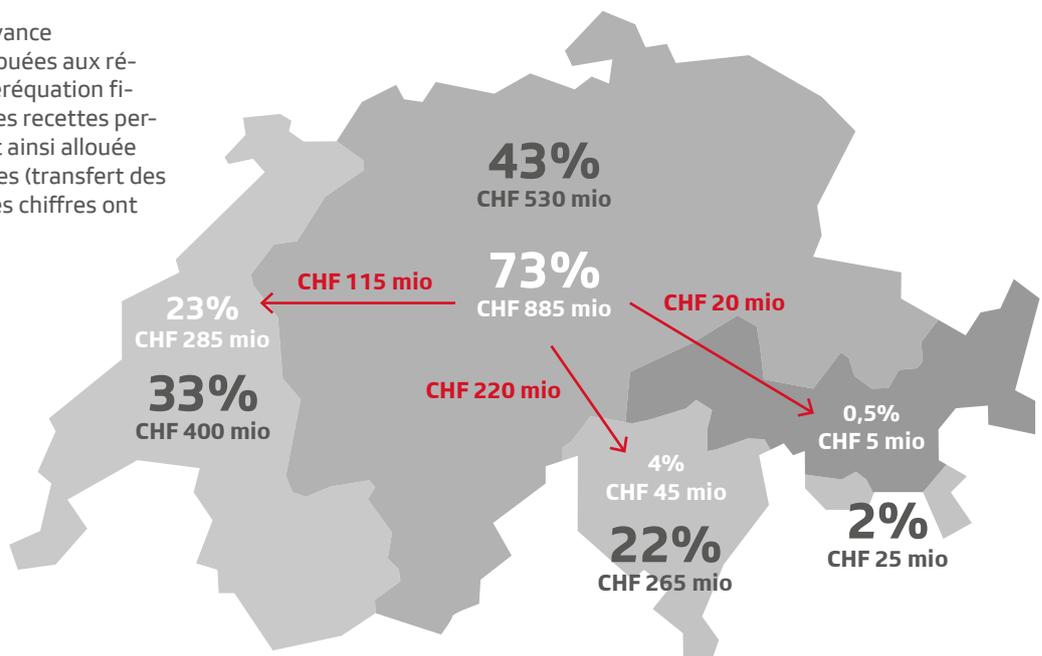
Péréquation financière: des programmes pour tous

La SSR est la seule entreprise média à produire des contenus audiovisuels dans les quatre régions linguistiques et les quatre langues nationales. Et ce, grâce à des valeurs typiquement suisses telles que la solidarité et le fédéralisme, sur lesquelles se fonde notre philosophie et qui nous animent dans notre travail quotidien. Seule la solidarité des Suisses alémaniques nous permet de proposer chaque jour aux autres régions linguistiques une offre radio, tv et en ligne diversifiée et de grande qualité. Grâce à sa péréquation financière, la SSR contribue dans une large mesure à la cohésion nationale, à la compréhension mutuelle et à l'échange entre les différentes régions linguistiques.

En effet, bien que la Suisse alémanique représente 70 % de la population, SRF ne reçoit que 43 centimes par franc de redevance versé. Si la Suisse italienne devait financer seule l'offre de programmes RSI, la redevance dans cette région ne s'élèverait pas à 451 mais à plus de 2300 francs par an.

Les recettes issues de la redevance (CHF 1,2 milliard) sont redistribuées aux régions selon le principe de la péréquation financière. Une grande partie des recettes perçues en Suisse alémanique est ainsi allouée aux autres régions linguistiques (transfert des prestations centrales inclus; les chiffres ont été arrondis).

- Recettes perçues au sein de chaque région par le biais de la redevance
- Montant redistribué à chaque région suivant le principe de la solidarité
- Somme dont dispose chaque région



Fixée dans le cadre du plan financier et du processus budgétaire de toute l'entreprise, l'allocation des moyens est soumise à l'approbation du Conseil d'administration. Elle se compose des éléments suivants:

- socle destiné à financer l'offre de programmes dans la région linguistique selon la Concession; ce socle peut être relevé pour les besoins de la télévision en cas d'évolution positive des recettes publicitaires,
- allocation structurelle destinée à couvrir les charges liées aux activités nationales communes, à l'infrastructure des bâtiments et à la diffusion des programmes,
- attributions destinées à des activités spéciales, notamment à la diffusion internationale des programmes,
- attributions destinées à des projets d'envergure.

Redevance

Selon la LRTV, toute personne domiciliée en Suisse qui capte les chaînes de radio et de télévision est tenue de payer la redevance, indépendamment des chaînes regardées ou des stations écoutées, indépendamment aussi du mode de réception (antenne, câble, satellite, téléphone, mobile, Internet). Seules peuvent être exonérées les personnes bénéficiaires de prestations AVS ou AI conformément à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LPC).

C'est le Conseil fédéral qui fixe le montant de la redevance, qui est destinée essentiellement au financement des chaînes de radio et de télévision de service public. Une partie est attribuée aux radios et aux télévisions privées qui s'acquittent d'un mandat de prestations spécifique. Certains montants sont également affectés à la promotion des nouvelles technologies, aux études d'audience et à l'encaissement de la redevance (Billag). Le 19 octobre 2017, le Conseil fédéral a fixé la nouvelle redevance radio et tv à 365 francs. Cela sera effectif à compter de 2019.

La redevance pour les ménages privés a été ramenée de 462.40 à 451.10 francs le 1^{er} avril 2015, après que le Tribunal fédéral a décidé que les redevances n'étaient plus assujetties aux 2,5 % de TVA. La redevance de réception à titre professionnel ou commercial n'est plus non plus soumise à la TVA.

Le montant de la redevance est le même pour toutes les régions (Suisse romande, Suisse alémanique, Suisse italienne),

Redevances	
Par an, en CHF	
Réception radio à titre privé	165.00
Réception tv à titre privé	286.10
Total	451.10
Réception radio à titre professionnel*	218.40
Réception tv à titre professionnel*	379.05
Total	597.45

Réception à titre commercial**	I	II	III
Réception radio à titre commercial	218.40	363.85	502.35
Réception tv à titre commercial	379.05	631.55	871.90
Total	579.45	995.40	1374.25

* Une entreprise doit s'acquitter des redevances de réception à titre professionnel lorsque les appareils de réception sont destinés à l'information ou au divertissement de ses collaborateurs.

** Une entreprise doit s'acquitter des redevances de réception à titre commercial lorsque les appareils de réception sont destinés à l'information ou au divertissement de ses clients ou de tiers. La réception à titre professionnel est comprise dans la réception à titre commercial (catégories supplémentaires selon les art. 58, al. 3, et 59, al. 3, ORTV).

qui ont droit à des programmes de qualité équivalente. La Suisse romanche bénéficie quant à elle d'une offre spécifique adaptée de moindre envergure. Cette répartition entre les régions linguistiques est une particularité du service public de la SSR. Elle stipule que les régions linguistiques doivent produire des programmes de qualité équivalente, avec une conséquence évidente sur la redevance. Si la SSR se cantonnait à des programmes en une seule langue nationale, la redevance serait d'environ 270 francs.

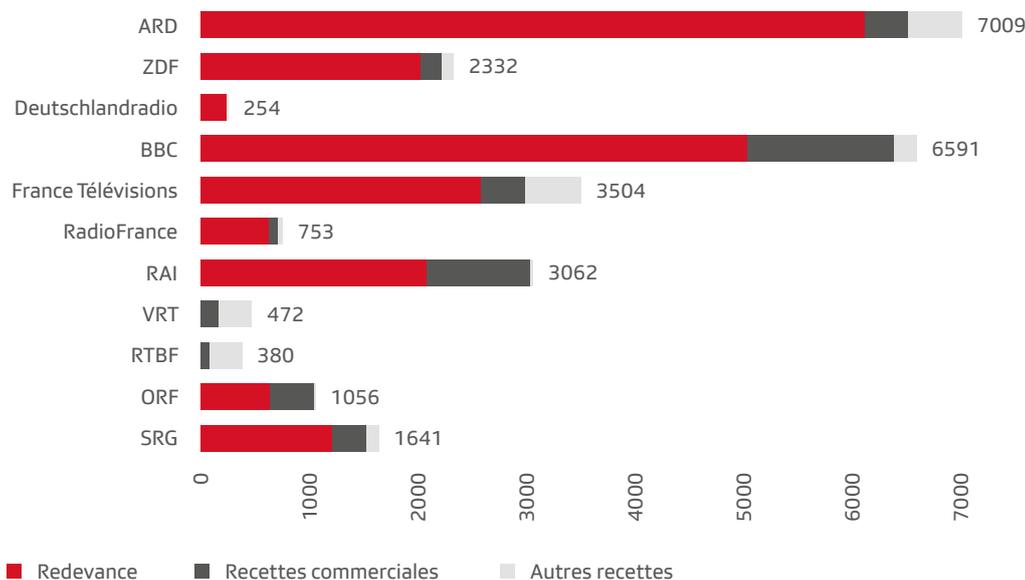
Comparaison internationale

La SSR dispose de plus de 1,6 milliard de francs par an pour financer 17 stations de radio, 7 chaînes de télévision et des offres en ligne dans quatre régions linguistiques. Elle n'a donc pas à craindre la comparaison, la somme étant conséquente à l'échelle de la Suisse, mais plutôt modeste en regard de celle des autres pays. Le montant de la redevance fait toutefois régulièrement l'objet de débats publics. Il est souvent comparé à celui prélevé à l'étranger. Ces comparaisons montrent que les pays fortement peuplés ont une redevance plus faible, du fait de la répartition des coûts fixes (personnel, infrastructures) sur

un nombre plus important de personnes. Pour que la comparaison soit pertinente, il y a lieu de tenir compte des facteurs suivants:

- la taille de la population,
- le nombre de communautés linguistiques et leurs besoins en termes de programmes,
- la topographie du pays,
- le niveau national des salaires et le renchérissement, qui influencent les coûts de personnel et les coûts de distribution,
- les sources de financement (recettes publicitaires, taille et structure du marché publicitaire, restrictions publicitaires éventuelles),
- les aides publiques directes et les subventions, versées en sus de la redevance, et le recours possible à d'autres sources de financement.

Total des recettes 2016, en millions de francs



Source: UER; cours de conversion de €/CHF 1.09 (année précédente: 1.07); chiffres 2017 pas encore disponibles.

Sociétés de gestion – Dépenses et recettes

La SSR est la plus importante utilisatrice d'œuvres audiovisuelles, musicales et littéraires de Suisse. Elle acquiert les droits d'auteur et les droits voisins nécessaires directement auprès des ayants droit, par ex. les auteurs, les artistes et les producteurs de films. Mais elle paie aussi, au titre de redevances de droits d'auteur, notamment pour la diffusion et la mise en ligne, des sommes non négligeables aux sociétés de gestion (Suisa, SSA, ProLitteris, Suissimage, Swissperform). En 2017, elle leur a versé 54,2 millions de francs.

En parallèle des sommes qu'elle dépense pour acquérir des droits, la SSR encaisse des rémunérations de droit d'auteur en tant qu'ayant droit (principalement pour la retransmission de ses programmes). Elle perçoit ces rémunérations de la part des sociétés de gestion Suissimage, ProLitteris et Swissperform par le biais de la Communauté d'intérêts radio et télévision (CRT). En 2017, elle a encaissé 9,9 millions de francs.

Desserte radio et télévision

La SSR propose différents modes de réception pour ses programmes radio et tv, si bien que la quasi-totalité des ménages suisses est aujourd'hui desservie. Qu'il s'agisse de la radio ou de la télévision, le public profite des technologies les plus récentes et de leurs avantages. Convaincue de l'avenir des deux médias à l'ère du numérique, la SSR continue d'investir dans la radio et la télévision en misant notamment sur la télévision haute résolution (HDTV et Dolby Digital) et sur la radio numérique (Digital Audio Broadcasting, DAB+).

Depuis plusieurs années déjà, la SSR s'investit dans la technologie de diffusion numérique DAB+, qui gagne également du terrain dans les pays voisins. Avec le soutien de la branche suisse de la radio, elle s'engage – d'ici 2024 au plus tard – à ne plus diffuser ses programmes radio en FM (mode analogique) mais uniquement en DAB+.

En 2017, la SSR a exploité 1383 installations émettrices pour la diffusion terrestre de ses programmes radio et 219 pour ses programmes tv.

Réception radio

Terrestre: réception des chaînes SSR par antenne-râteau, par antenne intérieure ou par antenne de voiture:

- DAB+, la radio numérique: réception numérique de toutes les stations radio de la SSR dans toute la Suisse. L'offre DAB+ s'est enrichie: les troisièmes chaînes radio de la SSR – Radio SRF 3, Couleur 3 et Rete Tre – sont désormais diffusées presque partout en Suisse. La zone de diffusion des journaux régionaux de Radio SRF a en outre été clairement élargie. Le passage du DAB au DAB+ est terminé.
- FM, la radio analogique: desserte des stations de la région linguistique et des premières stations des autres régions linguistiques.

Câble (via opérateur): réception – au minimum – des stations SSR de la région linguistique et de la première station des autres régions linguistiques.

Satellite: réception numérique des 17 stations de la SSR via le satellite Hot Bird d'Eutelsat: Rete Uno, Rete Due, Rete Tre, La Première, Espace 2, Couleur 3, Option Musique, Radio SRF 1, Radio SRF 2 Kultur, Radio SRF 3, Radio SRF 4 News, Radio SRF Musikwelle, Radio SRF Virus, Radio Rumantsch, Radio Swiss Pop, Radio Swiss Classic, Radio Swiss Jazz.

Internet: réception partout dans le monde des 17 stations de la SSR diffusées en live streaming par ses unités d'entreprise. De nombreuses émissions sont également disponibles à la demande sur les sites Internet, en streaming et/ou en podcast.

Réception tv

Terrestre: TNT (télévision numérique terrestre), la tv numérique nationale: desserte des deux chaînes SSR de la région linguistique, de la première chaîne des autres régions linguistiques et – en Suisse alémanique – de la chaîne SRF info.

Câble (via opérateur): RTS Un, RTS Deux, SRF 1, SRF zwei, SRF info, RSI LA 1 et RSI LA 2, presque exclusivement en qualité HD.

Satellite: DVB-S2 (digital video broadcasting satellite). Réception de sept chaînes de télévision de la SSR via le satellite Hot Bird d'Eutelsat: SRF 1, SRF zwei, SRF info, RTS Un, RTS Deux, RSI LA 1 et RSI LA 2 en HD. La migration de la SDTV (définition standard pour la télévision) vers la haute définition (HD) a été réalisée le 29 février 2016. La diffusion par satellite devant être cryptée pour des raisons de licence et de droits d'auteurs, la réception des chaînes de télévision SSR nécessite une carte Sat Access. Pour une plus grande sécurité, les cartes Sat Access font l'objet d'un renouvellement continu.

Internet: via les sites Internet et les applications mobiles des différentes chaînes de télévision de la SSR, il est possible de regarder en direct les programmes live et de visionner à la demande, en streaming ou en podcast, de nombreuses émissions. Certaines plateformes permettent de regarder les chaînes de la SSR grâce à un lecteur logiciel. L'offre linéaire de SRF, la RTS, la RSI et RTR est également complétée par la diffusion en streaming d'événements en direct (HD). Le site Internet swissinfo.ch publie en dix langues des informations destinées aux Suisses résidant à l'étranger.

IPTV (via opérateur): réception de programmes tv diffusés sur un réseau utilisant le protocole IP (Internet Protocol Television). Les bouquets proposés diffèrent selon l'opérateur et la région linguistique. Si la télévision IP est basée sur la technologie Internet, il faut toutefois posséder le décodeur du fournisseur pour en profiter. La qualité dépend de la gestion du réseau par l'opérateur.

HbbTV (Hybrid broadcast broadband TV), aussi appelée Smart TV: cette nouvelle technologie allie télévision numérique et Internet. Comme pour le télétexte, le programme tv propose des informations complémentaires. Si l'offre de base est accessible sans connexion Internet, cette dernière est nécessaire pour profiter de l'intégralité des services proposés. Un symbole rouge est intégré aux offres HbbTV spécifiques, comme par exemple les streaming en direct. L'offre HbbTV de la SSR est accessible grâce au bouton rouge de la télécommande.

Desserte universelle en situation de crise

La SSR étant structurée comme une entreprise nationale, elle est en mesure d'informer la population même en situation d'urgence. Elle peut, par exemple, alerter les habitants (système d'information Icaro) pour leur donner des instructions concernant le comportement à adopter.

Lors des crises graves, la SSR est l'organe d'information officiel du Conseil fédéral. Des contrats de prestations garantissent que ce dernier peut s'adresser en tout temps à la population. Dans le cas où la production et la diffusion régulières des programmes ne sont plus garanties, les journalistes et les techniciens de la SSR assurent, sous la responsabilité directe du Conseil fédéral, un programme radiophonique d'urgence en trois langues.

Autres informations sur la diffusion des programmes: www.broadcast.ch

Surveillance

Les recettes de la redevance sont soumises à un contrôle interne des plus stricts. Par ailleurs, la SSR est tenue de rendre des comptes au Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). Dans son rapport annuel, la SSR expose sa gestion au cours de l'exercice sous revue. Elle y propose en outre un budget et une planification sur cinq ans.

L'Office fédéral de la communication veille à ce que la SSR et ses unités d'entreprise respectent les dispositions de la loi, de la Concession et des principaux accords internationaux. Les plaintes sont quant à elles du ressort des organes de médiation et de l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision (AIEP).

Cinq organes de médiation pour les réclamations du public

La SSR compte cinq organes de médiation, un pour les programmes de radio et de télévision de chacune des régions linguistiques et un pour swissinfo.ch. Ils servent d'intermédiaires entre les personnes qui déposent des plaintes et les responsables des programmes. Les émissions les plus suivies (informations et téléjournal) sont aussi celles qui font le plus souvent l'objet de réclamations et c'est la programmation tv qui suscite le plus de critiques. La plupart des plaintes déposées au cours des cinq dernières années ont été considérées comme infondées par les organes de médiation.

L'AIEP, instance d'examen des plaintes

Les plaintes peuvent être déposées auprès de l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision (AIEP). Celle-ci reçoit plus de plaintes contre la SSR que contre les diffuseurs privés, en raison de la richesse de l'offre SSR et de son statut d'entreprise de service public.

Les conseils du public

Les conseils du public et les commissions des programmes des organes de la SSR servent d'interface entre les responsables du programme et le public. Les quatre unités d'entreprise régionales et swissinfo.ch ont chacune un conseil du public. En parallèle, il existe plusieurs commissions régionales des programmes en Suisse romande et en Suisse alémanique. Leurs membres, qui représentent différentes catégories de population, évaluent le travail de la SSR. Pour les responsables du programme, ce sont des interlocuteurs importants. Les conseils du public s'expriment régulièrement sur les émissions de la SSR. Dans leur rapport annuel, ils publient leurs observations et leurs propositions d'amélioration. Pour en savoir plus, lire le chapitre Qualité.

Le Conseil suisse de la presse

Le Conseil suisse de la presse est une organisation de milice qui veille à la qualité du journalisme suisse. Véritable référence en matière de déontologie journalistique, la Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste est reconnue comme contraignante par toutes les unités d'entreprise. Ses directives sont à la base du travail des journalistes et des rédacteurs suisses; la plupart des chaînes radio et tv de la SSR les ont même adoptées explicitement dans leur charte éditoriale. La SSR siège au conseil de fondation.

La plupart des plaintes adressées au Conseil suisse de la presse concerne la presse écrite; les auditeurs et les téléspectateurs insatisfaits s'adressent plutôt aux organes de médiation de la SSR et à l'AIEP. ■

Pour en savoir plus

Le chapitre consacré au service public, fournit de plus amples informations sur les activités de service public réalisées par la SSR en 2017.

srgssr.ch

Sous «Ce que nous faisons», le site Internet SSR présente de manière détaillée le mandat de la SSR. Les sujets sont nombreux: pluralité, solidarité, mandat d'information, promotion de l'éducation et de la culture, sport, divertissement. Le site fournit également des informations sur la stratégie d'entreprise, sur la Charte d'entreprise et sur la Charte du journalisme de la SSR.

Pour tous

Quelles prestations doit fournir la SSR? Dans quelle direction doit-elle aller? Avec sa publication «Pour tous», la SSR détaille sa position sur ces sujets. Elle y précise ses valeurs, son action et ses engagements. (srgssr.ch > News & Médias > Publications)

metro.srgssr.ch

Que signifie le service public? Que fait la SSR des sommes perçues au titre de la redevance? Metro apporte les réponses à ces questions et à bien d'autres encore.

Le service public en vidéo

Dans huit vidéos, la SSR donne un aperçu de ses activités et des différents aspects du service public. (srgssr.ch > News & Médias > Vidéos)

Service public





Service public – au service de la société

Selon l'article 2 de la Concession que le Conseil fédéral lui a octroyée, la SSR promeut dans ses programmes huit domaines en particulier:

- l'image de la Suisse,
- la démocratie (libre formation de l'opinion),
- l'intégration,
- la culture,
- la formation du public,
- la singularité (différenciation),
- le rayonnement de la Suisse à l'étranger,
- le divertissement.

Après avoir présenté, dans son rapport de gestion 2016, ses prestations de service public dans les domaines «image de la Suisse», «culture» et «singularité» ainsi que, l'année précédente, les thématiques «intégration», «démocratie» et «formation du public», la SSR a mis l'accent, durant l'exercice sous revue, sur les aspects «image de la Suisse», «culture» et «divertissement».

Les quatre unités d'entreprise en Suisse latine et alémanique ainsi que SWI swissinfo.ch, destinée aux Suisses de l'étranger, réalisent ces prestations chacune à sa manière et utilisent le mode narratif correspondant à leur région spécifique. L'approche éditoriale n'étant pas la même en Suisse alémanique qu'en Suisse romande, italienne ou romanche, la SSR doit également tenir compte de cette diversité.

Comment refléter l'image de la Suisse?

Il serait présomptueux de prétendre que la SSR pourrait présenter et refléter fidèlement et intégralement la Suisse et ses nombreuses facettes. Aucune entreprise média n'est d'ailleurs en mesure de le faire. La SSR dispose toutefois d'unités dans les différentes parties du pays et de studios locaux dans toutes les régions. Cette présence à l'échelle nationale lui permet de traiter les sujets éditoriaux importants sur place, jour après jour – à la radio, à la télévision et sur le Web.

Le contenu des émissions de fond fait l'objet de discussions entre les centres de Coire, Zurich, Lugano, Lausanne et Genève et leurs correspondants régionaux, afin que la conception de ces programmes reflète une image équilibrée de la Suisse.

Au Centre de presse Palais fédéral à Berne, les rédactions tv, radio et web de la SSR travaillent ensemble sur les thèmes de la politique fédérale et préparent les différents sujets en fonction de leurs publics cibles respectifs.

Les conférences des directeurs des programmes et des rédacteurs en chef collaborent régulièrement sur des projets de programmes communs. Diffusée en novembre 2017 sur toutes les chaînes tv, la soirée thématique «+3°», consacrée aux conséquences du changement climatique, en est un exemple.

Les unités SRF, RTS, RSI, RTR et SWI décrivent dans les chapitres suivants comment elles ont exécuté en 2017 le mandat de prestations «image de la Suisse» et en présentent plusieurs exemples, tels que la fête d'Unspunnen, le «Suisse Quiz» inter-régional des premières chaînes de radio, «Chacun sa croix», «HelveCHia» ou encore «Buongiorno Svizzera».

La culture, essence de la Suisse

La Suisse aime la culture dans son ensemble, quels que soient le domaine et le genre, de la culture érudite à la culture populaire. Chaque acteur culturel souhaite être vu, entendu, lu, assimilé, commenté et critiqué, par son public, par les médias locaux et régionaux et par la SSR. La SSR concrétise son mandat culturel sur quatre niveaux: reportages, productions, coproductions et partenariats.

- Reportages: les émissions d'actualité, tout comme les magazines spécialisés, consacrent une large place à la culture dans toute sa diversité.
- Productions: la SSR produit des émissions musicales, des téléfilms et des pièces radiophoniques.
- Coproductions: il s'agit notamment du Pacte de l'audiovisuel en faveur de la création cinématographique et de la Charte de la musique suisse.
- Partenariats: la SSR collabore avec plusieurs festivals de musique, dont Swiss Music Awards, Paléo Festival, Estival Jazz Lugano et Open Air Val Lumnezia, avec des festivals de films tels que ceux de Locarno, de Soleure ou encore de Zurich, ainsi qu'avec des manifestations littéraires, par exemple à Soleure, à Genève ou à Domat/Ems.

Dans la programmation de la SSR, la culture populaire occupe une place de choix, notamment par la production et la diffusion de musique populaire et de reportages consacrés aux coutumes et aux traditions. Les retransmissions du carnaval de Lucerne et de celui de Bâle, ainsi que du défilé des corporations lors du Sechseläuten à Zurich, sont devenus des rendez-vous incontournables.

S'y ajoutent les fêtes fédérales, telles que la fête de yodel 2017 à Brigue ou la fête d'Unspunnen à Interlaken. La collaboration avec la Communauté d'intérêts pour la culture populaire Suisse

et Principauté du Liechtenstein (CICP), forte de près de 400 membres, a contribué à raviver au sein des rédactions la sensibilité pour la culture populaire.

Les 500 ans de la Réforme et les 600 ans de Nicolas de Flüe ont été deux thèmes-clés de l'exercice sous revue. Ainsi, chaque région de la SSR a célébré la portée historique, théologique, religieuse et culturelle de la Réforme à sa manière: sous forme de débats, de discussions, de retransmissions de services religieux, mais aussi par l'élaboration de programmes spécifiques, tels que le projet «Leben vor 500 Jahren», diffusé en été 2017 par SRF.

De même, les chaînes de la SSR ont consacré de nombreuses émissions au 600^e anniversaire de la naissance de cette grande personnalité suisse que fut Nicolas de Flüe.

Le divertissement, source de plaisir et de joie

Outre l'information, la culture, la formation et le sport, le divertissement fait partie des prestations de base d'une entreprise média publique. Il peut prendre la forme d'émissions humoristiques, de variétés ou de découverte du pays, mais aussi de quiz ou de jeux radiodiffusés. Il peut aussi s'agir de la retransmission d'un mariage royal à la télévision et de bien d'autres événements encore.

Les émissions de radio sont, quant à elles, tributaires de la participation et des suggestions de leurs auditeurs, à l'instar des émissions musicales à la carte, très prisées par le public dans toutes les régions du pays. En fin de compte, le dialogue avec le public est lui aussi un service public audiovisuel. ■



Schweizer Radio
und Fernsehen

Quelle a été la contribution de SRF au mandat de représentation de la Suisse?

SRF offre à son public des informations sur la politique intérieure au moyen d'un large éventail d'émissions d'information et grâce au fort ancrage local des rédactions régionales et de ses correspondants dans toute la Suisse alémanique.

En 2017, avec ses nouveaux formats «Arena/Reporter» et «Rundschau talk», SRF a en outre mis l'accent sur des dossiers de fond ainsi que sur des débats portant sur des thèmes politiques et sociétaux touchant le public suisse.

Unspunnen 2017: lutte et culture populaire suisse en direct

La dixième édition des Fêtes d'Unspunnen a eu lieu du 26 août au 3 septembre 2017, soit 212 ans après l'édition fondatrice. SRF en a proposé une large couverture, complétée de sujets de fond, et a permis aux téléspectateurs et aux auditeurs de suivre au plus près les épreuves de lutte tout en leur donnant accès à une culture populaire helvétique haute en couleurs. Radio SRF Musikhalle a couvert chaque journée en direct depuis le site des Fêtes à Interlaken. SRF 1 a diffusé l'émission «Potzmusig unterwegs» et a retransmis le défilé folklorique en direct à la tv. Les fêtes de lutte d'Unspunnen ont été suivies par 778 000 personnes en direct sur SRF zwei. La couverture de l'événement sur srf.ch/sport et sur l'app Sport de SRF a aussi attiré un large public: l'offre sportive en ligne a enregistré 488 000 visites le dimanche 27 août 2017.

Journée thématique «Blackout»

Que se passerait-il si la Suisse était privée d'électricité pendant trois jours? A quel point sommes-nous dépendants de l'électricité, et comment pouvons-nous nous préparer à cette éventualité? Lors de la journée thématique «Blackout», SRF a décrit le scénario d'une panne de courant générale dans le cadre d'un docu-fiction de plusieurs heures, tout au long duquel des experts ont expliqué les situations présentées, apporté des éclairages de fond et donné des astuces pour se préparer à ce type d'événement.

«Suisse Quiz»

Le «Suisse Quiz» interrégional des premières stations radio de SRF, RSI, RTR et RTS a permis de créer des liens entre les quatre régions du pays. En juin, huit candidats alémaniques se sont affrontés sur Radio SRF 1 et ont répondu à des questions de politique, de géographie et de société portant sur les quatre régions linguistiques. Maria Mägli, de Soleure, a ensuite représenté la Suisse alémanique lors de la grande finale, le 1^{er} août à

Berne. Cette transmission en direct a été suivie par 387 000 auditeurs sur les quatre stations radios participantes.

«Tama Gotcha!»

Tama Vakeesan est la toute première youtubeuse SRF. Fille d'un couple tAMIL, elle est née et a grandi à Langenthal; de février à décembre, elle a partagé chaque semaine des vidéos sur sa vie à cheval entre deux cultures. Ce journal intime vidéo, publié sur la chaîne Youtube «Tama Gotcha!» est un plaidoyer en faveur de la diversité de la société suisse, dont près d'un quart de la population a des origines étrangères. La chaîne de Tama Vakeesan a été récompensée dans le cadre du festival du court métrage de Zug (YouTube@Zug).

Quelle a été la contribution de SRF au mandat culturel?

De nouvelles productions dans le domaine de la fiction

Après le succès public de «Gothard», SRF a de nouveau diffusé un téléfilm en deux épisodes en 2017: le drame familial «Private Banking», qui porte sur le bouleversement à l'œuvre dans le système financier suisse et sur la levée du secret bancaire. Coproduction de SRF, ce grand projet a été réalisé par Bettina Oberli («Les mamies ne font pas dans la dentelle») et a été suivi par 522 000 personnes.

Fin 2017, après «Der Bestatter» («Le Croque-mort»), SRF a lancé «Wilder», une deuxième série policière maison: un petit village de montagne suisse y défraye la chronique internationale suite à la mystérieuse disparition de la fille d'un investisseur arabe.

Zoom sur Gurlitt

La collection d'art de Cornelius Gurlitt a fait les grands titres partout dans le monde: en 2012, près de 1400 œuvres d'art disparues ont refait surface à Munich et à Salzburg, dont des tableaux et sculptures de Matisse, Monet et Rodin. A sa mort, Gurlitt a légué sa collection, qui comptait notamment des œuvres volées, au musée des beaux-arts de Berne. Deux expositions se sont ouvertes en novembre 2017: les œuvres étaient pour la première fois accessibles au grand public. A cette occasion, SRF a couvert l'affaire Gurlitt à la radio, à la tv et en ligne et s'est attelée à trouver des réponses aux nombreuses questions qui en découlent: à qui appartenaient ces œuvres? Qu'est-ce que l'on trouve dans les musées suisses? Quel profit génère le trafic d'œuvres d'art volées?

«SRF Purple Nights»

Musique classique et électro? Elles font très bon ménage, comme l'a démontré la première édition de la série d'événements «SRF Purple Nights» le 23 mars 2017. Radio SRF 2 Kultur offre une plateforme où peuvent se rencontrer, dans les clubs ou les bars, les styles musicaux apparemment les plus incompatibles. Les jeunes musiciens ont ainsi l'occasion de se produire sur scène, et le public de voir s'enchaîner les styles les plus variés, ce qui est peu courant. Avec «SRF Purple Nights», Radio SRF 2 Kultur souligne la diversité de son offre musicale et montre son engagement pour l'ensemble de la scène musicale suisse.

Les 500 ans de la Réforme

En 1517, Martin Luther introduit la Réforme avec ses 95 thèses et ouvre une ère de bouleversements. Grâce au grand thème «Die Stunde der Wahrheit», l'heure de vérité, SRF Kultur a mis en lumière la façon dont la Réforme a marqué et marque aujourd'hui encore la Suisse et son peuple. Pendant l'été 2017, le projet commun de Radio SRF 1 et de «Schweiz aktuell», «Leben vor 500 Jahren», a montré à quoi ressemblait le quotidien en 1517. Du 17 juillet au 4 août 2017, le public a ainsi pu participer chaque jour à un projet d'histoire vivante, y compris en ligne et sur Facebook. De nombreux passionnés se sont en outre rendus au château de Neu-Bechburg, à Oensingen (SO), où une famille de six personnes a vécu comme à l'époque du Moyen-âge tardif le temps de l'événement.

Quelle a été la contribution de SRF au mandat de divertissement?

Les 10 ans de «SRF bi de Lüt»

Depuis dix ans, «SRF bi de Lüt», déjà quelque 500 émissions au compteur, raconte l'histoire de personnes ordinaires: comment elles mènent leur vie, se réjouissent des bonnes nouvelles et surmontent les coups du destin. Avec plus de 20 formats différents, «SRF bi de Lüt» atteint régulièrement plus d'un tiers du public alémanique le vendredi soir. Pour lancer cette année anniversaire, SRF a élu, dans l'émission en direct «Landfrauenküche: Die Nacht der Siegerinnen» la «paysanne de la décennie»: Iris Riatsch, de Vnà (GR). En décembre, dans l'émission en deux parties «SRF bi de Lüt – Das grosse Wiedersehen», l'animateur Nik Hartmann a emmené le public dans un voyage dans le temps pour revivre tous les moments forts de la série.

Le printemps de la comédie

Lors de la dernière semaine de mars 2017, SRF a été placée sous le signe de l'humour: pendant 8 jours, de nombreuses émissions comiques et satiriques ont été diffusées à la radio, à la tv et en ligne. Les temps forts de cette semaine ont incontestablement été l'émission en direct «SRF 3 Comedy Talent Stage», qui a mis à l'honneur la nouvelle génération des humoristes suisses alémaniques, le documentaire «Divertimento – Der lange Weg vom Abgang zum Auftritt» et une édition spéciale de «26 minutes», le programme satirique romand, qui a offert un regard décalé sur la Suisse alémanique. Enfin, la présentation tv s'est réinventée le temps d'une soirée en confiant l'animation du prime time à des humoristes connus.

SRF pour les jeunes

Nouvellement créé, le domaine SRF dédié aux jeunes a conçu et mis en place en l'espace d'une année 15 formats web de divertissement. Le bilan intermédiaire est réjouissant, car ces offres atteignent leur public. «True Talk», qui a enregistré 10 millions de vidéos lancées, est la web-série la plus populaire de SRF. Sur Facebook, 80 % des utilisateurs ont moins de 35 ans. Dans le format «Michel muss mal», l'animateur Michel Birri interviewe des célébrités sur un ton décalé. Enfin, les toutes nouvelles vidéos éducatives «Clip und klar!» mettent en avant le plaisir d'apprendre. ■



Radio Télévision
Suisse

Quelle a été la contribution de la RTS au mandat de représentation de la Suisse?

Promouvoir «la compréhension, la cohésion et l'échange entre les différentes régions du pays, les communautés linguistiques, les cultures, les religions et les groupes sociaux». Tirée de la Concession SSR, cette ambition est chaque jour incarnée par de nombreux programmes de la RTS.

Nos rédactions d'actualité, tout d'abord, reflètent cette volonté en mettant en lien les différentes régions linguistiques grâce à leur réseau de correspondants, qui nous font découvrir l'actualité de toute la Suisse.

Radio

En radio, «La nouvelle matinale» de La Première propose chaque matin, à une heure de très grande écoute, une revue de presse couvrant l'ensemble des médias en Suisse, quelle que soit la région de publication. A 18 h 00, l'émission «Forum» reflète également cette dimension nationale en donnant très souvent la parole aux parlementaires alémaniques et tessinois.

Cet été, la RTS a offert au public une belle expérience radiophonique: «Via Roestica». Chaque matin de juillet sur La Première, l'émission a parcouru la «barrière du röstli». Aussi célèbre qu'impalpable, cette frontière linguistique a permis à nos animateurs de tisser des liens entre les différentes régions du pays.

L'émission «Suisse Quiz», les après-midis sur La Première, a eu la même volonté en mettant à l'honneur nos quatre régions linguistiques à travers un quiz dont le point d'orgue a été la grande finale nationale le 1^{er} août à Berne. Ce fut l'occasion pour le public de redécouvrir, à travers des dizaines de questions, l'histoire de la Suisse, ses cantons, ses institutions et ses traditions.

Télévision

En tv, notre édition quotidienne, le «19h30», reprend régulièrement des sujets produits par SRF et par la RSI et les signalant comme tels. C'est également le cas dans nos différents magazines et nos fictions.

La couverture de l'élection au Conseil fédéral en septembre 2017 a contribué à renforcer la cohésion nationale. Les émissions en direct de Berne, le travail intensif des correspondants au Palais fédéral ainsi que les différents sujets réalisés à travers le pays ont participé significativement à la compréhension

entre les régions linguistiques. Une marge de progression est toutefois possible dans le traitement quotidien. Mentionnons la rubrique «Chacun sa croix» de l'émission «Mise au point», qui, diffusée le dimanche soir à 20 h 00 sur RTS Un, nous immerge dans le quotidien d'un personnage politique suisse, quelle que soit sa région linguistique.

Radio, télévision et web

Les différentes rédactions (radio, tv,) ont par ailleurs accordé une attention particulière à la question jurassienne, notamment pour le choix que la ville de Moutier a eu à faire en juin 2017. Ce fut l'occasion de revenir sur l'historique de l'appartenance des communes francophones au canton de Berne, dont la résonance confère à ce sujet une dimension identitaire nationale.

Enfin, de nombreux magazines et séries produits par SRF ou par la RSI sont adaptés et diffusés par la RTS. Nous offrons ensuite à ces productions un rayonnement international à travers leur diffusion sur TV5 Monde.

Quelle a été la contribution de la RTS au mandat culturel?

Le rôle que la RTS joue dans la vie culturelle est primordial. Elle en reflète la diversité et la vivacité, contribuant ainsi à son essor. Quelque 4000 sujets culturels, tous genres confondus, sont traités tous les ans sur nos plateformes. Chaque année, nous soutenons 200 manifestations culturelles et musicales et captons quelque 500 concerts dans tous les styles musicaux.

La culture sur Espace 2

Près de 300 des concerts enregistrés sont diffusés sur Espace 2. Au demeurant, les promesses de cette chaîne ne changent pas. Elle occupe toujours une place unique en Suisse romande. Elle est le diffuseur privilégié de la musique classique et la seule radio à dédier l'immense majorité de ses contenus à la culture.

La culture sur RTSCulture.ch

RTSCulture.ch contribue au développement de la culture en touchant le public là où il est désormais: en ligne. Cette offre, enrichie de créations originales et de formats spécifiques aux nouveaux modes narratifs, rassemble les contenus culturels – au sens large – de toutes les chaînes et stations de la RTS.

La culture dans les émissions de la RTS

Chaque après-midi, l'émission «Vertigo» rend compte de la production littéraire, musicale et cinématographique suisse. Devenue une référence, elle parvient à décloisonner la culture en emmenant le grand public de La Première à la rencontre d'une personnalité et des événements qui feront l'actualité des scènes, des médias et des arts. «La Puce à l'oreille» tient également ce rôle chaque jeudi soir sur RTS Un.

Pour la RTS, le mandat culturel doit également favoriser l'innovation. L'expérience de réalité virtuelle «Hors-Cadre» en est l'expression. Cette création culturelle suisse offre au public de redécouvrir l'œuvre du peintre suisse Arnold Böcklin, L'île aux morts.

La RTS soutient et favorise les collaborations avec son vivier de partenaires externes en Suisse romande, notamment en confiant des prestations aux auteurs et producteurs indépendants. Depuis 2012, la RTS a contribué à la production de 310 films, séries et documentaires.

Musique suisse

La diffusion de la musique suisse fait également partie de notre mandat culturel. La RTS promeut chaque jour les contenus romands et nationaux sur les ondes de ses stations. Elle favorise ainsi largement la promotion des créations musicales suisses ainsi que le renforcement des valeurs culturelles du pays.

Quelle a été la contribution de la RTS au mandat de divertissement?

La RTS propose un divertissement se voulant fédérateur et dans lequel les Romands se reconnaissent. Elle privilégie les émissions maison, produites en public, qui soutiennent les talents suisses.

Humour

En tv et concernant l'humour, la RTS diffuse chaque samedi à 20 h 00 l'émission «26 minutes» qui s'est imposée comme un rendez-vous incontournable. Fédératrice et multigénérationnelle, elle propose à travers la satire et la fantaisie le portrait d'une Suisse romande actuelle et attachante. Véritable phénomène de société, l'émission est désormais sous-titrée et diffusée chaque samedi soir sur SRF zwei.

La RTS valorise aussi, et d'abord, les artistes suisses. C'est le cas lorsqu'elle investit les salles romandes pour immortaliser

les spectacles d'humoristes locaux et internationaux, notamment dans le cadre de «Rire en scène» ou en partenariat avec le Montreux Comedy Festival ou «Morges-sous-rire» (samedi soir sur RTS Deux). Cela a notamment permis d'initier le collectif d'humoristes suisses «Carac Attack».

Quiz, jeux et shows

Les grands divertissements tv du samedi soir, ce sont aussi «Alors on Danse», qui a permis de redécouvrir l'univers de la danse, et «Le Grand Quiz», avec lequel le public mesure ses connaissances de culture générale tout en s'amusant.

Dans notre jeu «C'est ma question», les candidats en lice sont interrogés par le public, représenté par un mur d'images, avec des questions en relation avec son métier, sa région ou ses centres d'intérêts. Axé sur la culture régionale, ce jeu diffusé quotidiennement en access prime time permet de valoriser notre réalité régionale.

Notons que le très apprécié «Dîner à la ferme», pour sa 6^e édition, s'est envolé outre-Atlantique pour une découverte gustative des produits canado-suisse. En radio et dans l'une des émissions phares de La Première, «Les Dicodeurs» «dicodent» chaque jour pour le plus grand plaisir des auditeurs.

Repensé récemment, le ton satirique et audacieux de Couleur 3 demeure essentiel dans notre offre de divertissement. C'est la marque de fabrique de la station.

Le dimanche midi sur La Première, le talk-show «Les beaux parleurs» revisite l'actualité sur le ton d'une dispute intelligente et spirituelle.

Nouveaux formats en ligne

En termes d'offre en ligne, la nouvelle stratégie de Couleur 3 ainsi que l'offre «Tataki» permettent de produire des capsules d'humour à destination des adolescents et des jeunes adultes. Soulignons également les vidéos très remarquées de «L'entrevue de la mort qui tue». Tous ces contenus traduisent la volonté de s'approprier les nouveaux codes de l'humour et de répondre à une volonté constante d'aller à la rencontre du public là où il se trouve. ■



Quelle a été la contribution de la RSI au mandat de représentation de la Suisse?

La Concession, sur laquelle se base l'offre globale de la RSI, promeut la cohésion nationale et l'entente entre les cultures de notre pays. Formats quotidiens ou hebdomadaires, nouvelles, émissions de divertissement, magazines culturels ou retransmissions sportives: l'ensemble des contenus est empreint de «suisstitude». En 2017, plusieurs émissions spéciales et formats ont été consacrés à des événements particuliers. La liste ci-après est tout sauf exhaustive.

Offre interrégionale

La RSI participe de longue date à la réalisation de productions SSR d'envergure nationale.

- «together – Living in Switzerland»: l'app lancée en février 2017 propose des quiz et des informations en lien avec le quotidien pour faire découvrir le vivre-ensemble suisse. Elle s'adresse à toutes celles et ceux qui veulent en savoir plus sur la Suisse ou tout simplement tester leurs connaissances sur le pays. Disponible en sept langues, elle s'adresse aussi aux personnes qui ne maîtrisent pas (encore) l'une des langues nationales mais qui envisagent de s'établir en Suisse. «together» est une app ludique qui promeut l'intégration en toute légèreté.
- Diffusion de la deuxième saison de «Buongiorno Svizzera» sur RSI LA 1: les cinq premiers épisodes – quatre documentaires et un voyage à travers la Suisse italienne – étaient dédiés à des personnes fraîchement établies dans notre pays. Pourquoi ont-elles quitté leur patrie? Pourquoi vouloir tout recommencer ici?
- «Nouvo» en italien: depuis le mois de mars 2017, les vidéos «Nouvo» de la SSR peuvent être vues dans les médias sociaux dans les quatre langues nationales et en anglais. Elles comprennent des reportages destinés aux 18-30 ans et des séquences explicatives qui décryptent la complexité de l'actualité.
- «Suisse Quiz»: qui connaît le mieux la Suisse? Le 1^{er} août 2017, sur Rete Uno, quatre personnes – une de chaque région linguistique – se sont affrontées au travers de leurs connaissances musicales, culinaires et générales. Une belle occasion d'aborder le quadrilinguisme de la Suisse en toute décontraction!

L'été sur Rete Uno

A l'été 2017, Rete Uno est partie sillonner le pays. Durant deux semaines et à la seule force de leurs mollets, dans leur pousse-pousse, les chroniqueurs ont fait voyager les auditeurs à tra-

vers monts et vallées, du lundi au vendredi, de 14 h 00 à 16 h 00. Tout d'abord seuls avec «Uno che pedala», ils ont ensuite emmené des passagers de la région dans leurs folles échappées. En juillet et août, l'émission «Le nostre radici, il nostro Paese» a sillonné les villes du nord du Gothard présentant un intérêt archéologique, historique ou culturel. C'est ainsi que les auditeurs ont pu découvrir les cités romaines d'Avenches (Aventicum) et de Windisch (Vindonissa), les collections de la Fondation Pierre Gianadda à Martigny (Octodurus) et le Musée d'art des Grisons de Coire (Curia).

Durant le week-end, Rete Uno a pris de la hauteur avec «Un monte e una capanna», série d'émissions diffusées en direct depuis des cabanes et des sentiers tessinois et grisons.

A la mi-août 2017, «Rete Uno fuori» était invitée au Marché-Concours national de chevaux de Saignelégier – la très populaire fête hippique jurassienne, connue pour ses présentations et ses courses, dont la première édition remonte à 1897.

Festival des Chœurs de jeunes de la Suisse

Sur mandat de la SSR, la RSI et RTR ont couvert l'édition 2017 au plan multimédia. L'édition 2017 de ce festival bisannuel était organisée pour la première fois en Suisse italienne. Rete Uno et Rete Due en ont rapporté les moments-clés tout en levant un coin de voile sur les coulisses de l'événement. Les rédactions News ont étoffé cette couverture avec des contenus publiés sur le Web et dans les médias sociaux. L'intégralité de l'offre RSI peut être vue ou revue sur www.rsi.ch/skjf2017.

Quelle a été la contribution de la RSI au mandat culturel?

La RSI joue un rôle essentiel pour la vie culturelle suisse, qu'elle relaie de plusieurs manières: par son offre italoophone en radio, en télévision et sur Internet, par des manifestations permettant d'approfondir sur place des thématiques données, et par le soutien d'événements musicaux. L'année sous revue a été riche en nouveaux programmes, en initiatives et en coopérations fructueuses. En voici quelques exemples.

Musique

En avril, la SSR/RSI a signé avec la Fondation «Orchestra della Svizzera italiana» (Fosi) une convention réglant leur future collaboration. Cette convention, synonyme de continuité, renforce l'action et l'image de l'«Orchestra della Svizzera italiana» (OSI)

et garanti à l'entreprise et à son unité d'accéder à un répertoire classique répondant au mandat de service public et pouvant être mis à la disposition du public via l'ensemble des vecteurs.

Le rapport particulier liant l'«Orchestra della Svizzera italiana», l'orchestre de chambre «I Barocchisti» – spécialisé dans la musique baroque – et le Chœur de la RSI permet de proposer en radio une offre de concerts inégalée, qui enrichit véritablement le paysage culturel helvétique.

Soirée tv littéraire

«Turné Soirée», telle est la nouvelle émission littéraire proposée chaque semaine par la RSI depuis le 14 octobre 2017. Damiano Realini et Mariarosa Mancuso (re)donnent une place de choix aux romans et autres récits en les portant à la grille d'avant-soirée. Ils analysent des œuvres connues ou moins connues, de Suisse ou d'ailleurs, tout en faisant des clin d'œil au cinéma et à la télévision – un programme encensé par la presse.

Fiction

En 2017, dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel, le contrat de coopération conclu avec la branche du cinéma suisse, la RSI a produit de nombreux films, web-séries et films d'animation. Sans oublier des séries maison diffusées entre novembre 2017 et janvier 2018 sur RSI LA 1: «Casa Flora», «Il Guardiacaccia» et «Ann da Guèra». Même s'ils sont très différents, les trois projets sont mus par un même désir de présenter le monde sous un angle original: dans de nouvelles formes et avec des perspectives inédites. L'idée est de toucher le public et de le pousser à réfléchir sur la société et sur ses valeurs.

Rete Due a elle aussi diffusé plusieurs pièces radiophoniques maison.

Quelle a été la contribution de la RSI au mandat de divertissement?

La collaboration est le moteur du divertissement chez RSI, qui ne propose pas que du programme et des produits destinés au public, mais aussi des contenus développés avec lui. Elle cherche sans cesse à développer de nouveaux formats pour répondre au mieux aux intérêts et aux goûts du public.

«Showcase»

Ermal Meta, Ezio Bosso, Sebalter et Tiziano Ferro ne sont que quelques-uns des prestigieux invités du Studio 2 de Besso pour l'émission «Showcase». Diffusées en direct à la radio, les performances des artistes étaient mises en ligne le lendemain pour que les fans puissent profiter chez eux en toute intimité – tout comme les spectateurs du studio – du génie musical actuel. Les 30 mini-concerts ont été l'occasion de rencontres uniques auxquelles le public a pu participer activement, tant à Besso que dans les médias sociaux.

Nouveaux formats et innovations tv

En 2017, la RSI a lancé plusieurs nouveaux formats, dont la majorité en été, quand la concurrence ne propose souvent rien d'innovant.

- «Alta fedeltà, una vita da cani»: l'émission du vendredi soir s'est penchée sur les relations que l'on entretient avec les animaux. Chaque épisode portait sur une thématique en lien avec nos amis à quatre pattes, agrémentée d'interviews de célébrités ayant elles-mêmes des animaux de compagnie. Les téléspectateurs ont pu profiter de conseils de dresseurs expérimentés, de digressions sur le rôle des animaux dans notre quotidien et de documentaires exceptionnels de la BBC, ainsi que de sympathiques vidéos privées.
- «Grilli & Grill»: en août, saison des barbecues, l'émission quotidienne un brin décalée était consacrée aux grillades, aux feux de joie et aux secrets de cuistots, le tout saupoudré d'une bonne dose d'humour.
- «Cash»: si les règles du jeu sont restées les mêmes – répondre à dix questions en dix minutes – l'édition de l'été a été animée successivement par dix jeunes inconnus du public mais bien au fait du monde de la télévision. ■



Radiotelevisiun
Svizra Rumantscha

Quelle a été la contribution de la RTR au mandat de représentation de la Suisse?

Soirée thématique «+3°»

En 2017, RTR a participé à la soirée thématique SSR «+3°». A l'origine de cette émission, une question: à quoi ressemblerait la Suisse si la température moyenne était 3 degrés plus élevée qu'aujourd'hui? A quels problèmes notre pays serait-il confronté? Quels seraient les effets positifs? L'émission était constituée d'une part d'éléments produits à l'échelle nationale et diffusés dans toutes les régions linguistiques, et d'autre part de débats organisés dans les régions. Elle alternait en outre passages dans les studios et enquêtes auprès du public. C'était la première fois que RTR diffusait une émission tv de trois heures en direct (sur SRF Info). Cette soirée thématique a été complétée, en amont, d'une série radio sur les changements climatiques auxquels est confrontée l'Italie et d'une offre multimédia qui donnait notamment la parole aux enfants.

«Allegra Svizra – Ils immigrants»

Au cours de l'été, RTR a diffusé «Allegra Svizra – Ils immigrants», une série documentaire en cinq épisodes produite en collaboration avec la RTS, la RSI et SRF. Cette série a suivi des personnes d'origine syrienne, française, portugaise et indienne qui ont quitté leur pays pour faire leur vie en Suisse. Elle a été très appréciée du public de RTR et a connu un succès significativement plus grand que les précédents programmes estivaux.

«HelveCHia»

En 2017, RTR a créé une nouvelle rubrique, «HelveCHia», dans laquelle Radio Rumantsch présente chaque semaine une petite vignette évoquant un événement ayant lieu dans une autre région du pays. De nombreux thèmes sont abordés: politique, société, culture et faits divers. Sur le site rtr.ch, une carte permet de situer géographiquement tous les sujets de cette nouvelle rubrique, qui sont complétés de vidéos. L'émission de radio «Ils auters. Les autres. Gli altri. Die Anderen», qui a été poursuivie en 2017, offre également un espace de rencontre avec les autres régions suisses.

La Suisse musicale

La Suisse est présente sous différentes formes dans le programme musical de RTR. Tout d'abord, plus de 50 % des morceaux diffusés sont des titres suisses. Ensuite, en 2017, trois «Artg musicals» ont été coproduits avec d'autres unités d'entreprise SSR: une émission avec la RSI diffusée depuis Morissen, la Schubertiade avec la RTS à Yverdon-les-Bains et une émission en collaboration avec Radio SRF Musikwelle à Bergün.

En mai 2017, le festival de chœurs d'enfants et de jeunes a eu lieu à Lugano, après Disentis/Mustér en 2016. Il a été coproduit par les quatre unités d'entreprise de la SSR.

«Cuntrasts»: des sous-titres directement accessibles

Les émissions «Cuntrast» sont depuis longtemps diffusées sur les chaînes tv de la RSI, de la RTS et de SRF – mais ce n'est que depuis 2017 que les sous-titres sont en accès direct sur les chaînes de la RSI et de la RTS, c'est-à-dire qu'il n'est plus nécessaire de passer via le télétexte pour les afficher. Ce système existe chez SRF depuis longtemps déjà.

Quelle a été la contribution de la RTR au mandat culturel?

Musique

Comme tous les ans, RTR s'est engagée pour la création musicale locale: 20 concerts ont été enregistrés et exploités dans des sujets éditoriaux pour les émissions «Noss chors», «Artg musical» et «L'instrumentala». RTR a en outre réalisé douze enregistrements dits de répertoire, qui visent à enrichir en continu les archives de la musique locale, qui elles-mêmes alimentent le programme musical de RTR.

En 2017, RTR a été présente à différents festivals de chant dans les Grisons, mais aussi à Brigue, Interlaken, Lucerne et Aarau. Elle y a enregistré les concerts des chœurs et d'autres formations musicales. Le temps fort de la saison 2017 a été le festival de chant de Surselva à Falera. RTR a produit l'enregistrement audio de tous les concerts et réalisé des vidéos. Les vidéos de tous les chœurs ayant participé au festival de Falera étaient disponibles sur le site rtr.ch.

En 2017, le «Festival da Jazz St. Moritz» a fêté ses 10 ans. RTR a couvert l'événement sur tous ses canaux. En collaboration avec la RSI, elle a retransmis en streaming en direct le concert «Earth, Wind and Fire Experience feat. the Al McKay All-Stars» depuis Poschiavo. RTR y a en outre enregistré quatre concerts en collaboration avec Radio SRF 2 Kultur. Les temps forts du festival ont été couverts dans des émissions radio quotidiennes, dans «Telesguard», sur rtr.ch et sur les médias sociaux. Enfin, un documentaire a résumé en 25 minutes les dix années du «Festival da Jazz».

Pour le jeune public, le festival Open Air Lumnezia constitue un moment important du programme. En 2017, RTR a à nouveau offert une retransmission en direct à la radio depuis le Val Lum-

nezia. La rédaction de «Battaporta» a réalisé une offre en ligne et sur les médias sociaux dans le cadre de sa couverture des festival open air des Grisons.

Art et littérature

La rubrique radiophonique «Impuls» donne tous les jours et depuis des années carte blanche aux auteurs romanches. Ils sont d'ailleurs nombreux à avoir commencé leur carrière avec «Impuls». Dans le «Magazin da cultura», Radio Rumantsch fait chaque samedi un tour d'horizon de l'actualité culturelle dans les Grisons et en Suisse. Eclectique, l'émission parle de littérature, de musique, d'art et de culture populaire. Depuis 2017, une page culture présente sur le site rtr.ch tous les sujets culturels de RTR.

Cinéma et télévision

Dans le cadre de l'émission tv «Cunstrasts», la rédaction documentaire a confié six productions à des réalisateurs indépendants. Ces derniers ont notamment créé, en parallèle des émissions produites par RTR, des films sur des thèmes culturels (p. ex. les portraits «Angelika Kaufmann – Porträt einer Künstlerin» et «Rebecca Clopath – ein neuer Stern am Schweizer Kochhimmel») ou encore la présentation du théâtre Origen et de sa tour sur le col du Julier), historiques (p. ex. «Der Fall Conradi», «Tambora – die Auswirkungen einer der grössten Vulkaneruptionen der Geschichte auf Graubünden») et de société (p. ex. «Haare färben – oder nicht», «St. Moritz, wie weiter?», «Die Sitzbank vor dem Haus – Geschichte und Geschichten»).

L'histoire en ligne: nossaistorgia.ch

Mis en ligne en 2017, le site nossaistorgia.ch est la toute première plateforme interactive dédiée à l'histoire des Suisses romanches et des Grisons. Elle est exploitée et entretenue par RTR. Le grand public, c'est-à-dire les personnes privées comme les institutions, peuvent y charger des contenus, des documents et des éléments d'archives.

Quelle a été la contribution de la RTR au mandat de divertissement?

Jeux et quiz

RTR accorde de l'importance à l'aspect divertissement dans l'ensemble des contenus de son programme. Cela est particulièrement visible dans les trois courts quiz radiophoniques «Kikeri6», «Tge chaussas» et «Top3», dont deux sont diffusés le matin et l'autre l'après-midi. Ces quiz sont des rendez-vous

très appréciés du public radio, tout comme les messages d'anniversaire: chaque jour, entre 13 h 00 et 14 h 00, les Romanches peuvent se souhaiter un joyeux anniversaire à la radio.

En 2017, RTR a participé à l'émission radio nationale «Suisse Quiz», qui a été produite au Studio Palais fédéral, à Berne, et diffusée le 1^{er} août en même temps par toutes les unités d'entreprise SSR. Cet événement a rencontré un grand succès auprès du public.

Programme musical à la carte pour les chasseurs

Pendant la saison de la chasse, RTR offre une programmation musicale à la carte de 21 h 00 à 22 h 00. D'une hutte de chasse à l'autre, les chasseurs se souhaitent bonne chance en se dédiant des chansons, pour un résultat des plus éclectiques. L'émission trouve un écho particulièrement fort parmi les chasseurs et leurs familles.

Fête du 1^{er} août

RTR a participé à l'émission du 1^{er} août «Lueget vo Berg und Tal – Par monts et par vaux – Per monti e valli – Per culms et vals». Les quatre animateurs se sont retrouvés à Locarno pour partager des histoires glanées dans leur région linguistique. Cette année encore, RTR était représentée par Maria Victoria Hass, également coproductrice de l'émission.

Semaine Comedy de SRF

Lors de la semaine dédiée à l'humour sur SRF, RTR a présenté cinq contenus dans lesquels de grands événements de ces dernières années avaient été revus et corrigés du point de vue des Romanches. Diffusés sur SRF zwei et publiés sur Internet et sur les médias sociaux, ils ont reçu un bon accueil. RTR a été invitée à participer à la prochaine édition de la semaine Comedy de SRF. ■



Quelle a été la contribution de SWI au mandat de représentation de la Suisse?

Plus petite unité d'entreprise de la SSR, SWI swissinfo.ch participe de manière substantielle au mandat de service public: par le biais d'une plateforme Internet dotée de moyens multimédias, SWI explique les singularités et les valeurs de la Suisse et contribue dans une large mesure à la qualité du débat démocratique en Suisse et à l'étranger. Ce faisant, swissinfo.ch s'engage pour la communauté. Conformément à son mandat de prestations, l'offre SWI, disponible en dix langues, s'adresse non seulement aux Suisses de l'étranger, mais aussi à un public international intéressé par notre pays.

Expliquer la Suisse

SWI s'est donné pour mission d'expliquer la Suisse à un public international. Les questions d'actualité ayant trait à la Suisse sont traitées en profondeur à l'aide des différents médias. En revanche, les sujets qui ne présentent que peu, voire aucun intérêt à l'international sont laissés de côté. Dans leurs publications quotidiennes, les journalistes fixent des thèmes prioritaires, qu'ils approfondissent, expliquent, contextualisent et analysent indépendamment de toute opinion personnelle.

SWI propose un suivi de chaque votation fédérale sous forme de dossier exhaustif en dix langues – un service unique dans le monde pour de nombreux locuteurs étrangers. En 2017, la couverture des votations fédérales sur l'énergie et les retraites a suscité un vif intérêt, tout comme les événements suisses récurrents retransmis dans le monde entier tels que le World Economic Forum (WEF) à Davos ou encore le congrès annuel de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE).

SWI consacre un portail spécifique à la démocratie directe, l'une des valeurs centrales de la Suisse. C'est ainsi qu'elle a créé un centre de compétences spécialisé dans la participation politique selon le modèle suisse. L'idée est de proposer au plus large public une plateforme de discussion sur les différents aspects de la citoyenneté participative. Outre des comptes rendus des votations, des élections et des sondages, le dossier propose des contributions externes, des vidéos, des animations, des infographies et des liens vers différentes organisations et fondations amies.

Son public cible? 80 % de la population mondiale

A travers son offre, SWI contribue à l'entente entre les peuples et à la diffusion internationale des valeurs et des positions suisses. Arabe, chinois, allemand, anglais, français, italien, ja-

ponais, portugais, russe et espagnol: SWI s'adresse au reste du monde en dix langues et peut ainsi toucher 80 % des personnes ayant accès à Internet. L'offre de SWI étant destinée en premier lieu à un public résidant à l'étranger, les contenus sont publiés dans la forme standard des langues nationales, non en dialecte, y compris dans les contenus audiovisuels.

Les internautes habitant en Suisse ne représentent qu'une petite partie des utilisateurs de SWI. Parmi eux, on compte un certain nombre de migrants, qui s'intéressent aux spécificités du pays. Grâce à sa plateforme multilingue, SWI touche dans nos frontières une audience supérieure à la moyenne.

Dans ce contexte, le dossier «La Suisse, mode d'emploi – Switzerland how to» mérite une mention particulière: il propose, dans les dix langues SWI, des contenus journalistiques sur plus de 50 thématiques suisses, du marché du travail au système politique, en passant par la culture, les transports, les coutumes et bien d'autres aspects encore. Les différents articles renseignent sur le fonctionnement du pays. «La Suisse, mode d'emploi» s'adresse non seulement aux nouveaux résidents, mais également aux touristes et aux Suisses de l'étranger. Le dossier est souvent consulté, indépendamment des sujets d'actualité. Sans compter que SWI actualise régulièrement l'offre de ses dix rédactions.

Son offre journalistique doit par ailleurs permettre de resserrer le lien entre les Suisses vivant à l'étranger et leur pays. Pour des raisons historiques, en tant que «voix de la patrie», SWI – anciennement Service suisse des ondes courtes, puis Radio Suisse Internationale – est étroitement liée à l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE). Depuis de nombreuses années – 80 ans pour SWI et 100 ans pour l'OSE –, les deux organisations défendent les intérêts de la Cinquième Suisse, mission essentielle car de plus en plus de Suisses vivent à l'étranger. En 2016, on en comptait 775 000, dont 160 000 inscrits au registre électoral.

Quelle a été la contribution de SWI au mandat culturel?

La culture, l'un des cinq domaines-clés de SWI

Conformément à son mandat de prestations, outre la politique, l'économie, les sciences et la société, SWI doit couvrir le devenir culturel. En 2017, elle a ainsi publié de nombreux comptes rendus multimédias sur la culture et y a notamment consacré son dossier «500 ans de la Réforme», une série d'articles publiés au

fur et à mesure de l'année écoulée. Des événements d'envergure internationale, comme le 70^e Festival du film de Locarno, ont également été largement couverts sur ses pages. D'autres, comme le Prix de Lausanne (danse classique) ou encore Art on Ice (patinage artistique), ont été traités pour certaines régions linguistiques, en fonction des intérêts.

En outre, on ne manquera pas de citer les galeries d'images hebdomadaires, très appréciées du public: elles reflètent dans les dix langues SWI des expositions d'artistes suisses, leur donnant ainsi un rayonnement mondial.

Le multimédia comme un aimant

Accessible uniquement en ligne, SWI doit s'affirmer sur le marché mondial. Il est donc essentiel qu'elle publie des contenus inédits, de grande qualité et attrayants, même si le divertissement ne fait pas explicitement partie de son mandat. Pour ce faire, elle mise sur l'innovation et l'utilisation d'éléments multimédias variés, parmi lesquels des graphiques, des films d'animation explicatifs et des vidéos à 360°. Un projet lancé en 2016 devrait permettre de renforcer la présence multimédia de SWI et de présenter au public international une image encore plus fidèle de la Suisse.

Enfin, SWI participe à différents projets de la SSR: on citera notamment l'app «together» en sept langues, qui permet de découvrir de manière ludique les spécificités du vivre-ensemble en Suisse, ainsi que la plateforme vidéo «Nouvo», qui offre au public jeune sur les médias sociaux un regard décalé sur la Suisse. ■

Le service public en chiffres

Recettes et dépenses en bref

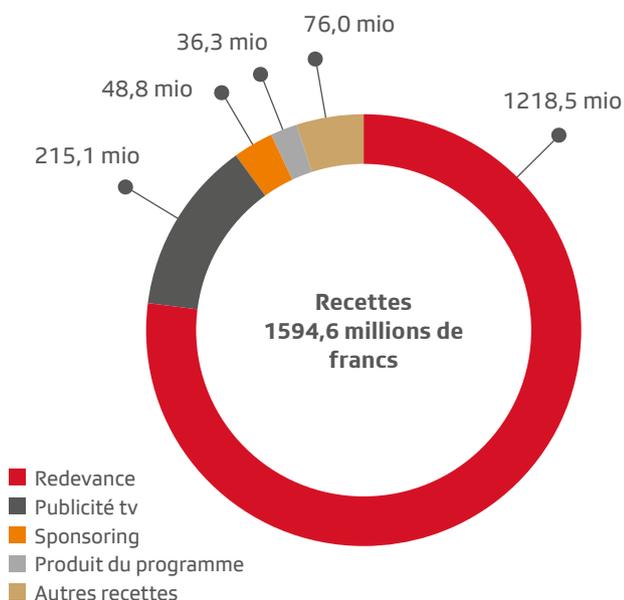
La SSR présente ici les différents éléments de son budget et l'utilisation des moyens dont elle dispose:

- Le premier chapitre montre d'abord les dépenses sous trois angles différents: le contenu des programmes, les productions maison et les productions de tiers ainsi que les vecteurs audio et vidéo.
- Le deuxième présente séparément les différents blocs de coûts: production et informatique, distribution, immobilier, droits sportifs, activités pour tiers et affaires publiques.
- Enfin, un aperçu des coûts des émissions des différentes unités d'entreprise est proposé. Depuis mai 2016, chacune des unités d'entreprise (RTS, SRF, RSI et RTR) publie une liste détaillée des coûts de ses émissions télévisées à l'occasion de la parution du rapport de gestion. En outre, toutes les unités d'entreprise présentent les coûts de leurs stations radio.

Explications relatives à la base de calcul

Dans son rapport de gestion, la SSR présente systématiquement ses coûts complets. Les montants indiqués comprennent tous les coûts liés à la production des émissions, y compris ceux liés aux domaines suivants: Finances et Controlling, Ressources humaines, Communication, Logistique et Informatique, Archivage et Gestion des immeubles. Ces charges ne pouvant pas être imputées individuellement à un seul contenu, elles sont réparties globalement entre tous les contenus des programmes.

Recettes



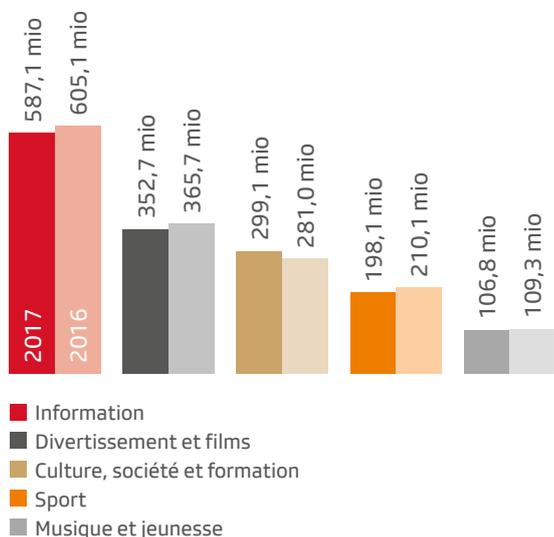
Près de 76 % des recettes de la SSR proviennent de la redevance, tandis que 14 % du budget sont financés par la publicité télévisée et 3 % par le sponsoring. La vente d'émissions aux médias ou à des institutions publiques et privées ainsi que les revenus générés par des coproductions représentent 2 % des recettes de la SSR. Les 5 % restants correspondent principalement aux subventions fédérales pour swissinfo.ch, 3sat, TV5 Monde, tvsvizzera.it, au produit de la location d'immeubles, aux revenus liés à la vente des cartes Sat Access ainsi qu'aux recettes provenant de la vente de biens immobiliers.

La SSR est principalement financée par les redevances de réception, afin de pouvoir remplir le mandat de prestations que lui a confié le Conseil fédéral: produire et diffuser des programmes équivalents de radio et de télévision pour la Suisse romande, la Suisse italienne et la Suisse alémanique, et proposer une offre adéquate en romanche. Autrement dit, des programmes pour un petit marché de moins de 8,5 millions de personnes, subdivisé en quatre langues.

La SSR répartit ses recettes entre ses unités d'entreprise, dans les quatre régions linguistiques, au moyen d'une clé de financement. Du fait de cette péréquation solidaire, les minorités linguistiques reçoivent davantage de moyens: bien que les Suisses alémaniques représentent quelque 70 % de la population suisse, ils ne profitent que de 43 centimes de chaque franc de redevance versé. Le reste sert à financer une radio et une télévision de qualité en Suisse romande, en Suisse italienne et en Suisse romanche.

Dépenses

Dépenses par contenu des programmes en millions de francs*



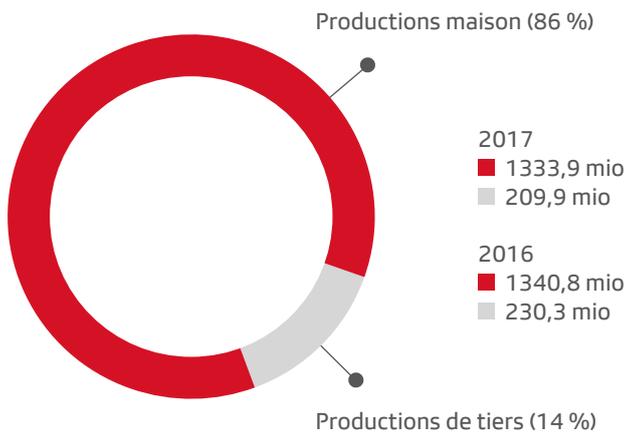
La SSR propose un programme généraliste dans cinq domaines. En 2017, elle a affecté 38 % de ses dépenses* au domaine «Information», 23 % au domaine «Divertissement et films», 19 % au domaine «Culture, société et formation», 13 % au domaine «Sport» et 7 % au domaine «Musique et jeunesse».

Les dépenses totales ont légèrement reculé en 2017. Cette baisse est sensible dans tous les domaines – à l'exception du bloc de coûts culture, société et éducation. Faute d'événements sportifs d'envergure comme les Jeux olympiques d'été, les dépenses dans le sport ont baissé d'environ 12 millions de francs. En revanche, ils ont augmenté d'environ 18 millions de francs dans les domaines de la culture et de l'éducation. L'argent a été investi principalement dans des documentaires et des séries de fiction.

* Dépenses sans les coûts des prestations de tiers ne faisant pas partie des activités concessionnées et sans les effets ponctuels de 2017 (coûts liés au programme d'économies et réserve constituée en vue de l'abaissement du taux technique de la Caisse de pension et effets ponctuels d'Immobilier).

Dépenses par type de productions

en millions de francs*

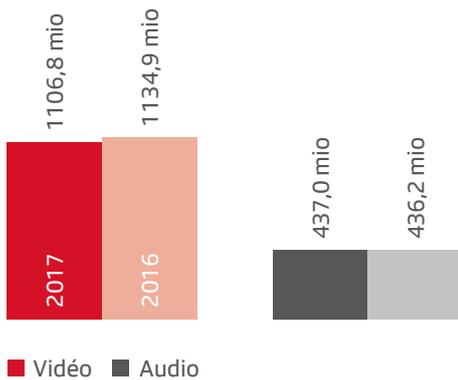


Les unités d'entreprise de la SSR (SRF, RTS, RSI, RTR et SWI) produisent elles-mêmes la plupart de leurs programmes: 86 % des dépenses ont été consacrées à des émissions de radio – «Echo der Zeit» (SRF), «Forum» (RTS), «Millevoci» (RSI), «Marella» (RTR) – et à des programmes de télévision – «10vor10» (SRF), «Couleurs locales» (RTS), «Il Quotidiano» (RSI), «Telesguard» (RTR) – ou à des web-séries produites spécialement pour Internet – «True Talk» (SRF), «Carac Attack» (RTS) ou «Spam» (RSI). Par rapport à l'année précédente (85 %), les productions internes SSR ont légèrement progressé (86 %) en 2017.

Cette offre est complétée par des contenus audio et vidéo produits par des tiers: la SSR y consacre 14 % de ses dépenses*. Cela concerne notamment l'achat de longs métrages, de films documentaires et de séries populaires comme «House of Cards» ou «Mad Men».

Dépenses par vecteur (audio et vidéo)

en millions de francs *



Le domaine audio couvre l'ensemble des contenus audio diffusés sur les stations radio, en streaming en direct, sur les plateformes en ligne de la SSR, ou consultables au moyen d'applications ou du «player» de la SSR. La catégorie vidéo, pour sa part, comprend les contenus image ou vidéo diffusés à la télévision ou mis à disposition sur les canaux en ligne mentionnés ci-dessus. En 2017, près de 28 % (437,0 millions de francs) des dépenses de la SSR ont été consacrées à la production audio et près de 72 % (1106,8 millions de francs) à la production vidéo.

Le rapport entre ces deux domaines reste constant et montre que les contenus audio sont nettement plus avantageux que les vidéos, dont la production est très onéreuse en raison des frais fixes élevés. Toutefois, la convergence des médias et la fusion des contenus vidéo, audio et texte sur Internet rendent toujours plus difficile l'attribution précise des coûts à l'un ou l'autre vecteur. La tendance est à la représentation des coûts totaux des productions audiovisuelles, quel que soit le canal sur lequel les contenus sont diffusés (radio, télévision ou en ligne).

* Dépenses sans les coûts des prestations de tiers ne faisant pas partie des activités concessionnées et sans les effets ponctuels de 2017 (coûts liés au programme d'économies et réserve constituée en vue de l'abaissement du taux technique de la Caisse de pension et effets ponctuels d'Immobilier).

Détails des blocs de coûts

Production et informatique 245,0 millions de francs



Les coûts pour la production et l'informatique sont élevés notamment dans la production télévisée, du fait de la structure de cette dernière. Ils représentent près de 16 % des dépenses de la SSR. Le bloc de coûts «production et informatique» englobe les dépenses pour les studios de production, les moyens de production mobiles pour la radio et la télévision, les caméras, les postes de montage, les systèmes graphiques, l'infrastructure de stockage interne et de distribution des contenus, les systèmes de planification, etc. Il comprend également les coûts d'entretien et d'exploitation des systèmes de diffusion des émissions et des systèmes informatiques nécessaires à la production. Dans le domaine de l'informatique, les services d'assistance, les serveurs, la gestion des données et diverses applications, dont SAP et Office, etc., génèrent également des coûts de production. Ce bloc contient également les frais de contribution, c'est-à-dire les frais liés à la diffusion de productions en extérieur et de productions internationales dans les studios ainsi que pour la connexion bilatérale des studios radio et tv dans les quatre régions linguistiques. Pour cela, la contribution exploite notamment un réseau national haute performance auquel sont aussi connectés les plus importants stades de foot et patinoires dotés de points d'alimentation pour la transmission des compétitions.

Distribution 99,9 millions de francs



La distribution met les programmes de la SSR à la disposition du public. La Confédération a édicté des règles très strictes relatives à la distribution des programmes, la SSR étant tenue de veiller à ce que son offre puisse être reçue partout en Suisse. En outre, la loi définit de manière précise les technologies utilisées pour la diffusion. Ainsi, les programmes de télévision de la SSR peuvent être reçus par voie hertzienne terrestre (TNT), par câble et par satellite, sur Internet et par HbbTV, tandis que les stations radio sont diffusées en DAB+ et en OUC, par câble, par satellite et par Internet.

Les coûts de diffusion des programmes représentent environ 6 % des coûts totaux, y compris les charges d'exploitation et de maintenance des réseaux d'émetteurs et des installations de distribution pour la diffusion primaire des programmes.

Immobilier 104,7 millions de francs



Environ 7 % des dépenses de la SSR correspondent aux coûts d'immobilier. Il s'agit principalement de la rénovation et de l'entretien des biens fonciers, de la gestion technique, infrastructurelle et commerciale des bâtiments, de tous les frais accessoires et de chauffage ainsi que des assurances. Ce montant comprend également les frais d'amortissement.

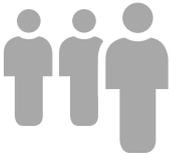
La loi sur la radio et la télévision exige que les programmes de la SSR soient produits majoritairement dans les régions linguistiques auxquelles ils sont destinés (art. 27 LRTV). Aussi la SSR exploite-t-elle des sites principaux et secondaires dans chaque région linguistique du pays. Actuellement, elle modernise ses locaux à Lausanne, Comano, Bâle et Zurich, un investissement indispensable pour la production en format trimédial à l'ère numérique.

Droits sportifs **50,3 millions de francs**



Près de 3 % des dépenses totales de la SSR sont consacrées à l'achat des droits de diffusion dans les médias d'événements sportifs nationaux et internationaux et d'autres droits qui y sont liés. Ces droits sont achetés pour l'ensemble des unités d'entreprise de la SSR et pour tous les médias, dans la mesure du possible. En raison des variations entre les années paires et impaires, les coûts communiqués correspondent aux coûts moyens annuels des quatre dernières années (2014-2017). Il s'agit de coûts bruts, sans déduction d'éventuelles reventes ou de la cession sous licence des droits acquis.

Activités pour tiers **22,9 millions de francs**



Les activités pour tiers comprennent les prestations qui ne font pas partie des activités concessionnées de la SSR, notamment les productions radio et tv pour des tiers, la production de DVD/CD pour des clients commerciaux, les visites guidées des studios ou les prestations pour les filiales. Si les activités pour tiers peuvent générer des recettes, la fourniture de ces prestations engendre également des coûts. Les dépenses dans ce domaine représentent près de 1 % des coûts totaux.

Public affairs **0,4 million de francs**



Ce bloc de coûts regroupe les dépenses liées à l'organisation de rencontres d'information avec des personnalités politiques, la production de fiches d'information et documents de position, ainsi que la veille thématique et le suivi de dossiers pertinents pour la SSR. Elle comprend notamment les honoraires de l'agence Furrer Hugi & Partner, spécialisée dans les affaires publiques, mandatée par la SSR depuis 2011. Durant l'année sous revue, la SSR a dépensé près de 0,4 million de francs pour les achats de prestations et les coûts de tiers, soit 0,025 % des coûts totaux.

Coûts des émissions de radio et de télévision

Coûts des émissions des quatre unités d'entreprise

Les coûts des émissions tiennent compte des frais effectifs directement liés à la production d'émissions de radio et de télévision. En font notamment partie les dépenses pour les prestations rédactionnelles et techniques fournies par le personnel, les achats de programmes et les moyens de production. Ces derniers englobent par exemple les studios, les caméras et les micros, mais également les postes de montage et les cars de reportage.

Depuis mai 2016, chacune des unités d'entreprise, à savoir SRF en Suisse alémanique, RTS en Suisse romande, RSI en Suisse italienne et RTR en Suisse romanche, publie une liste détaillée des coûts de nombreux formats télévisés à l'occasion de la publication du présent rapport de gestion: émissions d'actualité, magazines et débats, films et séries, émissions de divertissement et émissions musicales, documentaires et reportages, émissions sportives. En outre, toutes les unités d'entreprise présentent les coûts de leurs stations radio.

Les liens ci-après vous permettent d'accéder aux sites web des différentes unités d'entreprise, où vous pourrez consulter ces coûts en détail pour chaque région linguistique.

Projets nationaux 2017

Les coûts des émissions tv et des stations radio pour l'année 2017 se rapportent exclusivement à la région linguistique concernée. Les unités d'entreprise de la SSR travaillent en étroite collaboration tant au quotidien, dans leurs programmes, qu'au travers de nombreux projets et événements sportifs nationaux.

La soirée thématique nationale «+3°», consacrée aux conséquences du changement climatique en Suisse, est l'un des projets qu'elles ont réalisés conjointement. Ces trois heures de reportages et d'entretiens avec des experts, avec aussi des sondages et un film en trois parties, ont été diffusées en prime time dans les quatre régions linguistiques du pays et ont coûté au total 2,3 millions de francs.

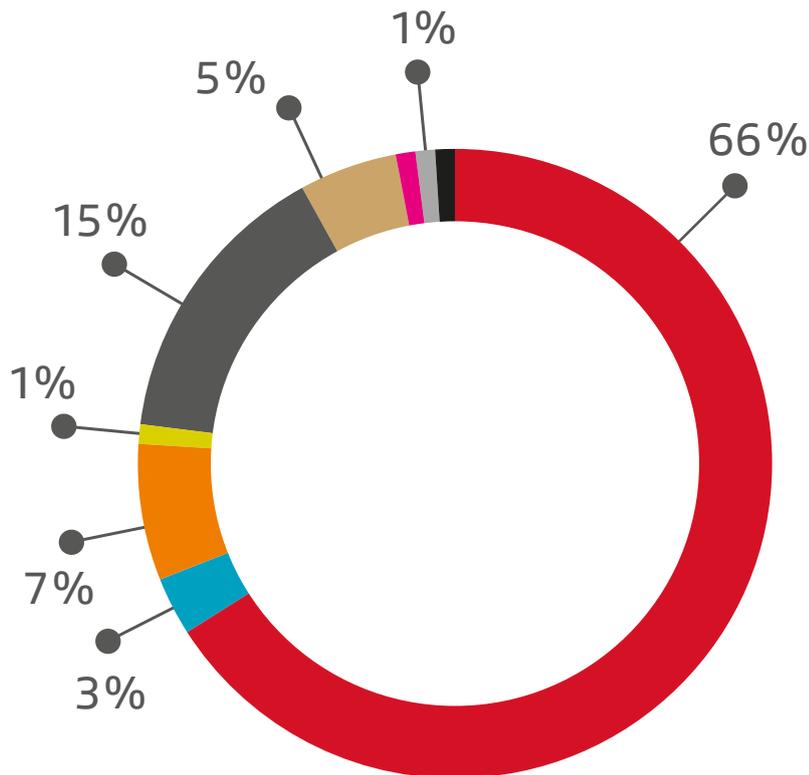
Autres exemples de collaboration nationale entre SRF, RTS, RSI et RTR: les émissions télévisées «Eusi Landchuchi» / «Cuisine de chez nous» / «Cucina nostrana» (coût total: 954 000 francs), la série de documentaires «Grüezi Schweiz» / «Bonjour la Suisse» / «Buongiorno Svizzera» / «Allegra Svizra» (coût total: 804 000 francs), l'émission de radio «Suisse Quiz» (coût total: 62 000 francs) ainsi que l'émission pour la fête nationale du 1^{er} août, produite conjointement, et pour laquelle les unités d'entreprise ont dépensé 391 000 francs. Les quatre unités d'entreprise de la SSR collaborent tout aussi étroitement lorsqu'il s'agit de promouvoir la relève des musiciennes et musiciens suisses, par exemple à travers la série de concerts «8x15», diffusés eux aussi dans toute la Suisse. Les coûts totaux de ces émissions de radio et de télévision s'élèvent à 139 000 francs.

Dans le domaine du sport, la SSR acquiert les droits de diffusion dans les médias d'événements sportifs nationaux et internationaux et d'autres droits qui y sont liés pour toutes les unités d'entreprise. Pour la période 2014–2017, ces coûts se sont élevés en moyenne à 50,3 millions de francs par an.



Statistiques radio

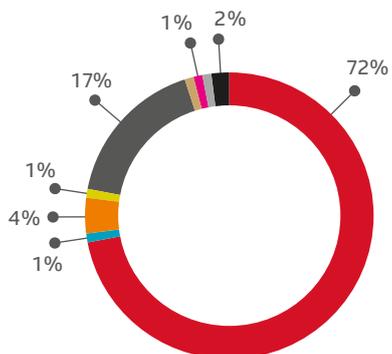
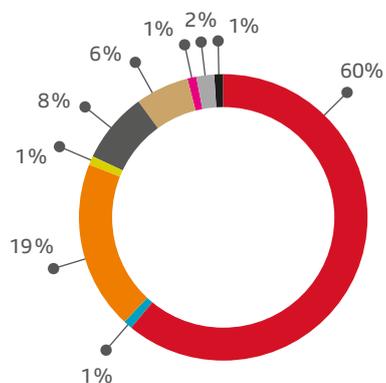
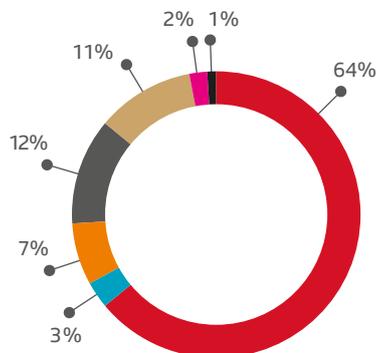
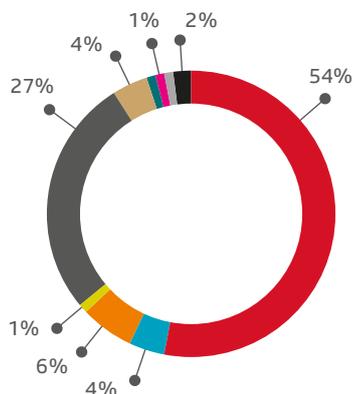
SRG SSR



- Musique (Suisa)
- Musique (contenu rédactionnel)
- Animation
- Radio service
- Actualité et information
- Culture et formation
- Pièces radiophoniques
- Divertissement
- Sport
- Autres émissions

Y compris les programmes nationaux Radio Swiss Pop, Radio Swiss Classic et Radio Swiss Jazz

Différences possibles en raison des arrondis



- Musique (Suisa)
- Musique (contenu rédactionnel)
- Animation
- Radio service
- Actualité et information
- Culture et formation
- Pièces radiophoniques
- Divertissement
- Sport
- Autres émissions

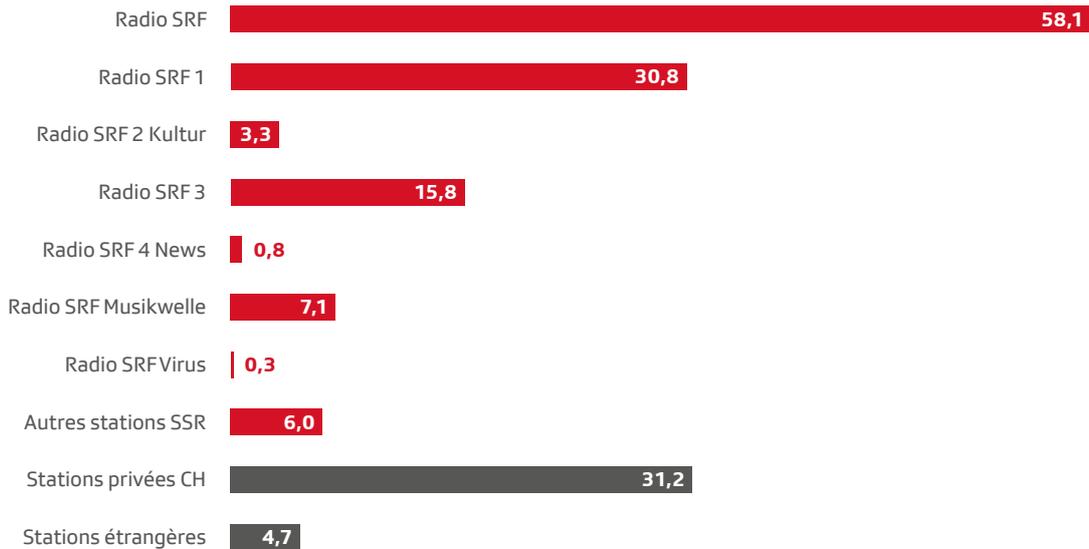
Différences possibles en raison des arrondis

Statistiques radio

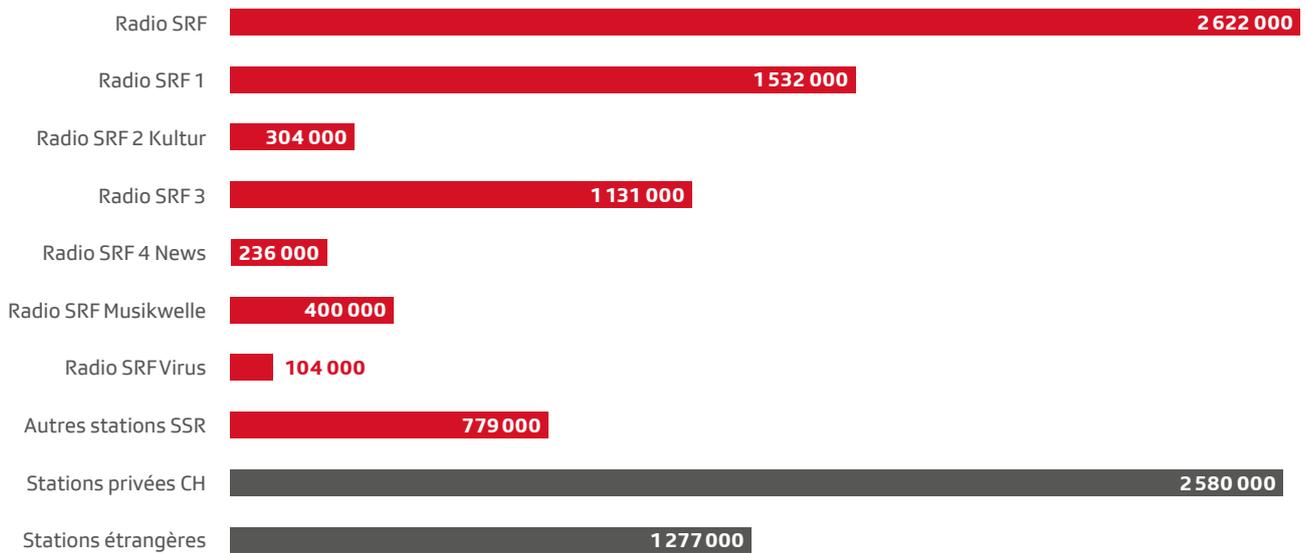
Tous les détails sur la production des programmes et sur les effectifs du personnel figurent dans la publication «Chiffres, données, faits».



Parts de marché en %



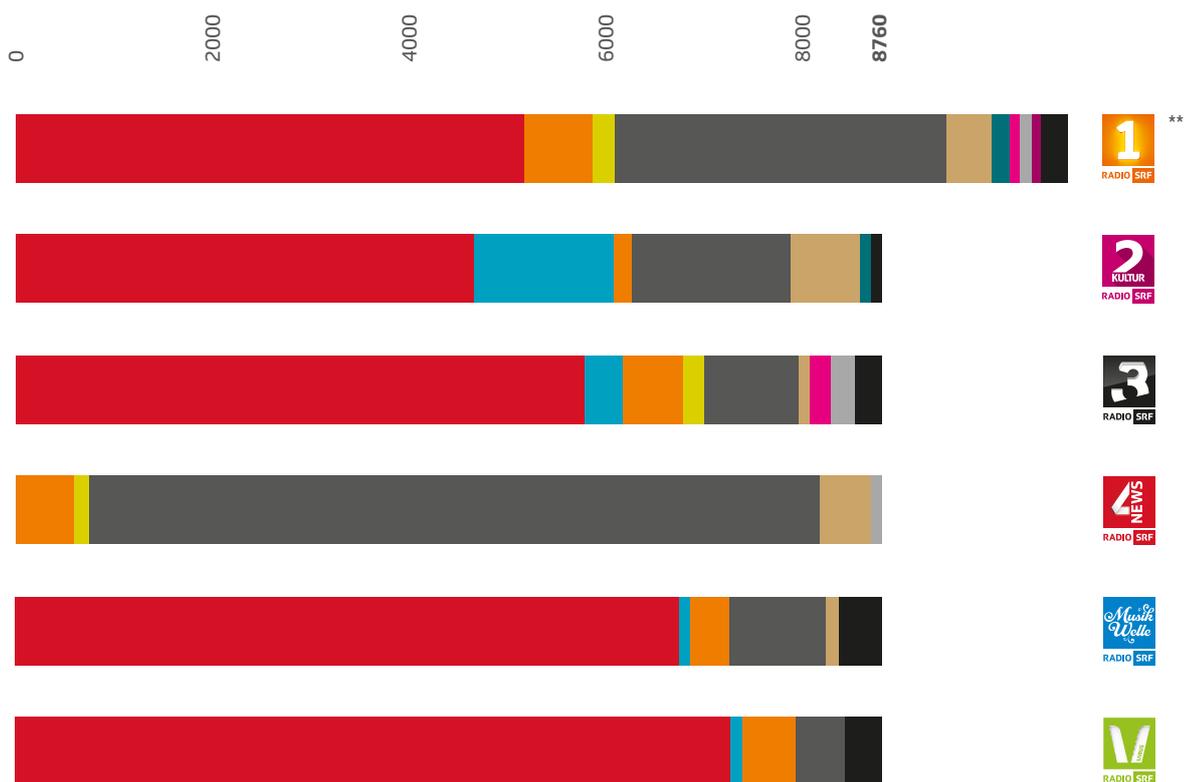
Pénétration Ø nombre d'auditeurs par jour



Pour connaître les parts de marché et la pénétration par groupe d'âge, voir www.srgssr.ch/rg2017 (Service public > Statistiques radio).

Source: Panel radio Mediapulse, Media Reporter Radio, Suisse alémanique, lu-di 24 heures, personnes dès 15 ans révolus

Temps de programme par rubrique (en heures)



- Musique (Suisa)
- Musique (contenu rédactionnel)
- Animation
- Radio service
- Actualité et information
- Culture et formation
- Pièces radiophoniques
- Divertissement
- Sport
- Emissions jeunesse
- Autres émissions*

Valeur annuelle: 8760 heures
(programme: 365 jours, 24h/24)

Programmes nationaux Radio Swiss Pop, Radio Swiss Classic et Radio Swiss Jazz: voir page 51.

La statistique donne un aperçu (en heures) des émissions diffusées durant l'exercice sous revue. Elle rend compte de la diversité des contenus et des caractéristiques de chaque programme, notamment des différentes manières d'animer une émission à la radio. La statistique ne fait pas de distinction entre une première diffusion et une reprise. Elle n'indique pas non plus si une émission a été achetée ou s'il s'agit d'une production maison. Elle ne permet ni de déduire le profil d'une chaîne en prime time, ni d'établir des comparaisons entre les stations.

*Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures

** Sur Radio SRF 1, le total effectif dépasse 8760 heures par an en raison de la diffusion en parallèle des journaux régionaux.

Temps de programme par rubrique (en heures)	SRF 1*	SRF 2 Kultur	SRF 3	SRF 4 News	SRF MW	SRF Virus
■ Musique (Suisa)	5141	4632	5750		6710	7232
Variété (rock, pop, country, chanson, etc.)	5141	400	5547			7162
Classique		3383				
Folklore, ethno		43			6582	
Jazz						
Concerts en direct (tous styles)		806	204		73	70
Divers					56	
■ Musique (contenu rédactionnel)	45	1420	392		109	121
Variété (rock, pop, country, chanson, etc.)	45	2	374		12	121
Classique		1096			7	
Folklore, ethno			18		85	
Jazz		322			4	
Divers						
■ Animation	700	177	611	582	397	538
Animation – musique classique, accompagnement	424	177	544		311	496
Animation – actualité, culture, société				582		
Animation humoristique						
Animation – information musicale	33		13		18	31
Animation interactive	243		54		68	11
Animation – lecture						
■ Radio service	214		213	153	49	37
Météo	72		115	149	45	23
Infotrafic	138		98			
Solidarité (par exemple Chaîne du Bonheur)	4				3	
Icaro				4		
Autres						14
■ Actualité et information	3364	1608	947	7394	975	491
Nouvelles, journal, flashes	663	578	649	1825	571	426
Actualités régionales	1712				14	
Reportages d'actualité en direct		26				
■ internationaux			9	17		
■ nationaux et régionaux			38			
Débats sur des sujets d'actualité						
■ thèmes du jour						
■ internationaux et nationaux	130			388		
■ nationaux et régionaux	69	17	5			
Elections et votations	3		6	68		
Autres émissions d'actualité	96					
Sujets politiques et économiques	254	229	33	290		
■ internationaux et nationaux	142	100	79	495	378	
■ internationaux	32	22		1563		
■ nationaux et régionaux	7		17	1350		
Société, aspects sociaux, religion	63	636	59	78		30
Consommation et loisirs, émissions de conseil	113		25		12	
Rencontres, entretiens, portraits	63		23	1320		35
Autres émissions d'information	17		4			
■ Culture et formation	454	700	114	528	139	34
Sciences	25	59				
■ Sciences et technique	7	15	30	305		2
■ Sciences humaines			3			
■ Médecine, santé	5	20	12		4	
■ Nature, animaux	5		2			
■ Environnement, écologie	2	15	5			

Temps de programme par rubrique (en heures)	SRF 1*	SRF 2 Kultur	SRF 3	SRF 4 News	SRF MW	SRF Virus
Pays et peuples						
■ Comptes rendus de voyage						
■ Documentaires sur la Suisse	72		2		35	
■ Documentaires sur l'être et son environnement		26				
Histoire						
■ Histoire en général		13	2			
■ Histoire internationale		5				
■ Histoire suisse		5	2		2	
■ Histoire des mœurs et société	12					
Arts et médias	50	116				
■ Documentaires sur les arts						
– Beaux-arts	3		1			
– Cinéma	3	24	14	70		4
– Littérature	90	154	5			1
– Arts dramatiques	3		1			
– Musique	3					7
■ Radio, télévision, autres médias	10					1
– Politique et développement des médias			15			
– Emissions d'archives					22	
■ Rencontres, entretiens, portraits	134	164	9		32	19
■ Magazines d'information culturelle		17		153		
■ Documentaires de création						
■ Autres émissions sur les arts						
Emissions de formation		14	11		13	
Religion						
■ Services religieux, messes, sermons		28			28	
■ Autres émissions religieuses	28	25			3	
■ Pièces radiophoniques	174	114	27			
■ Divertissement	111	3	216		36	2
Shows, variétés musicales						
Jeux, concours, jeux de compétition	57		99		32	
Cirque et artistes						
Talkshows			43			
Humour et cabaret	53	3	74		4	2
Emissions de divertissement populaire						
Autres émissions de variété						
■ Sport	115		243	103		9
Retransmissions sportives			69			
Résultats et magazines sportifs	102		102	94		9
Magazines sportifs, temps forts	13		72	9		
Autres émissions sportives						
■ Emissions jeunesse	100					
■ Autres émissions	224	106	247		345	296
Présentation des programmes		65				
Bandes-annonces, trailers	224	41	247		345	296
Divers						
Temps de programme par rubrique (total en heures)	10 642*	8 760	8 760	8 760	8 760	8 760

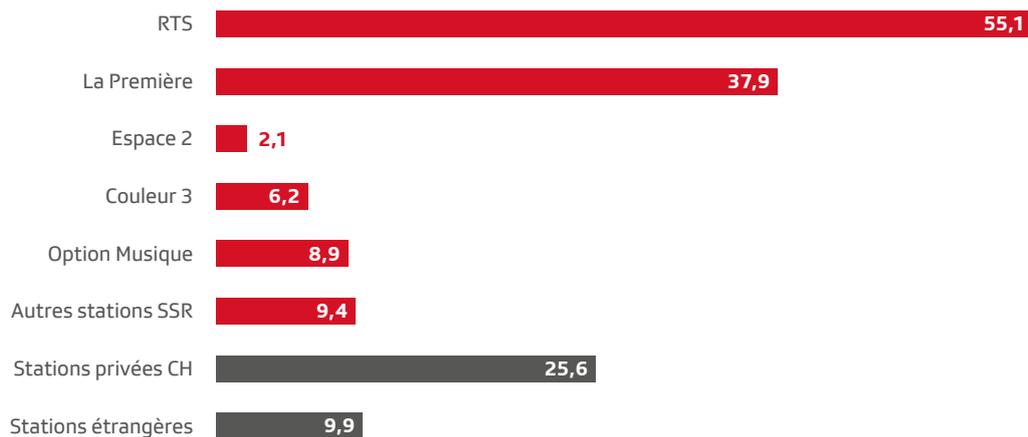
* Sur Radio SRF 1, le total effectif dépasse 8760 heures par an en raison de la diffusion en parallèle des journaux régionaux.

Statistiques radio

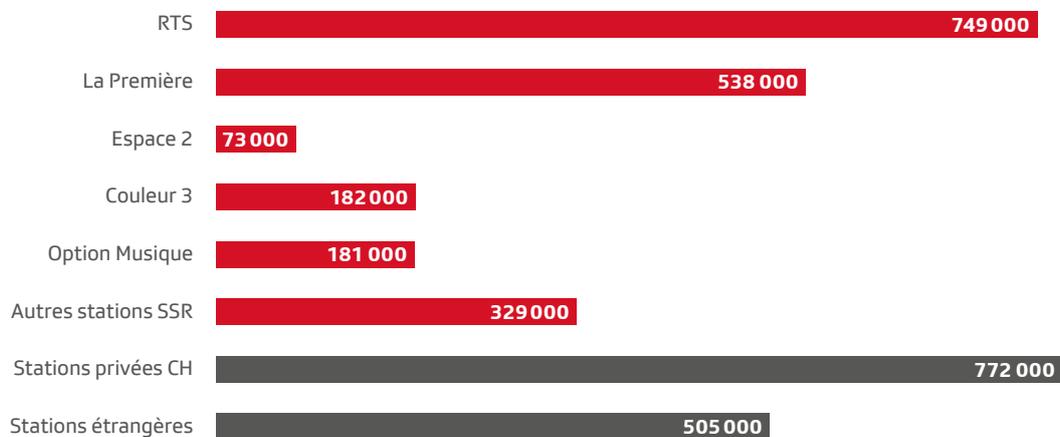
Tous les détails sur la production des programmes et sur les effectifs du personnel figurent dans la publication «Chiffres, données, faits».



Parts de marché en %



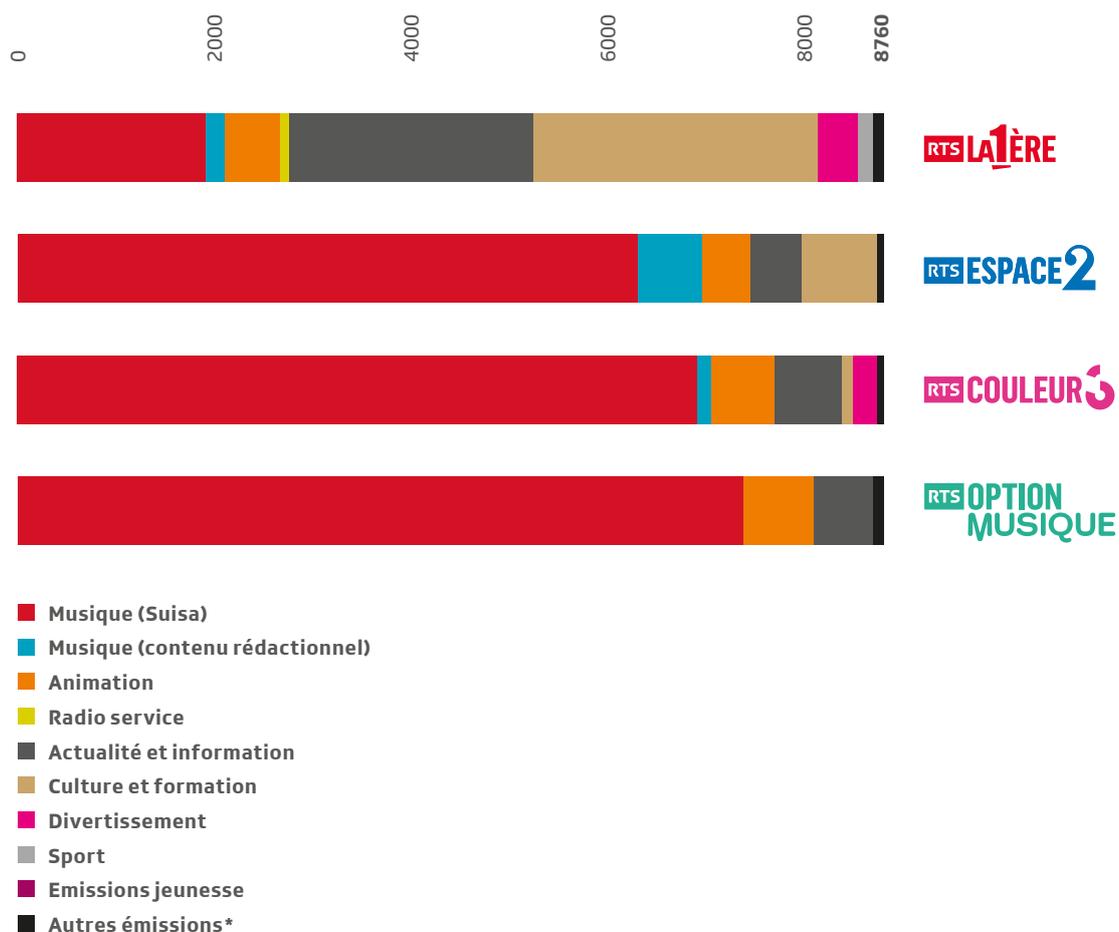
Pénétration Ø nombre d'auditeurs par jour



Pour connaître les parts de marché et la pénétration par groupe d'âge, voir www.srgssr.ch/rg2017 (Service public > Statistiques radio).

Source: Panel radio Mediapulse, Media Reporter Radio, Suisse romande, lu-di 24 heures, personnes dès 15 ans révolus

Temps de programme par rubrique (en heures)



Valeur annuelle: 8760 heures
(programme: 365 jours, 24h/24)

Programmes nationaux Radio Swiss Pop, Radio Swiss Classic et Radio Swiss Jazz: voir page 51.

La statistique donne un aperçu (en heures) des émissions diffusées durant l'exercice sous revue. Elle rend compte de la diversité des contenus et des caractéristiques de chaque programme, notamment des différentes manières d'animer une émission à la radio. La statistique ne fait pas de distinction entre une première diffusion et une reprise. Elle n'indique pas non plus si une émission a été achetée ou s'il s'agit d'une production maison. Elle ne permet ni de déduire le profil d'une chaîne en prime time, ni d'établir des comparaisons entre les stations.

*Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures

Temps de programme par rubrique (en heures)	La 1ère	Espace 2	Couleur 3	Option Musique
■ Musique (Suisa)	1904	6268	6872	7336
Variété (rock, pop, country, chanson, etc.)	1824	876	6866	7325
Classique	80	5392	6	10
Folklore, ethno				1
Jazz			1	
Concerts en direct (tous styles)				
Divers				
■ Musique (contenu rédactionnel)	190	659	140	11
Variété (rock, pop, country, chanson, etc.)	161	1	140	11
Classique		501		
Folklore, ethno	28	10		
Jazz	1	17		
Divers		131		
■ Animation	555	478	641	721
Animation – musique classique, accompagnement	20	84	152	666
Animation – actualité, culture, société		221	221	37
Animation humoristique	10		198	
Animation – information musicale	1	172	60	18
Animation interactive	452		5	
Animation – lecture	72		5	
■ Radio service	99	10		37
Météo	42	10		
Infotrafic	47			
Solidarité (par exemple Chaîne du Bonheur)	10			37
Icaro				
Autres				
■ Actualité et information	2461	523	682	590
Nouvelles, journal, flashes	1079	479	647	551
Actualités régionales	5		5	5
Reportages d'actualité en direct				
■ internationaux	11			
■ nationaux et régionaux				
Débats sur des sujets d'actualité				
■ thèmes du jour				
■ internationaux et nationaux	327			
■ nationaux et régionaux	255			
Elections et votations	9			
Autres émissions d'actualité				
Sujets politiques et économiques	36			
■ internationaux et nationaux	83			
■ internationaux	60	44		
■ nationaux et régionaux	4			
Société, aspects sociaux, religion	14			
Consommation et loisirs, émissions de conseil	108			
Rencontres, entretiens, portraits	469		30	34
Autres émissions d'information	1			
■ Culture et formation	2886	760	114	
Sciences				
■ Sciences et technique	226	16	65	
■ Sciences humaines	154	68		
■ Médecine, santé	112			
■ Nature, animaux	33			
■ Environnement, écologie	74			

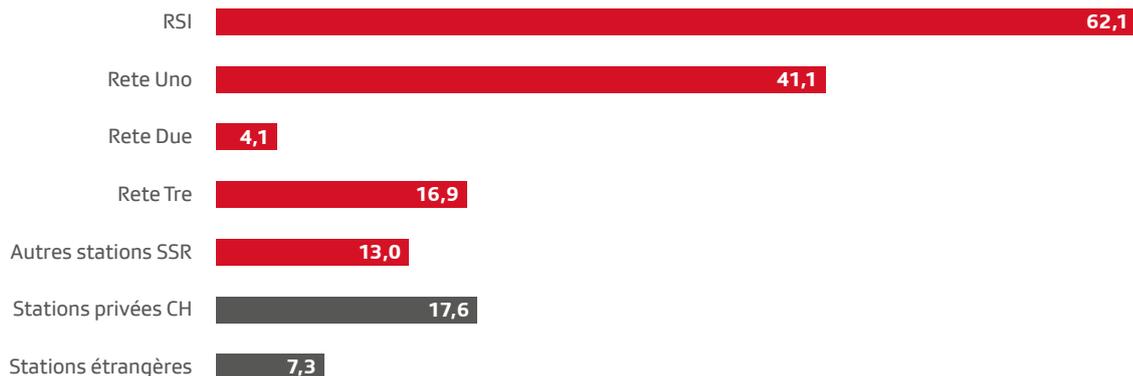
Temps de programme par rubrique (en heures)	La 1ère	Espace 2	Couleur 3	Option Musique
Pays et peuples				
■ Comptes rendus de voyage	123			
■ Documentaires sur la Suisse	234			
■ Documentaires sur l'être et son environnement	325	26	8	
Histoire				
■ Histoire en général	208	16		
■ Histoire internationale				
■ Histoire suisse		22		
■ Histoire des mœurs et société	371	2		
Arts et médias				
■ Documentaires sur les arts				
– Beaux-arts	18			
– Cinéma	64		31	
– Littérature	93	109		
– Arts dramatiques				
– Musique				
■ Radio, télévision, autres médias				
– Politique et développement des médias	76			
– Emissions d'archives	15			
■ Rencontres, entretiens, portraits	593	203		
■ Magazines d'information culturelle	91	159	10	
■ Documentaires de création		41		
■ Autres émissions sur les arts		2		
Emissions de formation				
Religion				
■ Services religieux, messes, sermons	2	83		
■ Autres émissions religieuses	74	13		
■ Pièces radiophoniques				
■ Divertissement	406	1	240	
Shows, variétés musicales				
Jeux, concours, jeux de compétition	3		1	
Cirque et artistes				
Talkshows	29			
Humour et cabaret	369		239	
Emissions de divertissement populaire	5			
Autres émissions de variété		1		
■ Sport	150		9	
Retransmissions sportives				
Résultats et magazines sportifs	75			
Magazines sportifs, temps forts	75			
Autres émissions sportives			9	
■ Emissions jeunesse				
■ Autres émissions	109	61	62	65
Présentation des programmes				
Bandes-annonces, trailers	109	61	62	65
Divers				
Temps de programme par rubrique (total en heures)	8760	8760	8760	8760

Statistiques radio

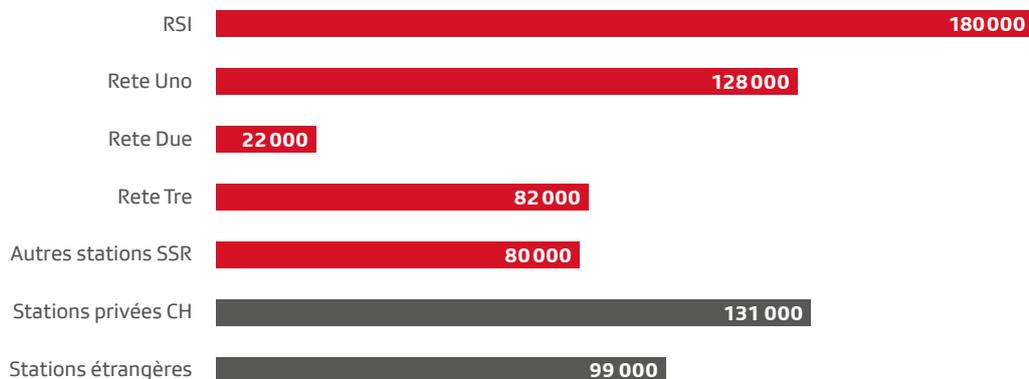
Tous les détails sur la production des programmes et sur les effectifs du personnel figurent dans la publication «Chiffres, données, faits».



Parts de marché en %



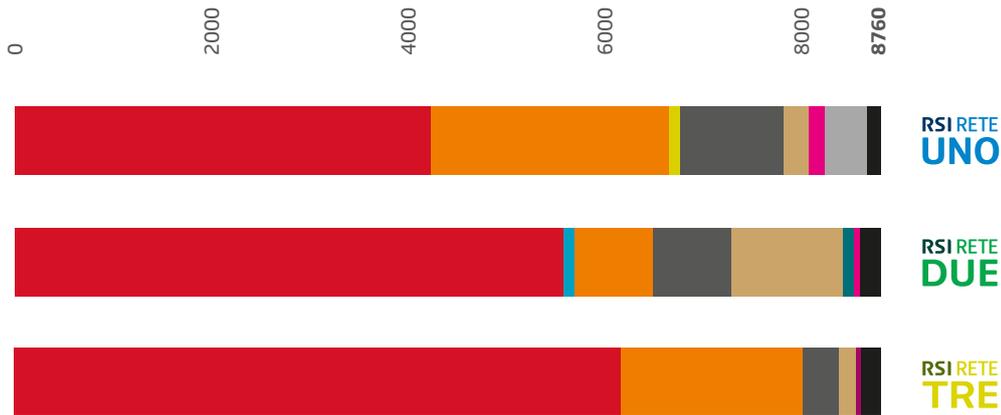
Pénétration Ø nombre d'auditeurs par jour



Pour connaître les parts de marché et la pénétration par groupe d'âge, voir www.srgssr.ch/rg2017 (Service public > Statistiques radio).

Source: Panel radio Mediapulse, Media Reporter Radio, Suisse italienne, lu-di 24 heures, personnes dès 15 ans révolus

Temps de programme par rubrique (en heures)



- Musique (Suisa)
- Musique (contenu rédactionnel)
- Animation
- Radio service
- Actualité et information
- Culture et formation
- Pièces radiophoniques
- Divertissement
- Sport
- Emissions jeunesse
- Autres émissions*

Valeur annuelle: 8760 heures
(programme: 365 jours, 24h/24)

Programmes nationaux Radio Swiss Pop, Radio Swiss Classic et Radio Swiss Jazz: voir page 51.

La statistique donne un aperçu (en heures) des émissions diffusées durant l'exercice sous revue. Elle rend compte de la diversité des contenus et des caractéristiques de chaque programme, notamment des différentes manières d'animer une émission à la radio. La statistique ne fait pas de distinction entre une première diffusion et une reprise. Elle n'indique pas non plus si une émission a été achetée ou s'il s'agit d'une production maison. Elle ne permet ni de déduire le profil d'une chaîne en prime time, ni d'établir des comparaisons entre les stations.

*Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures

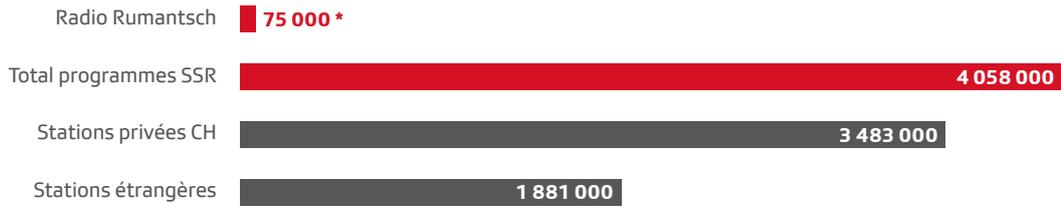
Statistiques radio

Tous les détails sur la production des programmes et sur les effectifs du personnel figurent dans la publication «Chiffres, données, faits».



Pénétration

Ø nombre d'auditeurs par jour dans toute la Suisse



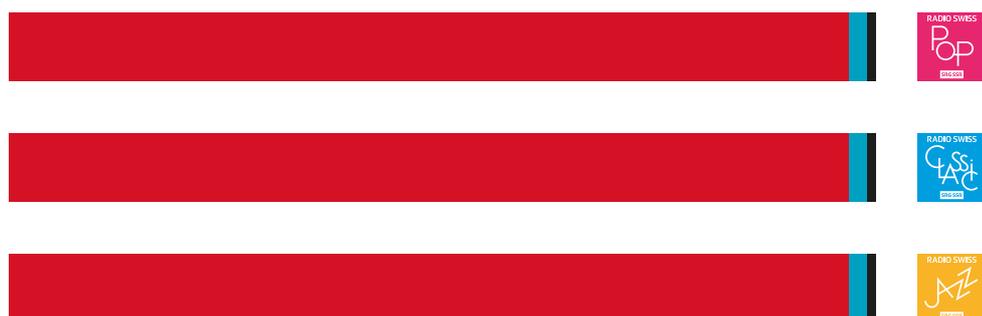
* Il n'est plus possible de comparer les taux d'audience de Radio Rumantsch avec les chiffres de 2015 et des années antérieures, car depuis 2016, l'utilisation de Radio Rumantsch se rapporte à l'ensemble de la Suisse.

Source: Panel radio Mediapulse, Media Reporter Radio, Suisse entière, lu-di 24 heures, personnes dès 15 ans révolus

Temps de programme par rubrique (en heures)



SRG SSR



- **Musique (Suisa)**
- **Musique (contenu rédactionnel)**
- **Animation**
- **Radio service**
- **Actualité et information**
- **Culture et formation**
- **Pièces radiophoniques**
- **Divertissement**
- **Sport**
- **Autres émissions***

Valeur annuelle: 8760 heures
(programme: 365 jours, 24h/24)

La statistique donne un aperçu (en heures) des émissions diffusées durant l'exercice sous revue. Elle rend compte de la diversité des contenus et des caractéristiques de chaque programme, notamment des différentes manières d'animer une émission à la radio. La statistique ne fait pas de distinction entre une première diffusion et une reprise. Elle n'indique pas non plus si une émission a été achetée ou s'il s'agit d'une production maison. Elle ne permet ni de déduire le profil d'une chaîne en prime time, ni d'établir des comparaisons entre les stations.

*Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures

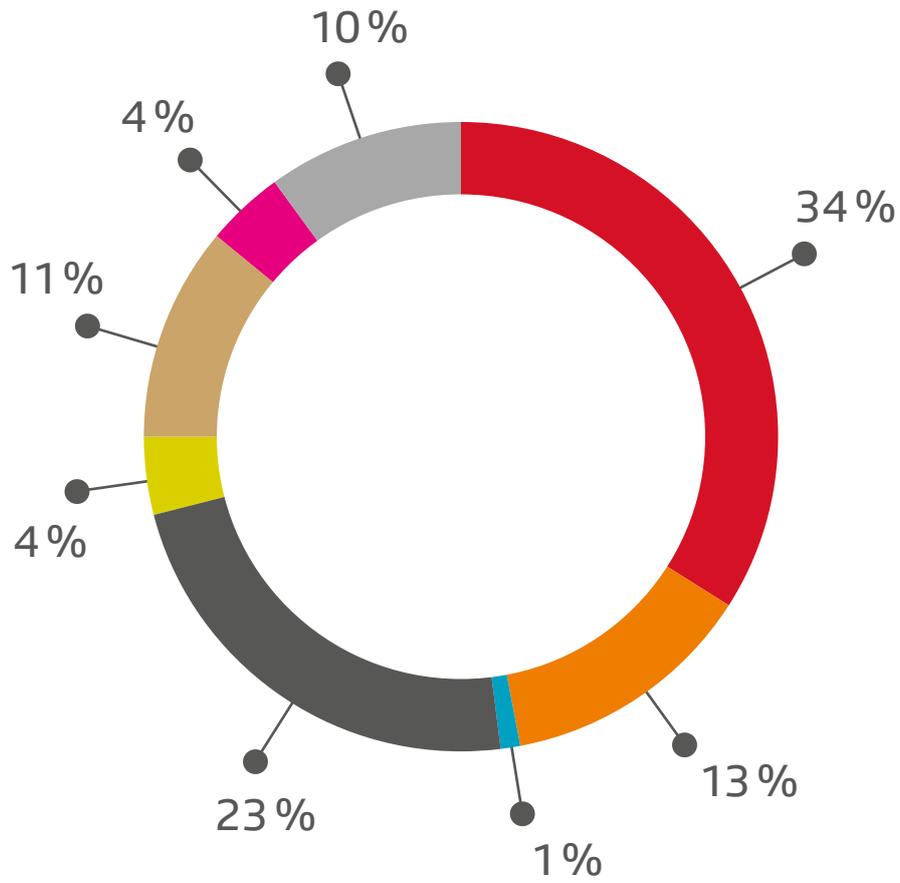
Temps de programme par rubrique (en heures)	Rete Uno	Rete Due	Rete Tre	Radio Rumantsch	SSatR*
■ Musique (Suisa)	4205	5549	6133	6329	25457
Variété (rock, pop, country, chanson, etc.)	4097	163	6127	3544	8674
Classique	1	3117		759	8103
Folklore, ethno	54	420		1759	
Jazz	30	1135			8680
Concerts en direct (tous styles)	22	65	6	267	
Divers		649			
■ Musique (contenu rédactionnel)	16	116		63	560
Variété (rock, pop, country, chanson, etc.)	16	12		41	
Classique		41		6	560
Folklore, ethno		17		16	
Jazz		32			
Divers		14			
■ Animation	2415	783	1839	372	
Animation – musique classique, accompagnement	503	166	1062	25	
Animation – actualité, culture, société	1764	131	359	23	
Animation humoristique			228		
Animation – information musicale	140	485	179	136	
Animation interactive		1	11	188	
Animation – lecture	8				
■ Radio service	112	30	48	116	
Météo	64	30	48	69	
Infotrafic	37				
Solidarité (par exemple Chaîne du Bonheur)					
Icaro					
Autres	10			47	
■ Actualité et information	1046	799	358	1513	
Nouvelles, journal, flashes	675	553	352	528	
Actualités régionales	135	134	6	416	
Reportages d'actualité en direct					
■ internationaux					
■ nationaux et régionaux					
Débats sur des sujets d'actualité					
■ thèmes du jour				27	
■ internationaux et nationaux					
■ nationaux et régionaux	3				
Elections et votations	11			11	
Autres émissions d'actualité	95			309	
Sujets politiques et économiques					
■ internationaux et nationaux	51	45			
■ internationaux					
■ nationaux et régionaux	51	45			
Société, aspects sociaux, religion	13	11		115	
Consommation et loisirs, émissions de conseil					
Rencontres, entretiens, portraits	13	11		86	
Autres émissions d'information				21	
■ Culture et formation	252	1126	180	46	
Sciences					
■ Sciences et technique		13		2	
■ Sciences humaines		4			
■ Médecine, santé		7	9		
■ Nature, animaux	22	20	7		
■ Environnement, écologie		20	9		

Temps de programme par rubrique (en heures)	Rete Uno	Rete Due	Rete Tre	Radio Rumantsch	SSatR*
Pays et peuples					
■ Comptes rendus de voyage		47			
■ Documentaires sur la Suisse		32			
■ Documentaires sur l'être et son environnement		23	19		
Histoire					
■ Histoire en général		53	8		
■ Histoire internationale		29			
■ Histoire suisse		42			
■ Histoire des mœurs et société		90	4		
Arts et médias					
■ Documentaires sur les arts					
– Beaux-arts		81			
– Cinéma	13	70	65		
– Littérature		101	11		
– Arts dramatiques		54			
– Musique			9		
■ Radio, télévision, autres médias					
– Politique et développement des médias		7	30		
– Emissions d'archives					
■ Rencontres, entretiens, portraits		185	9		
■ Magazines d'information culturelle		4		44	
■ Documentaires de création					
■ Autres émissions sur les arts	192	201			
Emissions de formation					
Religion					
■ Services religieux, messes, sermons		34			
■ Autres émissions religieuses	24	9			
■ Pièces radiophoniques		116			
■ Divertissement		169	64	39	86
Shows, variétés musicales					
Jeux, concours, jeux de compétition					
Cirque et artistes					
Talkshows					
Humour et cabaret					
Emissions de divertissement populaire					
Autres émissions de variété					
■ Sport		423	44	42	86
Retransmissions sportives					
Résultats et magazines sportifs					
Magazines sportifs, temps forts					
Autres émissions sportives					
■ Emissions jeunesse				54	
■ Autres émissions		122	133	67	149
Présentation des programmes					
Bandes-annonces, trailers					
Divers					
Temps de programme par rubrique (total en heures)	8760	8760	8760	8760	26 280*

* Total effectif des trois programmes Radio Swiss Pop, Radio Swiss Classic et Radio Swiss Jazz

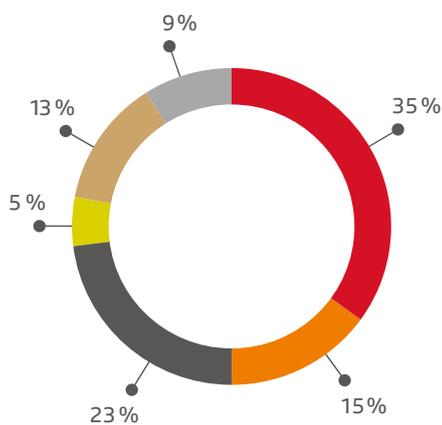
Statistiques tv

SRG SSR

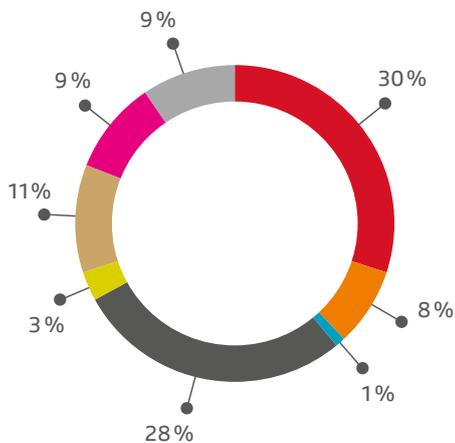


- Actualité et information
- Culture et formation
- Musique
- Films et séries
- Divertissement
- Sport
- Emissions jeunesse
- Autres émissions

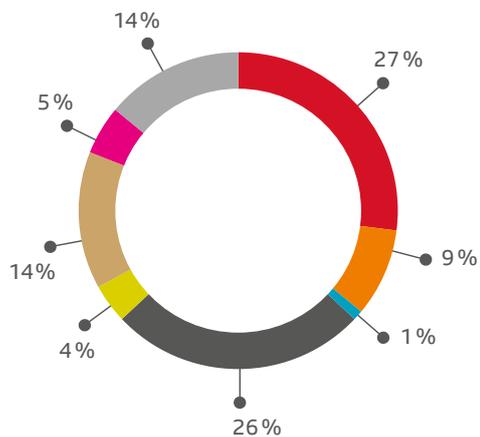
Y compris 3sat et TV5
Différences possibles en raison des arrondis



Sans 3sat



Sans TV5



- Actualité et information
- Culture et formation
- Musique
- Films et séries
- Divertissement
- Sport
- Emissions jeunesse
- Autres émissions

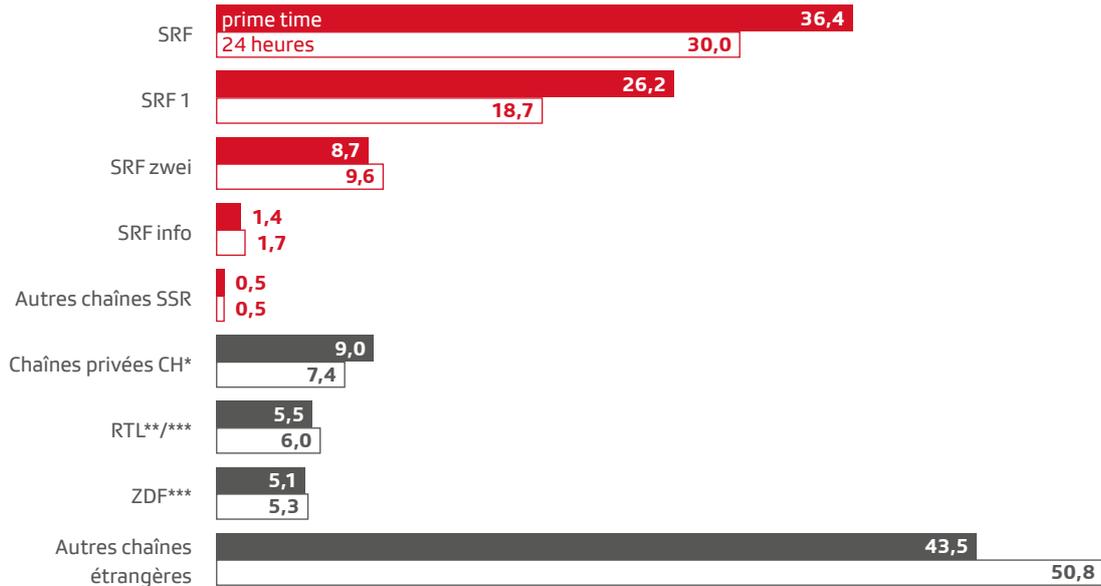
Différences possibles en raison des arrondis

Statistiques tv

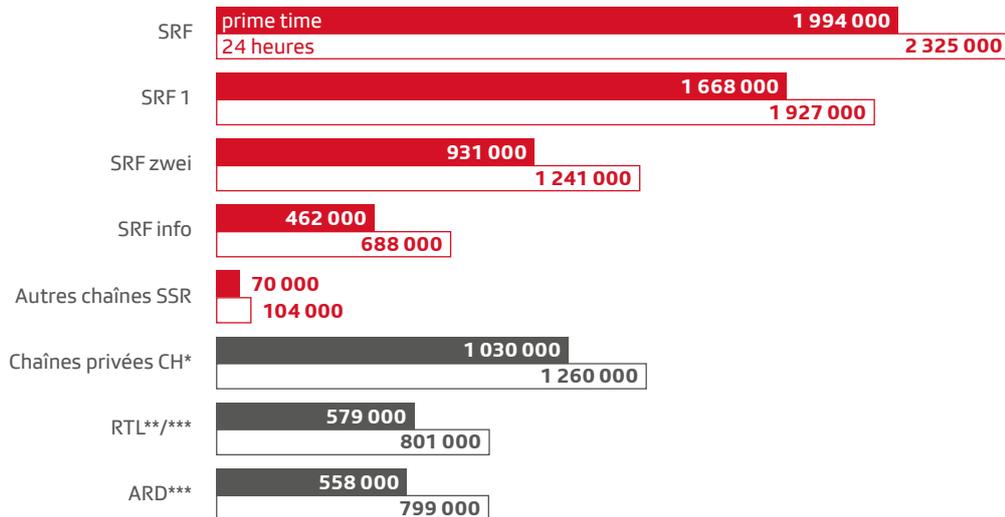
Tous les détails sur la production des programmes et sur les effectifs du personnel figurent dans la publication «Chiffres, données, faits».



Parts de marché en %



Pénétration Ø nombre de téléspectateurs par jour



- prime time (overnight +7): utilisation simultanée des émissions diffusées entre 18 h 00 et 23 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (personnes dès 3 ans révolus)
- 24 heures (overnight +7): utilisation simultanée des émissions diffusées entre 2 h 00 et 2 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (personnes dès 3 ans révolus)

Pour connaître les parts de marché et la pénétration 24 heures par groupe d'âge, voir www.srgssr.ch/rg2017 (Service public > Statistiques tv).

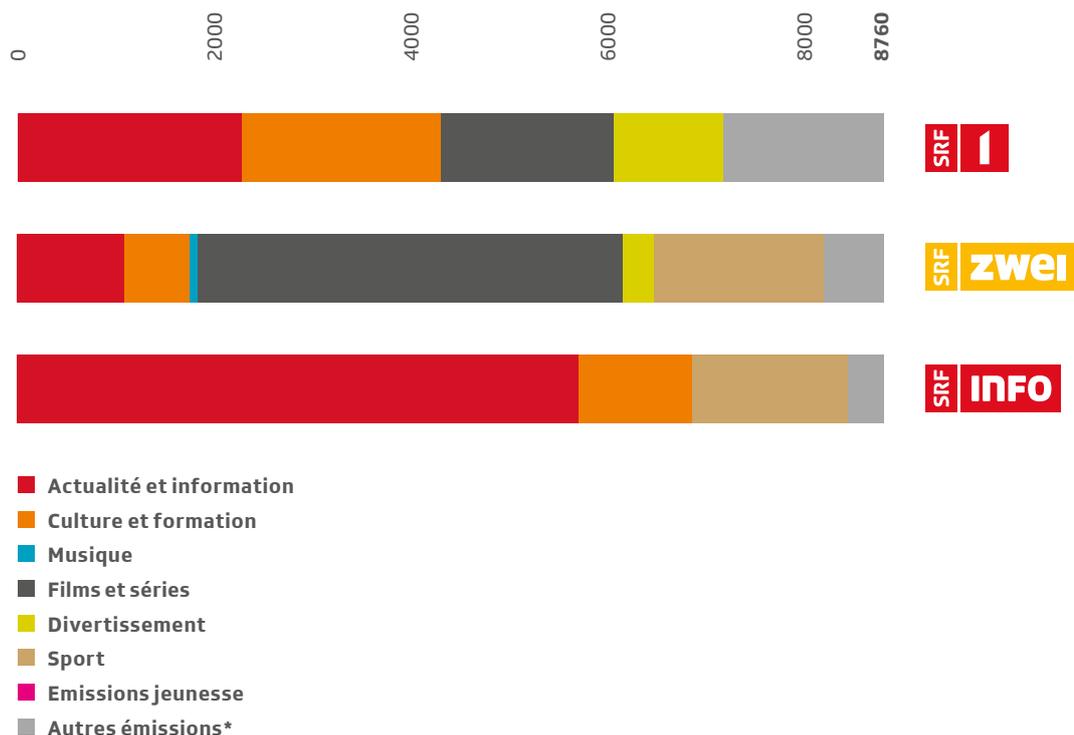
Source: Panel télévision Mediapulse, Instar Analytics, Suisse alémanique, lu-di, toutes plateformes confondues

* Rouge TV, Star TV, Tele Top, telebasel, TeleBärn, Tele M1, TeleZüri, TSO, 3+, 4+, 5+, lémanbleu, La télé, TeleBiilingue, S1, TV24, TV25, teleticino, Tele1, Canal 9, Canal Alpha, Puls 8, Be Curious TV

** RTL: les données concernent uniquement le signal suisse.

*** Ces chaînes sont les deux plus grandes concurrentes étrangères de SRF.

Temps de programme par rubrique (en heures)



Valeur annuelle: 8760 heures
(programme: 365 jours, 24h/24)

Temps de programme de Radio Televisiun Rumantscha:
voir pages 58 et 59

La statistique donne un aperçu (en heures) des émissions diffusées durant l'exercice sous revue. Elle rend compte de la diversité des contenus et des caractéristiques de chaque programme, notamment de son profil. La statistique ne fait pas de distinction entre une première diffusion et une reprise. Elle n'indique pas non plus si une émission a été achetée ou s'il s'agit d'une production maison. Elle ne permet ni de déduire le profil d'une chaîne en prime time, ni d'établir des comparaisons entre les chaînes.

*Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures

Temps de programme par rubrique (en heures)	SRF 1*	SRF zwei	SRF info	3sat	RTR*
■ Actualité et information	2274,7	1088,5	5677,4	284,6	86,6
Nouvelles, journal, flashes	516,9	11,5	3078,2	118,1	
Actualités régionales	92,6		467,2		
Reportages d'actualité en direct					
■ internationaux	1,9				
■ nationaux	12,3				
Débats sur des sujets d'actualité					
■ internationaux et nationaux	63,6		131,3	2,5	
■ internationaux	4,0		19,6	1,7	
■ nationaux et régionaux	121,2	0,8	288,5		
Elections et votations	10,5		0,9		
Autres émissions d'actualité	440,7	0,1	40,9	21,9	
Sujets politiques et économiques	225,7	0,5	408,0	76,3	
Société, aspects sociaux, religion	36,7	0,4	2,5	20,6	
Consommation et loisirs, émissions de conseil	97,6	355,7	245,8		
Rencontres, entretiens, portraits	421,4	15,0	455,6	10,6	
Autres émissions d'information	229,6	704,5	538,9	32,9	86,6
■ Culture et formation	2007,2	652,8	1146,4	490,6	5,5
Sciences					
■ Sciences et technique	207,1	108,1	200,0	32,6	
■ Sciences humaines	186,3	4,4	107,1	38,3	
■ Médecine, santé	146,7		171,6		
■ Nature, animaux	174,6	13,4	11,5	22,2	
■ Environnement, écologie	11,9	1,5	9,0	3,8	
Pays et peuples					
■ Comptes rendus de voyage	144,2	298,4	15,1	117,5	
■ Documentaires sur la Suisse	142,7	3,1	67,4	63,1	
■ Documentaires sur l'être et son environnement	257,0	167,6	107,3	123,8	
Histoire					
■ Histoire en général	11,4			1,7	2,6
■ Histoire internationale	22,8	4,5	3,2	0,9	
■ Histoire suisse	3,6	3,1		0,9	
■ Histoire des mœurs et société	1,2		0,8		
Arts et médias	0,9				
■ Documentaires sur les arts					
– Documentaires					
– Beaux-arts	29,2	0,2	13,5	2,2	
– Cinéma	14,3	4,8	5,9	1,9	
– Littérature	35,3		50,6	11,1	
– Arts dramatiques	11,0		5,2		
– Musique	27,9	5,4	9,4	6,8	
■ Radio, télévision, autres médias					
– Politique et développement des médias	1,3	2,8			
– Emissions d'archives					
■ Rencontres, entretiens, portraits	110,6	11,6	51,3	25,8	
■ Magazines d'information culturelle	152,7		154,8	33,4	
■ Documentaires de création	6,9		0,9	0,8	
■ Autres émissions sur les arts					
Emissions de formation	212,3		1,8		1,6
Religion					
■ Services religieux, messes, sermons	18,4		22,6		
■ Autres émissions religieuses	74,1	23,9	137,4	3,8	1,1
Théâtre					
■ Enregistrement de pièces de théâtre	2,2				
■ Création théâtrale en studio	0,6				

Temps de programme par rubrique (en heures)	SRF 1*	SRF zwei	SRF info	3sat	RTR*
■ Musique	18,1	83,9		8,8	
Opéras		4,1			
Opérettes, comédies musicales					
Ballets					
Concerts	9,5			8,8	
Jazz					
Folklore et musique populaire	5,7				
Concerts pop et rock, clips	2,9	79,8			
Musique country					
■ Films et séries	1754,9	4299,3		83,4	
Films de cinéma	606,2	1589,0		63,0	
Téléfilms	348,1	53,9		20,0	
Téléfilms à épisodes	7,6	3,0			
Séries	782,7	2539,8			
Courts métrages	5,7	5,3		0,4	
Dessins animés et films d'animation	4,6	108,3			
■ Divertissement	1104,2	320,8		68,3	
Shows, variétés musicales	119,3	12,6			
Jeux, concours, jeux de compétition	285,9	53,6			
Cirque et artistes	7,5	1,2			
Talkshows	118,8				
Humour et cabaret	37,7	84,5			0,2
Emissions de divertissement populaire	60,4				
Autres émissions de variété	474,6	168,9		68,3	
■ Sport	33,3	1710,8	1576,7		
Retransmissions sportives		1021,3	199,6		
Enregistrements (partiels), magazines (une discipline)		99,7	0,6		
Magazines sportifs, temps forts		349,7	100,8		
Résultats et magazines sportifs (plusieurs disciplines)	17,7	188,4	1234,8		
Autres émissions sportives	15,6	51,8	40,9		
■ Emissions jeunesse	29,1	0,3	15,0		15,0
■ Autres émissions	1431,4	603,6	344,5		
Euronews					
Cartes météo	505,3				
Swissview	36,6		0,7		
Autre	259,8	223,9	234,2		
Publicités	628,7	378,7	108,0		
Pauses	1,0	1,0	1,6		
Temps de programme par rubrique (total en heures)	8652,9*	8760,0	8760,0	935,7	107,1*

En plus des chiffres cités ci-dessus, SRF a produit 2303,3 heures et RTR 73 heures d'émission sur le Web au cours de l'exercice sous revue.

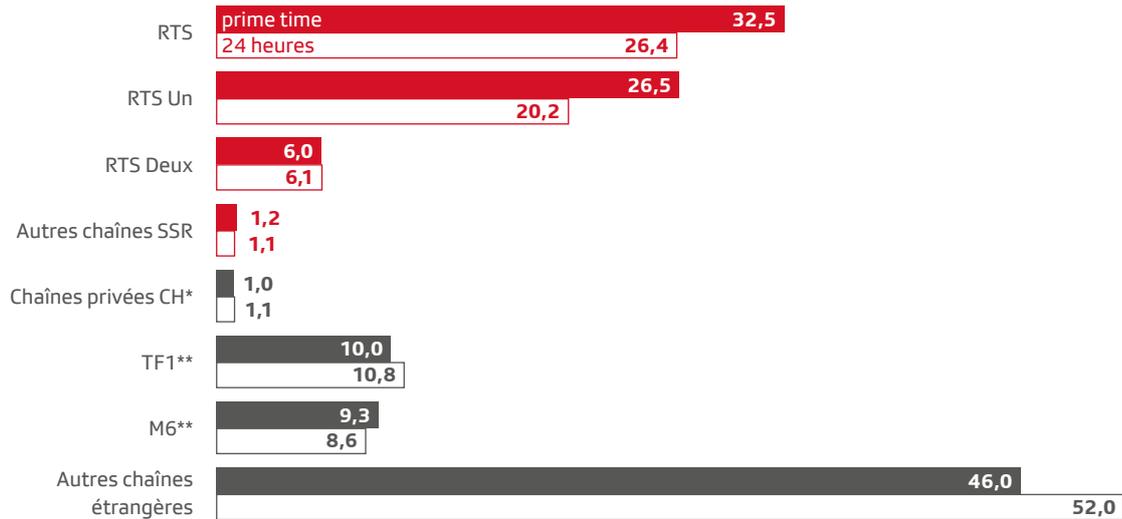
* Les émissions RTR «Telesguard», «Minisguard», «Cuntrasts» et «In pled sin via» sont diffusées sur SRF 1

Statistiques tv

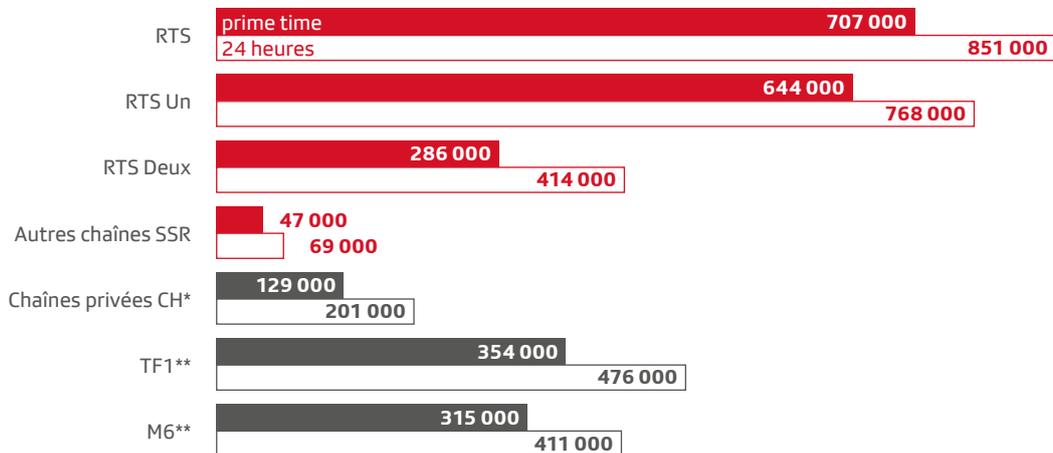
Tous les détails sur la production des programmes et sur les effectifs du personnel figurent dans la publication «Chiffres, données, faits».



Parts de marché en %



Pénétration Ø nombre de téléspectateurs par jour



- prime time (overnight +7): utilisation simultanée des émissions diffusées entre 18 h 00 et 23 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (personnes dès 3 ans révolus)
- 24 heures (overnight +7): utilisation simultanée des émissions diffusées entre 2 h 00 et 2 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (personnes dès 3 ans révolus)

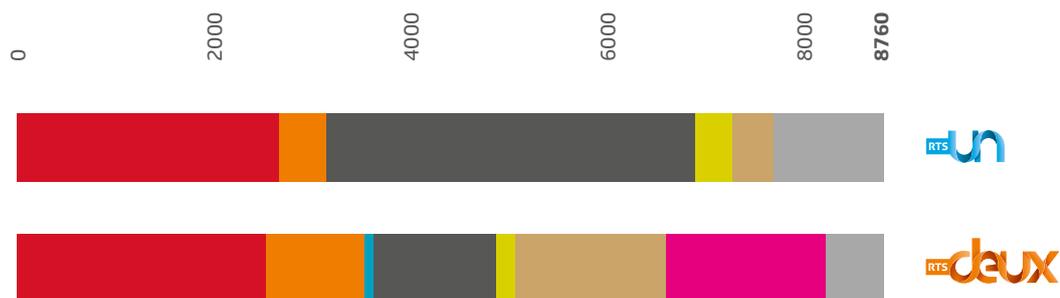
Pour connaître les parts de marché et la pénétration 24 heures par groupe d'âge, voir www.srgssr.ch/rg2017 (Service public > Statistiques tv).

Source: Panel télévision Mediapulse, Instar Analytics, Suisse romande, lu-di, toutes plateformes confondues

* Rouge TV, Star TV, Tele Top, telebasel, TeleBärn, Tele M1, TeleZüri, TSO, 3+, 4+, 5+, lémanbleu, La télé, TeleBilingue, S1, TV24, TV25, teleticino, Tele1, Canal 9, Canal Alpha, Puls 8, Be Curious TV

** Ces chaînes sont les deux plus grandes concurrentes étrangères de la RTS. TF1 et M6: les données concernent uniquement le signal suisse.

Temps de programme par rubrique (en heures)



- Actualité et information
- Culture et formation
- Musique
- Films et séries
- Divertissement
- Sport
- Emissions jeunesse
- Autres émissions*

Valeur annuelle: 8760 heures
(programme: 365 jours, 24h/24)

La statistique donne un aperçu (en heures) des émissions diffusées durant l'exercice sous revue. Elle rend compte de la diversité des contenus et des caractéristiques de chaque programme, notamment de son profil. La statistique ne fait pas de distinction entre une première diffusion et une reprise. Elle n'indique pas non plus si une émission a été achetée ou s'il s'agit d'une production maison. Elle ne permet ni de déduire le profil d'une chaîne en prime time, ni d'établir des comparaisons entre les chaînes.

*Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures

Temps de programme par rubrique (en heures)	RTS Un	RTS Deux	TV5*
■ Actualité et information	2646,0	2513,9	4359,0
Nouvelles, journal, flashes	1460,6	845,1	1806,3
Actualités régionales	563,0	245,9	
Reportages d'actualité en direct			
■ internationaux			
■ nationaux	2,3	6,8	
Débats sur des sujets d'actualité			
■ internationaux et nationaux	13,0	44,8	
■ internationaux	3,9	14,4	9,6
■ nationaux et régionaux	18,2	82,8	107,6
Elections et votations	10,1	19,0	
Autres émissions d'actualité	293,7	360,4	
Sujets politiques et économiques	124,7	422,5	1427,9
Société, aspects sociaux, religion	1,8	0,8	0,8
Consommation et loisirs, émissions de conseil	59,1	202,0	396,3
Rencontres, entretiens, portraits	48,5	145,1	194,7
Autres émissions d'information	47,0	124,3	415,8
■ Culture et formation	485,2	993,2	1550,7
Sciences			
■ Sciences et technique	10,6	39,7	135,7
■ Sciences humaines			
■ Médecine, santé	17,0	62,1	99,3
■ Nature, animaux	81,2	10,4	1,8
■ Environnement, écologie	10,4	14,0	32,3
Pays et peuples			
■ Comptes rendus de voyage	86,1	125,4	280,2
■ Documentaires sur la Suisse	45,8	174,0	414,9
■ Documentaires sur l'être et son environnement	75,6	112,1	213,8
Histoire			
■ Histoire en général		8,7	46,9
■ Histoire internationale	7,2	107,9	19,4
■ Histoire suisse	2,1	10,1	14,7
■ Histoire des mœurs et société	1,7	1,7	
Arts et médias			
■ Documentaires sur les arts			
– Documentaires			
– Beaux-arts		1,7	
– Cinéma	0,2	9,4	33,7
– Littérature			
– Arts dramatiques		1,4	
– Musique	5,2	7,3	12,7
■ Radio, télévision, autres médias			
– Politique et développement des médias		6,7	7,7
– Émissions d'archives	31,9	15,4	
■ Rencontres, entretiens, portraits	41,8	48,1	64,5
■ Magazines d'information culturelle	30,3	108,8	125,7
■ Documentaires de création		2,0	
■ Autres émissions sur les arts			
Emissions de formation			
Religion			
■ Services religieux, messes, sermons	16,6		
■ Autres émissions religieuses	21,5	112,7	47,4
Théâtre			
■ Enregistrement de pièces de théâtre		13,6	
■ Création théâtrale en studio			

Temps de programme par rubrique (en heures)	RTS Un	RTS Deux	TV5*
■ Musique	44,6	97,5	41,5
Opéras	0,9	14,8	18,6
Opérettes, comédies musicales			1,4
Ballets	3,8	2,6	
Concerts	38,3	21,3	13,3
Jazz		6,2	
Folklore et musique populaire		10,7	
Concerts pop et rock, clips	1,5	41,9	8,2
Musique country			
■ Films et séries	3722,3	1238,1	160,2
Films de cinéma	739,5	373,3	87,2
Téléfilms	490,8	73,1	36,6
Téléfilms à épisodes			
Séries	2487,9	708,3	
Courts métrages	0,8	16,2	34,4
Dessins animés et films d'animation	3,2	67,2	2,0
■ Divertissement	372,8	197,4	128,3
Shows, variétés musicales	21,7	38,1	50,4
Jeux, concours, jeux de compétition	207,5	62,4	
Cirque et artistes		2,6	
Talkshows			
Humour et cabaret	135,0	50,4	36,5
Emissions de divertissement populaire	2,5	5,5	1,8
Autres émissions de variété	6,2	38,4	39,7
■ Sport	418,3	1516,2	9,7
Retransmissions sportives	56,4	118,7	
Enregistrements (partiels), magazines (une discipline)	2,5	100,9	3,6
Magazines sportifs, temps forts	43,9	1035,8	
Résultats et magazines sportifs (plusieurs disciplines)	313,8	143,4	
Autres émissions sportives	1,7	17,5	6,1
■ Emissions jeunesse		1625,8	55,6
■ Autres émissions	1070,8	577,9	0,2
Euronews	260,1	1,8	
Cartes météo	94,5	90,6	
Swissview			
Autre	187,7	171,1	
Publicités	527,5	313,1	
Pauses	1,0	1,3	0,2
Temps de programme par rubrique (total en heures)	8784,0	8784,0	6501,6*

En plus des chiffres cités ci-dessus, la RTS a produit 9678,8 heures d'émission sur le Web au cours de l'exercice sous revue.

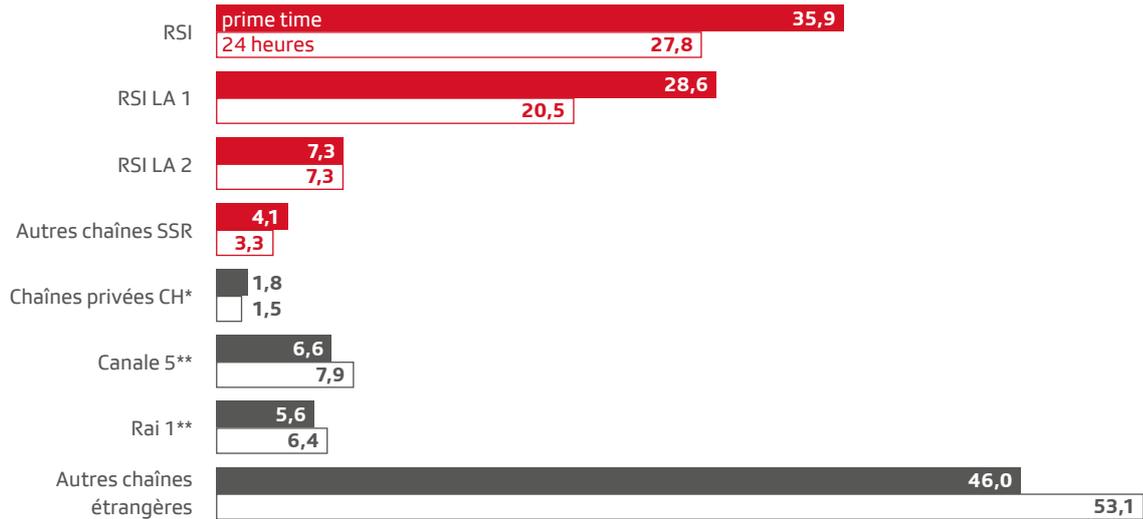
* Tient exclusivement compte des reprises de la RTS relayées en différé dans neuf zones du monde (Afrique, Amérique latine, Asie, Canada, Europe, France, Belgique, Suisse, Pacifique, Proche et Moyen-Orient, Etats-Unis)

Statistiques tv

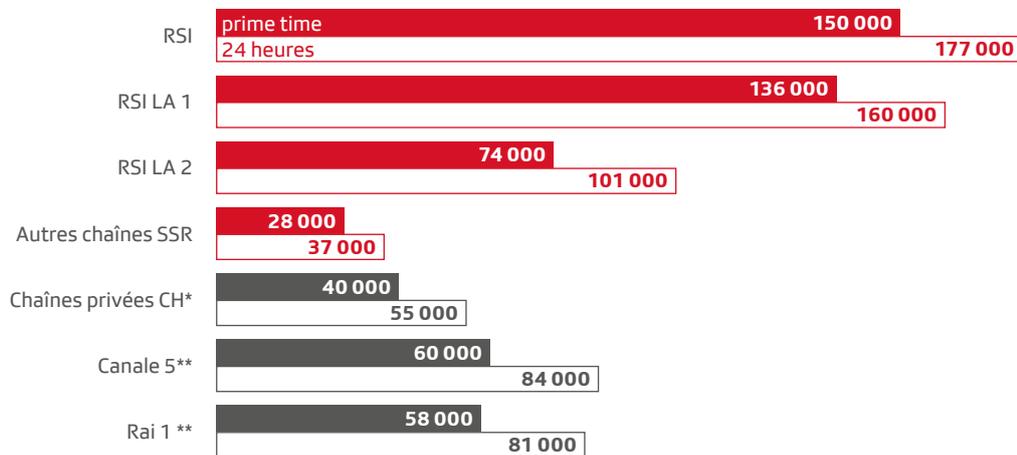
Tous les détails sur la production des programmes et sur les effectifs du personnel figurent dans la publication «Chiffres, données, faits».



Parts de marché en %



Pénétration Ø nombre de téléspectateurs par jour



- prime time (overnight +7): utilisation simultanée des émissions diffusées entre 18 h 00 et 23 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (personnes dès 3 ans révolus)
- 24 heures (overnight +7): utilisation simultanée des émissions diffusées entre 2 h 00 et 2 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (personnes dès 3 ans révolus)

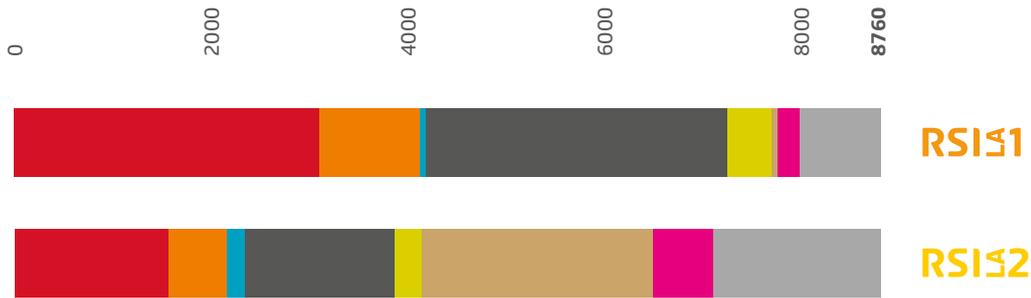
Pour connaître les parts de marché et la pénétration 24 heures (overnight +7) par groupe d'âge, voir www.srgssr.ch/rg2017 (Service public > Statistiques tv).

Source: Panel télévision Mediapulse, Instar Analytics, Suisse italienne, lu-di, toutes plateformes confondues

* Rouge TV, Star TV, Tele Top, telebasel, TeleBärn, Tele M1, TeleZüri, TSO, Tele1, 3+, 4+, 5+, lémanbleu, La télé, TeleBilingue, S1, TV24, TV25, teleticino, Canal 9, Canal Alpha, Puls 8, Be Curious TV

** Ces chaînes sont les deux plus grandes concurrentes étrangères de la RSI.

Temps de programme par rubrique (en heures)



- Actualité et information
- Culture et formation
- Musique
- Films et séries
- Divertissement
- Sport
- Emissions jeunesse
- Autres émissions*

Valeur annuelle: 8760 heures
(programme: 365 jours, 24h/24)

La statistique donne un aperçu (en heures) des émissions diffusées durant l'exercice sous revue. Elle rend compte de la diversité des contenus et des caractéristiques de chaque programme, notamment de son profil. La statistique ne fait pas de distinction entre une première diffusion et une reprise. Elle n'indique pas non plus si une émission a été achetée ou s'il s'agit d'une production maison. Elle ne permet ni de déduire le profil d'une chaîne en prime time, ni d'établir des comparaisons entre les chaînes.

* Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures

Temps de programme par rubrique (en heures)	RSI LA 1	RSI LA 2
■ Actualité et information	3091,5	1551,6
Nouvelles, journal, flashes	1222,8	488,1
Actualités régionales	1040,5	444,6
Reportages d'actualité en direct		
■ internationaux		
■ nationaux	8,1	2,8
Débats sur des sujets d'actualité		
■ internationaux et nationaux		
■ internationaux		
■ nationaux et régionaux	7,6	69,0
Elections et votations	10,4	21,4
Autres émissions d'actualité	0,9	1,4
Sujets politiques et économiques	187,1	123,6
Société, aspects sociaux, religion	24,7	9,8
Consommation et loisirs, émissions de conseil	450,9	172,2
Rencontres, entretiens, portraits	112,6	105,7
Autres émissions d'information	25,9	113,0
■ Culture et formation	1007,7	596,1
Sciences		
■ Sciences et technique	39,6	28,0
■ Sciences humaines		0,8
■ Médecine, santé		
■ Nature, animaux	200,6	141,3
■ Environnement, écologie	22,3	24,4
Pays et peuples		
■ Comptes rendus de voyage	170,7	129,9
■ Documentaires sur la Suisse	25,6	36,7
■ Documentaires sur l'être et son environnement	16,7	61,3
Histoire		
■ Histoire en général	1,3	
■ Histoire internationale	91,3	2,2
■ Histoire suisse	0,9	1,1
■ Histoire des mœurs et société		
Arts et médias		
■ Documentaires sur les arts		
– Documentaires		
– Beaux-arts		1,4
– Cinéma	20,8	7,9
– Littérature		
– Arts dramatiques		
– Musique	15,1	20,7
■ Radio, télévision, autres médias		
– Politique et développement des médias		
– Emissions d'archives	257,3	0,7
■ Rencontres, entretiens, portraits	19,5	71,6
■ Magazines d'information culturelle	38,5	46,5
■ Documentaires de création		
■ Autres émissions sur les arts		
Emissions de formation		
Religion		
■ Services religieux, messes, sermons	18,9	2,6
■ Autres émissions religieuses	67,2	3,9
Théâtre		
■ Enregistrement de pièces de théâtre		11,4
■ Création théâtrale en studio	1,7	3,7

Temps de programme par rubrique (en heures)	RSI LA 1	RSI LA 2
Musique	67,0	175,4
Opéras	0,4	3,6
Opérettes, comédies musicales		
Ballets	5,3	3,0
Concerts	58,8	67,4
Jazz	0,8	28,5
Folklore et musique populaire	1,7	9,7
Concerts pop et rock, clips		63,2
Musique country		
Films et séries	3044,4	1521,5
Films de cinéma	838,8	746,7
Téléfilms	109,8	74,7
Téléfilms à épisodes	8,1	
Séries	2034,6	646,0
Courts métrages		6,3
Dessins animés et films d'animation	53,1	47,9
Divertissement	450,6	275,2
Shows, variétés musicales	21,0	11,5
Jeux, concours, jeux de compétition	420,2	260,4
Cirque et artistes	2,3	1,6
Talkshows		
Humour et cabaret	0,9	0,3
Emissions de divertissement populaire		
Autres émissions de variété	6,2	1,4
Sport	62,2	2328,6
Retransmissions sportives	53,1	1030,4
Enregistrements (partiels), magazines (une discipline)		784,2
Magazines sportifs, temps forts	7,1	245,5
Résultats et magazines sportifs (plusieurs disciplines)		216,1
Autres émissions sportives	2,1	52,4
Emissions jeunesse	225,2	618,4
Autres émissions	811,4	1693,2
Euronews	51,7	1237,7
Cartes météo		
Swissview	64,0	
Autre	339,5	247,2
Publicités	355,2	202,2
Pauses	1,0	6,1
Temps de programme par rubrique (total en heures)	8760	8760

En plus des chiffres cités ci-dessus, la RSI a produit 1604,6 heures d'émission sur le Web au cours de l'exercice sous revue.

Statistiques offre en ligne

SRG SSR

«Visits» par mois

53 542 000



Visit: visite durant laquelle toutes les Page Impressions sont réunies dans une plage de 30 minutes maximum. Au-delà de 30 minutes, une nouvelle visite est comptabilisée.

«Unique Clients» par mois

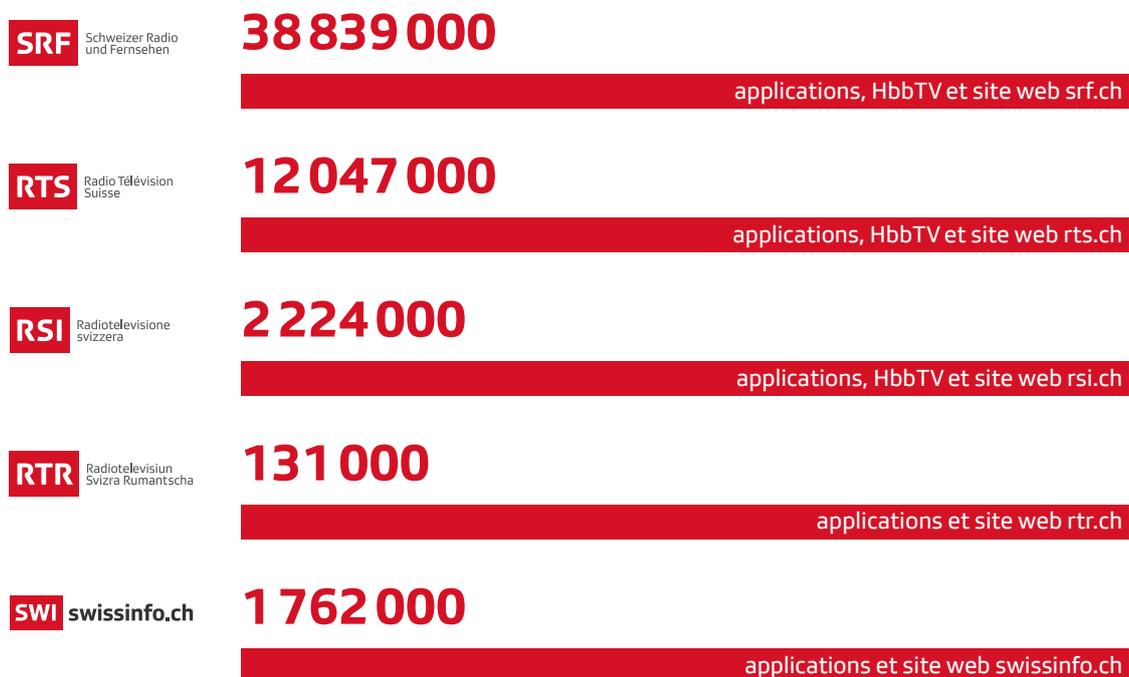
6 908 000



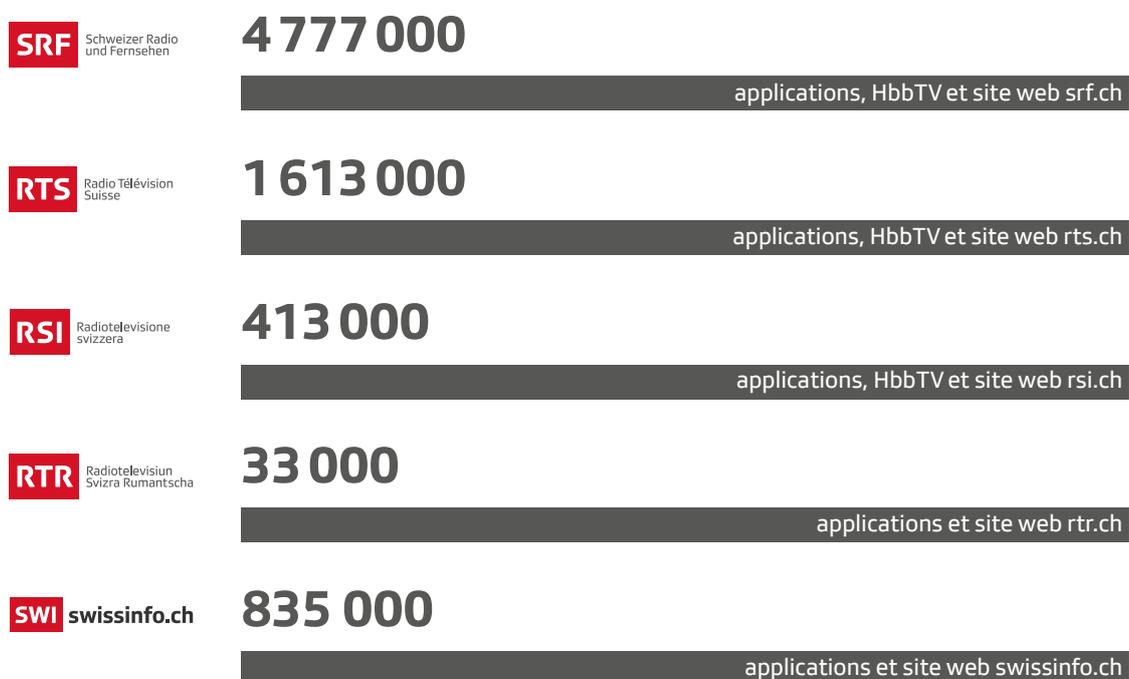
Unique Client: navigateur ou app qui a accès à une offre web. Un Unique Client se détermine au moyen d'un cookie et d'autres caractéristiques d'identification. Unique signifie qu'un même client n'est compté qu'une seule fois durant la période d'observation.

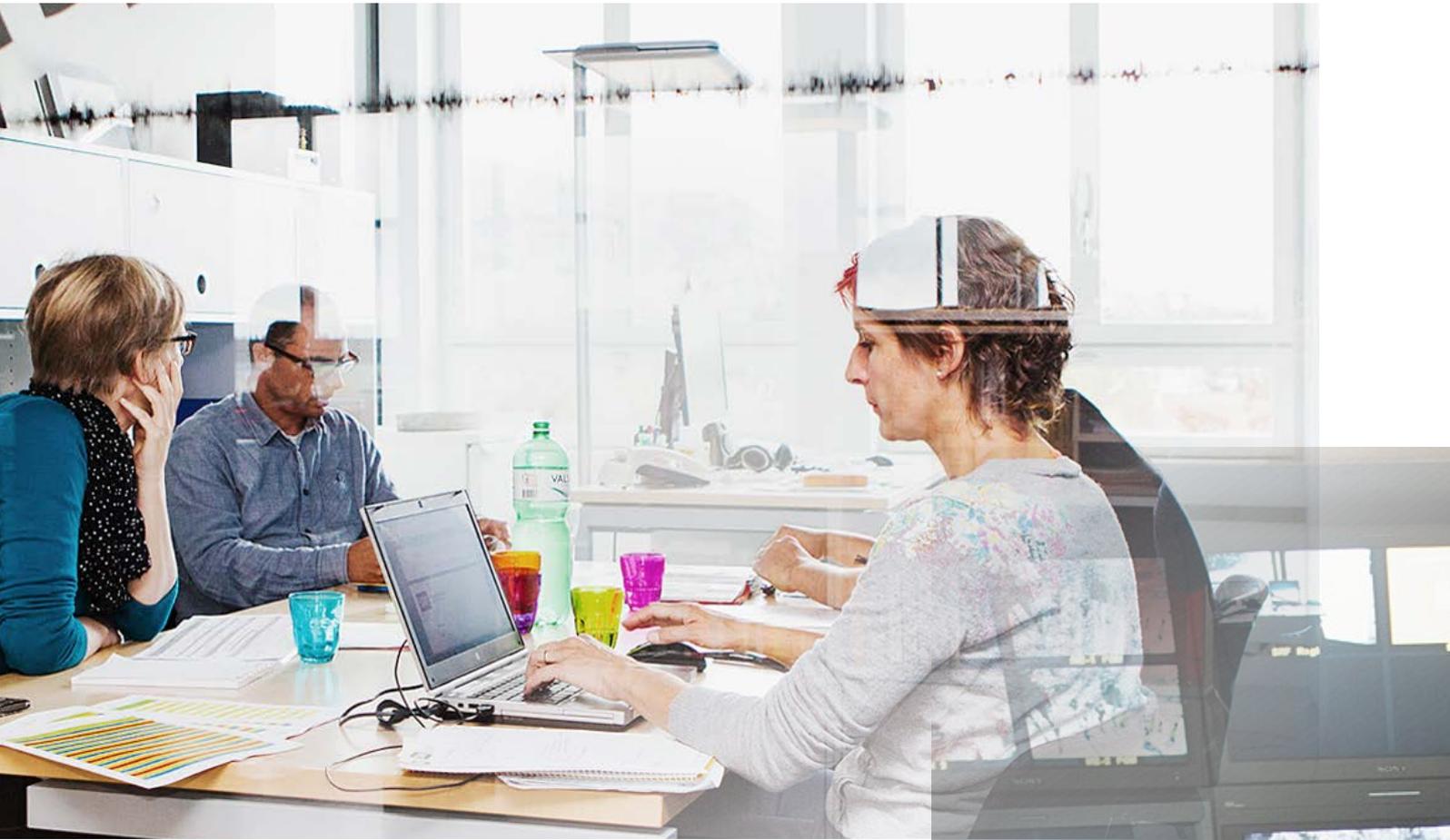
Les valeurs ci-dessus concernent les offres SSR suivantes: applications, HbbTV et les sites web srf.ch, rts.ch, rsi.ch, rtr.ch, swissinfo.ch, tvsvizzera.it et srgssr.ch. Elles se basent sur les mesures effectuées à l'aide de l'audit NET-Metrix de l'entreprise NET-Metrix (net-metrix.ch).

Visits par mois



Unique Clients par mois





Qualité



La qualité est plus importante que jamais

En 2009, la SSR a mis en place un système de gestion de la qualité éditoriale à l'échelle de toute l'entreprise. Il se décline en six catégories:

- Standards de qualité et normes
- Conduite par objectifs
- Ressources et processus
- Feed-back et contrôles qualité
- Formation
- Etudes de marché et d'audience

Chaque unité d'entreprise (RSI, RTR, RTS, SRF et SWI) a en outre élaboré des directives éditoriales propres qui servent de repères aux professionnels du programme dans leur tâches quotidiennes. Le Comité de direction et le Conseil d'administration SSR ont en outre adopté une nouvelle charte du journalisme en 2017. Elle donne une orientation dans la pratique journalistique de chacun et s'applique à tous les collaborateurs SSR travaillant sur le programme.

Charte du journalisme de la SSR

Préambule

Notre mandat est ancré dans la Constitution fédérale, la loi et la Concession SSR; nous le remplissons au service de la collectivité. À la radio, à la télévision traditionnelle et interactive, dans les médias sociaux ou encore sur nos sites Internet et nos applications, nous accomplissons notre travail selon des critères identiques, inhérents à la pratique journalistique professionnelle. La Charte du journalisme de la SSR pose le cadre éthique de nos activités. Elle vaut pour tous les types de contenus et engage tous les collaborateurs de la SSR, même lorsque ceux-ci confient des mandats à des tiers. RSI, RTR, RTS, SRF et SWI complètent cette charte par des règles pratiques.

Nous sommes au service de la collectivité

Au cœur de notre mission: le public et la volonté de contribuer au vivre-ensemble démocratique. L'offre de la SSR s'adresse à toutes et tous en Suisse. Nous répondons à des besoins divers et employons les moyens de diffusion appropriés. Nous misons sur le dialogue – toujours respectueux – avec nos utilisateurs, nos auditeurs et nos téléspectateurs.

Nous rassemblons

Nous reflétons la diversité culturelle, sociétale, géographique et politique de la Suisse. Nous encourageons la compréhension mutuelle entre les différentes régions, cultures et communau-

tés du pays et renforçons la cohésion. Notre offre contribue à rendre l'espace public helvétique vivant. Cela nous importe plus que d'individualiser l'offre pour tout un chacun. Nous promovons les échanges avec les Suisses de l'étranger et l'intégration des résidents étrangers, que nous mettons en valeur dans notre offre.

Nous sommes indépendants

Nous sommes indépendants, comme l'est notre offre. Nous prenons nos décisions éditoriales libres de toute influence de la politique, des milieux économiques ou d'autres groupes d'intérêts. Nous ne cédon à aucune pression et prenons nos décisions sans tenir compte de nos affinités et de nos intérêts personnels. Nous rejetons toute tentative de corruption. L'impartialité est notre maître-mot. Nous ne favorisons aucun point de vue ou intérêt. Nous assurons un espace ouvert pour mener un débat éclairé. Nous choisissons librement l'approche avec laquelle nous traitons nos sujets et déterminons nous-mêmes les thèmes que nous souhaitons aborder, sans nous les laisser dicter.

Nous faisons preuve de responsabilité

Qualité et professionnalisme sont nos mots d'ordre. Faire du journalisme de qualité, c'est rechercher les informations, les vérifier, les situer, les pondérer, les expliquer et, au besoin, les commenter et les rectifier. L'établissement des faits prime sur la rapidité et les exigences de la publication. Nous connaissons nos obligations éthiques et légales. Elles fondent notre responsabilité envers la société dans le cadre du travail journalistique classique, du traitement de contenus développés par les utilisateurs ou encore de l'animation de forums de discussion sur Internet. Les technologies et les algorithmes ne sont que des outils qui ne remplacent ni l'avis du professionnel, ni la responsabilité journalistique.

Nous veillons au respect de la personne et de sa dignité

Nous traitons tout un chacun avec respect dans notre travail journalistique. Nous faisons preuve d'esprit critique, mais sommes fairplay. La présomption d'innocence prévaut pour toutes les affaires criminelles. Nous protégeons la sphère privée de tous, sauf si, pour des raisons essentielles, cela allait à l'encontre du bien public. Nous nous efforçons d'éviter toute discrimination et de ne favoriser aucun comportement discriminatoire. Nous prenons les précautions nécessaires envers les personnes fragiles en raison de leur âge, de leur personnalité ou de tout autre motif. Nous prêtons une attention particulière aux enfants.

Nous menons l'enquête

Nous nous employons à identifier tous les faits utiles à la compréhension d'un sujet. Pratiquer un journalisme critique revient à investiguer à charge et à décharge sans étayer de façon tendancieuse une thèse préconçue. Notre journalisme est résolument impartial. Nous respectons les lois et la déontologie quand nous menons l'enquête. En toute clarté, nous communiquons nos intentions. Toute information trouvée sur Internet ou dans les médias sociaux est minutieusement vérifiée avant d'être relayée.

Nous sommes crédibles

Dans le déferlement d'informations, nous mettons un point d'honneur à proposer une offre crédible et pertinente. Toutes les informations que nous relayons proviennent de sources fiables. Nous veillons à présenter l'actualité sous ses principaux aspects et à refléter l'ensemble des opinions. Nous montrons le monde, les personnes et leurs actes – les bons comme les mauvais, sans ignorer les côtés édifiants ou sombres, controversés, provocateurs ou choquants. Nous sommes conscients des effets que notre offre peut avoir sur le public.

Toute prise de position de notre part s'appuie sur une évaluation compétente des faits et les valeurs des Lumières. Les commentaires sont clairement présentés comme tels. Nous rejetons toute forme de manipulation ou de déformation de la réalité par le biais de trucages de l'image, du son ou du texte. Toute information erronée et publiée par nos soins fait l'objet d'une rectification dans le média où elle a été diffusée, dans les plus brefs délais.

Nous animons nos forums de discussion sur nos sites Internet et les réseaux sociaux. Nous publions uniquement les messages des participants ayant fourni leur identité complète.

Nous agissons en toute transparence

Nous sommes transparents sur notre façon de travailler, sur ce que nous voulons, sur notre manière de procéder, sur ce que nous pouvons faire et sur nos limites; à plus forte raison lorsque nous rendons compte des activités et des intérêts de notre entreprise.

Nous favorisons la créativité et l'innovation

La créativité est le moteur de nos activités. Solidement ancrés dans la révolution numérique, nous encourageons l'innovation, les expériences et misons sur l'ouverture d'esprit. ■

Gestion qualité et contrôle interne



Assurance qualité: méthode, enseignements, mesures

Le dialogue permanent avec le public est le meilleur moyen de mesurer la qualité de l'offre SRF. Depuis 2015, sous la devise «Hallo SRF!», la chaîne réalise de nombreux projets pour renforcer ses échanges avec le public. On citera notamment les émissions tv et radio «Hallo SRF!» ainsi que les manifestations organisées dans les régions et dans les studios, durant lesquelles le public peut soumettre ses questions et suggestions aux responsables du programme. Ou encore le site srf.ch/hallosrf, qui traite chaque jour une question du public. En octobre 2017, «Hallo SRF!» est allé encore plus loin: durant une semaine, 50 volontaires du public ont participé à la conception du programme. Une émission tv spéciale de 13 heures a en outre été consacrée aux coulisses du travail journalistique, durant laquelle les téléspectateurs ont aussi pu «chatter» avec des responsables de la chaîne.

Pour analyser le dialogue quotidien que les rédactions entretiennent avec le public, l'équipe de la Gestion qualité a réalisé un grand sondage interne auprès des 85 responsables de domaine / rédacteurs en chef de SRF. Ce sondage a montré que les échanges se font par le biais de plusieurs canaux mais essentiellement par e-mail. A l'avenir, tout sera mis en œuvre pour optimiser le recoupement des données clients.

En 2017, SRF a également mis sur pied des comités consultatifs internes composés de collaborateurs et collaboratrices de SRF travaillant dans différents secteurs de l'entreprise. Ces groupes de réflexion ont étudié à la loupe plusieurs offres radio, tv et multimédia de SRF en se référant à un catalogue de questions standardisé. C'est ainsi qu'ils ont notamment passé au crible le projet estival «Leben vor 500 Jahren», et salué la précision des repères historiques et la qualité des informations diffusées. Les personnages ont été jugés sympathiques, même s'ils auraient pu faire passer davantage d'émotions.

En 2017, la Gestion qualité s'est intéressée à la question de la compréhension. Durant trois mois, une analyse de texte assistée par ordinateur a été réalisée sur des contenus news radio, tv et en ligne. Les résultats seront publiés en 2018, étoffés d'un sondage restant à réaliser auprès du public.

Formation de base et formation continue

SRF encourage le développement professionnel et personnel de ses 2128 collaborateurs (1649 postes à temps plein) en leur proposant des cours pratiques, des sessions de training «on the job», des ateliers sur mesure, des séquences d'e-learning ainsi que du coaching. En 2017, 472 offres de formation totali-

sant 3694 jours ont trouvé preneur chez SRF, soit 2,2 journées de cours par poste à temps plein.

En 2017, la Formation professionnelle a encore étendu ses offres dans le domaine du numérique. Lors de «#Social Media Cafés», des collaborateurs se sont frottés à la culture de la discussion constructive sur le «social Web». La formation professionnelle pour le domaine de la radio a essentiellement porté sur les méthodes de production des podcasts et sur les techniques de réalisation par smartphone. Le domaine en charge du développement des nouveaux formats d'émission a collaboré étroitement avec la formation professionnelle pour le domaine de la télévision, proposant des cours technico-artistiques ainsi qu'un soutien spécifique pour les questions conceptuelles. Enfin, le département Sport a eu recours à des leçons de diction pour le lancement de nouveaux formats.

Avec sa nouvelle offre Digital Leadership, la formation à la conduite a soutenu les cadres dans leurs défis quotidiens. La journée des producteurs, placée sous la devise «Thank God it's Monday», a largement contribué à l'échange d'information et à la reconnaissance des limites rédactionnelles. L'offre sera dorénavant proposée chaque année, en plus de la formation modulaire destinée au personnel de production.

En 2017, en collaboration avec l'Ecole suisse de journalisme (MAZ), la Formation SRF a organisé pour la première fois un barcamp média, suivi d'une série de rencontres avec des professionnels internes abordant sur la pause de midi des questions comme l'intelligence artificielle ou encore le droit et les médias sociaux.

En 2017 toujours, douze aspirants journalistes ont débuté leur formation de deux ans dans le cadre du stage trimédia et six nouveaux apprentis ont entamé leur formation chez SRF: quatre comme employés de commerce, une comme agent en information documentaire et un comme médiamaticien. ■

Les observations du Conseil du public



Le Conseil du public a réalisé 25 observations au cours de l'année sous revue. Les résultats ont fait l'objet de discussions approfondies, critiques et constructives lors des dix séances plénières qui ont réuni les membres du Conseil et les responsables des programmes SRF. Les évaluations se sont fondées sur des critères de qualité généraux tels que prescrits par la Concession ou par les directives éditoriales, aux côtés d'évaluations subjectives sur l'attractivité de l'offre et d'aspects éthiques vis-à-vis du public.

Parmi les émissions observées comptaient des programmes phares tels qu'«Arena» ou «Sportpanorama» ainsi que de nouveaux formats comme «Die Weltverbesserer» ou «Heimatland». A l'occasion des 10 ans de SRF 4 News, le Conseil du public s'est penché sur la station radio dans son ensemble ainsi que sur certaines de ses émissions. Des semaines spéciales déployées sur tous les vecteurs ainsi que des zooms sur de grands thèmes, comme «Ready, Steady, Golf» ou les Fêtes d'Unspunnen ont également fait l'objet d'observations.

La société actuelle est de plus en plus friande d'émissions humoristiques, et en particulier le jeune public, tendance qui s'est illustrée en 2017 dans l'offre de SRF. Le Conseil du public a ainsi examiné le «Comedy Frühling» de SRF de manière approfondie sur les trois vecteurs: radio, tv et en ligne.

Le tournant numérique et les nouveaux comportements d'utilisation donnent de plus en plus de poids aux offres sur Internet. Le Conseil du public prend cette évolution au sérieux en augmentant le nombre des formats spécifiques observés.

Zoom sur le «Comedy Frühling»

Dans le cadre de la semaine spéciale «Comedy Frühling», SRF a présenté l'humour sous toutes ses facettes et a intégré de nombreux formats différents à son programme. Le Conseil du public a été impressionné par la diversité de l'offre, un savant mélange entre formats éprouvés, originaux et décalés visant à répondre aux besoins d'un large public. Pari réussi pour SRF, qui a su présenter la scène humoristique suisse alémanique et offrir un tremplin aux jeunes talents non encore connus. Le Conseil a cependant regretté l'absence d'une vue d'ensemble sur le site de SRF tout comme celle d'un fil rouge qui aurait permis aux auditeurs et aux téléspectateurs de s'orienter au cœur de ce programme riche.

Offres web-only pour le jeune public

Avec «True Talk», «Tama Gotcha» et «Nouvo», le Conseil du public a examiné des offres qui, tant sur le fond que sur la forme, sont taillées sur mesure pour un public jeune et destinées principalement aux médias sociaux. Afin de connaître l'opinion du

groupe cible, le Conseil a d'une part demandé à ses membres de recueillir l'avis de jeunes personnes de leur entourage, et d'autre part mandaté un groupe de travail composé de jeunes pour évaluer l'offre en ligne «Nouvo».

Le Conseil du public salue les efforts fournis par SRF pour atteindre le jeune public à l'aide d'offres spécifiques. Il trouve important que la brièveté de ces formats n'empêche pas la qualité et le sérieux journalistique d'être au rendez-vous afin qu'ils se démarquent clairement d'autres offres en ligne.

Formation continue et échanges avec SRF

Le Conseil du public s'informe régulièrement auprès des responsables de SRF sur les nouveautés et les coulisses du secteur des médias, ce qui lui permet de rester à la pointe. Il remplit ainsi ses propres critères de qualité. Il s'est ainsi notamment informé sur l'organisation de la gestion de la qualité chez SRF et sur les différents instruments permettant de garantir la qualité des programmes.

Son séminaire annuel de deux jours dédié à la formation continue a été consacré au thème «Comedy & Satire». Le Conseil a analysé la fonction et les effets de l'humour ainsi que la façon dont la satire et l'humour peuvent être utilisés pour faire passer des contenus journalistiques. Lors d'échanges avec les responsables de programmes, il a étudié le potentiel et les limites de cette forme artistique. ■

Gestion qualité et contrôle interne



Assurance qualité: méthode, enseignements, mesures

La réaffirmation de notre professionnalisme et de notre indépendance journalistique n'a jamais paru aussi importante. Le travail constant sur la qualité de l'offre RTS nous permet de nous ancrer toujours plus dans ces valeurs. Ce travail s'articulait jusqu'ici autour des Bilans Qualité. Ces contrôles a posteriori ont permis de dégager pour chaque émission observée des mesures de corrections et d'optimisation.

L'année 2017 a été marquée par une évolution importante: le suivi qualité à la RTS est désormais pensé comme un processus global, dès la genèse d'une émission. Cela se traduit par:

- l'amélioration des mandats d'émission qui, à travers une rédaction trans-départements, gagnent en détails et en précision;
- l'introduction de tests auprès du public pour les nouvelles émissions, des études souples et réactives réalisées avant ou juste après les premières diffusions.

Ce nouveau processus a déjà permis l'obtention de résultats pertinents, notamment dans l'aide apportée aux équipes éditoriales.

Formation de base et formation continue

Après une année 2016 particulière, les chiffres globaux 2017 de la formation pour les collaborateurs des métiers de l'éditorial sont repartis à la hausse.

Cette année, 1005 personnes ont suivi 128 400 heures de formation, soit 110 800 heures de formation continue et 17 600 heures de formation initiale. En moyenne, chaque collaborateur a suivi théoriquement 1,4 jour de formation.

Même si l'encouragement de la relève dans les métiers de l'éditorial est favorisé, nous ne comptons que 10 stagiaires en totale immersion au sein des rédactions, contre 16 l'année précédente. La baisse s'explique par une redéfinition de l'accompagnement des stagiaires. En effet, le service Formation élabore un nouveau cursus qui sera mis en place dès 2018.

Tout au long de l'année, la Formation a collaboré activement avec les rédactions dans le cadre de la nouvelle Matinale de La Première, en particulier en accompagnant les nouveaux présentateurs et chroniqueurs. Ces mesures avaient pour but de soutenir les réflexions autour de la dynamique de l'émission ainsi que la posture et les synergies entre les différents acteurs.

Dans le même contexte, tous les journalistes régionaux ont également été accompagnés, notamment pour le travail de narration-scénarisation des reportages d'actualité régionale. Ces actions ont généré pas moins de 60 participations.

Le lancement de la nouvelle grille de Couleur 3 a également nécessité un soutien important du service pour la mise en place de formations. Ces dernières étaient consacrées à la grammaire de l'image et au storytelling sur les réseaux sociaux, ainsi qu'aux compétences nécessaires à la production de capsules vidéo (tournage et montage) pour les présences sociales de la chaîne.

D'une manière générale, les formations liées à l'image se sont intensifiées en 2017. Une attention particulière a été portée aux réalisateurs et journalistes tv qui souhaitaient des formations dédiées aux échanges sur leurs pratiques professionnelles. Des rencontres-formations ont été organisées pour répondre à cette demande.

Enfin, les formations réseaux sociaux, en particulier les thématiques «Introduction aux réseaux sociaux», «Filmer avec son smartphone» et «Montage pour le Web et les réseaux sociaux», ont une fois encore été appréciées: elles ont généré 110 participations en 2017. ■

Les observations du Conseil du public



Le Conseil du public s'est réuni dix fois en 2017 pour traiter un total de 16 émissions portant aussi bien sur l'actualité que sur le divertissement et faire le point sur les recommandations relatives à trois émissions. Il a en outre reçu David Lamon pour aborder la question des réseaux sociaux et de la présence de la RTS sur ces plateformes. Enfin, le Conseil du public a participé à une analyse nationale conjointe avec les autres conseils de la SSR, comme chaque année.

Qualité du service public

Durant l'année, le Conseil a traité sept émissions télévisées, huit émissions de radio, une production web et deux couvertures d'élections. Il a également entamé une réflexion sur la signalétique à la télévision.

Ses analyses ont porté aussi bien sur de nouvelles émissions («A l'abordage», «Premier rendez-vous») que sur des émissions ayant largement fait leurs preuves («Mise au point», journaux de la mi-journée tv et radio). Le Conseil a également analysé les jeux télévisés produits par la RTS, la couverture de la votation du 18 juin à Moutier ainsi que la couverture de l'élection présidentielle française. La nouvelle grille d'Espace2 a également fait l'objet de son attention.

Dans ce cadre, le Conseil du public a pu constater que la qualité était constante et que la RTS assurait sa mission de service public en respectant les principes qui la fondent, notamment au sens des articles 4 et 5 de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV). Dans un paysage médiatique de plus en plus éclaté, voyant notamment le nombre de titres de presse se réduire comme peau de chagrin, le rôle de la RTS ne s'en trouve que renforcé. De même, pour contrer le phénomène des «fake news», l'information émise par le service public joue plus que jamais un rôle de boussole.

Couverture de l'élection présidentielle française

Après la présidentielle américaine l'an passé, c'était au tour de nos voisins français d'élire leur chef d'Etat. La RTS n'a pas ménagé ses efforts pour rendre compte de ce moment majeur de la politique française et pour faire percevoir aux auditeurs et téléspectateurs non seulement les enjeux politiques, mais aussi l'atmosphère d'une campagne qui a vu s'opérer de forts changements, dont un renouvellement important du paysage politique.

Le Conseil du public a notamment souligné la qualité des reportages en immersion en Corrèze, permettant, au travers de cette région, d'aborder très concrètement les préoccupations

de nos voisins. De par les liens, tant culturels qu'institutionnels, entre notre région et la France, le Conseil du public estime que les moyens mis en œuvre par la RTS étaient à la hauteur de l'enjeu politique.

Analyse nationale: «Nouvo»

Cette année, l'analyse conjointe des conseils du public a porté sur un projet initié par la RTS ayant pris une dimension nationale: les vidéos web «Nouvo». Ces capsules d'actualité et de société sont produites selon la grammaire propre à la toile et directement destinées aux réseaux sociaux. Ce sont donc des formats courts, prenant parfois le spectateur à partie, selon les codes de ces réseaux. La fraîcheur de la démarche, appuyée par un travail de recherche notamment en termes d'archives, a été très appréciée. Reste l'écueil de la brièveté du format, qui, de l'avis du Conseil du public, ne permet pas toujours de traiter des sujets très complexes, comme lors de certaines votations. Il a donc recommandé de produire, dans ces cas, plusieurs capsules.

Signalétique à la télévision

Le Conseil du public s'est également penché sur la question de la signalétique à la télévision. L'information du public sur la nature des contenus diffusés, essentiellement dans le domaine de la fiction, est un élément important. De fait, l'évolution des modes de visionnement des contenus, notamment via la toile, mais aussi avec les possibilités de replay offertes par certains opérateurs, devrait amener la RTS à repenser sa manière de signaler la teneur de ses contenus. Un dialogue a été initié dans ce sens et se poursuivra au cours du premier semestre 2018. ■

Gestion qualité et contrôle interne



Assurance qualité: méthode, enseignements, mesures

La qualité du programme est l'objectif numéro 1. Différents outils et mesures permettent à la RSI d'évaluer si les objectifs ont été atteints. Ils accompagnent toute offre de programme, de l'idée initiale à la diffusion, en passant par la mise en œuvre et les adaptations éventuelles. Ce processus exigeant est optimisé en continu. Le système de suivi des programmes est un pilier de l'assurance qualité. Il vérifie que les contenus sélectionnés s'inscrivent bien dans le mandat de la SSR et observent les prescriptions de la Concession, tout en s'assurant que l'offre reçoit un bon accueil de la part du public. Huit émissions ont été passées au crible en 2017, comme l'année précédente. Le fond et la forme ont dans l'ensemble convaincu. Composé de professionnels internes et externe, le groupe d'experts a cependant émis certaines critiques. Les responsables de programme ont fait les adaptations nécessaires, qui ont pu être mises en œuvre dès l'automne 2017. Quelques exemples:

Télévision

- «Tempi moderni» sur RSI LA 1: ce magazine économique a augmenté le nombre d'opinions et de points de vue différents représentés afin d'offrir un portrait plus complet encore du monde économique. La rubrique «#selfiedomanda» a elle aussi été remaniée.
- «Paganini» sur RSI LA 1: cette émission dédiée à la musique classique a redéfini son mode d'animation. Elle a pour principale mission d'accompagner les téléspectateurs dans leur écoute et d'enrichir leurs connaissances musicales et leur compréhension de la musique. Les animations à l'extérieur du studio se sont montrées convaincantes. Le choix des lieux et des sujets est encore plus réfléchi qu'auparavant et mieux harmonisé.
- «#celapossosfare» sur RSI LA 2: cette émission show destinée au jeune public a renforcé son identité. Tous les sujets qu'elle traite correspondent désormais à l'expression qui lui donne son titre («Je peux le faire» en italien); l'émission offre ainsi des défis sous toutes les formes, dans ses interviews, en contact avec les invités et dans des sketches. La stratégie sur les médias sociaux et Internet a été remaniée globalement. La communication est plus efficace et les échanges avec le public se sont intensifiés.
- «Studio Champions League» sur RSI LA 2: la couverture des matches de Champions League a apporté de nouveaux éléments dans la deuxième moitié de l'émission, ce qui la rend plus variée et plus intéressante. Ses responsables cherchent actuellement à savoir si le public pourrait à l'avenir être impliqué via les médias sociaux.

Radio

- «Radiogiornale», 18 h 30 sur Rete Uno: l'édition du soir du bulletin d'information radio a été remaniée dans sa forme. Elle présente désormais des formats plus variés et ses sujets misent plus qu'auparavant sur le storytelling, la langue, la synchronisation et l'utilisation de sons originaux.
- «Finestra aperta», 17 h 00 sur Rete Due: la structure du rendez-vous quotidien avec l'information culturelle a été revue. L'émission a reçu des instructions plus précises pour les passages musicaux et les transitions. Le fait que l'animateur change chaque semaine n'empêche pas l'émission d'être homogène.
- «Voci dipinte» sur Rete Due: la structure de ce magazine traitant des arts visuels a été épurée; quelques rubriques ont disparu, laissant plus de place aux discussions. L'émission a en outre gagné en cohérence sur le plan musical.
- «Tutorial» sur Rete Uno: ce divertissement de deux heures diffusé en direct le matin a également optimisé sa structure, ce qui le rend plus homogène. L'offre du vendredi s'appuie plus encore sur celles du reste de la semaine.

Formation de base et formation continue

La formation a été marquée par trois grands thèmes en 2017: le nouveau cycle Accademia, les formations dans le domaine des médias sociaux et du numérique et enfin le mapping des compétences, qui permet d'observer l'évolution des métiers. Une nouvelle session de la formation Accademia, d'une durée de deux ans, a commencé début 2017. Pendant le premier semestre, les futurs journalistes vidéo, animateurs, vidéastes et opérateurs multimédias ont suivi une formation transversale. Le deuxième semestre a été consacré à une formation pratique «on the job». Cela a permis aux personnes qui la suivent d'atteindre très rapidement un très bon niveau professionnel, qui pourra ensuite être développé en 2018. Les cours orientés sur les aspects techniques et éditoriaux dans le domaine du numérique et des médias sociaux permettent d'accompagner le tournant numérique qui touche tous les métiers et l'entreprise dans son ensemble. La RSI a mis en place des profils de compétences, dans un premier temps pour les cadres. L'objectif est de disposer d'un outil efficace afin de pouvoir définir plus précisément l'offre de formation continue. En 2018, le mapping des compétences sera étendu à l'ensemble du personnel.

En 2017, la RSI a proposé des cours internes de différentes durées. Cela représente environ trois jours de formation par personne. Près de 200 personnes ont en outre suivi des cours externes. ■

Les observations du Conseil du public

CORSI

SOCIETÀ COOPERATIVA PER LA RADIOTELEVISIONE SVIZZERA DI LINGUA ITALIANA

Le retour de la satire à la télévision

Après une longue période, la RSI a réintégré la satire dans ses programmes avec «Malatempora», une première tentative de faire rire le public sur les choses du quotidien. Malheureusement, il a manqué à «Malatempora» l'audace suffisante pour s'attaquer également à des thèmes plus dérangeants. Le Conseil du public encourage la RSI à continuer dans cette voie pour faire renaître une culture de la satire.

Sport: nouvelle génération et formats innovants

La RSI dispose d'une longue expérience et de solides compétences dans le domaine du sport. Le passage de flambeau à la génération suivante est en cours, révélant de jeunes talents. L'utilisation des nouvelles technologies est intéressante et constitue un bon complément à l'offre de la RSI. Par exemple, la production web-only «Face Off» propose des interviews avec de grands sportifs et donne à voir la personne au-delà de l'athlète; c'est une bonne manière d'attirer un public plus large.

Tournant numérique: toujours avoir un temps d'avance

Les apps de la RSI permettent au public d'interagir avec le programme et d'approfondir les thèmes. L'app nationale «together», qui favorise l'intégration en proposant de tester ses connaissances sur la vie en Suisse, est bien faite, puisqu'elle parvient à aborder des thèmes complexes de manière ludique. Le Conseil du public encourage la RSI à développer l'offre numérique à destination des enfants et des jeunes, par exemple avec des apps éducatives visant à transmettre un savoir (mathématiques, économie, sciences, culture, etc.) de manière créative et divertissante. Il faudrait en outre absolument que les concepteurs de programmes pensent dès le début à ce que les offres puissent être déclinées en ligne ou sous la forme d'une app.

Enfin, les vidéos d'actualités «Nouvo», spécialement conçues pour les médias sociaux, ont fait l'objet d'une observation au niveau national. Sur un ton original et direct, ces vidéos didactiques visent à offrir au jeune public, en une minute environ, des informations de manière à leur donner envie de réfléchir et d'approfondir le sujet, ce qu'elles réussissent pleinement. Il y a cependant un défi à relever: conserver le format court de ces vidéos tout en évitant une trop grande simplification du propos.

Jeune public: croisée du divertissement et du service public

Le Conseil du public apprécie le fait que la RSI s'efforce de chercher et de produire de nouveaux formats pour la jeune génération, comme «#celapossolare». Outre les émissions de divertissement, il l'encourage cependant à miser sur des programmes à valeur éducative prônant un engagement citoyen, et à trouver un bon équilibre entre contenus éducatifs et divertissants. Il suggère à la RSI de jouer avec les formats qui répondent aux goûts des jeunes, mais en ne faisant aucun compromis sur la qualité ni sur le choix des contenus.

Le retour du livre sur les écrans

Le Conseil du public salue le retour de la littérature avec l'émission «Turné soirée»: originale et rafraîchissante, elle séduit un public qui va bien au-delà des passionnés de lecture. C'est un excellent exemple d'émission parvenant à remplir le mandat de présentation de la culture de manière agréable et captivante. On sent bien la créativité et l'envie d'innover, et le résultat est tout à fait convaincant. Le Conseil du public se permet une suggestion: le caractère théâtral de l'animation pourrait être un peu atténué afin de laisser plus de place aux œuvres et aux entretiens sur les livres.

Information en soirée: actualités et approfondissement

Le Conseil du public avait déjà recommandé à la RSI de réinstaurer un créneau dédié à l'information en fin de soirée; il avait alors déclaré souhaiter le recours à des formes narratives originales qui constitueraient une valeur ajoutée par rapport aux bulletins d'information diffusés dans la journée. Le créneau du soir pourrait aussi être utilisé par les journalistes en cas d'événements revêtant une importance particulière. Le concept d'«InfoNotte» devrait donc être repensé: le Conseil aimerait un traitement plus approfondi de l'information afin de laisser plus de place à la mise en contexte. «InfoNotte» devrait être un véritable vecteur du service public, avec des ressources adaptées pour fournir des informations approfondies.

Autres observations du programme

«Tutorial», émission radio qui, du lundi au vendredi, aborde une question sous différents angles, a reçu un bon accueil. Le Conseil du public a salué la qualité de «Voci dipinte» sur Rete Due, émission de cinquante minutes environ portant sur le monde de l'art. L'émission tv «Storie», sur RSI LA 1, a également fait bonne impression; dédiée en particulier aux films d'auteur et aux documentaires pointus, elle constitue une précieuse contribution au mandat de service public, invite au débat et permet au public de se cultiver. ■

Gestion qualité et contrôle interne



Assurance qualité: méthode, enseignements, mesures

En 2016, RTR lançait son nouveau format news «Sil punct» dans le cadre du programme estival. Pour son édition 2017, le magazine tv a été légèrement remanié à l'aune des réactions du public et des résultats de l'enquête de satisfaction menée en 2016: il a été rallongé d'une minute (sa brièveté ayant soulevé la majorité des critiques) et les animateurs comme les rédacteurs ont été spécialement formés pour maîtriser la narration courte.

La relation entre les responsables du programme de RTR et le Conseil du public SRG.R est constructive et ouverte: RTR lui a d'ailleurs soumis quelques formats, contenus et émissions pour approbation. Le Conseil a lui aussi opéré une sélection au sein de l'offre RTR et passé au crible 10 sujets: la couverture des Championnats du monde de ski de St-Moritz, celle du glissement de terrain à Bondo, la rubrique interrégionale «Helvetia», les formats de fond «Marella» et «Profil», «Sil punct», le magazine d'information pour enfants «Minisguard», les journaux régionaux ainsi que des formats vidéo courts produits pour rtr.ch. Il a commenté ses rapports en présence des rédacteurs en chef concernés, qui ont à leur tour relayé l'information au sein de leurs équipes.

La rédaction jeunesse «Battaporta» a procédé à une analyse approfondie de sa production. C'est ainsi qu'elle a précisé certains de ses formats, élargi son offre, optimisé son organisation et adapté ses plans de production sous l'angle de sa présence sur les médias sociaux.

RTR a également revu son format news (six minutes chaque heure pleine – à 6 h, 7 h, 8 h, 12 h, 17 h et 18 h) afin d'informer le public de manière plus percutante encore.

Formation de base et formation continue

Sur la base de propositions formulées dans le cadre des entretiens de situation personnelle, RTR a à nouveau encouragé le développement personnel et professionnel de ses collaborateurs: 170 d'entre eux (représentant 130 postes à temps plein) ont ainsi participé à des cours standard et à des formations sur mesure sous forme de trainings, d'ateliers et de coachings. Au total, 79 offres de cours RTR (pour un total de 332 journées) ont trouvé preneur, soit environ 2,6 jours de cours par équivalent temps plein.

Dans le cadre de la formation journalistique dispensée en 2017, c'est la production en ligne (introduction et utilisation spécifique de «Adobe Premiere») qui a intéressé le plus grand

nombre de rédacteurs. RTR a ici réuni les points forts «Web Publishing Software (CMS)» et «Filmer avec un smartphone» tant plébiscités en 2016 et permettant de relever d'un cran encore le professionnalisme des équipes. Les collaborateurs ont également pu profiter de formations et de coachings personnalisés, notamment dans le domaine de la diction et des langues mais aussi dans la transmission et l'approfondissement du rumantsch grischun.

En 2017, 47 personnes ont suivi une formation de base ou une formation continue auprès de SRF, de la MAZ, de prestataires externes (hautes écoles ou universités) ou au sein même de RTR. A quoi s'ajoutent la participation volontaire aux séances d'information mensuelles «Sur mezdi» consacrées aux nouveaux médias (30 participants en moyenne par séance), les heures de mise au courant et d'accompagnement (tutorat) pour les nouveaux collaborateurs et les stagiaires ainsi que les journées passées par les quatre apprentis (trois futurs employés de commerce et un informaticien) à l'école professionnelle.

Enfin, 32 collaborateurs ont appris à développer leurs capacités à gérer du personnel dans le cadre de l'atelier «Positiv Leadership», par lequel RTR rappelle l'importance – aujourd'hui et demain – d'une compréhension commune de la conduite. ■

Les observations du Conseil du public

SRG SSR Svizra Rumantscha

Le Conseil du public SRG.R s'est réuni quatre fois en 2017. Ses rapports ont fait l'objet de discussions ouvertes et constructives avec les responsables de RTR et ont permis de mettre en place des changements visant à renforcer la qualité. Les constatations et les recommandations du Conseil du public ont en outre pour but de conduire les collaborateurs RTR à réfléchir sur les programmes.

RTR à la radio

En 2017, le Conseil du public a examiné les émissions et sujets suivants: «Marella», «Profil», «HelvetCHia» ainsi que la couverture des Championnats du monde de ski alpin à St-Moritz et de la catastrophe écologique à Bondo. Les auditeurs ont bénéficié d'une information professionnelle, variée ou divertissante sur ces thèmes. Les rédactions et les animateurs se sont montrés très convaincants. La qualité de l'animation peut en effet être évaluée à l'aide de critères objectifs: mener un entretien de haute qualité nécessite certes une formation solide, mais aussi de l'expérience, tant professionnelle que personnelle. La large offre de formation continue proposée aux journalistes de RTR leur permet de se développer sur le plan professionnel comme personnel.

L'émission de radio «Profil» du 20 mai 2017, qui avait pour invité Urs Cadruvi, ancien secrétaire général de la Lia Rumantscha, a fait l'objet de débats particulièrement vifs. Emission réalisant le portrait de personnalités au travers d'un entretien de 40 minutes, «Profil» est, depuis des années, l'un des programmes phares de RTR. L'entretien est entrecoupé d'interludes musicaux choisis par l'invité, ce qui donne un éclairage supplémentaire sur sa personne.

Le Conseil du public a donc examiné l'édition du 20 mai indépendamment des autres en raison des réactions qu'elle a suscitées. Les avis étaient très divergents, ce qui a donné lieu à des débats poussés. Pour un grand nombre des membres du Conseil, la forme et le style d'animation de cette émission a semblé inhabituel. Certains suspectaient une influence de la part des opposants à Urs Cadruvi. Le Conseil du public est cependant arrivé à la conclusion que cette édition n'avait pas fait l'objet de manipulation, tout en soulignant qu'il aurait été bon, avant ou pendant l'émission, d'attirer l'attention sur le format inhabituel de cette édition de «Profil». Le public aurait alors été plus compréhensif.

RTR à la télévision

Trois formats ont été particulièrement bien notés par le Conseil du public: «Minisguard», programme jeunesse hebdomadaire, «Telesguard», émission d'actualités diffusée tous les jours à 17 h 45 sur SRF 1 et «Sil Punct», son pendant estival. Le choix de thèmes attractifs et actuels et la présentation des informations régionales sous une forme courte et marquante ont particulièrement plu. Les animateurs se sont montrés convaincants non seulement visuellement mais aussi grâce à leurs compétences. Le Conseil du public, qui s'était déjà penché sur «Sil punct» en 2016, a constaté avec plaisir que ses recommandations avaient été prises en compte et mises en œuvre en 2017. Il a en revanche déploré sa brièveté (entre 5 et 10 minutes), qui ne permet pas d'approfondir les questions abordées. Dans le cadre du projet national SSR «+3°», portant sur le changement climatique, RTR a diffusé pour la toute première fois une émission en direct de trois heures sur SRF info. Elle a suscité un grand intérêt au sein du public.

RTR sur Internet

Le site Internet rtr.ch gagne du terrain: les nouvelles régionales et les contenus exclusifs destinés aux Grisons romanches en font une source d'information précieuse et appréciée. La structure claire de sa page d'accueil et l'app «Play RTR» trouvent un écho positif.

En 2017, le streaming en direct a gagné en importance: le public a ainsi pu suivre les événements sportifs régionaux et cantonaux ainsi que des débats politiques en temps réel, p. ex. sur la candidature des Grisons aux Jeux olympiques ou sur le projet de parc naturel Adula. Le streaming en direct est une nouveauté qui offre une réelle valeur ajoutée aux utilisateurs et qui permet en outre à RTR d'être plus proche de son public.

Les actualités en ligne sous forme écrite et visuelle sont de plus en plus complétées, voire remplacées, par des vidéos récapitulatives, dont la qualité est convaincante. Le Conseil du public regrette cependant l'absence d'une fonction «push» sur l'app «Play RTR».

Organe de médiation

En 2017, l'organe de médiation de la Suisse romanche a reçu une réclamation portant sur l'émission radio de «Profil» du 20 mai 2017 évoquée plus haut. ■

Gestion qualité et contrôle interne

SWI swissinfo.ch

Assurance qualité: méthode, enseignements, mesures

Chez SWI swissinfo.ch (SWI), les ressources et les processus sont soumis à un système de gestion de la qualité bien établi: les questions de la qualité et du feed-back sont à l'ordre du jour de toutes les séances de rédaction quotidiennes, qui impliquent chacune des dix rédactions linguistiques. La direction éditoriale discute, lors d'une séance qualité se tenant deux fois par semaine, de questions générales et d'exemples pratiques.

SWI assure un contrôle qualité tout au long de la chaîne de création de valeur: au niveau des auteurs, des correcteurs (contrôle à quatre voire à six yeux), des traducteurs, des responsables des rédactions et enfin de la rédaction en chef. Cette dernière fait office d'instance de décision et peut intervenir et exiger des corrections au cours de chaque phase de conception ou de production.

Une séance dédiée au feed-back éditorial est en outre organisée chaque mois en compagnie de tous les responsables de programmes de SWI, lors de laquelle un thème est approfondi. De plus, grâce aux nouvelles options intégrées permettant de partager des contenus sur les médias sociaux, de laisser un commentaire ou d'envoyer un e-mail, les utilisateurs ont de plus en plus la possibilité de donner leur avis sur la qualité de nos produits.

La composition plurilingue du Conseil du public joue un rôle important dans le contrôle de la qualité chez SWI. En 2017, il a accueilli une nouvelle représentante pour couvrir l'offre en italien de SWI et de tvsvizzera.it. En revanche, le Conseil du public n'a plus de membre chargé du japonais. Ces rotations régulières permettent d'assurer un bon suivi pour l'ensemble de l'offre linguistique de SWI.

En 2017, le Conseil du public s'est particulièrement intéressé à la phase d'approfondissement de l'actualité, c'est-à-dire aux contenus qui couvrent tout ce qui se tient entre une actualité brûlante et les sujets de fond abordés dans les formats magazine (entre un et trois jours après l'événement). Il s'est penché pour cela sur les pages en allemand, en italien, en anglais, en russe et en chinois. Dans le cadre d'une autre observation, le Conseil du public a analysé le thème de la couverture de l'actualité économique. Les critiques, remarques et suggestions du Conseil sont prises en compte pour concevoir l'offre. En outre, lors d'un Q-Day (journée qualité), les membres du Conseil du public ont rendu visite à la rédaction de leur langue, pour avoir un aperçu de leur travail et leur suggérer des améliorations.

SWI mène également des audits externes réguliers, lors desquels des experts évaluent les offres éditoriales, qui exigent une grande qualité en particulier dans les langues autres que les langues nationales suisses. Fin 2017, les offres en arabe, en russe, en chinois, en japonais, en espagnol et en portugais ont été soumises à un audit réalisé par des professionnels des médias de chaque langue.

Formation de base et formation continue

En 2017, des formations continues et des cours de perfectionnement ont été organisés à l'interne et à l'externe afin de satisfaire aux exigences en matière de qualité. Citons par exemple les formations continues spécialisées dans le domaine du multimédia, destinées aux responsables de programmes, qui ont été données en allemand, en français et en anglais. Elles ont notamment traité les thèmes de l'utilisation des téléphones mobiles pour la production d'éléments éditoriaux audiovisuels et du storytelling multimedia.

Afin de maintenir et d'augmenter le niveau de qualité dans les processus de gestion, SWI a par exemple organisé un workshop sur la formulation d'objectifs annuels appropriés et sur la gestion des absences. Des séances de coaching individuelles ont été organisées lorsque cela s'est avéré nécessaire. De plus, SWI a proposé des formations dans le domaine de l'encadrement et de la conduite dans le cadre de programmes de formation internes à la SSR.

Les 107 collaborateurs de SWI ont effectué en moyenne deux journées de formation en 2017. ■

Les observations du Conseil du public de SWI swissinfo.ch

Echanges de vues et rencontres

En 2017, le Conseil du public s'est réuni trois fois en séance ordinaire. Au mois de mars, le membre japonais a présenté sa démission pour des raisons professionnelles, mais a pu être remplacé par Cinzia dal Zotto, Professeure à l'Université de Neuchâtel, qui est entrée en fonction le 1^{er} avril 2017.

La séance commune avec le Comité du Conseil d'administration SSR responsable de SWI swissinfo.ch (SWI) s'est tenue en février. Le nouveau président, Urs Ziswiler, a assisté à trois réunions des présidents des Conseils du public de la SSR. Il a également pris part au forum de la SSR à Lucerne portant sur l'institution. Lors de la réunion du personnel du 21 février 2017, le président et son suppléant ont eu l'occasion de rencontrer les collaborateurs de SWI et de leur présenter les travaux du Conseil.

Points forts

Comme le prévoit le règlement du 31 mars 2014, le Conseil du public a pour mission d'évaluer en termes de qualité, de pertinence et d'efficacité les différents produits d'information que SWI propose à un public international composé de multiples communautés culturelles et linguistiques. Cela a été rappelé lors de la réunion du personnel.

Observations 2017

SWI a introduit une nouveauté importante lors du changement de la rédaction en chef, à savoir les Quickwins. Il s'agit de rapports courts et concis enrichis d'éléments multimédias. C'est pourquoi le Conseil du public a décidé d'observer les Quickwins/multimedia pendant le premier semestre 2017. De manière générale, il les a jugés comme un plus pour les lecteurs de SWI. Toutefois, la rapidité de la production de ces rapports ne doit en aucun cas se faire au détriment de la qualité. Pour le Conseil, le choix des thèmes est équilibré et le travail rédactionnel bon, voire très bon.

Avant la deuxième phase d'observation, le Conseil du public avait révisé le questionnaire de feed-back pour l'adapter à l'importance croissante des médias sociaux et du multimédia. Il a ensuite choisi, comme tous les autres conseils du public de la SSR, le nouveau format vidéo «Nouvo» comme sujet d'observation pour le deuxième semestre. Six vidéos de SWI ont été étudiées à la loupe au moyen des critères de qualité prédéfinis. De l'avis du Conseil du public, le but recherché, à savoir mieux toucher le jeune public, a été atteint, mais les vidéos d'une minute n'ont pas toutes rempli le critère de qualité souhaité. En effet, il est difficile d'adapter des sujets complexes à ce format. Néan-

moins, la conclusion du Conseil est positive: il faut continuer à produire les vidéos «Nouvo».

Bien que certaines productions aient été évaluées différemment et que certaines aient fait l'objet de critiques, le Conseil du public s'accorde sur le fait que, de manière générale, SWI fournit du bon travail. Elle a su notamment relever les défis des médias sociaux et du multimédia et les intégrer dans ses publications de manière constructive. En résumé, SWI tient compte des exigences du public international.

Q-Days

En 2017, le Conseil du public a à nouveau organisé une visite d'une journée au sein des différentes rédactions de SWI. Ces rencontres permettent en particulier aux nouveaux membres du Conseil de toucher du doigt le travail des rédactions et d'en apprendre davantage sur les singularités culturelles et linguistiques. Elles permettent aussi d'échanger des idées et de nouer des contacts personnels.

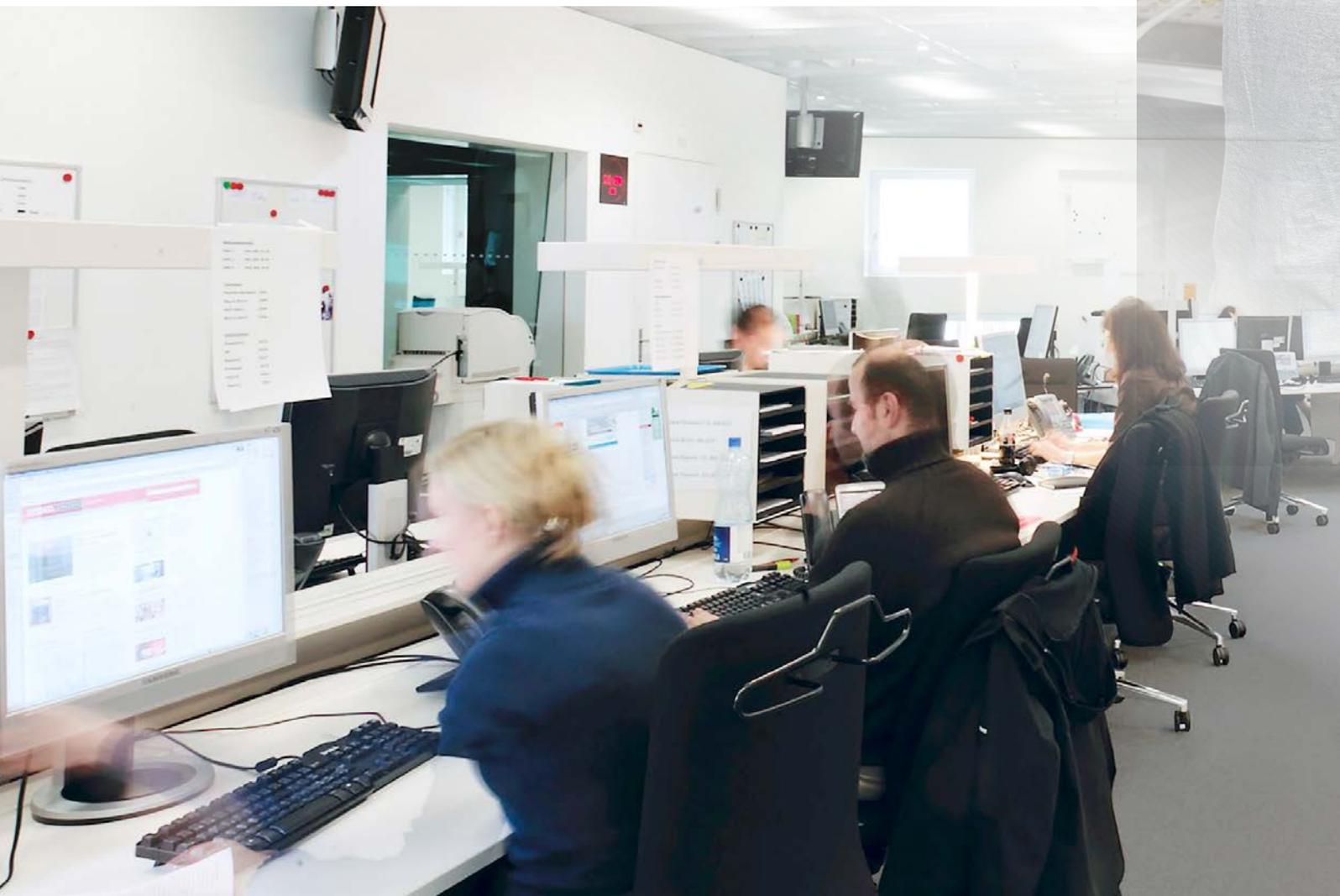
Audiences

Lors de ses séances, le Conseil du public est informé régulièrement des audiences sur Internet et sur les médias sociaux. Sur toute l'année, on constate une augmentation dans l'ensemble des domaines. Cette croissance constante prouve que l'offre d'information de SWI correspond aux intérêts de son lectorat international.

La Cinquième Suisse

SWI était aussi présente au Congrès des Suisses de l'étranger 2017 à Bâle, qui a mis l'accent sur la votation No Billag du 4 mars 2018. Les Suisses de l'étranger s'inquiètent beaucoup des conséquences d'une acceptation éventuelle de l'initiative. ■

Collaborateurs





Notre responsabilité à l'égard des collaborateurs

«De fortes personnalités font de bons programmes, de même que des collaborateurs compétents, mobiles, fiables, responsables, loyaux et orientés résultats font le succès économique de la SSR. La SSR propose des conditions de travail attrayantes ainsi que des tâches motivantes, et elle étudie régulièrement de nouvelles formes de travail plus flexibles. Elle veille à la santé physique et psychique de tous».

La politique du personnel de la SSR s'inspire de sa mission et de sa charte d'entreprise. S'appuyant sur la politique du personnel, la stratégie d'entreprise et les tendances RH actuelles, la SSR a développé pour 2017-2021 une stratégie RH axée sur quatre priorités:

Agilité et dynamisme: dans un univers médiatique dynamique, la SSR mise sur des formes de travail flexibles et individuelles, des conditions d'engagement simplifiées, des possibilités de développement vertical et horizontal ainsi que sur la mise en valeur de la performance et de la motivation.

Formation et innovation: les collaborateurs et les cadres de la SSR doivent continuellement parfaire leur formation. L'innovation est essentielle pour que la SSR puisse maîtriser la transformation numérique et continuer à remplir son mandat programmatique.

Attractivité et diversité: la SSR est un employeur moderne, concurrentiel, crédible et responsable. Elle crée des conditions favorisant la diversité dans l'entreprise.

Collaboration et culture: à la SSR, la confiance, la transparence, l'ouverture et l'esprit d'équipe sont les caractéristiques fondamentales d'une culture d'entreprise agile et novatrice.

Travailler dans un monde numérique

Les nouveaux comportements observés parmi le public radio, tv et Internet de la SSR valent aussi pour son personnel: les collaborateurs SSR utilisent eux aussi les plateformes électroniques d'information, de communication et d'échange fréquemment, à toute heure et où qu'ils soient. Cela crée de nouveaux besoins auxquels il faut répondre: dans notre monde numérique en constante évolution, il est essentiel d'exploiter les potentiels créatifs et l'esprit innovant tout en stimulant les capacités en place, ce qui représente de véritables piliers de notre stratégie RH.

Aujourd'hui, les rythmes de travail s'accroissent, le besoin de conditions de travail souples et individualisées grandit et il faut

maintenir et développer l'ouverture d'esprit face au changement. Cela demande à chacun de prendre ses responsabilités et de gagner en autonomie, afin de réussir dans un environnement de travail soumis à des mutations sociales et à des évolutions technologiques constantes. La SSR s'efforce constamment de créer des conditions optimales pour que ses collaborateurs puissent travailler de manière souple et agile; cela implique d'instaurer une véritable culture de l'innovation ainsi que les conditions de travail idoines et de promouvoir des mesures de développement personnel ainsi qu'un système de gestion de la santé.

A l'heure du numérique, ce n'est pas uniquement nos interactions avec le public qui changent, mais aussi nos rapports avec nos candidats potentiels. Face à ce constat, la SSR a remanié fin 2017 ses pages Internet consacrées au recrutement, dont le slogan est désormais «Mon univers à 360°!». Les éléments-clés de l'Employer Value Proposition (EVP), qui montre aux candidats potentiels ce que la SSR propose en tant qu'employeur, ont été revus à cet effet. Les quatre éléments mettent en avant d'une part le cœur de métier de la SSR dans l'univers numérique (Créer du contenu et Vivre le numérique) et d'autre part la philosophie SSR en matière de collaboration (Donner du sens et Être humain).

Passage au numérique des processus et des systèmes RH

En 2017, la SSR a franchi une nouvelle étape dans sa démarche de numérisation de ses processus RH en introduisant de nouveaux outils informatiques:

- Un nouvel outil flexible et facile d'utilisation (expérience utilisateur moderne et adaptée à une utilisation mobile) a été conçu pour mener les entretiens de situation professionnelle avec les collaborateurs. SRF, le tpc, la BUS et RTR utilisent cette application depuis janvier 2018.
- Le processus de modification de contrats dans le workflow est passé au numérique: après une phase de conception en collaboration avec les unités d'entreprise, la mise en œuvre a débuté en janvier 2018.
- L'échange de données numériques avec les autorités a été étendu: outre le décompte pour le prélèvement de l'impôt à la source, les certificats de salaire et le décompte annuel AVS/AC sont désormais eux aussi transmis par la plateforme Swissdec ELM.
- Certaines applications RH, comme par exemple la consultation du décompte de salaire mensuel, ont été modernisées et sont facilement consultables, y compris sur smartphone ou tablette.

Toujours plus de femmes parmi les cadres

En 2014, la SSR s'était fixé pour objectif de passer de 26 à 30 % au moins de femmes parmi les cadres en 2020. Pour ce faire, elle a mis en œuvre différentes mesures: formulation neutre des descriptifs de postes, examen d'un possible temps partiel pour chaque poste d'encadrement, adhésion à un réseau de femmes cadres. Ces mesures ont montré leurs premiers effets en 2016: la représentation féminine chez les cadres est passée de 26 % (2014) à 28 % (2016). Sur l'année sous revue, ce chiffre s'est consolidé à 28 %; les mesures sont maintenues.

Développement des cadres

La SSR propose trois programmes pour les personnes ayant une fonction de conduite:

Management SSR 1: en 2017, la SSR a reconduit son programme de formation de base à la direction. Deux sessions ont permis à 25 personnes d'acquérir des notions fondamentales sur la conduite du personnel, de même que des connaissances techniques.

Management SSR 2: dans ce programme, les cadres expérimentés sont amenés à réfléchir activement aux défis qu'a à relever la SSR: orientation et évolution stratégiques de leur propre domaine de responsabilité, innovation, mobilisation des ressources et pilotage des processus de changement. En 2017, 48 cadres ont participé aux différents modules de ce programme.

Programme MD: le nouveau programme Management Development (MD), prévu pour 2017, a été repoussé à 2018 faute d'inscriptions. Visant à compléter les processus de gestion des talents au sein des unités d'entreprise, il garantit à moyen et à long terme la disponibilité de candidats internes pour la relève des cadres et des cadres supérieurs de la SSR.

Partenariat social: lancement des négociations CCT 2019

Les négociations pour la nouvelle convention collective de travail (CCT) de la SSR ont commencé en septembre; elles devaient être terminées au premier semestre 2018. La nouvelle CCT entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

La SSR a en outre décidé de résilier son assurance indemnités journalières à fin 2017; désormais, elle assume la totalité des coûts en cas de maladie de ses collaborateurs.

Prévoyance professionnelle: consolidation supplémentaire

En 2016, le Conseil de fondation a décidé de faire passer le taux d'intérêt technique actuel (2,75 %) à 2,25 % d'ici à fin 2019. Cela coûtera à la CPS environ 100 millions de francs. Une provision de 40 millions a déjà été faite fin 2016. Compte tenu de la très bonne année 2017, le Conseil de fondation a décidé de mettre 60 millions de francs au crédit de cette provision, ce qui renforce la CPS et soulage le taux de rendement pour les années à venir.

A l'automne 2017, le Conseil de fondation a reçu les résultats de l'étude «Asset Liability Management». Selon ses conclusions, il est possible que le taux de rendement attendu (2 %) ne suffise pas à couvrir les charges d'intérêts de 3 %, ce qui pourrait déstabiliser financièrement la CPS. Le Conseil de fondation a donc créé un groupe de travail pour trouver une solution. Il faudrait augmenter les risques d'investissement ou modifier les prestations. Le groupe de travail soumettra ses premiers résultats au Conseil de fondation pendant l'été 2018.

CPS: excellentes performances grâce à l'envolée des actions

En 2017, la CPS a dégagé un taux de rendement net de 7,6 % (contre 4,2 % l'année précédente). Cette performance positive s'explique essentiellement par les bons résultats en bourse: Actions Suisse +20 % / Global: +18 % / Marchés émergents: +30 %. Les secteurs suivants ont aussi affiché de bons résultats: Immobilier (+8 %) et Obligations étranger (+3,5 %). Les Obligations Suisse (+0,3 %) et Matières premières (-3 %) ont quant à elles été moins performantes. Mais ne nous réjouissons pas trop vite, car les marchés boursiers sont volatiles et les gains peuvent disparaître aussi rapidement qu'ils sont arrivés. De plus, les faibles niveaux du taux d'intérêt sur les obligations continuent à donner du fil à retordre aux investisseurs. Enfin, pour de nombreux observateurs, le marché de l'immobilier est surévalué.

La réserve de variation, jugée nécessaire par le Conseil de fondation, n'atteint pas un tiers de la valeur ciblée et doit être augmentée dans les années à venir. Fin 2017, le taux de couverture de la CPS atteignait 104,8 % (contre 102,5 % l'année précédente). Cette légère augmentation, évaluée par rapport à la performance réalisée, est due à la politique prudente de la CPS en matière de provisions. Malgré tout, les avoirs des assurés actifs ont été rémunérés à hauteur de 1,75 % (LPP-minimum: 1,0 %). Conclusion: la CPS a pu consolider sa situation financière. L'objectif pour les années à venir est de reconstituer des réserves.

Informations et chiffres-clés relatifs à nos collaborateurs

La SSR propose des conditions d'engagement et de travail attrayantes, des salaires équitables ainsi que des prestations sociales adéquates. Elle considère cette approche comme une condition essentielle pour la production de contenus radio, tv et Internet de haute qualité et pour l'accomplissement de son mandat de service public. La SSR est le plus grand employeur dans le secteur de la radio et de la télévision. A ce titre, elle apporte une contribution essentielle à la diversité des emplois proposés aux professionnels des médias sur le marché du travail suisse.

Environ 6000 postes de travail

A la fin 2017, la SSR employait 6093 personnes à plein temps ou à temps partiel. Environ deux tiers d'entre elles étaient en charge de la conception du programme, de la production et de la technique. Un tiers environ travaillait dans l'informatique ainsi que dans d'autres domaines logistiques, tels que les finances, les ressources humaines et la communication.

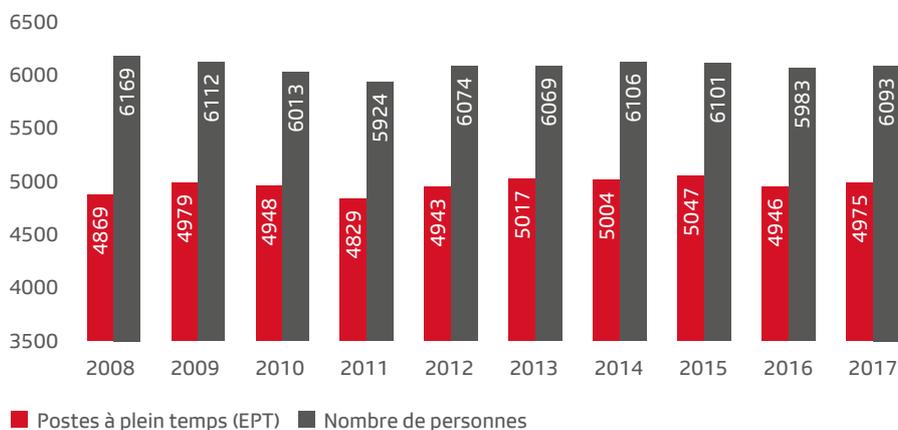
Les contrats des collaborateurs de la SSR varient en fonction du taux d'occupation ainsi que des fonctions exercées. En 2017, les collaborateurs soumis à la convention collective de travail (CCT) représentaient 85,4 % du total. La proportion de cadres s'établissait à 8,4 %. Les 6,2 % restants travaillaient à temps partiel avec un taux d'occupation de moins de 30 % et disposaient donc d'un contrat individuel de travail (CTr).

Objectifs RH formulés dans la stratégie d'entreprise

La SSR encourage le développement interne de ses collaborateurs et planifie la relève aux postes-clés. Dans le cadre de sa stratégie d'entreprise, la SSR s'est donné pour objectif de relever le pourcentage de femmes cadres à 30 % d'ici à 2020. Un chiffre qui paraît proche des 28 % actuels, mais cette valeur varie selon les fonctions exercées. Dans le domaine technique par exemple, elle n'atteint pas les 20 %.

La SSR souhaite également augmenter la part de «digital natives» (les personnes nées en 1980 ou après) et parvenir à une mixité qui corresponde à celle observée chez le public en termes de groupes d'âge et de modes de vie. En effet, la mutation numérique dans la branche des médias met la SSR et ses collaborateurs face à des défis de taille. C'est pourquoi l'entreprise accorde une place importante à la révolution numérique dans sa stratégie RH et y affirme sa volonté de promouvoir toujours plus la polyvalence des collaborateurs et leur flexibilité entre les différents vecteurs.

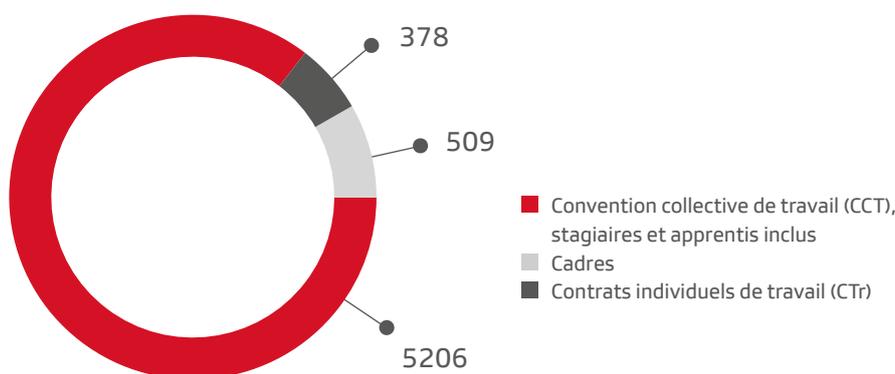
Effectifs de 2008 à 2017



4975 postes à plein temps

Près de 6000 personnes travaillent à la SSR. Le nombre de collaborateurs a légèrement augmenté en 2017. Depuis 2016, le nombre d'équivalents temps plein (ETP) est repassé sous la barre des 5000, nombre relativement stable depuis plus de 10 ans puisqu'il n'a progressé que de 2 %.

Effectifs 2017 en fonction du type de contrat

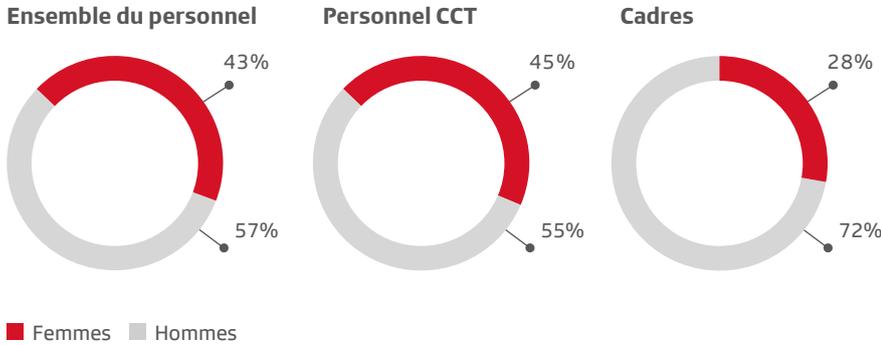


5206 personnes sous CCT

En 2017, la grande majorité des collaborateurs de la SSR (5206 personnes, soit 85,4 %, stagiaires et apprentis inclus) étaient soumis à la convention collective de travail. Près d'un dixième (509 collaborateurs, soit 8,4 %) faisait partie des cadres, et 378 personnes (6,2 %) avaient un contrat individuel de travail (cette catégorie englobe tous les collaborateurs ayant un taux d'occupation inférieur à 30 %).

		2017	2016	2015	2014	2013
Postes à plein temps		4975	4946	5047	5004	5017
Nombre de personnes en fonction du type de contrat						
CCT (stagiaires et apprentis inclus)	Total	5206	5104	5221	5235	5200
	Dont femmes	2333	2299	2333	2348	2321
	Dont hommes	2873	2805	2888	2887	2879
Cadres	Total	509	514	502	499	495
	Dont femmes	144	145	134	134	136
	Dont hommes	365	369	368	365	359
CTr (contrats individuels de travail)	Total	378	365	378	372	374
	Dont femmes	167	158	166	157	156
	Dont hommes	211	207	212	215	218
Toutes les catégories	Total	6093	5983	6101	6106	6069
	Dont femmes	2644	2602	2633	2639	2613
	Dont hommes	3449	3381	3468	3467	3456

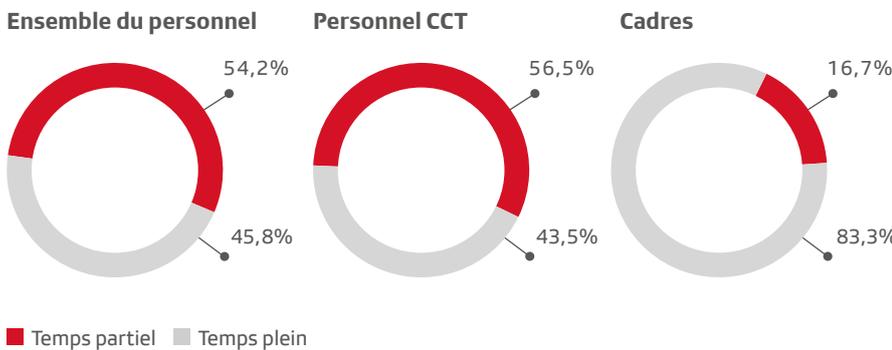
Collaborateurs par sexe en 2017



43 % de femmes

Avec 43 % de femmes, la mixité est relativement équilibrée au sein de la SSR; dans les fonctions journalistiques, le pourcentage de femmes atteint les 44 %. Dans les domaines de la technique et de la production, les hommes sont en revanche nettement plus nombreux. Dans la catégorie du personnel soumis à la CCT, le pourcentage de femmes est égal à 45 %; chez les cadres, elles sont 28 %. Le Conseil d'administration de la SSR s'est fixé pour objectif stratégique de faire passer le pourcentage de femmes cadres à 30 % d'ici à 2020. Dans cette optique, la SSR a pris diverses mesures pour inciter les femmes à occuper des postes de cadre et pour leur offrir de bonnes conditions d'embauche.

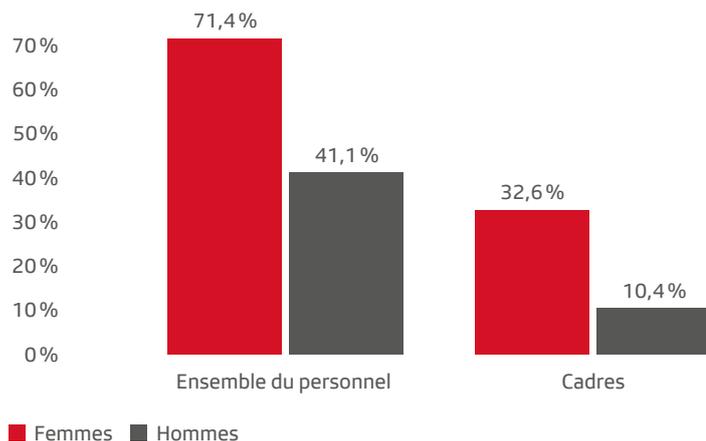
Collaborateurs à temps partiel 2017



54 % à temps partiel

À la SSR, le travail à temps partiel est très répandu: il concerne plus de la moitié des collaborateurs soumis à la CCT (à la SSR, un poste à temps partiel correspond à un taux d'occupation inférieur ou égal à 90 %). Dans la catégorie CCT, cette part est d'environ 57 %. Chez les cadres, elle est, avec près de 17 %, encore relativement faible. Pour faire augmenter la part de cadres travaillant à temps partiel, ce sujet est abordé et encouragé à chaque nouvelle embauche.

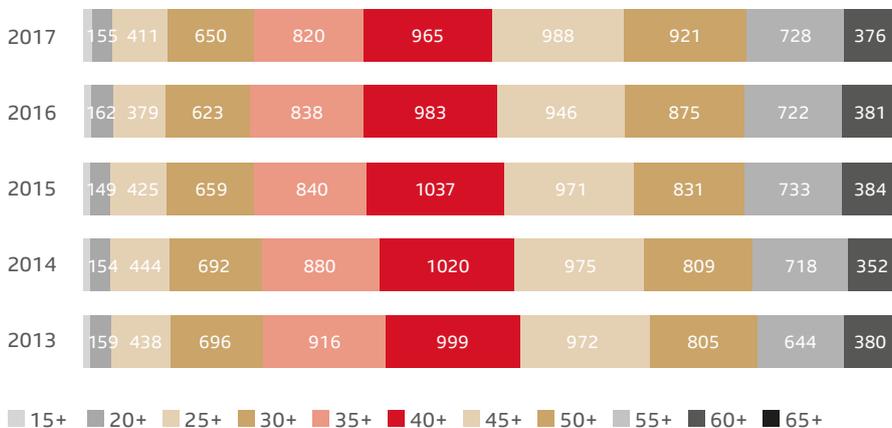
Collaborateurs travaillant à temps partiel par sexe en 2017



41 % d'hommes

Comme dans de nombreuses autres entreprises, à la SSR, beaucoup plus de femmes que d'hommes travaillent à temps partiel. Alors que près de deux tiers des femmes (près de 1892 personnes, soit 71 %) sont employées à temps partiel, la part des hommes est de 41 %, soit 1415 personnes. Chez les cadres, le pourcentage est encore plus faible: 33 % des femmes cadres contre seulement 10 % des hommes cadres travaillant à temps partiel.

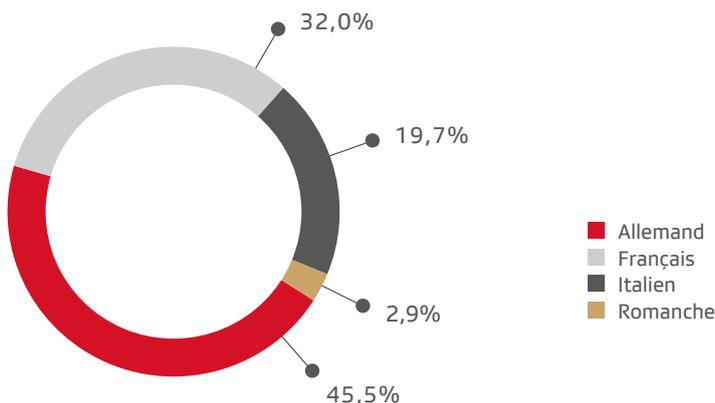
Catégories d'âges de 2013 à 2017



45 ans

Les collaborateurs de la SSR ont en moyenne 45,2 ans et sont à la SSR depuis 12,8 ans. La répartition entre les différentes catégories d'âges est équilibrée. De 2013 à 2016, la part des moins de 40 ans a baissé en continu. Dans sa stratégie d'entreprise, la SSR a donc formulé comme objectif d'augmenter la part des «digital natives» (nés en 1980 ou après). Il peut être atteint si 50 % au moins des nouveaux collaborateurs ont moins de 35 ans. Cette mesure porte ses fruits: fin 2017, la SSR comptait 40 collaborateurs supplémentaires parmi les moins de 40 ans.

Collaborateurs en fonction de la langue nationale 2017

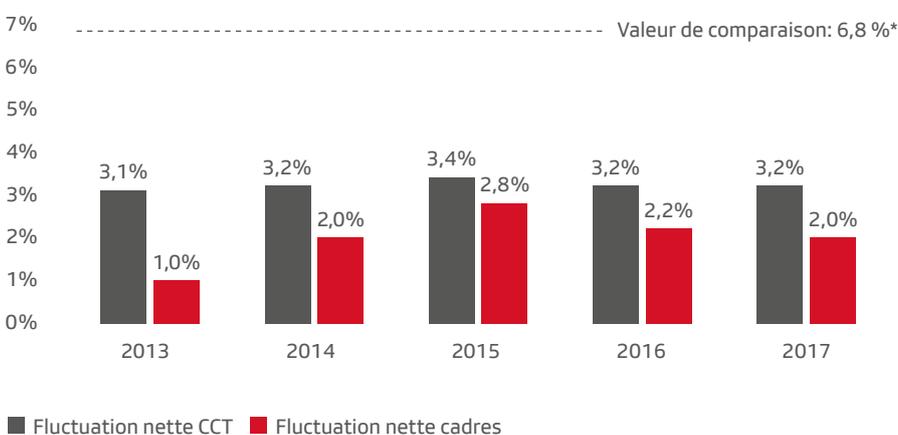


12 langues

Dans les domaines des langues et de la culture, la SSR est à l'image de la Suisse: env. 46 % des collaborateurs parlent (suisse) allemand, 32 % parlent français, 20 % italien et 3 % romanche. Parallèlement aux quatre langues nationales, les collaborateurs parlent au moins 8 autres langues. Au total, 31 nationalités sont représentées au sein du personnel de la SSR.

Fluctuation nette de 2013 à 2017

CCT et cadres



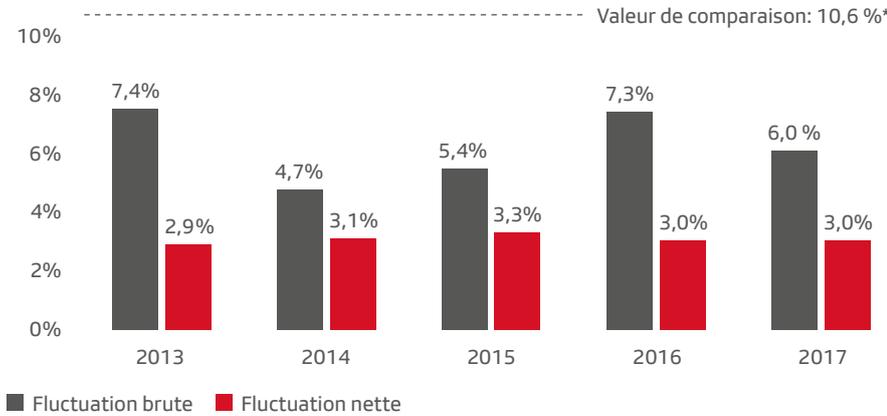
* Comparaison des données de plusieurs grandes entreprises privées et d'entreprises proches de la Confédération en Suisse

3,0 % net

La fluctuation nette correspond aux démissions de collaborateurs. Par rapport aux autres grandes entreprises suisses, avec 3,0 % elle est faible (valeur de comparaison: 6,8%*). Pour le personnel sous CCT, elle se situe en moyenne à 3,2 %, chez les cadres à 2,0 %. Ces chiffres relativement faibles s'expliquent d'une part par le grand attachement des collaborateurs à l'entreprise (commitment) et, d'autre part, par le marché du travail: en raison du haut degré de spécialisation, notamment dans le domaine des médias audiovisuels, les postes de journalistes et de techniciens sont rares.

Fluctuation brute / nette de 2013 à 2017

CCT et cadres



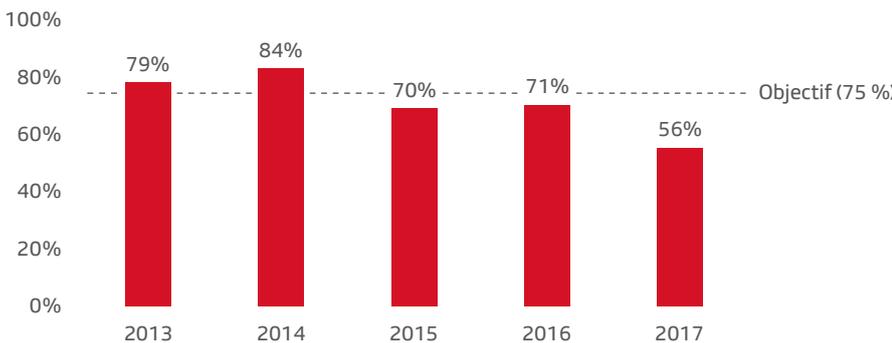
■ Fluctuation brute ■ Fluctuation nette

* Comparaison des données de plusieurs grandes entreprises privées et d'entreprises proches de la Confédération en Suisse

6,0 % brut

En plus des démissions, la fluctuation brute prend en compte les licenciements et les départs à la retraite. Les chiffres élevés de 2013 et 2016 s'expliquent par des départs à la retraite exceptionnellement nombreux dus au changement de primauté de la Caisse de pension au 1^{er} janvier 2014, et par les suppressions de poste réalisées en 2016 sous forme de mises à la retraite anticipée, de licenciements et de réductions de taux d'occupation. Avec une moyenne de 6,1 % (2013 à 2017), la fluctuation brute de la SSR est faible par rapport aux autres grandes entreprises suisses (valeur de comparaison: 10,6 %*).

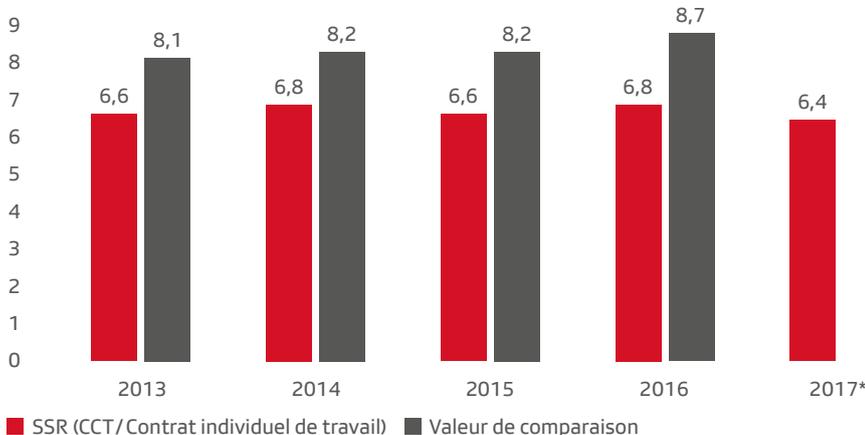
Recrutement interne des cadres de 2013 à 2017



72 % en moyenne

Cet indicateur mesure la part de cadres recrutés en interne. Un chiffre élevé indique des perspectives d'évolution attrayantes. Grâce aux mesures de développement du personnel, 10 à 15 personnes sont recrutées chaque année pour occuper un poste de cadre. De 2013 à 2016, la SSR a atteint par deux fois son objectif de 75 % de recrutement interne. Le recul de 2017 s'explique par le fait que la SSR a dû recruter de nombreux spécialistes en externe.

Jours de congé maladie de 2013 à 2017 en comparaison avec le marché



■ SSR (CCT/Contrat individuel de travail) ■ Valeur de comparaison

6,4 jours

Le taux d'absentéisme correspond au nombre de jours au cours desquels un collaborateur ou une collaboratrice n'a pas pu travailler pour cause de maladie. A la SSR, il a été relativement constant au cours des cinq dernières années, tournant autour de 6 à 7 jours par an (CCT/CTr). Ainsi, la SSR se situe légèrement en deçà du chiffre de comparaison des autres grandes entreprises suisses, qui s'élève à 8 jours environ**.

* La valeur de comparaison avec le marché 2017 n'est pas encore disponible

** Comparaison des données de plusieurs grandes entreprises privées et d'entreprises proches de la Confédération en Suisse

Investissements dans la formation et le perfectionnement 2016/2017

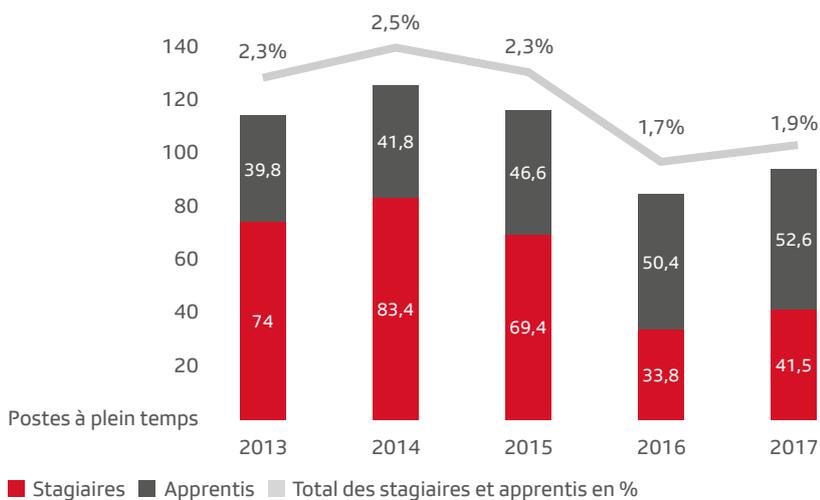


* Comparaison des données de plusieurs grandes entreprises privées et d'entreprises proches de la Confédération en Suisse

7 586 000 francs

Ces trois dernières années, la SSR a investi annuellement plus de 7,5 millions de francs, soit 1,4 % de sa masse salariale, dans la formation et le perfectionnement interne et externe de ses collaborateurs. Les coûts subséquents englobent les coûts des cours, les honoraires des intervenants ainsi que les coûts salariaux des apprentis et des stagiaires. La valeur inférieure de 2016 est due à l'ajournement d'un programme de stagiaires à la RSI – la nouvelle session a commencé début 2017. Avec 2,5 jours de formation par an, la SSR se situe dans la moyenne du marché (benchmark grandes entreprises suisses: 3,3 j.*).

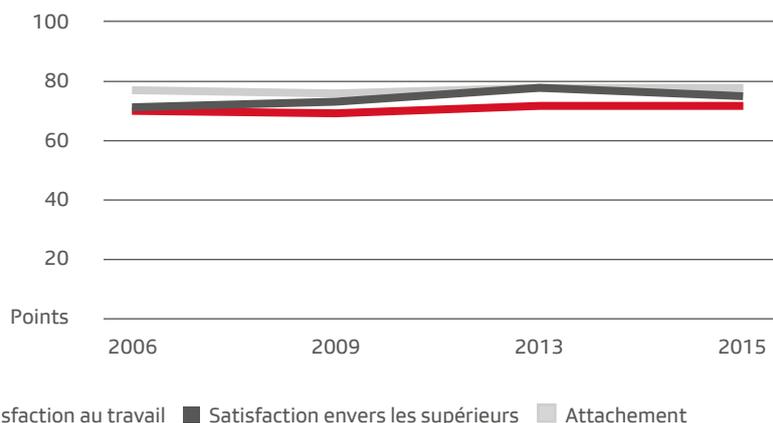
Apprentis et stagiaires de 2013 à 2017



2,1 % en moyenne

La SSR propose des stages aux jeunes journalistes diplômés. Ils suivent un programme de 12 à 24 mois faisant la part belle à la formation sur le terrain, mais peuvent également participer à des cours s'adressant aux créateurs de programmes (techniques d'élocution, métiers de la vidéo, droit des médias). Le recul de 2016 est imputable à l'ajournement d'un programme de stagiaires à la RSI (voir ci-dessus). En comparaison, le pourcentage d'apprentis est plutôt bas: en Suisse, il existe en effet de nombreux apprentissages pour les métiers techniques ou les fonctions logistiques, mais pas pour les professions journalistiques.

Enquête de satisfaction effectuée auprès du personnel de 2006 à 2015



Un attachement élevé

L'enquête de satisfaction nationale a été réalisée tous les deux ans. L'évolution des chiffres montre que l'attachement à l'entreprise (commitment) et la satisfaction au travail sont restés relativement stables à un niveau élevé, et ont même légèrement augmenté ces dernières années. Sur une échelle de 0 à 100, des chiffres compris entre 70 et 80 peuvent être considérés comme bons. En 2017, la SSR a décidé de remanier le contenu et le système de l'enquête. La nouvelle méthode sera testée en 2018 à la Direction générale.

Rémunération de nos cadres et de nos collaborateurs

La SSR informe le public de sa politique salariale. Elle décrit avec transparence l'évolution des salaires de ses cadres supérieurs, de ses cadres et de ses collaborateurs. Elle replace les montants correspondants dans un contexte plus large, en les situant à l'échelle nationale et en les comparant à ceux d'autres entreprises.

Des salaires équitables

Le salaire annuel moyen versé par la SSR toutes catégories de collaborateurs confondus s'élève à 107 152 francs par poste à temps plein, pour un âge moyen de 45,2 ans. A première vue, ce chiffre peut paraître relativement élevé. Précisons toutefois que d'une manière générale, les entreprises médias doivent supporter des charges de personnel relativement élevées. Ainsi, de nombreux postes au sein de la SSR nécessitent un haut niveau de qualification: 47 % des collaborateurs sont titulaires d'un diplôme d'une école supérieure ou d'une haute école spécialisée. Dans le cas des collaborateurs exerçant des activités journalistiques, ce chiffre atteint même les 68 %.

Un système salarial moderne

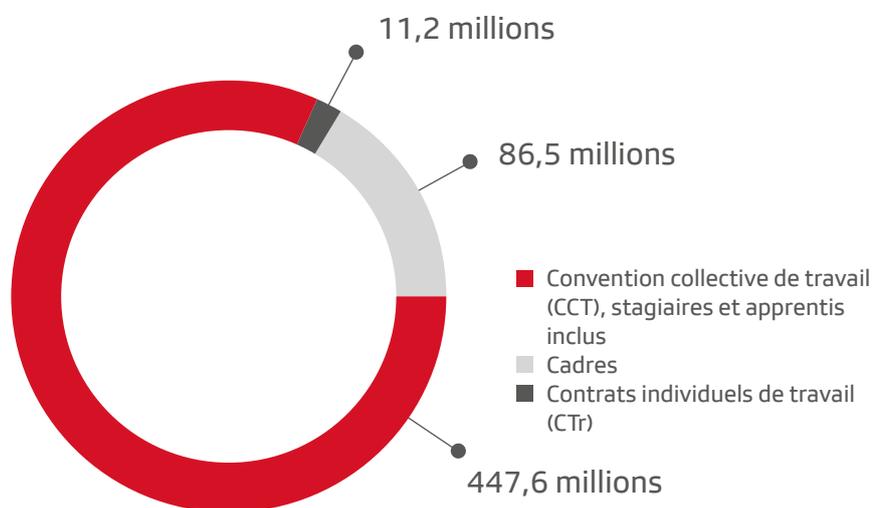
Les principales activités professionnelles de la SSR sont réparties sur quelque 120 fonctions dites de référence. Chaque poste est rattaché à l'une d'elles. Le salaire maximal dépend des exigences associées à cette fonction et, par conséquent, du niveau de cette dernière dans la grille de classification.

La classification des 120 fonctions répertoriées à la SSR s'opère sur la base de sept critères: exigences techniques, conduite et communication, degré de difficulté des tâches, responsabilités, marge de manœuvre, contraintes physiques et facteurs liés à l'environnement de travail.

Le salaire minimal est fixé à 75 % du salaire maximal (= 100 %) correspondant à la fonction. La détermination du salaire (entre 75 et 100 % du salaire maximal) dépend de l'expérience personnelle et spécifique à la fonction concernée, des performances individuelles ainsi que de la valeur sur le marché.

Dans le cas des cadres, le salaire de fonction comprend une composante variable. Elle s'élève en moyenne à 11 % de la masse salariale des cadres. Le montant versé chaque année dépend du degré de réalisation des objectifs.

Répartition des salaires 2017 en fonction du type de contrat

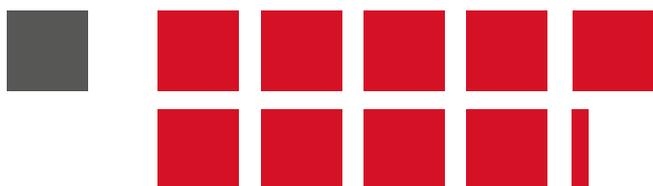


545 millions de francs

En 2017, la masse salariale de la SSR atteignait 545 millions de francs, dont environ quatre cinquièmes (448 millions de francs) ont été versés aux collaborateurs ayant un poste à durée indéterminée soumis à la convention collective de travail, et un cinquième (98 millions de francs) aux cadres et aux collaborateurs sous contrat individuel de travail (CTr).

		2017	2016	2015	2014	2013
CCT (stagiaires et apprentis inclus)	CHF 1000	447 575	441 929	453 947	449 913	452 217
	%	82,1	81,7	82,5	82,4	82,9
Cadres	CHF 1000	86 453	87 516	85 128	84 147	82 415
	%	15,9	16,2	15,5	15,4	15,1
CTr (contrats individuels de travail)	CHF 1000	11 230	11 460	11 284	11 814	11 092
	%	2,0	2,1	2,1	2,2	2,0
Total de la masse salariale	CHF 1000	545 258	540 905	550 359	545 873	545 760
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Rapport entre le salaire le plus bas et le salaire le plus élevé

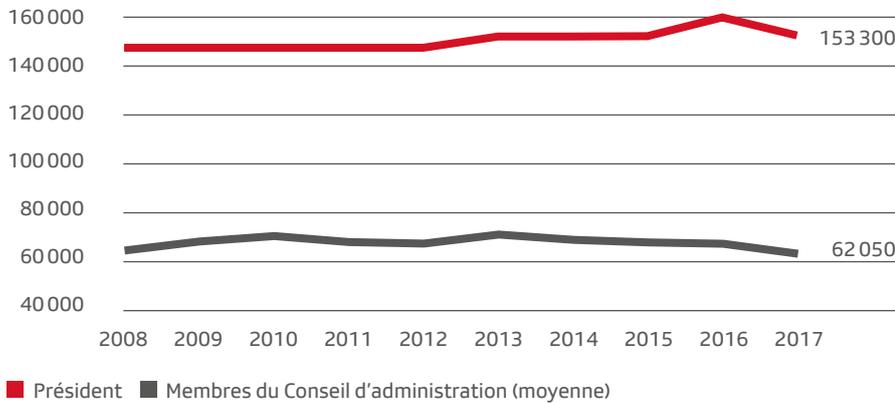


1 à 9,2

En 2017, le salaire annuel le plus bas versé par la SSR s'élevait à 57 300 francs et le plus élevé à 529 346 francs (honoraires et prestations accessoires inclus), soit un rapport de 1 à 9,2. L'écart entre le plus bas et le plus haut salaire s'est réduit de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2016 (de 1 à 10,3).

Rémunération du Conseil d'administration de la SSR de 2008 à 2017

Rémunération totale: honoraires et prestations accessoires

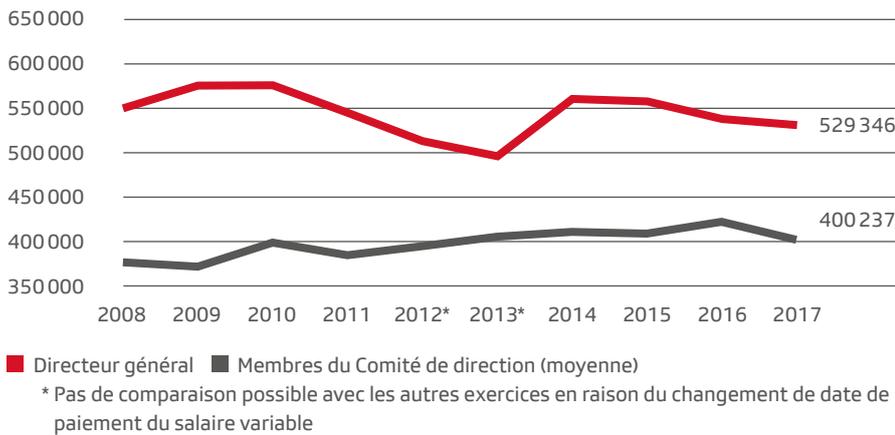


153 300 francs

Les honoraires du président s'élèvent à 153 300 francs pour un taux d'occupation de 50 % (honoraires 135 000 francs et prestations accessoires 18 000 francs), ceux des 8 autres membres à 32 000 francs par personne pour un taux d'occupation de 20 %. Les présidents des 4 sociétés régionales perçoivent des honoraires supplémentaires compris entre 20 000 et 38 000 francs. Les membres du CA touchent 1000 francs par réunion de comité.

Rémunération du Comité de direction de la SSR de 2008 à 2017

Rémunération totale: salaire, salaire variable et prestations accessoires

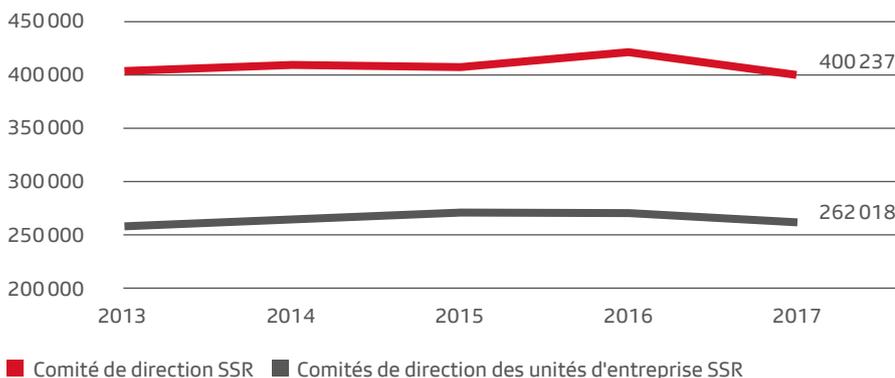


529 346 francs

En 2017, le directeur général de la SSR a perçu au total 529 346 francs (contre 536 314 francs l'année précédente). Le salaire moyen des 6 membres du Comité de direction a atteint 400 237 francs (contre 421 450 francs l'année précédente). Leur rémunération varie en fonction de la taille de l'unité d'entreprise et des mandats exercés. Les années 2012/2013 ne sont pas comparables avec les autres en raison du changement progressif de la date de paiement du salaire variable.

Rémunération moyenne du Comité de direction SSR et des unités d'entreprise de 2013 à 2017

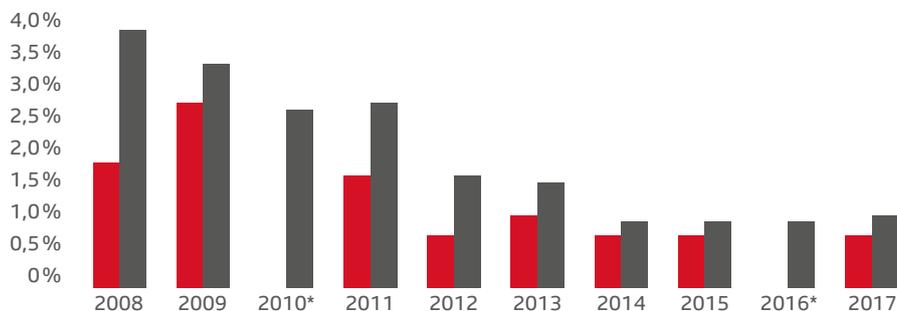
Rémunération totale: salaire, salaire variable et prestations accessoires



De 262 000 à 400 000 francs

Au niveau des unités d'entreprise, les membres du Comité de direction ont perçu 262 000 francs en moyenne en 2017. Leur rémunération varie en fonction de la taille de l'unité d'entreprise et des mandats exercés – comme pour le Comité de direction national. En 2011, la SSR a réuni les unités d'entreprise jusque-là autonomes de la radio et de la télévision dans les unités d'entreprise convergentes SRF, RTS et RSI. Pour cette raison, on ne présente ici que les évolutions sur les cinq dernières années.

Augmentation des salaires des cadres SSR en comparaison avec la moyenne nationale de 2008 à 2017



Moyenne par an: ■ SSR: 1,1 % ■ Marché suisse cadres: 2,0 %

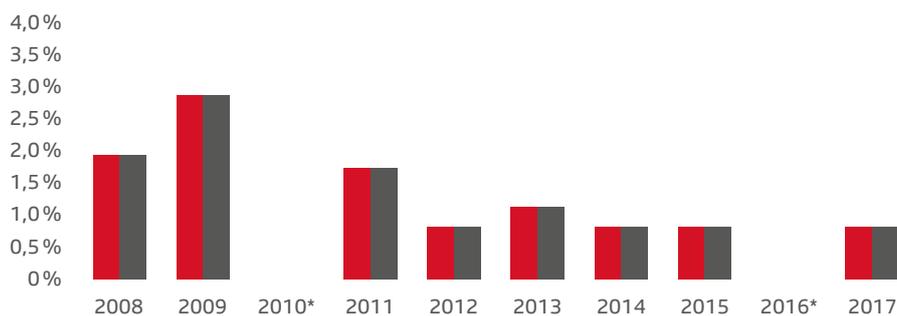
Source: Kienbaum

*SSR 2010 et 2016: gel des salaires

**1,1 %
en moyenne**

Au cours des dix dernières années, la masse salariale des cadres de la SSR a augmenté de 1,1 % en moyenne. Ce chiffre est inférieur de 47 % en moyenne à celui qui a été enregistré sur le marché suisse. Les chiffres recueillis chaque année par la société Kienbaum Consulting permettent également de constater une tendance générale à une augmentation modérée des salaires des cadres depuis 2012. La politique de la SSR en matière de salaires des cadres s'inscrit elle aussi dans cette tendance.

Augmentation des salaires du personnel sous CCT en comparaison avec les cadres



Moyenne par an: ■ CCT: 1,1 % ■ Cadres: 1,1 %

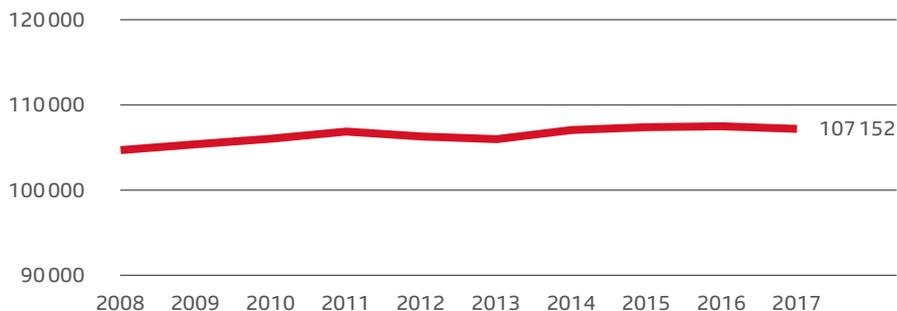
*2010 et 2016: gel des salaires

**1,1 %
en moyenne**

La politique du personnel menée par la SSR est conforme au principe d'égalité de traitement des collaborateurs sous CCT et des cadres: au cours des dix dernières années, la SSR a consacré le même volume de ressources financières (en moyenne 1,1 %) aux augmentations de salaire du personnel CCT et des cadres.

Evolution du salaire moyen à la SSR de 2008 à 2017

CCT et cadres à 100 %, 13^e mois de salaire inclus, composante variable des cadres incluse



107 152 francs

De 2008 à 2017, le salaire moyen versé par la SSR est passé de 104 778 à 107 152 francs (+2,3 %). Les éventuelles allocations (par exemple pour le travail de nuit ou le dimanche) ne sont pas incluses dans le salaire moyen, étant donné qu'elles varient fortement selon le type de contrat et d'intervention.

Salaires moyens par catégorie professionnelle en 2017

CCT et cadres, 13^e mois de salaire inclus, composante variable des cadres incluse

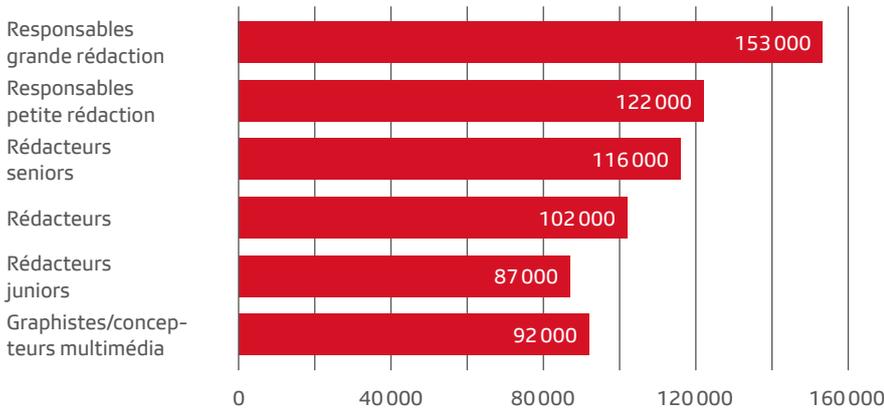


De 77 000 à 113 000 francs

Les diplômés de fin d'études et l'environnement de marché expliquent les écarts de salaires moyens: les diplômés de l'enseignement supérieur se retrouvent surtout dans les rédactions (68 %), parmi les experts et les spécialistes (50 %), ainsi que dans le secteur informatique (32 %). Ces catégories sont en outre très demandées sur le marché de l'emploi, ce qui se répercute sur les salaires. Les fonctions techniques, logistiques et administratives sont occupées en grande partie par des collaborateurs avec une formation professionnelle. Les salaires moyens sont donc plus bas.

Salaires moyens des fonctions journalistiques en 2017 (sélection)

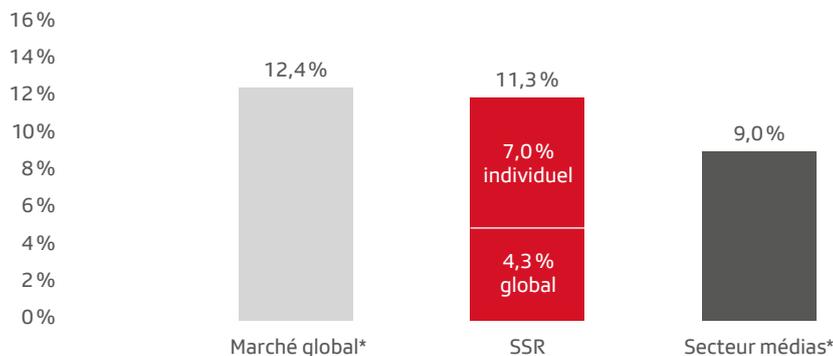
CCT et cadres, 13^e mois de salaire inclus, composante variable des cadres incluse



De 87 000 à 153 000 francs

Les salaires des fonctions journalistiques varient selon le niveau de responsabilité et d'expérience: les responsables des grandes rédactions gagnent plus. Au niveau intermédiaire, on trouve les collaborateurs qui ont des fonctions journalistiques et beaucoup d'expérience (seniors) – âge moyen: 48 ans. Les collaborateurs qui gagnent le moins sont ceux du domaine graphisme/conception multimédia, ainsi que les rédacteurs qui ont peu d'expérience (juniors) – âge moyen: 34 ans.

Evolution des salaires de la SSR de 2008 à 2017 en comparaison avec la moyenne nationale

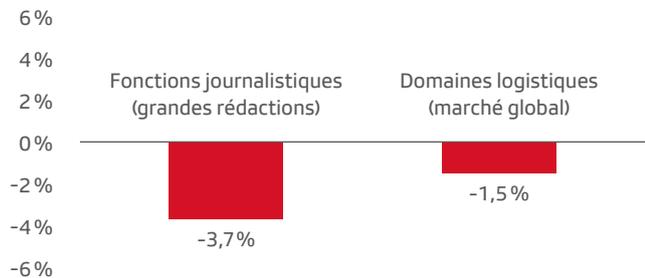


*Enquête UBS sur les salaires

11,3 %

En matière d'évolution des salaires, la SSR se situe dans la moyenne: au cours des dix dernières années, les salaires suisses ont augmenté de 1,1 % de plus que ceux de la SSR. La comparaison des chiffres de la SSR à ceux du secteur des médias dans son ensemble (de la radio locale aux groupes de médias nationaux) montre une augmentation des salaires supérieure à la SSR (+2,3 %). Précisons que la SSR a consacré davantage de moyens financiers aux augmentations de salaire individuelles qu'aux augmentations de salaire globales. Il y a deux raisons à cela: les trois quarts environ de ses collaborateurs n'ont pas encore atteint leur salaire maximal et le niveau d'inflation entre 2008 et 2017 est resté relativement bas.

Niveau des salaires selon les fonctions en comparaison avec le marché suisse



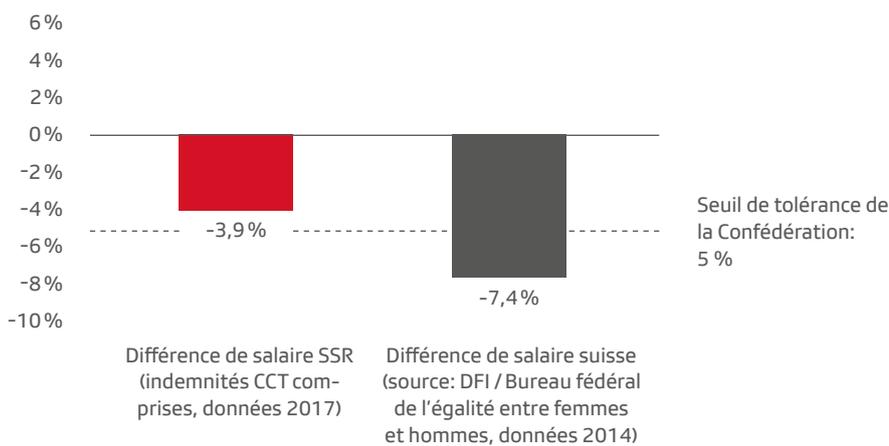
* Enquête sur les salaires dans les médias suisses 2013 (klinglerconsultants.ch)

** Benchmark des salaires des fonctions de support 2017 (salaervergleich.ch)

**De -1,5 % à
-3,7 %**

En moyenne, les salaires pratiqués par la SSR se situent légèrement en dessous du marché, avec des divergences selon les fonctions exercées. Les salaires des collaborateurs de la SSR exerçant des activités journalistiques sont inférieurs de 3,7 %* à ceux versés par les grandes entreprises média nationales. Dans les domaines logistiques (finances, informatique, communication, RH), la SSR se situe dans la moyenne du marché (-1,5 %**).

Différences de salaire entre femmes et hommes en comparaison avec le marché suisse



-3,9 %

Depuis 2013, la SSR se penche chaque année sur les différences de salaire entre les sexes au moyen de l'outil d'auto-contrôle mis à disposition par la Confédération (Logib). Les résultats obtenus montrent qu'à la SSR, les salaires des femmes sont inférieurs de 3,9 % en moyenne à ceux des hommes (différence inexplicable). C'est un bon résultat en comparaison avec le marché suisse, et un chiffre bien inférieur au seuil de tolérance de 5 % fixé par la Confédération. La SSR poursuit ses contrôles réguliers d'égalité des salaires en y associant le partenaire social, et prend les mesures nécessaires afin de réduire les écarts constatés.



Corporate Governance



Une gestion et un contrôle responsables

L'Association SSR diffuse des programmes de radio et de télévision et fournit des services journalistiques (médias en ligne, télétexte, offre destinée à l'étranger), conformément à la Constitution fédérale, à la loi fédérale sur la radio et la télévision du 24 mars 2006 (LRTV), à l'ordonnance sur la radio et la télévision (ORTV) du 9 mars 2007 et à la Concession du 28 novembre 2007 octroyée par le Conseil fédéral. Pour s'acquitter de son mandat au service de la collectivité, l'Association exploite une entreprise à but non lucratif.

L'Assemblée des délégués est son organe suprême. Le Conseil d'administration assume la haute direction.

Epaulé par le Comité de direction, qui lui est subordonné, le directeur général dirige l'entreprise dans le respect des compétences qui lui sont attribuées par le Conseil d'administration. Depuis le vote de l'Assemblée des délégués du 28 avril 2017, la société d'audit BDO a vu son mandat d'organe de révision de l'entreprise (maison mère et filiales) renouvelé pour une année.

Association

L'Association SSR compte quatre sociétés régionales:

- Société SRG.D: Radio- und Fernsehgesellschaft der deutschen und rätoromanischen Schweiz
- Société RTSR: Société de radiodiffusion et de télévision de la Suisse romande
- Coopérative Corsi: Società cooperativa per la Radiotelevisione svizzera di lingua italiana
- Société SRG.R: SRG SSR Svizra Rumantscha

Les sociétés régionales SRG.D et RTSR sont subdivisées à leur tour en sept sociétés membres (la SRG.R est également une société membre de la SRG.D). Environ 23 600 personnes des 26 cantons sont membres des sociétés régionales ou des sociétés membres. Bien implantées dans la société, les sociétés régionales alimentent le débat sur le service public et elles influencent le développement et la qualité des émissions radio/tv et des autres offres journalistiques de la SSR. Leurs conseils régionaux

- expliquent les enjeux culturels et les questions de société,
- prennent connaissance des concepts de programme et du rapport des unités d'entreprise sur la qualité et le service public,
- soumettent au comité régional des amendements aux concepts de programme,*
- désignent les délégués et
- assument les tâches qui n'incombent ni aux assemblées (société ou coopérative) ni au comité régional.

Les sociétés régionales s'acquittent des tâches prévues à l'art. 4 des statuts de la SSR. La stratégie de l'Association, qui a été approuvée par l'Assemblée des délégués le 5 décembre 2014, concrétise les objectifs à réaliser. Les mesures qui en découlent sont concrétisées et mises en œuvre par les sociétés régionales.

Les quatre comités régionaux dirigent les sociétés régionales. Comme le prévoient les statuts de la SSR, ils jouent un rôle actif dans le traitement des dossiers consacrés au programme que le Conseil d'administration examine.

Chaque société régionale dispose d'un conseil du public consultatif et représentatif, qui assure un lien étroit entre les chefs de programme et les auditeurs/télespectateurs; elle soutient aussi les activités de programme, le conseil du public étant appelé à faire des observations, des remarques et des suggestions. Les présidents des conseils du public se réunissent trois fois par an pour partager des expériences, développer des méthodes et des instruments et coordonner les commentaires ayant trait à l'offre.

Dans chaque région linguistique, le conseil du public a institué un organe de médiation chargé de traiter les réclamations en rapport avec le programme radio/tv et les autres offres journalistiques. La gérance des sociétés régionales est assurée par des secrétaires régionaux qui se réunissent trois fois l'an lors d'une séance de coordination, sous la direction du secrétaire central.

* Le concept de programme définit l'axe de développement général, les groupes cibles et les objectifs de marché stratégiques, la structure générale du contenu et les axes de développement d'une chaîne (La Première, etc.), d'un domaine (l'information, etc.) ou d'une autre offre journalistique (service en ligne de swissinfo.ch, par exemple). Il repose sur le mandat de service public, sur les exigences qualité de la LRTV, sur la Concession et, pour ce qui est de la stratégie du programme, sur les consignes du Conseil d'administration.

Entreprise

Entreprise est synonyme de groupe; elle comprend la maison mère, qui fait juridiquement partie intégrante de l'Association, et cinq filiales. Les programmes radio/tv et les autres offres journalistiques sont assurées par les cinq unités d'entreprise (succursales):

- RSI Radiotelevisione svizzera
- RTR Radiotelevision Svizra Rumantscha
- RTS Radio Télévision Suisse
- SRF Schweizer Radio und Fernsehen
- SWI swissinfo.ch

Les domaines de gestion centralisés et les prestations communes sont regroupés au sein de la Direction générale. Les services centraux comprennent le Secrétariat général, la Communication d'entreprise, Marchés et Qualité ainsi que la Coordination nationale. Ils sont directement subordonnés au directeur général. Les domaines spécialisés sont composés de Finances et Controlling, Opérations et Ressources humaines.

La SSR détient une participation supérieure à 50 % dans trois filiales: Technology and Production Center Switzerland AG (tpc), SwissTXT SA et Telvetia SA. Ces filiales sont des sociétés non cotées en Bourse (cf. annexe aux comptes du groupe, page 184). Chaque filiale est gérée par un conseil d'administration, au sein duquel siègent des représentants désignés par le Comité de direction de la SSR. Les présidents des conseils d'administration des filiales sont en règle générale membres du Comité de direction de la SSR. Le directeur du tpc participe, avec voix consultative, aux réunions de la direction de SRF.

Structure du capital

Au 31 décembre 2017, les capitaux propres de la SSR s'élèvent à 448,7 millions de francs. Ils se composent d'une réserve de base de 480 millions de francs et d'une réserve négative de 31,3 millions de francs provenant des bénéfices.

L'Assemblée des délégués

Organe suprême de la SSR, l'Assemblée des délégués compte 41 membres (40 membres au 31 décembre 2017 et 1 vacance).

Ulrich Gygi a quitté le Conseil d'administration au 31 décembre 2017. Le Conseil fédéral a nommé pour le représenter Marc Furrer, qui a pris ses fonctions au 1^{er} janvier 2018.

La composition de l'Assemblée des délégués est la suivante:

Délégués	
SRG.D	18
RTSR	9
Corsi	6
SRG.R	3
Total des délégués	36
(y compris les quatre présidents régionaux qui sont d'office délégués et membres du Conseil d'administration)	
Autres membres	
Administrateurs élus par l'Assemblée des délégués	3
Administrateurs nommés par le Conseil fédéral	2
Total des autres membres	5
Total délégués + autres membres	41

La période administrative de quatre ans s'achèvera fin 2019. L'Assemblée des délégués invite également à participer à ses réunions un représentant de l'association du personnel signataire de la convention collective de travail (CCT) et un représentant des cadres.

Les compétences de l'Assemblée des délégués sont définies dans les statuts de la SSR. En plus des questions statutaires, qui sont du ressort de l'Assemblée générale en vertu du droit des sociétés anonymes, l'Assemblée des délégués approuve, à la demande du Conseil d'administration, la nomination du directeur général, les propositions d'amendement de la Concession émanant du Conseil d'administration et le rapport sur la qualité du service public publié chaque année par la SSR. Elle édicte le règlement sur les indemnités de ses membres et ap-

prouve le montant des indemnités des membres du Conseil d'administration.

Par ailleurs, elle décide de l'allocation annuelle des ressources aux sociétés régionales. Elle peut proposer au Conseil d'administration le réexamen du service public et de la qualité; les administrateurs ont six mois pour répondre.

Enfin, l'Assemblée des délégués prend acte du règlement d'organisation, de la stratégie et du rapport de mise en œuvre de la stratégie. Elle se réunit au moins deux fois l'an.

Assemblée des délégués

Délégués élus par les sociétés régionales	Autre fonction	Première nomination
SRG.D		
Baumann Renner Edith, Erstfeld		2016
Braun Canisius, Saint-Gall		2016
Cuttat Marcel, Berne		2012
Diermeier Reichardt Patricia, Hünenberg		2016
Gressly Fabian, Soleure		2016
Hasler Susanne, Villnachern		2007
Hofstetter Walter, Frauenfeld		2014
Jaggi Léander, Nanters		2007
Marti Werner, Herrliberg		2012
Meili Barbara, Zurich		2012
Moor Peter, Olten		2012
Niederer Erich, Grub/AR		2011
Schefer Andreas, Berne (président SRG-D)	Administrateur	2009
Sorg-Keller Susanne, Tagelswangen		2016
Theunert Andrea, Bâle		2016
Ullrich Niklaus, Arlesheim (vice-président SRG.D)		2001
Zeier Niklaus, Lucerne		2008
Zeugin Bettina, Bâle		2016

Assemblée des délégués

Délégués élus par les sociétés régionales	Autre fonction	Première nomination
RTSR		
Béguin Thierry, Saint-Blaise		2008
Benjamin Eric, Genève		2007
Berger-Loutan Nicole, Cousset		2009
Brunner Wicht Isabelle, Fribourg		2012
Busset Jean-Bernard, Meyrin		2012
Langel Marc-Alain, Bevaix		2012
Moeschler Pierre-Yves, Biel/Bienne		2016
Nicod Gérald, Chexbres		2016
Roth Jean-François, Courtételle (président RTSR)	Administrateur	2007
Corsi		
Besomi Bruno, Cadempino		2016
Ferrari Matteo, Bellinzona		2016
Gendotti Gabriele, Faido		2012
Keller Fabrizio, Grono		2005
Pedrazzini Luigi, Locarno (président Corsi)	Administrateur	2012
Perucchi Borsa Simonetta, Lugano		2008
SRG.R		
Baselgia Beatrice, Domat/Ems		2009
Knapp Oscar, Scuol (président SRG.R)	Administrateur	2013
Nay Donat, Zignau (vice-président SRG.R depuis le 1.1.2017)		2017

Assemblée des délégués

	Autre fonction	Première nomination
Administrateurs nommés par l'Assemblée des délégués		
Cina Jean-Michel, Salquenen (président SSR)	Administrateur	2017
Küng Lucy, Küsnacht/ZH (jusqu'au 30.4.2017)	Administratrice	2008
Šáchová-Kleisli Alice, Zurich	Administratrice	2017
Süsstrunk Sabine, Lausanne (depuis le 1.1.2018)	Administratrice	2018
Administrateurs nommés par le Conseil fédéral		
Furrer Marc, Bolligen (depuis le 1.1.2018)	Administrateur	2018
Gygi Ulrich, Muri b. Berne (jusqu'au 31.12.2017)	Administrateur	2008
Gut-Winterberger Ursula, Küsnacht ZH	Administratrice	2016
Participants avec voix consultative		
Bruderer Ruedi, Coire Araschgen	Représentant SSM	2012
Marchand Gilles, Berne	Directeur général	2017
Schäffler Jürg, Berne	Représentant de l'Association des cadres (ADC)	2001

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la SSR compte neuf membres: les quatre présidents régionaux ainsi que deux personnes nommées par le Conseil fédéral et trois par l'Assemblée des délégués.

Le président de la SSR est élu par l'Assemblée des délégués; il est en même temps président de l'Assemblée des délégués et président du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration exerce la haute direction de la SSR et la haute surveillance de l'entreprise. Il dirige les affaires et répond devant l'autorité concédante de la satisfaction des exigences légales et des contraintes de la Concession. En vertu des art. 716a et 716b du Code des obligations (CO) et des statuts, il a – dans le règlement d'organisation du 13 décembre 2013 – délégué au directeur général la gestion de l'entreprise et la direction générale des programmes, mais pas ses attributions intransmissibles et inaliénables. Les comités régionaux définissent les concepts de programme dans le respect des consignes du Conseil d'administration relatives à la stratégie de l'offre. Après avoir évalué les concepts, ils répartissent les ressources financières avalisées par le Conseil d'administration entre les chaînes ou les domaines. Ils font par ailleurs des propositions au Conseil d'administration, en rapport avec les dossiers suivants:

- nomination des directeurs des unités d'entreprise et nomination des cadres du second échelon justifiant d'une compétence de programme;
- déplacement des studios régionaux;
- modification de la structure régionale des unités d'entreprise;
- modification, dans les unités d'entreprise, du second échelon de direction justifiant d'une compétence de programme.

Si le Conseil d'administration rejette les propositions, il renvoie les dossiers au comité régional en formulant des recommandations. Il peut arriver que le comité régional désapprouve les consignes du Conseil d'administration sur les concepts de programme ou sur l'allocation des ressources; il appartient alors au Conseil d'administration de trancher. Le comité régional peut en outre proposer au Conseil d'administration le réexamen de la qualité des programmes et du service public des unités d'entreprise.

Jean-Michel Cina a succédé à Viktor Baumeler au poste de président de la SSR le 1^{er} mai 2017. Jean-François Roth reste vice-président. Le 25 octobre 2017, le Conseil fédéral a nommé Marc Furrer pour succéder à Ulrich Gygi, qui a quitté le Conseil

d'administration au 31 décembre 2017, pour le reste de la période administrative 2016-2019. Sabine Süssstrunk est également entrée au Conseil d'administration le 1^{er} janvier 2018, après avoir été nommée par l'Assemblée des délégués le 24 novembre 2017 pour remplacer Lucy Küng, qui a quitté le Conseil d'administration le 25 avril 2017.

Le Conseil d'administration a décidé que la représentation féminine en son sein devait être portée à 30 % d'ici 2020. Il remplit cette condition depuis le 1^{er} janvier 2016.

Mandat

Quatre membres du Conseil d'administration étant simultanément présidents régionaux et le Conseil fédéral nommant deux membres du Conseil d'administration (art. 24 de la Concession), un mandat d'un an pour les membres de ce dernier n'est pas indiqué. Un administrateur ne peut pas exercer son mandat plus de 12 ans. Une nouvelle période administrative de quatre ans a débuté le 1^{er} janvier 2016.

Organisation interne

Le président du Conseil d'administration est élu par l'Assemblée des délégués. Le Conseil d'administration s'organise librement. Il désigne un secrétaire, qui n'est pas membre du Conseil d'administration (secrétaire central). Le Conseil d'administration a institué les comités ci-après et un groupe de travail permanent, chargés de l'informer oralement, de lui soumettre des propositions écrites et de lui faire suivre les procès-verbaux des réunions.

Comité des ressources humaines: le 1^{er} mai 2017, Jean-Michel Cina a succédé à Viktor Baumeler à la tête de ce comité composé par ailleurs de Jean-François Roth, d'Andreas Schefer et, depuis le 1^{er} janvier 2017, d'Alice Šáchová-Kleisli. Le comité des ressources humaines évalue la politique du personnel à l'attention du Conseil d'administration, il prépare les dossiers de nomination du Conseil d'administration et il le seconde dans la définition de l'enveloppe salariale des cadres supérieurs de l'entreprise et dans l'indemnisation des organes de l'Association. Il fixe, sur mandat du Conseil d'administration, les conditions d'engagement du directeur général. Par ailleurs, il veille à une composition équilibrée du Conseil d'administration et il prépare, à l'intention de ce dernier, les dossiers de nomination du directeur général et des autres cadres. Il s'est réuni sept fois en 2017.

Comité d'audit et des finances: en 2017, ce comité était composé d'Ulrich Gygi (président), d'Ursula Gut-Winterberger, de Lucy Küng (jusqu'à son départ fin avril 2017) et de Luigi Pedrazzini, qui a assuré le contact entre le comité d'audit et des finances et le comité d'investissement, conformément à la réglementation.

Le comité évalue la situation financière de l'entreprise pour le Conseil d'administration et il le seconde dans la définition des principes comptables, du contrôle financier, de la planification financière et de la surveillance de la gestion d'entreprise en veillant au respect des lois, des statuts, des règlements et des directives. Il évalue:

- l'organisation, l'indépendance et l'efficacité des procédures de travail de la Révision interne et de l'organe de révision, de même que leur mode de coopération;
- l'indépendance et l'efficacité du système de contrôle interne (SCI);
- la qualité de la comptabilité et du rapport financier, sur la base de l'évaluation de la Révision interne et de l'organe de révision;
- le respect des normes (compliance).

En 2017, le comité d'audit et des finances s'est réuni cinq fois. Le président de la SSR peut demander à participer aux réunions, avec voix consultative.

Comité d'investissement: ce comité est composé de Luigi Pedrazzini (président), d'Oscar Knapp, de Jean-François Roth et d'Ursula Gut-Winterberger. Il évalue, à l'attention du Conseil d'administration, les besoins en investissement de l'entreprise et il le seconde dans la définition de l'organisation et des procédures d'investissement. Il examine la stratégie d'investissement, les masterplans (plans directeurs à long terme), le plan et le budget d'investissement ainsi que les projets d'investissement et de désinvestissement qui requièrent l'approbation du Conseil d'administration. Il lui appartient enfin de suivre la réalisation de projets d'investissement d'envergure ou d'importance stratégique. En 2017, le comité d'investissement s'est réuni cinq fois.

Comité SWI swissinfo.ch: il est composé de Lucy Küng (présidente), d'Alice Šáchová-Kleisli et d'Oscar Knapp. Le comité, qui s'est réuni une fois en 2017, prépare des dossiers pour le Conseil d'administration de la SSR. Il justifie aussi de compétences de décision pour les questions suivantes:

- concept de l'offre et allocation des ressources, dans le respect des directives fixées par le Conseil d'administration;
- règlement du Conseil du public et nomination de ses cinq membres;
- indemnisation du Conseil du public et de l'organe de médiation de swissinfo.ch, en appliquant des taux comparables à ceux de la SSR;
- rapport annuel sur la qualité et le service public de SWI swissinfo.ch;
- adaptation de l'accord de prestations passé avec la Confédération (tous les 4 ans).

Comité de transparence: ce comité se compose du président de la SSR (Jean-Michel Cina), du vice-président du Conseil d'administration (Jean-François Roth) et du président du comité d'audit et des finances (Ulrich Gygi). Le comité de transparence vérifie l'exactitude des données qui doivent apparaître dans le volet «Corporate Governance» du rapport de gestion et qui concernent les membres du Conseil d'administration. Il se penche sur les déclarations des intérêts signées par les membres du Conseil d'administration, sur les risques de réputation et sur les contrats. S'il constate un conflit d'intérêts ou un risque de réputation, même potentiel, il le signale au Conseil d'administration en l'assortissant d'une recommandation. Le membre du comité de transparence dont le dossier est étudié doit se récuser. Le comité de transparence s'est réuni une fois en 2017.

Groupe de travail des présidents régionaux: sous la direction du président de la SSR, les présidents des sociétés régionales partagent leurs expériences dans les domaines qui relèvent de leur compétence exclusive en application des statuts de la SSR et de la stratégie de l'Association. Le groupe de travail est libre de prendre des initiatives à cette fin et de développer des méthodes et des outils. Par ailleurs, il rend compte au Conseil d'administration de l'enveloppe financière et de l'efficacité des méthodes et des instruments utilisés dans les concepts de programme, qu'il peut proposer de modifier. Le groupe de travail s'est réuni trois fois en 2017.

Déclaration des intérêts

Les autres activités principales au sein d'organes de direction ou de surveillance et les fonctions politiques sont indiquées pour chaque membre.

Participations croisées

Il n'existe pas de participation croisée à des conseils d'administration entre la SSR et d'autres sociétés en dehors de l'Association SSR ou de son périmètre de consolidation.

Fonctionnement du Conseil d'administration

En 2017, le Conseil d'administration s'est réuni six fois en séance ordinaire et une fois en séance extraordinaire, début octobre, à l'occasion de la passation des pouvoirs entre Roger de Weck et Gilles Marchand. Au sein de la Direction générale, la nouvelle direction Développement et Offre a vu le jour début 2018. Elle est épaulée par le Comité Transformation numérique du Conseil d'administration depuis 2018. La répartition des compétences et la collaboration entre le président du Conseil d'administration et le directeur général ont en outre été clarifiées. Le directeur général et le secrétaire central ont participé aux séances.

Si les affaires traitées le requièrent, le Conseil d'administration invite des membres du Comité de direction, des responsables de la Direction générale ou des experts externes. En règle générale, il procède à une auto-évaluation une fois par an.

Instruments d'information et de contrôle

Le Conseil d'administration dispose des instruments d'information et de contrôle suivants:

- rapport trimestriel selon le «Balanced Scorecard» dans les domaines ci-après: marché, offre, finances, processus d'exploitation, RH, respect des objectifs stratégiques et projets;
- comptes prévisionnels trois fois par an (rapport financier);
- comptes annuels;
- budget et plan financier à moyen terme;
- rapport annuel sur la compliance;
- rapport annuel sur les risques;
- rapport annuel de participation;
- plan annuel de la Révision interne;
- rapports de révision de la Révision interne et de l'organe de révision, management letter de l'organe de révision;
- rapport annuel sur l'allocation des biens aux sociétés régionales.

La Révision interne seconde le Conseil d'administration et son comité d'audit et des finances dans leurs tâches de surveillance et de contrôle. Elle est subordonnée au comité d'audit et des finances.

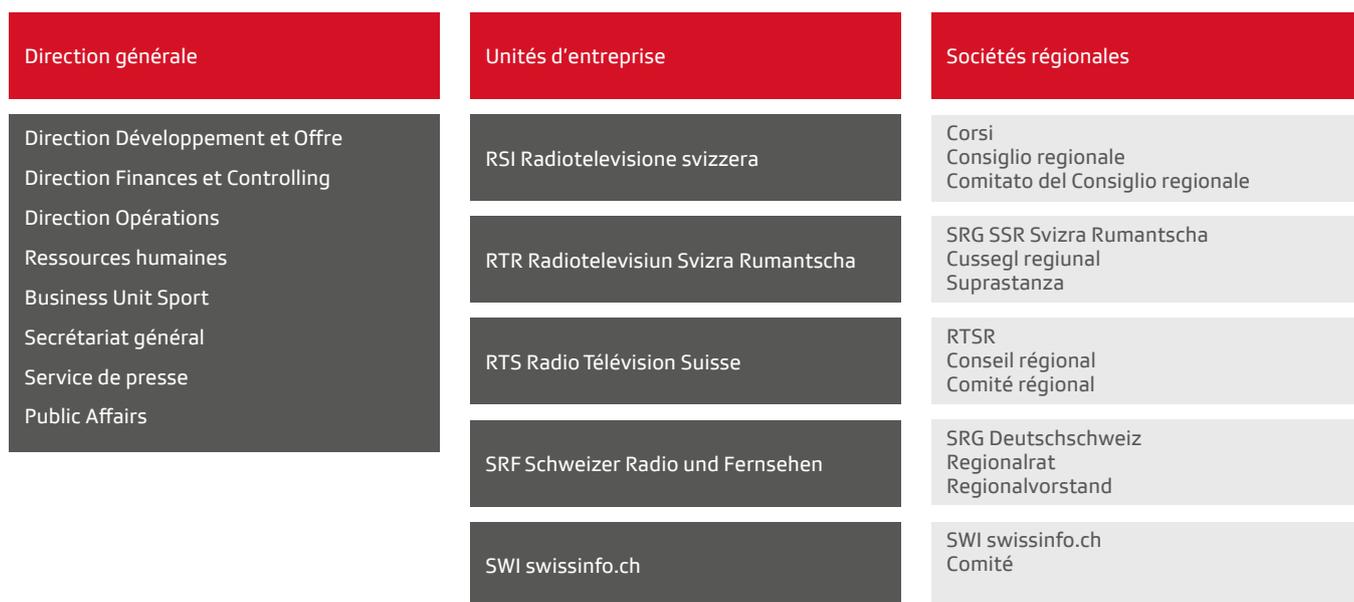
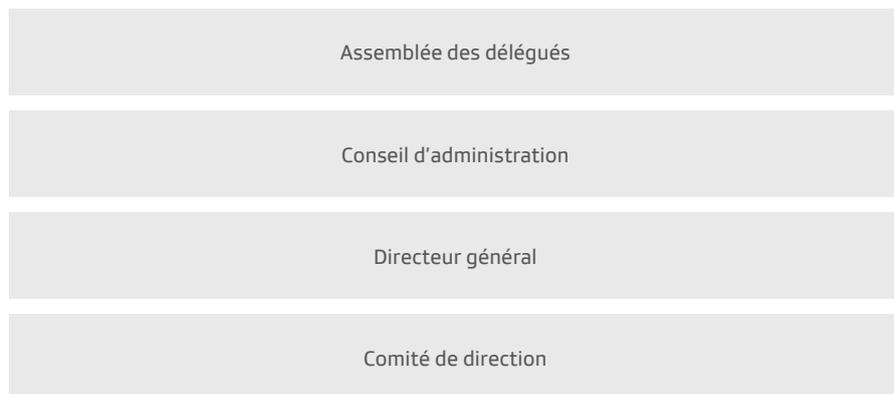
Le 1^{er} janvier 2018, le Conseil d'administration présentait la composition suivante (pages 112 à 118) →

Structure de l'Association

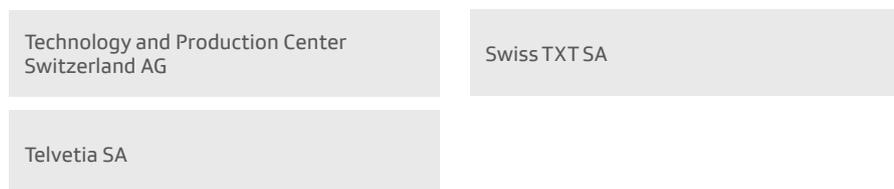
Assemblée des délégués		
Conseil d'administration		Organe de révision
Président		Société de révision
Jean-Michel Cina		BDO AG
Secrétaire central	Chef de la Révision interne	
Beat Schneider	Jean-Blaise von Arx	
		Chef de l'organe de révision
		Matthias Hildebrandt

Sociétés régionales			
SRG.D SRG Deutschschweiz Radio- und Fernsehgesellschaft der deutschen und rätoromanischen Schweiz	RTSR Radio Télévision Suisse Romande Société de radiodiffusion et de télévision de la Suisse romande	Corsi Società cooperativa per la Radiotelevisione svizzera di lingua italiana	SRG.R SRG SSR Svizra Rumantscha
Präsident	Président	Presidente	President
Andreas Schefer	Jean-François Roth	Luigi Pedrazzini	Oscar Knapp
Regionalrat	Conseil régional	Consiglio regionale	Cussegl regional
Regionalvorstand	Comité régional	Comitato del Consiglio regionale	Suprastanza
Publikumsrat	Conseil du public	Consiglio del pubblico	Cussegl dal public
Präsidentin: Susanne Hasler	Président: Matthieu Béguelin	Presidente: Raffaella Adobati Bondolfi	President: Roger Tuor
Ombudsstelle	Organe de médiation	Organo di mediazione	Servetsch da mediaziun
Roger Blum	Raymonde Richter	Francesco Galli	Toni Hess

Structure de l'entreprise



Filiales



Conseil d'administration



Jean-Michel **Cina** A partir du 1^{er} mai 2017

Président du Conseil d'administration SSR

Membre depuis 2017
Président du Conseil d'administration depuis 2017

Parcours professionnel

Jean-Michel Cina a étudié le droit aux Universités de Berne et de Fribourg. De 1997 à 2005, alors qu'il travaille comme avocat et notaire à Viège, il est aussi président de la Commune de Salquenen et membre du Grand Conseil valaisan. En 1999, il est élu au Conseil national. De 2002 à 2005, il préside la section PDC au Palais fédéral et, de 2005 à fin avril 2017, il est membre du Gouvernement valaisan et dirige le Département de l'économie, de l'énergie et du territoire. A partir de 2014 et jusqu'à sa décision de quitter le Conseil d'Etat, il préside en outre la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC).

Mandats

BLS AG, Berne; BLS Netz AG, Berne; Grande Dixence SA, Sion; FMV SA, Sion (président); CO Fête fédérale de la musique populaire Crans-Montana 2019 (président); Association pour une candidature olympique suisse (membre du comité exécutif); Zermatt Bergbahnen AG, Zermatt; VWI Ingenieure AG, Naters.

Jean-François **Roth** En fonction

Vice-président de la SSR et président de la RTSR

Membre depuis 2007
Vice-président du Conseil d'administration depuis 2015

Parcours professionnel

Jean-François Roth est licencié en lettres et en droit de l'Université de Fribourg. Il obtient ensuite son brevet d'avocat et il exerce le barreau à Delémont. Il entre très jeune au Parlement jurassien, qu'il préside en 1987. De 1987 à 1994, il représente la République et Canton du Jura au Conseil des Etats, puis en 1994, il entre au Gouvernement jurassien. Il y reste douze ans durant lesquels il a en charge l'économie publique et les affaires extérieures. Au cours de son deuxième mandat de Conseiller aux Etats, il est nommé ambassadeur d'Expo 02 et s'attache à promouvoir ce grand rendez-vous national à travers la Suisse.

Mandats

Suisse Tourisme, Zurich (président); Switzerland Travel Centre SA (STC), Zurich; Commission des loteries et paris (président).



Marc Furrer A partir de 2018

Membre du Conseil d'administration SSR

Membre depuis 2018

Parcours professionnel

Marc Furrer est copropriétaire et partenaire senior de Monti Stampa Furrer & Partners AG, une entreprise de conseil dans le domaine de la technologie, et plus spécialement de la cybersécurité. De 2005 à 2016, il a présidé la Commission fédérale de la communication (ComCom) après avoir dirigé le nouvel Office fédéral de la communication (OFCOM), de 1992 à 2005. Il a débuté sa carrière en 1978 à la SSR, tout d'abord en tant que rédacteur national auprès de Radio DRS puis comme correspondant au Palais fédéral, durant cinq ans. De 1988 à 1992, il a été le conseiller personnel du Conseiller fédéral Adolf Ogi. Marc Furrer a en outre exercé différentes fonctions dans le domaine du sport suisse: président de la Fédération suisse des sociétés d'aviron de 1998 à 2005, il a également présidé la Ligue nationale de hockey de 2007 à 2017 puis la Fédération suisse de hockey. Marc Furrer est avocat et notaire.

Mandats

Positive Technologies Global Pty. Ltd., Londres (GB) (président du conseil d'administration); Positive Technologies Pty. Ltd., Brno (CZ) (président du conseil d'administration); Monti Stampa Furrer und Partners AG, Zurich.



Ursula Gut-Winterberger En fonction

Membre du Conseil d'administration SSR

Membre depuis 2016

Parcours professionnel

Docteur en droit, Ursula Gut-Winterberger a exercé différentes activités dans le secteur privé de 1986 à 2006. Elle a notamment été membre de la direction de la grande banque Credit Suisse, puis vice-directrice du groupe d'assurances Swiss Life. Ursula Gut-Winterberger a entamé sa carrière politique en tant que conseillère municipale et présidente de la commune de Küssnacht (ZH). De 2006 à 2015, elle a été conseillère d'Etat du canton de Zurich: tout d'abord directrice des travaux publics, elle est nommée directrice des finances du canton en 2007.

Mandats

Clinique privée Hohenegg, Meilen (membre du conseil d'administration); clinique Schulthess, Zurich (membre du conseil de fondation); Moriz und Elsa von Kuffner-Stiftung, Zurich (membre du conseil de fondation); Festspielstiftung, Zurich (présidente du conseil de fondation); organisation des alumnis de la faculté de droit de l'Université de Zurich, Zurich (membre d'honneur).



Oscar Knapp En fonction

Membre du Conseil d'administration SSR et président de la SRG SSR Svizra Rumantscha

Membre depuis 2013

Parcours professionnel

Oscar Knapp, docteur ès sciences économiques de l'Université de St-Gall, a débuté sa carrière diplomatique en 1978 à la Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique (DFE). En 1996, après des missions à Paris, au Brésil et à Washington D.C., il est promu ambassadeur de Suisse au Brésil. Le Conseil fédéral le nomme délégué aux traités de commerce du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) du DFE en 2000. De 2006 à 2010, Oscar Knapp est ambassadeur de Suisse en Autriche et, jusqu'à sa retraite en août 2013, ambassadeur et membre de la direction du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales du Département fédéral des finances.

Mandat

Conseil de fondation de la Fondation mia Engiadina, Scuol.



Luigi Pedrazzini En fonction

Membre du Conseil d'administration SSR et président de la Corsi

Membre depuis 2012

Parcours professionnel

Licencié en droit de l'Université de Zurich (1977), Luigi Pedrazzini obtient son brevet d'avocat en 1992. De 1977 à 1983, il est rédacteur en chef du quotidien tessinois «Popolo e Libertà». En 1983, il rejoint la Società Elettrica Sopracenerina SA à Locarno, dont il assume la présidence de la direction à partir de 1986. En 1999, Luigi Pedrazzini est élu conseiller d'Etat cantonal au Tessin, où il dirige jusqu'en 2011 le département des Institutions (Intérieur, Justice, Sécurité). Entre 2001 et 2005, il préside la Conférence des gouvernements cantonaux. A la fin de son mandat de conseiller d'Etat, il rejoint le bureau BMA Studio Legale, à Locarno, en tant qu'avocat.

Mandats

GSMN Ticino SA, Sorengo; Limmat Wealth SA, Zurich; Festival du Film de Locarno; Fondations: Valle Bavone, il Gabbiano, Ricerca Neurologica, Action de Carême.



Alice Šáchová-Kleisli En fonction

Membre du Conseil d'administration SSR

Membre depuis 2017

Parcours professionnel

Alice Šáchová-Kleisli est associée auprès de l'entreprise de conseil Vendbridge AG à Zurich depuis l'été 2013. De 1994 à 1998, Alice Šáchová-Kleisli était conseillère d'entreprise auprès de Boston Consulting Group à Londres et à Zurich. Par la suite, elle a occupé le poste opérationnel de CEO dans l'industrie durant 13 années, de 1998 à 2001 pour Tela AG, puis de 2002 à 2008, Alice Šáchová-Kleisli était propriétaire et CEO de FAVO Werbeagentur AG. En 2008, elle a été recrutée afin de restructurer le groupe de Sede AG. Alice Šáchová-Kleisli a fait des études de gestion d'entreprise à Cologne.

Mandats

ASE Technik AG, Horw (présidente); Griesser Holding SA, Aadorf; Gryps Offertenportal AG, Rapperswil-Jona; Energie Uster AG, Uster; Scholz & Friends Schweiz AG, Zurich; Vendbridge AG; GfM – Schweizerische Gesellschaft für Marketing, Zurich (membre du comité de direction); Schweizer Management Gesellschaft SMG, Zurich (présidente).



Andreas Schefer En fonction

Membre du Conseil d'administration SSR et président de SRG Deutschschweiz

Membre depuis 2016

Parcours professionnel

Andreas Schefer a étudié l'histoire, le journalisme et l'ethnologie à l'Université de Zurich. De 1989 à 2006, il a occupé diverses fonctions de direction à Schweizer Radio DRS, notamment celle de chef des programmes à DRS 3. En 2007, il entre dans une agence de communication et, en 2008, il intègre l'équipe d'OGS Beratungsteam AG à Uster où il gère les mandats des domaines communication et organisation. De 2007 à 2015, il a été professeur à la Haute École d'art de Zurich, dans la filière «Cast / Médias audiovisuels». De 2009 à 2015, il a présidé la société membre SRG Bern Freiburg Wallis.

Mandat

OGS Beratungsteam AG



Sabine Süsstrunk A partir de 2018

Membre du Conseil d'administration SSR

Membre depuis 2018

Parcours professionnel

Sabine Süsstrunk est professeure au Laboratoire d'image et représentation visuelle de la Faculté informatique et communications de l'EPFL depuis 1999. Entre 1995 et 1999, elle a travaillé à Seattle, aux États-Unis, en tant que «Principle Imaging Researcher» chez Corbis Corporation. De 1991 à 1995, elle a enseigné à la Faculté de photographie du Rochester Institute of Technology (RIT), aux États-Unis. Sabine Süsstrunk a étudié à l'EPFL, à l'ETHZ et au RIT. Elle a obtenu un doctorat en informatique à l'Université d'East Anglia, au Royaume-Uni.

Mandats

Conseil de fondation de la Fondation EPFL-WISH (présidente);
Conseil de fondation et Comité du Fonds national suisse (représentante de l'EPFL).

Beat Schneider En fonction

Secrétaire central SSR

Secrétaire du Conseil d'administration depuis septembre 2013 (sans droit de vote)

Parcours professionnel

Beat Schneider obtient son diplôme d'économiste d'entreprise ESCEA en 1993 et son Master of Business Administration in Media Management de la Steinbeiss-Hochschule de Berlin en 2005. De 1987 à 1992, il travaille à Swisslex SA, où il est responsable de la comptabilité pendant deux ans. De 1994 à 1995, il est responsable Compensation des risques au Concordat des assureurs-maladie suisses (aujourd'hui SantéSuisse). De 1995 à 2001, il est responsable des processus Personnel et Finances au Centre informatique pour l'assurance maladie. En 2002, il rejoint Swiss TXT/Teletext Suisse SA, une filiale de la SSR. Il y occupe la fonction de directeur adjoint dès 2004 et de directeur dès 2005.



Viktor Baumeler Jusqu'à fin avril 2017

Président de la SSR

Membre depuis 2008

Président du Conseil d'administration de 2015 à 2017

Parcours professionnel

Viktor Baumeler, docteur en droit, a été chef d'état-major du département social de la ville de Zurich (de 1979 à 1984), puis du département de l'éducation du Canton de Lucerne (de 1984 à 1988), avant d'assumer les fonctions de chancelier d'Etat du canton de Lucerne (en qualité de chef d'état-major du gouvernement et du parlement) entre 1988 et 2008.



Lucy Küng Jusqu'à fin avril 2017

Membre du Conseil d'administration SSR

Membre de 2008 à 2017

Parcours professionnel

Lucy Küng est professeure d'innovation dans les médias à l'Université d'Oslo, professeure hôte au «Reuters Institute for the Study of Journalism» à l'Université d'Oxford et membre associée de l'Université de St-Gall. Elle conseille les entreprises et les organisations dirigeantes sur les questions d'innovation, de stratégie et de développement de l'organisation, plus particulièrement dans le domaine de l'innovation des modèles économiques. Ancienne présidente de la «European Media Management Association» (EMMA), elle a passé son doctorat et soutenu une thèse d'habilitation en économie d'entreprise à l'Université de St-Gall.



Ulrich Gygi Jusqu'à fin 2017

Membre du Conseil d'administration SSR

Membre de 2008 à 2017

Parcours professionnel

Ulrich Gygi, Dr. rer. pol., a étudié les sciences économiques à l'Université de Berne, où il a obtenu son doctorat. Assistant à l'Institut de gestion d'entreprise de l'Université de Berne, il a intégré ensuite l'Administration fédérale des finances (AFF) en 1979. Après un passage à l'ancien Office fédéral de l'organisation, il a été promu, en 1986, vice-directeur et, en 1989, directeur de l'AFF. En 2000, Ulrich Gygi est nommé directeur général de La Poste Suisse, fonction qu'il occupe jusqu'en mars 2009. De 2009 à juin 2016, il a été président du Conseil d'administration des CFF.

Directeur général

Le directeur général assure la gestion du groupe et la direction des programmes conformément aux compétences qui lui sont attribuées par le Conseil d'administration. Il est tenu de rendre compte au Conseil d'administration du respect des objectifs. Il met en place les instruments de gestion d'entreprise ad hoc et veille à leur application. Il prépare les dossiers du Conseil d'administration, il informe régulièrement le président et le Conseil d'administration de la marche des affaires et des dossiers importants de l'entreprise; il tient également au courant l'Assemblée des délégués de la politique de l'entreprise, en accord avec le président. Il peut participer aux réunions des comités régionaux ou se faire représenter par le directeur de l'unité d'entreprise de la région concernée. Il participe aux comités électoraux du comité régional; il peut participer aux comités qui approuvent les propositions, ou se faire représenter.

Pour ce qui est des propositions de nomination ou des propositions d'approbation que le comité régional fait au Conseil d'administration, le directeur général peut recommander leur rejet. S'il estime que les concepts de programme ou la répartition de l'enveloppe financière approuvés par le comité régional sont contraires à la politique de l'entreprise, il le fait savoir au Conseil d'administration et il propose une modification. Comme il se trouve à la tête du Comité de direction, le directeur général tranche lorsque celui-ci ne parvient pas à un accord.

Comité de direction

En tant qu'organe supérieur de direction, le Comité de direction définit les stratégies et les plans du groupe qu'il soumet au Conseil d'administration avant d'en coordonner la mise en œuvre. Il traite les questions essentielles qui concernent l'entreprise et, par son action de coordination et de concertation, il veille à ce que les activités des entités de l'entreprise (succursales et filiales) soient menées dans l'intérêt du groupe.

Dans le règlement de gestion, le Comité de direction définit les compétences et les processus de gestion de l'entreprise. Ce règlement a été revu dans le cadre de la refonte du règlement d'organisation (entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014). Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Le Comité de direction compte huit membres: le directeur général, le directeur Développement et Offre, le directeur Finances et Controlling, le directeur Opérations, les directeurs des unités d'entreprise RSI, RTS et SRF ainsi que la directrice de RTR. Le secrétaire général participe aux réunions, sans droit de vote.

Autres activités et déclarations des intérêts

Les membres du Comité de direction représentent la SSR dans les conseils d'administration des filiales de la SSR ou dans des sociétés détenues en partie par la SSR, dans les conseils de fondation ou dans d'autres sociétés proches. Lorsque des honoraires sont prévus, ils sont versés à la SSR (déduction faite des frais). L'acquis est garanti pour les mandats actuels. Les membres du Comité de direction ne peuvent exercer, au sein de conseils d'administration ou d'autres organes de collectivités, une activité qui soit contraire aux intérêts de la SSR. Le directeur général peut faire une exception dans les cas suivants:

- activités discrètes de gérance de patrimoine à titre privé;
- mandats familiaux dans une SA, pour autant qu'ils ne génèrent ni conflits d'intérêts, ni problèmes de direction;
- activités de nature caritative, politique ou sociale, à condition que peu de temps leur soit consacré.

Les mandats et les activités accessoires des membres du Comité de direction sont précisés pour chacun d'eux.

Fonctionnement du Comité de direction

Le Comité de direction siège chaque mois; les réunions durent un à deux jours. Les dossiers sont présentés par ses membres, par d'autres cadres ou par des spécialistes.

Suite page 125 →

Le 1^{er} janvier 2018, le Comité de direction était composé des membres suivants (pages 120 à 124) →

Comité de direction



Gilles Marchand En fonction
Directeur général SSR

Membre depuis 2001, né en 1962, Suisse
Directeur général depuis octobre 2017

Parcours professionnel

Sociologue de formation (M.A.), Gilles Marchand a travaillé à la «Tribune de Genève» de 1988 à 1990. Il a ensuite rejoint Ringier Romandie où il a dirigé le département Recherche, marketing et communication avant de prendre la direction du groupe en 1998. Entré à la SSR en 2001, il a d'abord dirigé la Radio Suisse Romande (RSR) de 2001 à 2010 avant de prendre la tête de la Radio Télévision Suisse (RTS), fonction qu'il a occupée jusqu'en 2017.

Mandats

Admeira, TV5 Monde, Euronews, Union Européenne de Radio-Télévision (Conseil exécutif et Personal Committee), Conseil d'orientation stratégique de l'Université de Genève.

Ladina Heimgartner En fonction
Directrice Radiotelevisiun Svizra Rumantscha et
directrice générale suppléante SSR

Membre depuis 2014, née en 1980, Suisse
Directrice générale suppléante depuis 2018

Parcours professionnel

Ladina Heimgartner a étudié la germanistique et le rhétoromanche (lic. phil. I) à l'Université de Fribourg. Elle a commencé sa carrière journalistique en 2001 en tant que collaboratrice indépendante du «Freiburger Nachrichten» et collaboratrice du «Bündner Tagblatt». A la fin de ses études, en 2006, elle a pris la direction de la rubrique culturelle du «Bündner Tagblatt». Elle est entrée à la SSR en 2007, d'abord en tant que rédactrice pour Radio Rumantsch, puis en tant que cheffe de la rubrique «Hintergrund» et rédactrice en chef adjointe à RTR. En 2011, elle a quitté RTR pour la Direction générale SSR, à Berne, où elle a mis en place et dirigé pendant trois ans le nouveau domaine Marchés et Qualité.

Mandats

Comité de la Société Suisse des Sciences de la Communication et des Médias (SSCM), Conseil du musée (vice-présidente), Musée national suisse, Commission fédérale des médias (COFEM).



Maurizio Canetta En fonction

Directeur Radiotelevisione svizzera

Membre depuis 2014, né en 1956, Suisse

Parcours professionnel

Maurizio Canetta entre à la RSI en 1980 après des études à l'Université de Pavie (lettres et philosophie). D'abord journaliste stagiaire à la rédaction du «Telegiornale» à Zurich, il est tour à tour rédacteur, présentateur, correspondant et rédacteur en chef du «Telegiornale» jusqu'en 1987. Il est ensuite correspondant au Palais fédéral, puis producteur de la «Domenica Sportiva» et du «Telegiornale». En 1993, il prend la direction du département Sport; en 2000, celle du «Telegiornale» et en 2007, celle de «Falò» et des magazines d'approfondissement de l'information. Il est parallèlement responsable et producteur de programmes et de reportages. Le 1^{er} septembre 2008, il est nommé responsable du secteur Culture TV, puis du département Culture en 2010. Du 1^{er} juillet 2012 au 31 mai 2014, il est à la tête du département Information.

Mandat

Conseil de fondation «Fondazione Patrimonio culturale» (président).



Pascal Crittin A partir du 1^{er} mai 2017

Directeur Radio Télévision Suisse

Membre depuis 2017, né en 1968, Suisse

Parcours professionnel

Pascal Crittin est licencié en Lettres et en Musicologie de l'Université de Fribourg. C'est en tant que Directeur des Editions St-Augustin qu'il se familiarise avec le marché des médias et le domaine de la communication. En 2002, il est nommé Chef du programme Espace 2, où il développe la cohésion de l'offre culturelle et musicale. De 2008 à 2009, Pascal Crittin assume les responsabilités de Secrétaire général de la RSR. De janvier 2010 à mars 2017, il endosse le rôle de Directeur du département Affaires générales de la RTS.

Mandats

Chaîne du Bonheur (président), Union Européenne de Radio-Télévision (membre), Médias Francophones Publics (vice-président).



Marco Derighetti En fonction
Directeur Opérations SSR

Membre depuis 2011, né en 1967, Suisse

Parcours professionnel

Le Tessinois Marco Derighetti a grandi à Muralto et à Losone. A l'ETHZ, il obtient un diplôme d'ingénieur en électronique en 1991 et un post-diplôme en techniques de l'information en 1993, avant de devenir docteur en sciences techniques en 1998. De 1991 à 1998, Marco Derighetti travaille comme assistant à l'Institut d'Automatique de l'ETHZ. De 1998 à 2001, il est ingénieur développement dans le département capteurs radars d'Oerlikon Contraves AG et, de 2001 à 2002, chef du même département. En 2002, il est nommé Chief Technology Officer (CTO) et chef du secteur Media Technology à Radiotelevisione svizzera (RSI).

Mandats

Technology and Production Center Switzerland AG, Swiss TXT SA (président).



Beat Grossenbacher En fonction
Directeur Finances et Controlling SSR

Membre depuis 2014, né en 1960, Suisse

Parcours professionnel

Après ses études d'économie, Beat Grossenbacher a été consultant auprès de l'Allgemeine Treuhand AG à Berne, contrôleur à la Société suisse de réassurance (Swiss Re) à Zurich, puis «Division Controller» chez Ascom Telematic AG. Il a poursuivi sa carrière en tant qu'assistant du CFO de Telecom PTT avant de passer 10 ans au service de Swisscom, tout d'abord en qualité de chef de projet puis de «Head of Treasury». En 2008, Beat Grossenbacher est entré chez BKW Energie SA, où il a occupé le poste de CFO et de responsable du secteur d'activité Finances et services jusqu'en juin 2014.

Mandats

Admeira, Billag SA, Caisse de pension SRG SSR (CPS).



Ruedi Matter En fonction

Directeur Schweizer Radio und Fernsehen

Membre depuis 2011, né en 1953, Suisse

Parcours professionnel

Ruedi Matter a fait des études d'histoire, de journalisme et de philosophie à l'Université de Zurich (lic. phil. I) et suivi le Stanford Executive Program (SEP) à la Stanford Graduate School of Business à Palo Alto, aux Etats-Unis. De 1974 à 1976, Ruedi Matter a été rédacteur au «Basler National Zeitung», de 1976 à 1988 rédacteur, producteur et présentateur du «Tagesschau» et producteur et animateur de «Karussell» de Schweizer Fernsehen. De 1988 à 1992, il a travaillé comme journaliste tv indépendant, notamment pour la chaîne European Business Channel EBC (Zurich) et la chaîne spécialisée dans l'économie et l'information WIF (Cologne). De 1992 à 1993, il a été spécialiste en communication pour McKinsey & Company, de 1993 à 1997 rédacteur en chef et animateur à «Cash TV» et de 1997 à 2006 chef de rédaction puis directeur à la chaîne N-TV à Berlin et Cologne. Ruedi Matter est entré en 2006 à Schweizer Radio DRS comme rédacteur en chef et responsable de l'information.

Mandats

Technology and Production Center Switzerland AG (président), Mediapulse SA, Telepool Sàrl (président du Conseil de surveillance).



Bakel Walden A partir de 2018

Directeur Développement et Offre

Membre depuis 2018, né en 1975, Allemagne

Parcours professionnel

Bakel Walden a étudié en Allemagne (Siegen) et en France (Poitiers). Il est titulaire d'un master en planification médias, développement et conseil obtenu à l'Université de Siegen. Il a commencé sa carrière en 2002 par un stage chez RTL, à Cologne, comme rédacteur pour des émissions de divertissement. En dix ans au sein du groupe RTL, il a notamment travaillé au siège luxembourgeois, où il a fait partie de l'équipe responsable de la stratégie (2006 – 2008), et a dirigé la planification et le développement des programmes pour la filiale grecque du groupe, Alpha TV (2009 – 2012). De 2012 à 2017, Bakel Walden a été responsable de la stratégie des programmes de SRF. Dans ce cadre, il était chargé des questions liées à l'utilisation des programmes, du positionnement et de l'élaboration de l'offre, ainsi que des performances des différents vecteurs et contenus.

Mandat

Union Européenne de Radio-Television (membre de l'Assemblée générale).



Walter Bachmann En fonction
Secrétaire général SSR

Participe aux réunions du Comité de direction depuis 2011 (sans droit de vote), né en 1963, Suisse

Parcours professionnel

Walter Bachmann a grandi à Wil (SG). En 1989, il obtient une licence de droit à la HSG, avec spécialisation en droit des médias. En 2002, il décroche le diplôme postgrade de contrôleur à l'Institut de Management de St-Gall (SGMI). De 1980 à 1989, Walter Bachmann travaille comme rédacteur et producteur à la télévision locale de Wil, avant de passer à Schweizer Fernsehen en 1989, où il sera successivement chef Honoraires, licences et sponsoring (jusqu'en 1994), chef Fiction et divertissement (jusqu'en 1999), chef des services de programme et chef du staff du directeur des programmes (jusqu'en 2005) et, enfin, chef du centre multimédia et chef Commercialisation et partenariats.

Mandats

Agence Télégraphique Suisse SA (ats), Viasuisse SA, membre du conseil de fondation du Conseil suisse de la presse.

Roger de Weck Jusqu'à fin septembre 2017
Directeur général SSR

Membre de 2011 à 2017, né en 1953, Suisse

Parcours professionnel

Fribourgeois et bilingue, Roger de Weck a grandi à Genève et à Zurich. Au terme de ses études d'économie à Saint-Gall, il débute en 1976 à la «Tribune de Genève». Suivent la «Weltwoche» à Zurich et l'hebdomadaire allemand «Die Zeit». De 1992 à 1997, il est rédacteur en chef du quotidien zurichois «Tages-Anzeiger» et membre de la direction de Tamedia. En 1997, il est de retour à Hambourg à «Die Zeit» dont il dirige la rédaction. De 2001 à 2010, il est journaliste à Zurich et Berlin; il anime l'émission de télévision «Sternstunde Philosophie» chez SRF et préside le Conseil de fondation de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. Roger de Weck est docteur honoris causa des Universités de Lucerne et de Fribourg.



Contrats de management

Le groupe SSR n'a délégué aucune tâche de direction à des tiers.

Droit de participation des membres de l'Association

Voir les explications sur les sociétés régionales à la page 102.

Organe de révision

L'Assemblée des délégués du 29 avril 2016 a nommé la société BDO pour reprendre la fonction d'organe de révision de la SSR. Cette nomination a été confirmée lors de l'Assemblée des délégués du 28 avril 2017 pour l'exercice 2017. Comme c'est le cas depuis 2009, l'organe de révision contrôle également les comptes annuels des grandes filiales Technology and Production Center Switzerland AG (tpc) et Swiss TXT SA et il révise les comptes du groupe. Matthias Hildebrandt et Martin Nay sont les réviseurs en chef. Les honoraires versés pour la maison mère et ses filiales s'élèvent au total à 328 000 francs. Le comité d'audit et des finances examine le résultat de la révision avec l'organe de révision. Il s'informe du calendrier et du processus de révision, de la collaboration avec la Révision interne et les départements SSR concernés, et il évalue la qualité de la révision.

Politique d'information

La SSR communique ouvertement, de façon transparente et suffisamment tôt, à l'interne et à l'externe via tous les canaux disponibles, notamment Internet, Intranet, la presse, des événements, les contacts directs avec le personnel, les représentants des autorités et des milieux politiques et les associations. A l'instar d'une société cotée en Bourse, elle présente périodiquement sa stratégie, son évolution, la planification financière de l'entreprise et les décisions importantes. Diffuseur de service public financé essentiellement par la redevance, la SSR s'est fixé des objectifs quantitatifs, mais surtout qualitatifs, dont elle rend régulièrement compte de la réalisation.

Au niveau national, la SSR donne des informations à travers la Communication d'entreprise de la Direction générale et, au niveau régional, par l'intermédiaire des services de communication des unités d'entreprise ou des filiales. La Communication d'entreprise de la Direction générale explique les questions nationales: objectifs, mission et stratégie du service public audiovisuel, loi et ordonnance sur la radio et la télévision, concession, distribution, redevance et péréquation financière, projets nationaux, dossiers et partenariats médias nationaux, convention collective de travail et projets interrégionaux. Elle est responsable du branding national, de son identification au service

public et de sa visibilité pour les personnes qui s'acquittent de la redevance. Elle se charge des relations avec les groupes d'intérêts nationaux.

Responsables du positionnement stratégique de leurs marques, les services régionaux de communication se chargent de l'information concernant les programmes, les sujets qui intéressent leurs unités d'entreprise et les projets régionaux. Les organes de l'Association et les organes régionaux des sociétés régionales assurent seuls la communication en rapport avec leurs activités.

Rémunération

Le salaire indiqué correspond au salaire de base. La part «prestation» comprend la partie du salaire liée à la réalisation des objectifs (composante salariale variable) et les primes versées pour récompenser des prestations particulières. S'agissant du Conseil d'administration et du Comité de direction, les prestations accessoires comprennent les forfaits pour frais professionnels et pour frais de représentation. Le Comité de direction bénéficie en outre de l'usage privé des véhicules de service et de l'abonnement général CFF 1^{re} classe. La redevance de réception radio/tv n'est plus remboursée aux cadres de niveau supérieur depuis 2014.

Les honoraires des membres du Conseil d'administration comprennent la rémunération des activités exercées au sein du Conseil d'administration, de ses comités ou de ses groupes de travail (mandats nationaux), de même que la rémunération du travail fourni par les quatre présidents régionaux au sein des organes régionaux (mandats nationaux et mandats régionaux consolidés). Les honoraires du président s'élèvent à 135 000 francs, ceux des autres membres du Conseil d'administration n'exerçant pas de fonction spéciale à 32 000 francs (mandat national). Les membres du Conseil d'administration touchent des jetons de présence de 1000 francs pour chaque réunion de comité ou de groupe de travail. Le vice-président et les présidents des comités perçoivent une indemnité de fonction. Les montants sont conformes aux tarifs que le Conseil fédéral a recommandés par arrêté du 21 décembre 2007 pour le président et les administrateurs de la SSR n'exerçant pas de fonction spéciale, et repris dans la décision de l'Assemblée des délégués du 28 avril 2008 (dans sa version du 24 mai 2012). L'Assemblée des délégués a confirmé cette décision le 24 novembre 2017 sans effectuer de changements substantiels. Les honoraires des présidents régionaux sont fixés par les organes régionaux; ils fluctuent entre 20 000 et 38 000 francs.

Le comité des ressources humaines fixe le salaire de base du directeur général dans les limites de l'enveloppe avalisée par le Conseil d'administration. Il décide aussi de la part «prestation», en fonction des objectifs annuels arrêtés par le Conseil d'administration. Les salaires et la part «prestation» des autres membres du Comité de direction sont fixés par le directeur général compte tenu de l'enveloppe salariale. ■

Rémunération 2017

en CHF 1000 / chiffres 2016 entre parenthèses	Salaire	Honoraires	Part prestation	Prestations accessoires	Total 2017
Président du Conseil d'administration		135 (143)		18 (19)	153 (162)
Autres membres du Conseil d'administration 8 (8)		463		33	496
Mandats nationaux et régionaux consolidés		(499)		(42)	(541)
Mandats nationaux		313 (348)		22 (24)	335 (372)
Directeur général*	398 (401)		99 (103)	32 (32)	529 (536)
Autres membres Comité du direction 6 (6)**	1804 (1855)		449 (519)	149 (155)	2401 (2529)

* En raison du changement en cours d'année, le salaire fixe a été réparti comme suit: 9 mois pour Roger de Weck et 3 mois pour Gilles Marchand.

** La rémunération des autres membres du Comité de direction dépend de la taille de l'unité d'entreprise et des mandats exercés.

SRG Deutschschweiz

Manifestations régionales

Dans le cadre de leur rôle auprès de la société civile, les sociétés régionales s'engagent à renforcer leur présence publique. Avec son dossier sur son rôle et ses plans, le Comité régional a fixé les orientations pour les activités de SRG.D et ses sociétés membres pour 2017 et 2018. L'accent est d'abord mis sur le dialogue avec les différentes parties prenantes et la visibilité sur place, puis sur l'explication du rôle de la SSR en tant qu'institution et du rôle de SRF en tant que prestataire de programme à la lumière des défis actuels dans le domaine des médias. Enfin, l'accent est également mis sur le renforcement de la collaboration entre les partenaires de l'institution.

Entre l'été et la fin de l'année, l'équipe de projet «On the Road» s'est rendue 35 fois dans les différentes régions à des festivals, des salons, des concerts en plein air ainsi que sur des marchés, où elle a atteint un large public. Par ailleurs, les sociétés membres et SRG.D ont organisé plus de 150 manifestations, dont la plupart étaient publiques ou semi-publiques.

Lors des Journées de Soleure, la branche du cinéma et celle des médias se sont retrouvées autour d'une table ronde de SRG.D avec les membres de la société régionale. Avec le film «Ein Volk auf der Höhe», relatif au débat sur l'avion de combat Gripen, SRG.D a rapproché le public de sa culture démocratique, illustrée lors des votations en Suisse. Le mandat culturel et politique de la SSR au sens du service public est clairement présenté dans ce documentaire.

La Journée Médias de SRG.D a eu lieu à Zurich dans les studios Sport, à Leutschenbach, fin octobre 2017. La séance portait sur les prestations de SRF dans le domaine du sport. Le Conseil régional a eu le plaisir d'accueillir de nombreux représentants de différentes associations sportives suisses. En collaboration avec SRF Sport, le conseil a présenté la couverture sportive actuelle de la SSR: plus de 100 disciplines sportives.

Rapport des organes

Le Comité régional a soumis au directeur général de la SSR sa prise de position sur les concepts de programme ainsi que l'enveloppe financière. Il a formulé ses priorités ainsi que ses requêtes et recommandations relatives à la stratégie numérique et aux offres d'information de la SSR en tant que pivot des médias audiovisuels financés par la redevance. Il a aussi évoqué les prochaines mesures que la SSR devrait prendre par rapport à l'offre numérique et la façon d'inciter le public à s'engager davantage dans les processus démocratiques.

Fin juin, environ 75 membres des organes de ARD, ZDF, ORF et de SRG.D se sont rencontrés à l'occasion de la réunion de l'organe de 3sat à Berne pour échanger leurs idées et leurs expériences. Le face-à-face entre les documentaires des diffuseurs publics et les documentaires d'auteurs indépendants était à l'ordre du jour.

Changements au sein des organes

En janvier 2017, Susanne Hasler de Villnachern (AG) a repris la présidence du Conseil du public SRG.D. Madame Hasler est psychologue du travail, enseignante ainsi que membre de la direction de SRG Aargau Solothurn, au sein de laquelle elle est responsable de la commission du programme. Kathy Gerber de Kirchlindach (BE) est la nouvelle vice-présidente.

Depuis début 2017, Manfred Pfiffner est le suppléant du médiateur Roger Blum. Il a repris la fonction de Sylvia Egli von Matt, qui a renoncé à son mandat après neuf ans.

Fin 2016, SRG.D comptait 16 146 membres. Fin 2017, ce nombre s'élevait à 16 441. ■

Résumé des activités 2017

Le début de l'année a été marqué par la procédure de nomination du nouveau directeur de la RTS. A l'issue de cette procédure, le Comité régional a proposé au Conseil d'administration de désigner Pascal Crittin à cette fonction.

Une journée institutionnelle intitulée «la SSR, une idée de la Suisse» a réuni les membres des organes RTSR et des comités des sociétés cantonales de Radio et de Télévision (SRT). Un débat sur la solidarité nationale et le respect des minorités a permis de voir que même les plus sceptiques à l'égard du mandat de service public de la SSR étaient favorables à ce que celle-ci ait suffisamment de moyens financiers pour offrir à toutes les régions des prestations équivalentes. Une résolution sur la solidarité nationale sera adoptée dans ce cadre.

La 5^e édition du Prix des SRT a eu lieu en novembre à Fribourg, en collaboration avec la SRT Fribourg. Cette année, les SRT ont convenu de récompenser «Géopolitis», une émission complètement renouvelée en 2016.

Cette année encore, la RTSR a voulu présenter à ses membres et au public les défis que la SSR aura à relever ces prochaines années. Dans chaque canton romand, elle a ainsi organisé, en collaboration avec les SRT, la projection d'une coproduction de la RTS ou de la SSR financée grâce au Pacte de l'audiovisuel. Ces soirées étaient ouvertes au public. Avant la projection, les participants étaient informés de la politique de financement des coproductions de la SSR et sensibilisés au fait que sans redevance, de telles coproductions ne seraient plus possibles. Ces soirées ont remporté un grand succès, réunissant jusqu'à plus de 200 personnes.

Comité régional

A la fin de l'année, le Comité régional aura tenu sept séances ordinaires, une séance spéciale dédiée à la nomination du nouveau directeur de la RTS et un séminaire consacré au traitement de l'actualité politique (vérification des sources, dérive du discours politique, appréciation des «fake news», etc).

Un groupe de travail a siégé à quatre reprises pour auditionner les candidats à la direction RTS et préparer la nomination du nouveau directeur.

Suite au départ de Nathalie Falcone du Comité régional, ce dernier a coopté Elisabeth Baume-Schneider pour la remplacer à partir d'avril 2017.

Afin de les sensibiliser aux futures échéances politiques, des délégations du Comité régional et de la RTS ont poursuivi leurs rencontres avec les gouvernements cantonaux romands. Cette année, Berne, Genève et Fribourg étaient à l'agenda.

Organisation

Des départs au sein du secrétariat général ont permis de réorganiser la répartition des activités. Le Comité régional a accepté l'engagement d'un mi-temps supplémentaire en remplacement d'un bénévole qui a souhaité réduire ses activités. La RTSR compte désormais 4,1 équivalents plein temps. L'enveloppe budgétaire reste inchangée.

Quelques chiffres

A la fin de l'année, plus de cent activités auront été proposées aux membres des SRT.

Les SRT comptaient 3766 membres à fin 2016, chiffre passé à 3261 à fin 2017, les deux plus grandes SRT ayant fait de l'ordre dans leurs fichiers.

Perspectives 2018

Les projections publiques ayant remporté un grand succès en 2017, le concept sera repris en 2018. La RTSR va donc organiser dans chaque canton romand la projection d'une production ou coproduction RTS récente, accompagnée d'une présentation de la politique culturelle de la RTS ou du système mis en place par le Pacte de l'audiovisuel.

Les SRT seront sollicitées pour animer des stands lors de manifestations régionales ou lors du marché du samedi pour donner des informations sur l'audiovisuel public et sur le rôle institutionnel de la RTSR et des SRT.

Au deuxième semestre, la RTSR lancera son projet de nouvelle identité. La réalisation pourra ainsi être lancée début 2019. ■

CORSI

SOCIETÀ COOPERATIVA PER LA RADIOTELEVISIONE SVIZZERA DI LINGUA ITALIANA

Activités de l'Institution

Durant l'année sous revue, le Comité régional s'est concentré sur le positionnement de la Corsi dans le cadre de la campagne contre l'initiative No Billag. Il a notamment tenu compte des intentions formulées par la SSR pour l'entreprise dans son ensemble et défini un catalogue de mesures au travers desquelles informer le public sur la mission du service public et sur les risques d'un possible abandon de la desserte de base.

Le Comité régional a en outre analysé les concepts de programme 2018–2021, y compris sous l'angle des demandes d'analyse du Conseil régional. Le Comité s'est penché sur les progrès réalisés dans le cadre du projet VPD de la RSI (Vicinanza Pubblico Digitale) et a étudié la proposition de la direction de la RSI de créer un nouveau département Culture et Société.

Le Conseil régional a également pris connaissance des rapports et des recommandations des trois groupes de travail permanents: s'agissant des concepts de programme, l'accent a été mis essentiellement sur l'offre multimédia de la RSI, et pour ce qui est de la qualité, sur les critères de sélection des invités. Le troisième groupe s'est penché sur l'ancrage régional et les événements organisés à l'intention du public. Enfin, le Conseil régional a esquissé des projets pour les activités 2018.

Evénements à l'intention du public

En 2017, la Corsi a organisé douze soirées de discussion – seule, avec d'autres représentants de la société civile ou conjointement avec la RSI – a participé à une série d'événements autour du fonds audio et vidéo RSI (Tablet Totem) et a soutenu des manifestations de lobbying avec des leaders d'opinion de Suisse italophone. Lors des événements Corsi organisés en vue de la votation populaire du 4 mars 2018 sur l'initiative No Billag, l'accent a été mis tout particulièrement sur l'importance du service public audiovisuel: de petites présentations ont été proposées et des argumentaires contenant des faits et des chiffres distribués.

Publicité et effectif des membres

La Corsi optimise en permanence sa présence sur Internet. C'est ainsi qu'en 2017, elle a renforcé son activité sur les réseaux sociaux, modulé son site web avec de nouvelles offres et réorganisé les contenus existants, amélioré les renvois vers Facebook et intensifié l'utilisation de ce réseau. Son site est régulièrement actualisé. Les besoins apparus en marge de l'initiative No Billag influencent sensiblement les compléments et les adaptations d'une majorité de ses contenus.

Les voyages et les événements tels que «Venite con noi» ou encore la participation à des salons ont été particulièrement fructueux en 2017, comme le montre le nombre de nouvelles affiliations à la Corsi. Il en va de même pour les manifestations organisées dans le domaine de la culture et du divertissement en lien avec des émissions RSI, avec le Totem RSI ou encore l'Orchestre de Suisse italienne (OSI) – autant d'occasions pour les membres de la Corsi, pour le public et pour les personnes intéressées de mieux connaître la société régionale et le service public de la SSR et de s'en faire une idée plus concrète.

Election des membres et révision des statuts

En 2017, Giulia Fazioli a rendu son mandat au sein du Conseil du public. Son successeur sera nommé en interne début 2018.

Nombre de membres

Au 31 décembre 2017, la Corsi comptait 2873 membres, soit 54 de plus qu'en 2016.

Perspectives

La Corsi entend poursuivre le débat autour de sa position et renforcer sa visibilité au sein de la société civile. ■

Comité régional et Conseil régional: activités et thèmes

En 2017 aussi, la société régionale SRG.R a concentré ses efforts sur ses relations avec les leaders d'opinion. Les Championnats du monde de ski à St-Moritz étaient l'occasion idéale pour présenter les prestations de la SSR, et plus spécifiquement celles de RTR, aux invités présents. De nombreux autres événements organisés par RTR avec des personnalités phares issues notamment des domaines de la culture et du sport avaient le même but. Par ailleurs, une rencontre informelle avec des parlementaires grisons a de nouveau eu lieu à Berne au printemps 2017.

La direction de RTR s'est élargie en 2017 et a fait l'objet d'une restructuration. Il incombait au Comité régional de choisir la direction de la rédaction en chef. Par conséquent, en étroite collaboration avec la directrice de RTR, Ladina Heimgartner, et avec le soutien d'un conseiller externe, il a procédé à une sélection rigoureuse. Le Conseil d'administration a validé le candidat recommandé, Flavio Bundi, qui a pris ses fonctions de rédacteur en chef de RTR le 1^{er} décembre 2017.

Gion Lechmann, recteur de l'école cantonale des Grisons à Coire, a été élu en qualité de nouveau membre. Il remplace Duri Blumenthal. Au Conseil régional, c'est Patric Vincenz de Savognin qui occupe le nouveau poste de vice-président. Le Conseil régional a clairement l'intention de s'engager davantage dans le mandat de la société régionale SRG.R (ancrage de RTR dans les régions ainsi que préservation et promotion de la langue et de la culture rhétoromanche) et ainsi de combattre l'initiative No Billag.

Le groupe de travail «SRG.R-Avegnir» a été constitué à cet effet. Sa tâche consiste essentiellement à informer le public des prestations de RTR et à attirer son attention sur les pertes en cas d'acceptation de No Billag. «SRG.R-Avegnir» est dirigé par Gion Lechmann et soutenu par les membres des organes. Ses premières actions ont démarré début 2018.

Au deuxième semestre 2017, le Comité régional a eu l'occasion de rencontrer le président de la SSR, Jean-Michel Cina, ainsi que le directeur général de la SSR, Gilles Marchand.

Evénements et relations publiques

L'événement le plus important de la société régionale SRG.R est l'assemblée générale, qui a eu lieu à La Punt-Chamuesch, en Engadine, le 17 juin 2017. Là encore, une soirée a été organisée la veille avec des groupes de musique régionaux. Des jeunes de Haute-Engadine ont ainsi pu démontrer leur talent

musical lors de cet événement très réussi. La présidente du Gouvernement du canton des Grisons a transmis les salutations du gouvernement grison et a souligné les défis lancés par un changement rapide et constant. Aucun vote ni élection n'étaient inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale. Dans son allocution, le président a souligné les conséquences d'une acceptation de l'initiative No Billag: No Billag signifie No RTR.

Au cours de l'exercice 2017, les membres des organes ont à nouveau participé à différents événements, auxquels RTR était également présente. Il convient notamment de mentionner le festival de chant sursilvan «Falera conta», le «Städtlifest» à Ilanz, la fête viticole à Maienfeld et l'exposition «GUARDA!» à Coire. Par le biais de ces manifestations, l'institution vise à soutenir l'ancrage de RTR dans la société et à promouvoir l'adhésion à SRG.R.

Prix SRG.R 2017

Le prix SRG.R 2017 a été remis au comité d'organisation des journées littéraires rhétoromanches «Dis da litteratura». Iso Camartin a salué l'engagement de la jeune équipe.

Nombre de membres et perspectives pour 2018

Fin 2017, SRG.R comptait 1027 membres. Le but est de maintenir le nombre des membres au-dessus de la barre des 1000. Au moment de la rédaction du présent rapport, le débat autour de No Billag bat son plein. SRG.R. s'engagera pour informer la population des conséquences d'une acceptation de l'initiative et l'encourager à voter non.

La prochaine assemblée générale aura lieu à Landquart le 26 mai 2018. Les membres éliront un nouveau président ou une nouvelle présidente, en vue du départ du président actuel, qui atteindra la limite d'âge statutaire fin 2018. ■

Comptes annuels 2017





Comptes annuels

Introduction à la partie financière

Les chiffres-clés ci-après se rapportent aux comptes annuels de la maison mère.

Indicateurs

Mio. CHF	2016	2017	Evolution
Compte de résultat			
Produits d'exploitation	1 640,7	1 595,2	-45,5
Charges d'exploitation	-1 613,9	-1 567,1	46,8
Résultat d'exploitation	26,8	28,1	1,3
Résultat financier	-1,7	1,4	3,1
Résultat annuel	25,1	29,5	4,4
Bilan			
Liquidités	180,8	135,5	-45,3
Actifs immobilisés	685,4	703,2	17,8
Fonds propres	419,2	448,7	29,5
Total du bilan	1 075,8	1 090,9	15,1
Tableau de financement			
Investissements	93,9	77,9	-16,0
Free cashflow	-24,3	-45,4	-21,1

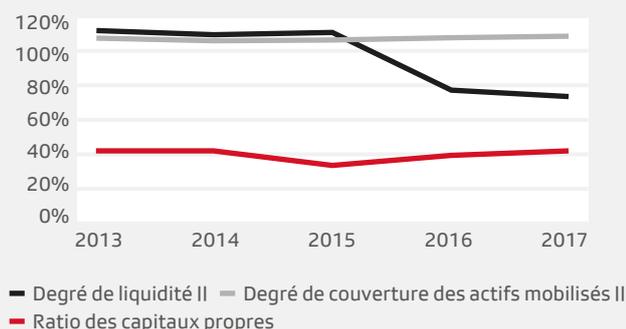
La SSR clôt l'exercice 2017 sur un bénéfice annuel de 29,5 millions de francs (2016: 25,1 millions).

Chiffres-clés du bilan

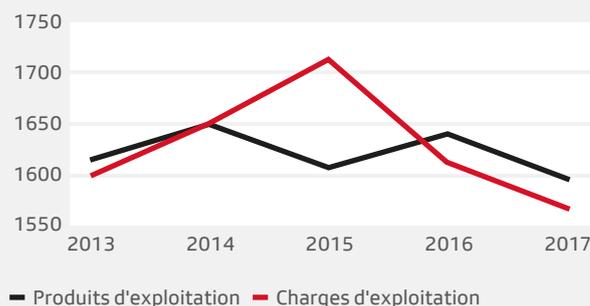
Maison mère	2016	2017	Evolution
Degré de liquidité II			
Actifs circulants en % des capitaux étrangers à court terme	77,1%	72,2%	-4,9%
Degré de couverture des actifs immobilisés II			
Actifs immobilisés en % des capitaux propres et des capitaux étrangers à long terme	105,8%	106,3%	0,5%
Ratio des capitaux propres			
Capitaux propres en % du total du bilan	39,0%	41,1%	2,1%

Grâce au résultat d'entreprise positif de 29,5 millions de francs, le ratio des capitaux propres a progressé de 2,1 points de pourcentage pour s'établir à 41,1 %.

Evolution des chiffres-clés du bilan 2013 – 2017



Evolution des charges et des produits 2013 – 2017



Compte de résultat et bilan en comparaison pluriannuelle

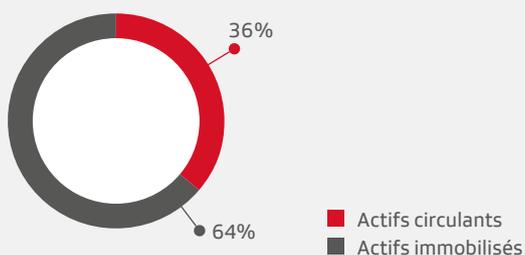
Mio. CHF	2013	2014	2015	2016	2017
Redevances radio/tv	1 203,2	1 210,4	1 195,5	1 217,9	1 218,5
Recettes commerciales	348,5	370,6	340,5	326,5	300,2
Autres recettes	63,8	70,1	71,3	96,3	76,5
Produits d'exploitation	1 615,5	1 651,1	1 607,3	1 640,7	1 595,2
Charges de personnel	673,9	685,5	791,4	666,6	691,7
Charges programme et production	592,9	628,9	609,5	600,6	580,6
Charges administratives et publicitaires générales	101,1	115,4	99,2	103,0	103,9
Amortissements et corrections de valeur	79,8	79,5	78,7	100,0	65,6
Autres charges d'exploitation	148,8	138,5	132,3	143,7	125,3
Charges d'exploitation	1 596,5	1 647,8	1 711,1	1 613,9	1 567,1
Résultat d'exploitation	19,0	3,3	-103,8	26,8	28,1
Résultat financier	1,1	1,5	13,8	-1,7	1,4
Résultat d'entreprise	20,1	4,8	-90,0	25,1	29,5

Les comptes annuels 2017 affichent un bénéfice d'entreprise de 29,5 millions de francs.

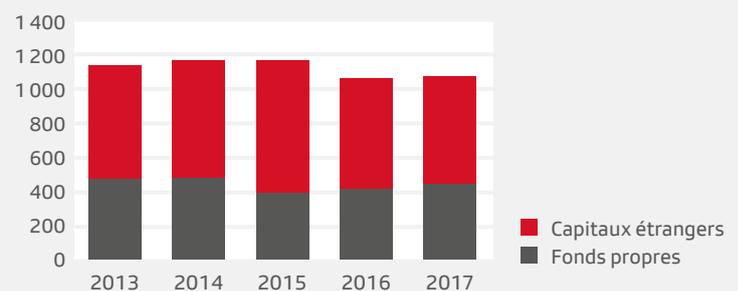
Mio. CHF	2013	2014	2015	2016	2017
Actifs circulants	415,5	428,6	456,5	390,4	387,7
Actifs immobilisés	735,2	750,5	728,5	685,4	703,2
Actifs	1 150,7	1 179,1	1 185,0	1 075,8	1 090,9
Capitaux étrangers à court terme	376,3	400,2	415,3	350,9	343,4
Capitaux étrangers à long terme	295,2	294,8	375,6	305,7	298,8
Fonds propres	479,2	484,1	394,1	419,2	448,7
Passifs	1 150,7	1 179,1	1 185,0	1 075,8	1 090,9

Le total du bilan progresse de 15,1 millions de francs pour s'établir à 1090,9 millions de francs.

Fortune 2017



Evolution du bilan 2013 – 2017



Commentaire du compte de résultat

En 2017, la SSR a une nouvelle fois réalisé un résultat positif. L'an dernier, la direction de l'entreprise a été profondément remaniée avec l'entrée en fonction de son nouveau président, Jean-Michel Cina, et de son nouveau directeur général, Gilles Marchand. Sans oublier les nouvelles tonalités données au programme. A compter de 2018, la SSR s'adaptera aux nouvelles conditions-cadres financières.

Malgré une perte de chiffre d'affaires de 46,1 millions de francs par rapport à 2016, la SSR clôt l'exercice 2017 sur un bénéfice annuel de 29,5 millions de francs – ce qui lui permet de renforcer ses fonds propres. Les recettes issues de la redevance sont restées stables. La situation sur le marché de la publicité télévisée s'est encore dégradée, avec une baisse des recettes de 15,4 millions de francs. La tendance persistante consistant à transférer la publicité dans les supports numériques et à réduire les investissements publicitaires a ici joué un rôle considérable. La baisse du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent s'explique également par une vente immobilière en 2016. Les charges de personnel 2017 sont plus élevées qu'en 2016, essentiellement en raison des provisions dissoutes au cours de ce dernier exercice.

Priorités précisées par une direction renouvelée

Jean-Michel Cina, entré dans ses fonctions de président SSR le 1er mai 2017, et Gilles Marchand, nouveau directeur général depuis le 1er octobre 2017, ont fixé les priorités suivantes: continuer de proposer des programmes de qualité dans les quatre langues nationales et d'investir dans la culture, garantir l'indépendance et le professionnalisme des rédactions, poursuivre le virage numérique au sein de la SSR et renforcer le contact avec le jeune public. Ladina Heimgartner, directrice RTR, a en outre été nommée directrice générale adjointe de la SSR et le Comité de direction s'est vu élargi de la nouvelle Direction «Développement et Offre» avec, à sa tête, Bakel Walden.

Des productions couronnées de succès

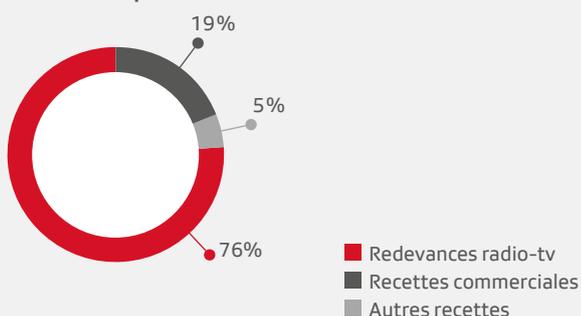
En 2017, la SSR a réalisé plusieurs projets de programme. Avec la soirée thématique «+3», stations et chaînes ont éclairé sous différents angles la question du réchauffement climatique. Les séries policières «Wilder» et «Private Banking» (en 2 volets) de SRF ainsi que «Quartier des banques» de la RTS ne sont que quelques exemples des nouvelles (co)productions maison ayant remporté un franc succès dans le domaine de la fiction. L'offre destinée au jeune public n'est pas en reste avec le lancement, à l'échelle nationale, du projet «Nouvo» proposant des vidéos d'actualité avec des formats et des modes narratifs adaptés. La SSR a également réalisé plusieurs projets de coopération avec des entreprises média privées – à l'exemple de la mise à disposition de contenus vidéo d'information pour les portails en ligne de l'ats et de diffuseurs privés.

En 2017, la SSR a conclu un nouvel accord avec sept organisations de personnes atteintes de déficiences sensorielles. Le nombre d'émissions sous-titrées et doublées en langue des signes passera de 50 % actuellement à 80 % d'ici 2020. Enfin, la SSR a déjà acquis les droits suisses de nombreux événements sportifs pour que le public puisse continuer de vibrer en direct avec nos athlètes.

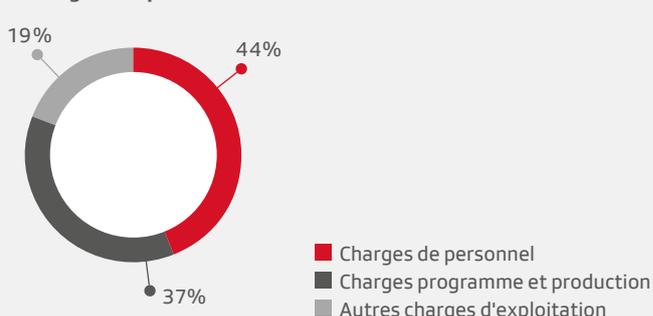
Nouvelles conditions-cadres financières

A compter de 2018, la SSR se préparera aux nouvelles conditions-cadres financières. Le 19 octobre 2017, le Conseil fédéral a décidé de diminuer et de plafonner la quote-part de redevance de la SSR. Par conséquent, l'entreprise touchera chaque année 50 millions de francs de moins à partir du 1er janvier 2019. A quoi s'ajoute le fait que les recettes commerciales diminuent continuellement. 2017 a essentiellement été marquée par le débat autour de l'initiative «No Billag». Dans la foulée du vote, le directeur général, Gilles Marchand, a présenté un train de mesures d'augmentation de l'efficacité ainsi qu'un premier paquet de réformes en trois temps qui a déjà fait l'objet d'une communication détaillée.

Produits d'exploitation 2017



Charges d'exploitation 2017



Comptes annuels maison mère 2017

Compte de résultat CHF 1000	Annexe	2016	2017	Evolution
Redevances radio/tv	M1	1 217 935	1 218 516	581
Recettes commerciales	M2	326 506	300 156	-26 350
Autres recettes	M3	96 293	76 560	-19 733
Produit d'exploitation		1 640 734	1 595 232	-45 502
Charges de personnel	M4	666 638	691 682	25 044
Charges programme et production	M5	600 616	580 599	-20 017
Charges administratives et publicitaires générales	M6	102 986	103 934	948
Amortissements et corrections de valeur	M7	100 035	65 643	-34 392
Autres charges d'exploitation	M8	143 591	125 210	-18 381
Charges d'exploitation		1 613 866	1 567 068	-46 798
Résultat d'exploitation		26 868	28 164	1 296
Résultat financier	M9	-1 744	1 374	3 118
Résultat annuel		25 124	29 538	4 414

M = Comptes annuels maison mère, annexe

Bilan CHF 1000	Annexe	2016	2017	Evolution
Liquidités	M10	180 833	135 479	-45 354
Créances résultant de livraisons et de prestations	M11	65 036	70 399	5 363
Autres créances	M12	6 712	7 628	916
Stock de programmes et marchandises	M13	119 746	139 892	20 146
Comptes de régularisation actifs	M14	17 994	34 308	16 314
Actifs circulants		390 321	387 706	-2 615
Immobilisations corporelles	M15	591 337	604 326	12 989
Immobilisations financières	M16	87 699	93 538	5 839
Immobilisations incorporelles	M17	6 408	5 297	-1 111
Actifs immobilisés		685 444	703 161	17 717
Actifs		1 075 765	1 090 867	15 102
Engagements résultant de livraisons et de prestations	M18	55 506	43 199	-12 307
Encaissement anticipé de la redevance	M19	192 859	196 081	3 222
Autres dettes	M20	19 408	23 844	4 436
Provisions à court terme	M21	18 800	10 581	-8 219
Comptes de régularisation passifs	M22	64 255	69 652	5 397
Capitaux étrangers à court terme		350 828	343 357	-7 471
Dettes financières à long terme	M23	250 000	250 000	-
Provisions à long terme	M24	55 737	48 772	-6 965
Capitaux étrangers à long terme		305 737	298 772	-6 965
Réserve de base		480 000	480 000	-
Bénéfices/pertes cumulés		-85 924	-60 800	25 124
Résultat annuel		25 124	29 538	4 414
Capitaux propres		419 200	448 738	29 538
Passifs		1 075 765	1 090 867	15 102

M = Comptes annuels maison mère, annexe

Tableau de financement					
CHF 1000		Annexe	2016	2017	Evolution
Résultat annuel			25 124	29 538	4 414
Amortissements	M7		73 073	66 498	-6 575
Corrections de valeur	M7		26 962	-855	-27 817
Variation provisions sans incidence sur le fonds	M21/M24		-84 728	-15 184	69 544
Autres charges sans incidence sur le fonds			1 985	-376	-2 361
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles et placement fin.			-	54	54
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles et placement fin.			-24 032	-102	23 930
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	M11		9 184	-5 363	-14 547
Variation stock de programmes et marchandises	M13		6 105	-20 146	-26 251
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	M12/M14		26 604	-17 230	-43 834
Variation engagements découlant de livraisons et de prestations	M18		-17 025	-12 307	4 718
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	M19/M20/M22		-32 631	13 055	45 686
Flux de fonds liés à l'exploitation			10 621	37 582	26 961
Achat d'immobilisations corporelles	M15		-91 912	-76 629	15 283
Vente d'immobilisations corporelles			55 010	208	-54 802
Vente de placements financiers			-	93	93
Prêt accordé	M16		-	-5 333	-5 333
Remboursement d'un prêt	M16		4 000	-	-4 000
Achat d'immobilisations incorporelles	M17		-2 034	-1 275	759
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement			-34 936	-82 936	-48 000
Free cashflow			-24 315	-45 354	-21 039
Opérations de financement			-	-	-
Flux de fonds liés aux opérations de financement			-	-	-
Variation des fonds			-24 315	-45 354	-21 039
Liquidités au 1 ^{er} janvier	M10		205 148	180 833	
Liquidités au 31 décembre	M10		180 833	135 479	
Variation des fonds			-24 315	-45 354	-21 039

M = Comptes annuels maison mère, annexe

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Réserve de base	Rés. prov. de bénéfiques/ pertes cumulées	Total
Solde au 1^{er} janvier 2016	480 000	-85 924	394 076
Résultat annuel	-	25 124	25 124
Solde au 31 décembre 2016	480 000	-60 800	419 200
Résultat annuel	-	29 538	29 538
Solde au 31 décembre 2017	480 000	-31 262	448 738

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels de la maison mère (bouclément individuel) de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC et au code des obligations (CO). La grille des immobilisations de la SSR a été adaptée suite à un retraitement. Etant donné que cette modification n'a pas d'effet sur les valeurs comptables nettes communiquées et ne modifie pas la clôture de l'exercice précédent sous quelque autre forme que ce soit, les valeurs disponibles valent aussi bien pour la clôture conformément aux Swiss GAAP RPC que selon le droit commercial (double clôture). Les comptes annuels fournissent une image fidèle et sincère (true and fair view) du patrimoine, de la situation financière et des résultats.

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes annuels est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Participations

Principales participations directes de la maison mère SSR au 31 décembre 2017:

Sociétés du groupe	2016	2017
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 mio. Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	100%	100%
Swiss TXT AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 mio. Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 mio. Participations dans le domaine de la radiodiffusion	100%	100%

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SRG SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées sont fournies dans l'annexe des comptes de la maison mère pour l'année 2017 (M 27).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels de la maison mère est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation séparée. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes. A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Inversement, toute augmentation de valeur résultant de la disparition (partielle) des causes de la revalorisation d'actif est elle aussi comptabilisée avec effet sur les résultats.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. L'évaluation intervient à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et pour le Web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programme sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programme activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programme qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programme radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 5000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs.

Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de construction, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'amortissement sont les suivantes:

– Bâtiments	de 10 à 50 ans
– Moyens de production et Informatique	de 3 à 10 ans
– Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans. Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme des stocks.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont présentés séparément. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Etant donné que la redevance est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous «Encaissement anticipé de la redevance».

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan.

Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Le solde de temps à long terme du personnel est porté au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. En raison de l'exonération fiscale de la maison mère, les impôts différés concernent uniquement les comptes du groupe.

Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les 12 prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse les 12 mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme.

Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées au taux de 1 %. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire.

Produits

Les redevances de réception pour la radio et la télévision sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société Billag, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication. Le sponsoring et la publicité sont principalement commercialisés par Admeira Broadcast AG. Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le montant des recettes publicitaires est toujours présenté en net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat et la commission de vente, ainsi que les taxes et redevances, sont directement déduits du produit publicitaire brut. Les autres produits commerciaux et les autres produits contiennent toutes les recettes liées aux activités de radio/télévision et comprises dans la période sous revue.

Annexe avec explications

M1 Redevance radio/tv

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Redevance télévision	763 164	761 395	-1 769
Redevance radio	454 771	457 121	2 350
Total	1 217 935	1 218 516	581

Les **redevances de réception** enregistrent une hausse de 0,6 million de francs (2016: +22,4 millions).

M2 Recettes commerciales

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Publicité	230 520	215 098	-15 422
Sponsoring	52 734	48 767	-3 967
Programme	43 252	36 291	-6 961
Total	326 506	300 156	-26 350

La tendance actuelle aux médias numériques et aux réductions de budget marketing dans l'ensemble du secteur explique que les produits publicitaires et de sponsoring aient encore une fois enregistré un recul durant l'exercice écoulé. Par rapport à l'exercice précédent, le produit publicitaire a diminué de 15,4 millions de francs (2016: -12,6 millions) et le produit du sponsoring de 4,0 millions (2016: -2,0 millions). Le produit du programme a reculé de 7,0 millions de francs (2016: +0,6 million). Envi-ron 4,5 millions de francs sont imputables à un manque à gagner sur les productions dans le domaine du sport et 2,0 millions à un manque à gagner sur les productions avec d'autres partenaires dans le domaine du cinéma.

M3 Autres recettes

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Contributions	24 108	24 768	660
Prestations de services	22 218	26 490	4 272
Autres produits d'exploitation	49 967	25 302	-24 665
Total	96 293	76 560	-19 733

Le produit des **prestations de service** progresse de 4,3 millions de francs (2016: -13,3 millions). Cette augmentation est imputable à divers mandats de tiers supplémentaires. La diminution des **autres produits d'exploitation** de 24,7 millions de francs (2016: +36,1 millions) s'explique en premier lieu par un bénéfice issu de ventes immobilières réalisé sur l'exercice précédent à hauteur de 24,0 millions de francs.

M4 Charges de personnel

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Salaires	535 117	535 962	845
Indemnités	20 080	19 689	-391
Prestations sociales	101 770	119 006	17 236
Autres charges de personnel	9 671	17 025	7 354
Total	666 638	691 682	25 044

Après la baisse de 13,0 millions de francs, en 2016, des **prestations sociales** en raison d'une dissolution partielle de la provision pour l'abaissement du taux d'intérêt technique, les valeurs 2017 apparaissent désormais à nouveau sans effets ponctuels. Les prestations sociales enregistrent une hausse de 17,2 millions de francs par rapport à l'exercice précédent. Elles n'ont toutefois effectivement augmenté que de 4,2 millions de francs. Les **autres charges de personnel** affichent une progression totale de 7,4 millions de francs. Déduction faite des dépenses de restructuration de l'exercice précédent pour un total de 5,9 millions de francs, l'augmentation s'élève à 1,5 million de francs. La hausse se répartit entre les deux postes suivants: 0,9 million de francs de dépenses supplémentaires dans le domaine de la formation et 0,6 million de dépenses supplémentaires liées au personnel intérimaire.

M5 Charges programme et production

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Indemnisations artistes et auteurs	28 690	28 543	-147
Droits d'auteur	120 474	109 738	-10 736
Productions de tiers et commandes	350 177	357 604	7 427
Charges de liaisons et de lignes	87 587	82 449	-5 138
Charges diverses programme et production	9 008	8 750	-258
Variation des stocks de programmes	4 680	-6 485	-11 165
Total	600 616	580 599	-20 017

Les dépenses pour les droits d'auteur ont diminué de 10,7 millions de francs (2016: +8,8 millions) par rapport à l'exercice précédent. Ce recul s'explique par les achats supplémentaires de droits réali-sés lors de l'exercice précédent pour les grands événements sportifs de l'année 2016. Les productions de tiers et commandes enregistrent une hausse de 7,4 millions de francs (2016: -3,0 millions). Les dépenses supplémentaires sont essentiellement imputables aux mandats de production, productions dans le cadre du Pacte et coproductions supplémentaires. Les charges de liaisons et de lignes ont encore pu être abaissées grâce aux mesures d'optimisation décidées lors des exercices précédents. Il en résulte une nouvelle baisse de 5,1 millions de francs (2016: -15,7 millions) par rapport à l'exercice précédent.

M6 Charges administratives et publicitaires générales

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Charges administratives	31 637	32 491	854
Publicité	22 476	24 603	2 127
Communication, logistique et frais	48 873	46 840	-2 033
Total	102 986	103 934	948

Les **charges publicitaires** ont augmenté de 2,1 millions de francs (2016: -0,2 million). Cette hausse est principalement imputable à l'augmentation des dépenses de sponsoring en lien avec des activités de troc. Le recul des charges de **communication, logistique et frais** à hauteur de 2,0 millions de francs (2016: +3,1 millions) s'explique principalement par la diminution des redevances et taxes.

M7 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	69 576	63 753	-5 823
Dépréciations immobilisations corporelles et réévaluation	26 862	-855	-27 717
Immobilisations corporelles	96 438	62 898	-33 540
Dépréciations immobilisations financières	100	-	-100
Immobilisations financières	100	-	-100
Amortissements prévus valeurs incorporelles	3 497	2 745	-752
Valeurs incorporelles	3 497	2 745	-752
Total	100 035	65 643	-34 392

L'écart total entre les **amortissements et les dépréciations** s'est réduit de 34,4 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (2016: +21,4 millions). Les amortissements prévus ont diminué de 6,6 millions de francs et les dépréciations de 27,8 millions de francs. La valeur négative des dépréciations sur les immobilisations corporelles provient de 0,4 million de francs d'amortissements imprévus sur les moyens de production et d'une réévaluation de 1,2 million de francs du bâtiment de Coire.

M8 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Entretien et remplacement	46 741	47 664	923
Autres charges	96 850	77 546	-19 304
Total	143 591	125 210	-18 381

Les **autres charges** affichent une baisse de 19,3 millions de francs durant l'exercice sous revue (2016: +11,5 millions). Les causes sont à chercher dans l'exercice précédent: un paiement unique non activable en lien avec un projet de construction planifié et la hausse des cotisations versées à des fonds et fondations en 2016.

M9 Résultat financier

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Produits financiers	4 069	6 475	2 406
Charges financières	-5 813	-5 101	712
Total	-1 744	1 374	3 118

La progression du **résultat financier** de 3,1 millions de francs (2016: -15,5 millions) est imputable en premier lieu à des gains de change supérieurs.

M10 Liquidités

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	180 824	135 474	-45 350
Fonds assimilés à des liquidités	9	5	-4
Total	180 833	135 479	-45 354

Le détail de ces évolutions figure dans le tableau des mouvements de trésorerie de la maison mère.

M11 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	11 842	15 775	3 933
Sociétés du groupe	2 218	4 355	2 137
Sociétés proches	51 577	50 853	-724
Corrections de valeur	-601	-584	17
Total	65 036	70 399	5 363

Les **créances** résultant de livraisons et de prestations enregistrent une hausse de 5,4 millions de francs (2016: -9,2 millions) durant l'exercice sous revue.

M12 Autres créances à court terme

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	6 712	7 628	916
Total	6 712	7 628	916

Les autres créances augmentent de 0,9 million de francs (2016: +4,5 millions), une progression imputable à l'augmentation de l'impôt anticipé.

M13 Stock de programmes et marchandises

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Paiements anticipés de programmes	16 448	29 874	13 426
Productions maison	47 256	58 136	10 880
Productions de tiers	55 909	51 655	-4 254
Corrections de valeur	-401	-542	-141
Stocks de programmes	102 764	109 249	6 485
Stocks de marchandises	534	769	235
Total	119 746	139 892	20 146

Les paiements anticipés ont progressé de 13,4 millions de francs (2016: -1,5 million), en particulier dans le domaine des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions vidéo et films non encore diffusés sont portées à l'actif des **stocks de programmes**. La hausse s'élève à 6,5 millions de francs (2016: -4,6 millions). Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

M 14 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	17 033	33 866	16 833
Sociétés du groupe	796	125	-671
Sociétés proches	165	317	152
Total	17 994	34 308	16 314

Les **comptes de régularisation actifs** enregistrent une progression de 16,3 millions de francs (2016: -31,1 millions), essentiellement imputable aux redevances de réception en attente.

M 15 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2016	403 156	127 741	95 971	3 378	630 246
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2016 ¹⁾	922 058	483 439	95 971	25 359	1 526 827
Entrées	33 681	17 567	38 864	1 895	92 007
Sorties	-66 849	-56 922	-	-3 249	-127 020
Reclassifications	54 496	7 875	-64 594	804	-1 419
Solde au 31.12.2016	943 386	451 959	70 241	24 809	1 490 395
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2016 ¹⁾	-518 902	-355 698	-	-21 981	-896 581
Amortissements prévus	-27 956	-40 068	-	-1 552	-69 576
Dépréciations	-25 834	-1 028	-	-	-26 862
Sorties	35 849	54 957	-	3 155	93 961
Solde au 31.12.2016	-536 843	-341 837	-	-20 378	-899 058
Valeurs comptables nettes 31.12.2016	406 543	110 122	70 241	4 431	591 337
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2017 ¹⁾	943 386	451 959	70 241	24 809	1 490 395
Entrées	4 915	19 228	51 814	677	76 634
Sorties	-1 834	-53 022	-	-2 108	-56 964
Reclassifications	1 655	5 832	-7 880	34	-359
Solde au 31.12.2017	948 122	423 997	114 175	23 412	1 509 706
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2017 ¹⁾	-536 843	-341 837	-	-20 378	-899 058
Amortissements prévus	-27 213	-35 019	-	-1 521	-63 753
Dépréciations	1 210	-355	-	-	855
Sorties	1 833	52 723	-	2 020	56 576
Solde au 31.12.2017	-561 013	-324 488	-	-19 879	-905 380
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	387 109	99 509	114 175	3 533	604 326

Les acomptes figurant dans les immobilisations en construction et paiements anticipés s'élèvent à 5000 francs (2016: 0,9 million). La part de terrains non bâtis se monte à 10,7 millions de francs (2016: +10,7 millions). La réévaluation de 1,2 million de francs pour le bâtiment de Coire a été annulée. Le solde de la reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir M 17).

¹⁾ Les coûts d'acquisition et de production ainsi que les corrections de valeurs cumulées ont dû être adaptés comptablement suite à un retraitement. Cette correction n'a aucune incidence sur la valeur comptable nette, comme le montre le tableau suivant.

Terrains et bâtiments	Valeurs avant restatement	Valeurs après restatement	Restatement
CHF 1000			
Valeurs comptables nettes au 1.1.2016	403 156	403 156	-
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2016	981 058	922 058	-59 000
Entrées	33 681	33 681	-
Sorties	-66 849	-66 849	-
Reclassifications	54 496	54 496	-
Solde au 31.12.2016	1 002 386	943 386	-59 000
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2016	-577 902	-518 902	59 000
Amortissements prévus	-27 956	-27 956	-
Dépréciations	-25 834	-25 834	-
Sorties	35 849	35 849	-
Solde au 31.12.2016	-595 843	-536 843	59 000
Valeurs comptables nettes 31.12.2016	406 543	406 543	-
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2017	1 002 386	943 386	-59 000
Entrées	4 915	4 915	-
Sorties	-1 834	-1 834	-
Reclassifications	1 655	1 655	-
Solde au 31.12.2017	1 007 122	948 122	-59 000
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2017	-595 843	-536 843	59 000
Amortissements prévus	-27 213	-27 213	-
Dépréciations	1 210	1 210	-
Sorties	1 833	1 833	-
Solde au 31.12.2017	-620 013	-561 013	59 000
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	387 109	387 109	-

L'écart tient aux exercices 2006 à 2008. Sur cette période, le complexe de bâtiments de Genève a été démantelé jusqu'à la structure porteuse et des travaux de désamiantage ont été réalisés. Les travaux entrepris à cette époque ont été saisis sous forme de dépréciation. Or, il aurait fallu comptabiliser le désamiantage comme une provision ou des frais courants et le démantèlement comme une sortie partielle. Ce retraitement permet de rétablir l'imputation exacte.

M 16 Immobilisations financières
CHF 1000

	Participations	Prêts	Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2016	37 190	54 609	-	91 799
Valeurs d'acquisition				
Solde au 1.1.2016	37 524	54 609	-	92 133
Entrées	-	-	-	-
Sorties	-	-3 999	-	-3 999
Reclassifications	-	-	-	-
Solde au 31.12.2016	37 524	50 610	-	88 134
Corrections de valeur cumulées				
Solde au 1.1.2016	-334	-	-	-334
Entrées	-1	-100	-	-101
Sorties	-	-	-	-
Solde au 31.12.2016	-335	-100	-	-435
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	37 189	50 510	-	87 699
Valeurs d'acquisition				
Solde au 1.1.2017	37 524	50 610	-	88 134
Entrées	-	5 333	526	5 859
Sorties	-21	-	-	-21
Reclassifications	-	-	-	-
Sold au 31.12.2017	37 503	55 943	526	93 972
Corrections de valeur cumulées				
Solde au 1.1.2017	-335	-100	-	-435
Entrées	-	-	-	-
Sorties	1	-	-	1
Sold au 31.12.2017	-334	-100	-	-434
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	37 169	55 843	526	93 538

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Prêts aux tiers	10	10	-
Prêts aux sociétés du groupe	50 500	50 500	-
Prêts aux sociétés proches	-	5 333	5 333
Prêts	50 510	55 843	5 333
Sociétés du groupe (participation supérieure à 50 %)	28 871	28 871	-
Sociétés à participations (participation entre 20 % et 49 %)	7 754	7 734	-20
Autres participations (participation inférieure à 20 %)	564	564	-
Participations	37 189	37 169	-20
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	-	526	526
Total	87 699	93 538	5 839

Les immobilisations financières affichent une croissance de 5,8 millions de francs (2016: -4,1 millions) qui s'explique essentiellement par l'octroi de prêt.

M 17 Immobilisations incorporelles CHF 1000	Logiciels et licences	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2016	6 451	6 451
Valeurs d'acquisition		
Solde au 1.1.2016	35 424	35 424
Entrées	2 034	2 034
Sorties	-722	-722
Reclassifications	1 419	1 419
Solde au 31.12.2016	38 155	38 155
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2016	-28 973	-28 973
Amortissements prévus	-3 497	-3 497
Dépréciations	-	-
Sorties	723	723
Solde au 31.12.2016	-31 747	-31 747
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	6 408	6 408
Valeurs d'acquisition		
Solde au 1.1.2017	38 155	38 155
Entrées	1 275	1 275
Sorties	-519	-519
Reclassifications	359	359
Solde au 31.12.2017	39 270	39 270
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2017	-31 747	-31 747
Amortissements prévus	-2 745	-2 745
Dépréciations	-	-
Sorties	519	519
Solde au 31.12.2017	-33 973	-33 973
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	5 297	5 297

Les immobilisations incorporelles affichent une baisse de 1,1 million de francs (2016: -0,1 million).

M 18 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	41 768	32 204	-9 564
Sociétés du groupe	9 783	6 453	-3 330
Sociétés proches	3 955	4 542	587
Total	55 506	43 199	-12 307

Les **engagements** découlant de livraisons et de prestations ont baissé de 12,3 millions de francs (2016: -17,0 millions). Cela vient du fait que des engagements en cours ont été réglés avant échéance du délai de paiement afin d'éviter les intérêts négatifs sur les comptes postaux et bancaires.

M 19 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Encaissement anticipé de la redevance	192 859	196 081	3 222
Total	192 859	196 081	3 222

Etant donné que la **redevance de réception** est facturée annuellement de manière échelonnée et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'exercice suivant. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous ce poste. Durant l'exercice sous revue, les encaissements anticipés affichent une hausse de 3,2 millions de francs (2016: -10,4 millions).

M 20 Autres dettes à court terme

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	19 408	23 844	4 436
Total	19 408	23 844	4 436

Les **autres dettes** enregistrent une hausse de 4,4 millions de francs (2016: -13,4 millions), qui s'explique essentiellement par des prestations sociales non encore arrivées à échéance.

M 21 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructu- ration	Autres provisions	Total
Valeur comptable au 1.1.2016	3 643	22 146	7 862	33 651
Constitution	215	2 697	5 011	7 923
Utilisation	-2 904	-16 790	-4 080	-23 774
Dissolution	-56	-3 246	-1 128	-4 430
Reclassification	2 054	1 571	1 805	5 430
Valeur comptable au 31.12.2016	2 952	6 378	9 470	18 800
Constitution	744	1 033	569	2 346
Utilisation	-2 442	-5 465	-3 803	-11 710
Dissolution	-465	-1 085	-2 841	-4 391
Reclassification	2 200	2 954	382	5 536
Valeur comptable au 31.12.2017	2 989	3 815	3 777	10 581

Les provisions figurant à la rubrique personnel et prévoyance s'élèvent à 3,0 millions de francs (2016: 3,0 millions). Elles se composent principalement de 2,2 millions de francs pour les primes de fidélité et de 0,8 million de francs pour les paiements de compensation envers les collaborateurs. Les provisions pour restructuration se montent à 3,8 millions de francs (2016: 6,4 millions) et doivent être utilisées dans le cadre de plans sociaux. Les autres provisions s'élèvent à 3,8 millions de francs (2016: 9,5 millions) et se répartissent principalement comme suit: 1,8 million de francs pour des projets de construction, 1,0 million pour l'optimisation de la TNT et 0,6 million pour les litiges juridiques (2016: 0,8million).

M22 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	61 648	63 667	2 019
Sociétés du groupe	2 337	3 368	1 031
Sociétés proches	270	2 617	2 347
Total	64 255	69 652	5 397

Par rapport à l'exercice précédent, les **comptes de régularisation passifs** ont augmenté de 5,4 millions de francs (2016: -8,8 millions).

M23 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Prêt contre reconnaissance de dette	250 000	250 000	-
Total	250 000	250 000	-

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de 250,0 millions de francs auprès de PostFinance arrivera à échéance à la fin septembre 2023.

M24 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable au 1.1.2016	105 689	11 381	8 544	125 614
Constitution	5 320	1 347	2 239	8 906
Utilisation	-54 152	-3 912	-200	-58 264
Dissolution	-13 897	-724	-468	-15 089
Reclassification	-2 054	-1 571	-1 805	-5 430
Valeur comptable au 31.12.2016	40 906	6 521	8 310	55 737
Constitution	5 121	750	5 841	11 712
Utilisation	-10 547	-331	-259	-11 137
Dissolution	-828	-307	-869	-2 004
Reclassification	-2 200	-2 954	-382	-5 536
Valeur comptable au 31.12.2017	32 452	3 679	12 641	48 772

Les provisions à long terme figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** couvrent les soldes de temps et les primes de fidélité des collaborateurs à hauteur de 32,4 millions de francs (2016: 33,8 millions). Dans le cadre du calcul des assurances, les primes de fidélité ont été escomptées des taux d'intérêt versés à la Caisse au titre des obligations fédérales (état décembre 2016). Les provisions de **restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de 3,7 millions de francs (2016: 6,5 millions). Les **autres provisions** sont principalement constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 6,0 millions de francs (2016: 3,2 millions), pour les frais de remise en état de bâtiments et de parties de bâtiment loués à hauteur de 2,8 millions (2016: 3,1 millions), de provisions pour les projets de construction en cours à hauteur de 2,3 millions et de 0,8 million de francs pour l'optimisation de la TNT.

Autres indications

M 25 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

Dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel, il existe des obligations d'acceptation d'un total de 54,9 millions de francs (2016: 82,5 millions) pour les années 2018 à 2019. La Business Unit Sport a conclu des contrats pour des manifestations sportives à venir pour un montant de 160,0 millions de francs (2016: 114,2 millions). Les autres contrats de programmes non portés au bilan se montent à 23,0 millions de francs (2016: 24,6 millions).

Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour un montant de 157,9 millions de francs (2016: 180,6 millions). 13,8 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 43,5 millions dans deux à cinq ans et 100,6 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires se montent à 430,7 millions de francs (2016: 394,1 millions). Les garanties bancaires s'élèvent à 10,6 millions de francs (2016: 9,9 millions). Les litiges juridiques en cours, qui n'apparaissent pas au bilan, se chiffrent à 15,9 millions de francs (2016: 15,9 millions).

En lien avec le passage à la primauté des cotisations, des engagements conditionnels envers la Caisse de pension SSR courent jusqu'à fin 2018. Ils concernent des dépenses non encore précisément quantifiables pour faire face à l'assainissement éventuel de la caisse. Les autres engagements conditionnels s'élèvent à 27,6 millions de francs (2016: 1,5 million).

M 26 Instruments financiers dérivés

CHF 1000		Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
			positives	négatives
Opérations de change à option ouvertes 2016				
Achat	EUR	57 913	323	213
Achat	USD	11 462	768	-
Total achat		69 375	1 091	213
Total des opérations de change à option au 31.12.2016		69 375	1 091	213
Opérations de change à option ouvertes 2017				
Achat	EUR	60 338	2 799	-
Achat	USD	11 314	421	-
Total achat		71 652	3 220	-
Total des opérations de change à option au 31.12.2017		71 652	3 220	-

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

M 27 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès d'institutions de prévoyance juridiquement autonomes. Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employés et de l'employeur, excepté dans le cas de la caisse des cadres, financée par des fonds patronaux. L'assurance des collaborateurs de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2017, le cercle des personnes assurées se composait de 5795 assurés actifs (2016: 5680) et de 2012 bénéficiaires de prestations (2016: 1910).

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (utilité, engagement) en référence aux institutions de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 2017	Renoncia- tion à l'utilisation 2017	Constitu- tion 2017	Bilan 31.12.17	Bilan 31.12.16	Résultat réserves dans charges de personnel	
						2017	2016
Fonds patronaux/institu- tions de prévoyance	526	-	¹⁾ 526	526	-	-	-
Total	526	-	526	526	-	-	-

¹⁾ Y compris 8000 francs de produit financier de la réserve de cotisations de l'employeur.

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.17	Part économique de l'entité 31.12.17	31.12.16	Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisations ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
						2017	2016
Prévoyance cadres SSR maison mère	1 789	-	-	-	4 304	4 304	4 455
Fonds patronaux/institutions de prévoyance patronales	1 789	-	-	-	4 304	4 304	4 455
SSR maison mère	-	-	-	-	61 753	61 753	59 067
Plan de prévoyance sans excé- dent / déficit de couverture	-	-	-	-	61 753	61 753	59 067
Plan de prévoyance avec excé- dent de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total avantage/engagement économique et charges de pré- voyance	1 789	-	-	-	66 056	66 056	63 522

²⁾ La dissolution d'une provision de 13,0 millions de francs au cours de l'exercice précédent et l'utilisation de 56,2 millions de francs ainsi que la dissolution de 0,8 million de francs durant l'exercice ne figurent pas dans le tableau.

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice précédent, soit au 31 décembre 2016. S'il y a lieu de croire que des évolutions majeures se sont produites depuis la clôture du dernier exercice, leurs incidences devront être prises en compte. Au 31 décembre 2017, le taux de couverture de la CPS atteignait 104,8 % (2016: 102,5 %). Ce taux a été calculé sur la base de l'actuel taux technique (2,75%) et tient compte de l'abaissement de celui-ci à 2,25% au 1^{er} janvier 2020.

M 28 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers les caisses de pension s'élèvent à 0,3 million de francs au 31 décembre 2017 (2016: 0,7 million).

M 29 Honoraires de l'organe de révision

Pour les prestations en lien avec la révision ordinaire, des honoraires d'un montant de 0,3 million de francs (2016: 0,3 million) ont été convenus avec l'organe de révision.

M 30 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent à la saisie et à l'évaluation systématiques des risques. La gestion des risques fait partie intégrante des instruments de direction de la SSR. Elle constitue un élément fixe des processus commerciaux et de direction en termes de prise de décision et de responsabilité. Elle englobe la culture, les processus et les structures visant à gérer efficacement les opportunités et les dangers dans le contexte opérationnel et stratégique.

Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les principaux risques et à engager les mesures et les projets nécessaires.

En 2017, cette procédure a permis d'identifier les risques majeurs dans les catégories suivantes à l'échelle de l'entreprise: politique et régulation, conjoncture, marché de capitaux et caisse de pension, modes de consommation et besoins du public, actions de la concurrence, structure de l'organisation, coopérations, projets et systèmes, sûreté, sécurité informatique, mouvements de trésorerie et personnel. Des mesures adéquates ont été définies en vue de contrôler les risques identifiés.

M 31 Transactions avec des sociétés liées

Les recettes – principalement sous forme de ventes publicitaires et de sponsoring – réalisées avec des sociétés liées s'élèvent à 246,8 millions de francs en 2017 (2016: 273,0 millions).

Les charges s'élèvent à un montant total de 30,4 millions de francs (2016: 37,0 millions): 19,9 millions de francs (2016: 18,3 millions) pour les droits cinématographiques, 9,5 millions (2016: 8,8 millions) pour des contributions d'exploitation et 1,0 million (2016: 5,8 millions) pour des fondations d'archives cinématographiques. Des frais de location et de gestion à hauteur de 1,3 million de francs (2016: 1,4 million) n'ont pas été facturés à la Caisse de pension CPS, car cela aurait induit une importante charge administrative qui aurait été refacturée à la SSR.

Les soldes des créances et engagements correspondants sont comptabilisés séparément dans les comptes annuels.

M 32 Événements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 5 avril 2018, il ne s'est produit aucun autre événement qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

Proposition

Selon la réunion du Conseil d'administration du 5 avril 2018, compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2017 de la maison mère et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 27 avril 2018 d'approuver les comptes 2017 de la maison mère.

L'exercice 2017 se solde par un bénéfice de 29,5 millions de francs, que nous proposons d'ajouter sous le report de pertes.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le président
Jean-Michel Cina



Le directeur général
Gilles Marchand

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de financement, le tableau des capitaux propres et l'annexe (pages 138 - 158) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux Swiss GAAP RPC, aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Conformément à l'art. 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

BDO SA



Martin Nay
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Matthias Hildebrandt
Expert-réviseur agréé

Berne, le 5 avril 2017

Comptes du groupe 2017

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2016	2017	Evolution
Redevance radio/tv	G1	1 217 935	1 218 516	581
Recettes commerciales	G2	326 575	299 803	-26 772
Autres recettes	G3	90 141	73 543	-16 598
Produit d'exploitation		1 634 651	1 591 862	-42 789
Charges de personnel	G4	767 706	789 137	21 431
Charges programme et production	G5	469 935	457 359	-12 576
Charges administratives et publicitaires générales	G6	112 914	112 238	-676
Amortissements et corrections de valeur	G7	120 686	85 595	-35 091
Autres charges d'exploitation	G8	133 103	118 479	-14 624
Charges d'exploitation		1 604 344	1 562 808	-41 536
Résultat d'exploitation		30 307	29 054	-1 253
Résultat financier	G9	-2 966	-1 202	1 764
Impôts	G10	-672	-230	442
Part des entités associées au résultat		2 370	-2 111	-4 481
Participations minoritaires		-4	-1	3
Résultat du groupe		29 034	25 510	-3 524

G = Comptes du groupe, annexe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2016	2017	Evolution
Liquidités	G11	203 576	153 676	-49 900
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	G12	2 135	4 172	2 037
Créances résultant de livraisons et de prestations	G13	64 822	70 383	5 561
Autres créances	G14	6 255	9 625	3 370
Stock de programmes et marchandises	G15	121 327	141 159	19 832
Comptes de régularisation actifs	G16	19 165	35 266	16 101
Actifs circulants		417 280	414 281	-2 999
Immobilisations corporelles	G17	647 179	662 144	14 965
Entités associées	G18	21 737	19 735	-2 002
Immobilisations financières	G19	1 686	7 435	5 749
Immobilisations incorporelles	G20	6 986	6 575	-411
Actifs immobilisés		677 588	695 889	18 301
Actifs		1 094 868	1 110 170	15 302
Engagements résultant de livraisons et de prestations	G21	52 351	44 211	-8 140
Encaissement anticipé de la redevance	G22	192 859	196 081	3 222
Autres dettes	G23	21 539	27 011	5 472
Provisions à court terme	G24	21 224	10 891	-10 333
Comptes de régularisation passifs	G25	67 305	72 568	5 263
Capitaux étrangers à court terme		355 278	350 762	-4 516
Dettes financières à long terme	G26	250 000	250 000	-
Provisions à long terme	G27	63 561	55 761	-7 800
Capitaux étrangers à long terme		313 561	305 761	-7 800
Capitaux étrangers		668 839	656 523	-12 316
Capital social		480 000	480 000	-
Bénéfices/pertes cumulées		-83 046	-51 905	31 141
Résultat du groupe		29 034	25 510	-3 524
Capitaux propres		425 988	453 605	27 617
Intérêts minoritaires		41	42	1
Passifs		1 094 868	1 110 170	15 302

G = Comptes du groupe, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2016	2017	Evolution
Résultat du groupe		29 034	25 510	-3 524
Résultat intérêts minoritaires		4	1	-3
Part des entités associées au résultat		-2 370	2 111	4 481
Amortissements	G7	93 710	86 432	-7 278
Corrections de valeur	G7	26 976	-837	-27 813
Variation provisions sans incidence sur le fonds	G24/G27	-92 812	-18 133	74 679
Autres charges sans incidence sur le fonds	¹⁾	2 022	-248	-2 270
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles et placement fin.		-	54	54
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles et placement fin.		-24 036	-102	23 934
Variation papiers-valeurs	G12	¹⁾ 419	-2 037	-2 456
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	G13	9 244	-5 561	-14 805
Variation stock de programmes et marchandises	G15	5 893	-19 832	-25 725
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	G14/G16	28 313	-19 471	-47 784
Variation engagements découlant de livraisons et de prestations	G21	-18 404	-8 140	10 264
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	G22/G23/G25	-34 120	13 960	48 080
Flux de fonds liés à l'exploitation		23 873	53 707	29 834
Achat d'immobilisations corporelles	G17	-107 143	-98 356	8 787
Vente d'immobilisations corporelles	G17	55 013	130	-54 883
Vente d'immobilisations financières		-	93	93
Utilisation réserves de cotisations employeur		294	-	-294
Prêt accordé	G19	-	-5 333	-5 333
Remboursement d'un prêt	G19	20	30	10
Achat d'immobilisations incorporelles	G20	-2 392	-2 147	245
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-54 208	-105 583	-51 375
Free cashflow		-30 335	-51 876	-21 541
Paiement de dividendes des entités associées		927	1 976	1 049
Flux de fonds liés aux opérations de financement		927	1 976	1 049
Variation des fonds		-29 408	-49 900	-20 492
Liquidités au 1 ^{er} janvier	G11	232 984	203 576	
Liquidités au 31 décembre	G11	203 576	153 676	
Variation des fonds		-29 408	-49 900	-20 492

G = Comptes du groupe, annexe

Tableau des capitaux propres	Réserve de base	Rés. prov. de bénéfiques/ pertes cumulées	Ecarts de conversion cumulés	Total sans les parts des minoritaires	Parts des minoritaires	Total avec les parts des minoritaires
CHF 1000						
Solde au 1^{er} janvier 2016	480 000	-80 346	-2 744	396 910	37	396 947
Ecart monnaies étrangères	-	-	-26	-26	-	-26
Adaptation des entités associées *	-	70	-	70	-	70
Résultat du groupe	-	29 034	-	29 034	4	29 038
Solde au 31 décembre 2016	480 000	-51 242	-2 770	425 988	41	426 029
Ecart monnaies étrangères	-	-	1 351	1 351	-	1 351
Adaptation des entités associées *	-	756	-	756	-	756
Résultat du groupe	-	25 510	-	25 510	1	25 511
Solde au 31 décembre 2017	480 000	-24 976	-1 419	453 605	42	453 647

* Les adaptations découlent d'éléments affectés aux capitaux propres de les entités associés.

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels du groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. La grille des immobilisations de la SSR a été adaptée suite à un retraitement. Les modifications n'ont pas d'effet sur les valeurs comptables nettes communiquées et ne modifient pas la clôture de l'exercice précédent sous quelque autre forme que ce soit. Les comptes annuels offrent une image de l'état de la fortune, des finances et des revenus conforme à la réalité (true and fair view).

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes annuels est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SRG SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées sont fournies dans l'annexe des comptes du groupe pour l'année 2017 (G 30).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels du groupe est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation séparée. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes. A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Inversement, toute augmentation de valeur résultant de la disparition (partielle) des causes de la revalorisation d'actif est elle aussi comptabilisée avec effet sur les résultats.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. L'évaluation intervient à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et destinés au web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programmes sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programmes activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programmes radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 5000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs.

Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de construction, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'amortissement sont les suivantes:

- Bâtiments de 10 à 50 ans
- Moyens de production et Informatique de 3 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles de 3 à 10 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans. Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme des stocks.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont comptabilisés séparément. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Etant donné que la redevance est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous «Encaissement anticipé de la redevance».

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan. Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Le solde de temps à long terme du personnel est porté au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques.

Des impôts latents sont pris en compte du fait de l'application de valeurs conformes à la réalité, en comparaison avec les valeurs déterminantes au plan fiscal, pour autant que les unités à consolider soient assujetties à l'impôt.

Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les 12 prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse les 12 mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme. Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées au taux de 1 %. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire.

Produits

Les redevances de réception pour la radio et la télévision sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société Billag, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication. Le sponsoring et la publicité sont principalement commercialisés par Admeira Broadcast AG (ex-Publisuisse AG). Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le produit publicitaire est comptabilisé sous forme de montant net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat et la commission de vente, ainsi que les droits et redevances, sont comptabilisés directement avec la recette publicitaire brute. Les produits commerciaux restants et les autres produits contiennent toutes les recettes liées aux activités de radio/télévision et comprises dans la période sous revue.

Principes de consolidation

Généralités

La clôture des comptes du groupe repose sur la clôture des comptes des sociétés du groupe au 31 décembre, opérée selon les mêmes principes.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les principales sociétés dans lesquelles la SSR détient une participation au capital directe ou indirecte et la majorité des droits de vote, ou dans lesquelles elle exerce un contrôle direct ou indirect sous une autre forme. Le périmètre de consolidation regroupe les entreprises suivantes:

Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Maison mère (holding), sous la forme juridique d'une association

Sociétés du groupe	2016	2017
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 mio. Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	100%	100%
Swiss TXT AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 mio. Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 mio. Participations dans le domaine de la radiofusion	100%	100%
MCDT AG, Zurich Capital actions CHF 0,1 mio. Marketing et conseils en matière de radio numérique	100%	100%
Mxlab AG, Berne (en liquidation) Capital actions CHF 0,1 mio. Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales	51%	51%

La société **Radio Events GmbH**, dans laquelle la SSR détient une participation de 50 % au capital initial de 20 000 francs, n'est pas consolidée en vertu du principe d'importance relative; elle figure parmi les autres participations. La liste complète des sociétés associées et des autres participations figure dans l'annexe des comptes du groupe (G 37).

Méthode de consolidation et goodwill

Les participations inférieures à 20 % des droits de vote et celles de moindre importance sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables. La valeur des participations entre 20 % et 50 % est évaluée selon la méthode de la mise en équivalence (part des capitaux propres) et portée au bilan. Les participations supérieures à 50 % sont intégralement consolidées.

La consolidation du capital s'effectue selon la méthode anglo-saxonne de l'acquisition. Les capitaux propres de la société consolidée sont inscrits dans les comptes annuels de la maison mère (holding) à la valeur comptable de la participation au moment de l'acquisition ou de la fondation. Les actifs et les passifs des sociétés du groupe sont évalués selon des critères homogènes au moment de la première consolidation. Suite à cette réévaluation, l'éventuelle différence entre le prix d'achat ou la valeur comptable de la participation (valeur d'acquisition) et les capitaux propres d'une société acquise est compensée directement au titre de goodwill avec les capitaux propres au moment de l'acquisition.

Conformément à la méthode de la consolidation intégrale, les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits des sociétés consolidées sont repris dans leur intégralité, tandis que les parts des actionnaires minoritaires au capital propre et au bénéfice sont présentées séparément.

Monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et des diverses sociétés du groupe est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats. Les différences de cours résultant de la réévaluation des parts des sociétés étrangères associées sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Consolidation des dettes, chiffre d'affaires interne et bénéfices intermédiaires

Les charges et les produits réalisés entre les sociétés consolidées ainsi que leurs dettes et créances réciproques sont éliminés. Les bénéfices intermédiaires sur stocks sont éliminés dans les comptes consolidés, avec un effet sur le résultat.

Impôts

Les provisions pour impôts différés sont constituées au bilan des participations consolidées en raison des écarts temporels entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales. Sur ces montants, les impôts sont provisionnés au taux effectif attendu, soit 22 % en moyenne.

Annexe avec explications

G1 Redevance radio/tv

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Redevance télévision	763 164	761 395	-1 769
Redevance radio	454 771	457 121	2 350
Total	1 217 935	1 218 516	581

Les **redevances radio/tv** enregistrent une hausse de 0,6 million de francs (2016: +22,4 millions) durant l'exercice sous revue.

G2 Recettes commerciales

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Publicité	230 556	215 100	-15 456
Sponsoring	52 634	48 692	-3 942
Programme	43 385	36 011	-7 374
Total	326 575	299 803	-26 772

La tendance actuelle aux médias numériques et les réductions de budget marketing dans toutes les branches expliquent le nouveau recul enregistré par les **produits publicitaire et de sponsoring** sur l'exercice précédent. Par rapport à l'exercice précédent, le produit publicitaire a par conséquent baissé de 15,5 millions de francs (2016: -48,5 millions) et le produit du sponsoring de 3,9 millions de francs (2016: -5,1 millions). Le **produit du programme** a reculé de 7,4 millions de francs (2016: +1,9 million). Environ 4,5 millions de francs sont imputables à un manque à gagner sur les productions dans le domaine du sport, 2,0 millions sur les coproductions avec d'autres partenaires et environ 0,9 million sur les mandats de tiers.

G3 Autres recettes

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Contributions	23 830	24 768	938
Prestations de services	23 071	29 977	6 906
Autre produit d'exploitation	43 240	18 798	-24 442
Total	90 141	73 543	-16 598

Les **contributions** comprises dans les autres produits enregistrent une augmentation de 0,9 million de francs par rapport à l'exercice précédent (2016: +1,9 million). Les **prestations de service** progressent de 6,9 millions de francs (2016: -3,5 millions). Cette augmentation est imputable à plusieurs mandats de tiers supplémentaires. La diminution de 24,4 millions de francs des **autres produits d'exploitation** (2016: +35,5 millions) s'explique en premier lieu par les plus-values immobilières de 24,0 millions réalisées sur l'exercice précédent.

G4 Charges de personnel

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Salaires	617 875	614 256	-3 619
Indemnités	22 938	22 095	-843
Prestations sociales	120 655	134 972	14 317
Autres charges de personnel	6 238	17 814	11 576
Total	767 706	789 137	21 431

Les **salaires** enregistrent une baisse de 3,6 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (2016: -21,8 millions), essentiellement imputable aux mesures de restructuration. Après une réduction de 13,0 millions de francs des prestations sociales en 2016, sous l'effet d'une dissolution partielle de la provision pour l'abaissement du taux d'intérêt technique, les valeurs 2017 apparaissent désormais à nouveau sans effets ponctuels. Les **prestations sociales** sont supérieures à l'exercice précédent de 14,3 millions de francs. Elles n'ont effectivement augmenté que de 1,3 million de francs. Les **autres charges de personnel** affichent une hausse de 11,6 millions de francs, qui provient de la suppression des dépenses de restructuration de l'exercice précédent à hauteur de 11,5 millions de francs.

G5 Charges programme et production

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Indemnisations artistes et auteurs	29 013	29 273	260
Droits d'auteur	120 253	109 745	-10 508
Productions de tiers et commandes	215 593	232 388	16 795
Charges de liaisons et de lignes	83 522	78 408	-5 114
Charges diverses programme et production	17 154	14 030	-3 124
Variation des stocks de programmes	4 400	-6 485	-10 885
Total	469 935	457 359	-12 576

Les dépenses pour les **droits d'auteur** ont diminué de 10,5 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (2016: +8,9 millions). Cela est dû principalement aux acquisitions de droits supplémentaires lors de l'exercice précédent pour les grands événements sportifs de l'année 2016. Les **productions de tiers et commandes** ont augmenté de 16,8 millions de francs (2016: -3,9 millions). Les dépenses supplémentaires sont principalement imputables aux commandes supplémentaires, au Pacte de l'audiovisuel et aux coproductions ainsi qu'à des prestations tierces plus élevées. Les **charges de liaisons et de lignes** ont pu être encore abaissées grâce aux mesures d'optimisation qui avaient été décidées lors de l'exercice précédent. Il en résulte une nouvelle baisse de 5,1 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (2016: -14,2 millions). Les **charges diverses de programme et production** affichent un recul de 3,1 millions de francs (2016: -4,1 millions), principalement imputable à la cessation d'activité de deux filiales à hauteur de 2,2 millions de francs.

G6 Charges administratives et publicitaires générales

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Charges administratives	36 116	34 581	-1 535
Publicité	21 740	24 727	2 987
Communication, logistique et frais	55 058	52 930	-2 128
Total	112 914	112 238	-676

Les **frais administratifs** généraux ont reculé de 1,5 million de francs durant l'exercice écoulé (2016: +0,6 million), ce qui est principalement imputable aux économies réalisées dans le domaine administratif. Les **frais de publicité** ont augmenté de 3,0 millions de francs (2016: +5,8 millions). Cette hausse est principalement imputable à l'augmentation des dépenses de sponsoring en lien avec des activités de troc. Le poste **Communication, logistique et frais** a baissé de 2,1 millions de francs (2016: +2,3 millions), ce qui s'explique principalement par la diminution des redevances et taxes.

G7 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	89 810	82 941	-6 869
Dépréciations immobilisations corporelles	26 871	-855	-27 726
Immobilisations corporelles	116 681	82 086	-34 595
Dépréciations immobilisations financières	105	-	-105
Immobilisations financières	105	-	-105
Amortissements prévus valeurs incorporelles	3 900	3 491	-409
Dépréciations valeurs incorporelles	-	18	18
Valeurs incorporelles	3 900	3 509	-391
Total	120 686	85 595	-35 091

L'écart total entre les **amortissements et les dépréciations** s'est réduit de 35,1 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (2016: +18,7 millions). Les amortissements prévus ont diminué de 7,3 millions de francs et les dépréciations de 27,8 millions de francs. La valeur négative des dépréciations sur les immobilisations corporelles provient de 0,4 million de francs d'amortissements imprévus sur les moyens de production et d'une réévaluation de 1,2 million de francs du bâtiment de Coire.

G8 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Entretien et remplacement	51 888	52 370	482
Autres charges	81 215	66 109	-15 106
Total	133 103	118 479	-14 624

Les **autres charges** affichent une baisse de 15,1 millions de francs (2016: +12,9 millions) durant l'exercice sous revue. Les causes sont à chercher dans l'exercice précédent: un paiement unique non activable en lien avec un projet de construction prévu et la hausse des cotisations versées à des fonds et fondations en 2016.

G9 Résultat financier

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Produits financiers	2 953	4 123	1 170
Charges financières	-5 919	-5 325	594
Total	-2 966	-1 202	1 764

La progression de 1,8 million de francs (2016: -10,2 millions) du **résultat financier** est imputable en premier lieu à des gains de change.

G10 Impôts

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Impôts courants	-615	-111	504
Variation impôts différés	-57	-119	-62
Total	-672	-230	442

La **charge fiscale** a baissé de 0,4 million de francs par rapport à l'exercice précédent (2016: +0,8 million). La maison mère est exonérée d'impôts. Les impôts courants et les impôts différés ne concernent donc que les filiales.

G11 Liquidités

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	203 566	153 667	-49 899
Fonds assimilés à des liquidités	10	9	-1
Total	203 576	153 676	-49 900

Durant l'exercice sous revue, les liquidités ont diminué de 49,9 millions de francs (2016: -29,4 millions). Le détail de ces évolutions figure dans le tableau des mouvements de trésorerie du groupe.

G12 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Papiers-valeurs	2 135	4 172	2 037
Total	2 135	4 172	2 037

Les **papiers-valeurs et autres placements** à court terme comprennent des titres à court terme qui ne sont pas considérés comme des immobilisations financières. La progression de 2,0 millions de francs (2016: -0,4 million) s'explique par la restructuration et l'élargissement du portefeuille d'une filiale.

G13 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	13 916	20 164	6 248
Sociétés proches	51 593	50 865	-728
Corrections de valeur	-687	-646	41
Total	64 822	70 383	5 561

Les **créances** découlant de livraisons et de prestations enregistrent une hausse de 5,6 millions de francs durant l'exercice sous revue (2016: -9,2 millions).

G14 Autres créances à court terme

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	6 255	9 625	3 370
Total	6 255	9 625	3 370

Les **autres créances** progressent de 3,4 millions de francs (2016: +3,3 millions). Cette hausse s'explique principalement par les deux raisons suivantes: avoirs à hauteur de 2,1 millions de francs pour des prestations sociales versées en trop sur l'exercice 2017 et hausse des crédits d'impôt anticipé de 0,9 million de francs.

G15 Stock de programmes et marchandises

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Paiements anticipés de programmes	16 448	29 874	13 426
Productions maison	48 233	58 865	10 632
Productions de tiers	55 909	51 655	-4 254
Corrections de valeurs	-401	-542	-141
Stocks de programmes	103 741	109 978	6 237
Stocks de marchandises	1 138	1 307	169
Total	121 327	141 159	19 832

Les paiements anticipés ont augmenté de 13,4 millions de francs (2016: -1,5 million), en particulier dans le domaine des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions télévisées et vidéo non encore diffusées sont portées à l'actif des stocks de programmes. La progression s'élève à 6,2 millions de francs (2016: -4,4 millions). Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

G 16 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	19 000	34 949	15 949
Sociétés proches	165	317	152
Total	19 165	35 266	16 101

Les **régularisations actives** de fin de période enregistrent une progression de 16,1 millions de francs (2016: -31,6 millions), essentiellement imputable aux redevances de réception en attente.

G 17 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2016	403 687	183 257	98 033	5 568	690 545
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2016	931 068	754 499	98 033	38 362	1 821 962
Entrées	33 681	27 625	43 192	3 397	107 895
Sorties	-70 235	-92 649	-	-4 288	-167 172
Reclassifications	54 496	9 130	-66 141	1 014	-1 501
Solde au 31.12.2016	949 010	698 605	75 084	38 485	1 761 184
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2016	-527 381	-571 242	-	-32 794	-1 131 417
Amortissements prévus	-28 138	-59 440	-	-2 232	-89 810
Dépréciations	-25 834	-1 035	-	-2	-26 871
Sorties	39 235	90 654	-	4 204	134 093
Solde au 31.12.2016	-542 118	-541 063	-	-30 824	-1 114 005
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	406 892	157 542	75 084	7 661	647 179
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2017	949 010	698 605	75 084	38 485	1 761 184
Entrées	4 915	29 665	62 260	1 507	98 347
Sorties	-3 688	-98 916	-1	-6 736	-109 341
Reclassifications	1 655	7 101	-10 195	482	-957
Solde au 31.12.2017	951 892	636 455	127 148	33 738	1 749 233
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2017	-542 118	-541 063	-	-30 824	-1 114 005
Amortissements prévus	-27 380	-53 061	-	-2 500	-82 941
Dépréciations	1 210	-355	-	-	855
Sorties	3 688	98 578	-	6 736	109 002
Solde au 31.12.2017	-564 600	-495 901	-	-26 588	-1 087 089
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	387 292	140 554	127 148	7 150	662 144

Les acomptes figurant dans les immobilisations en construction et paiements anticipés s'élèvent à 5000 francs (2016: 0,9 million). La part des terrains non construits s'établit à 10,7 millions (2016: 10,7 millions). La réévaluation de 1,2 million de francs pour le bâtiment de Coire a été annulée. Le solde de la reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir G 20).

1) Les coûts d'acquisition et de production ainsi que les corrections de valeurs cumulées doivent être adaptés comptablement suite à un retraitement. Cette correction n'a aucune incidence sur la valeur comptable nette, comme le montre le tableau suivant.

Terrains et bâtiments	Valeurs avant restatement	Valeurs après restatement	Restatement
CHF 1000			
Valeurs comptables nettes au 1.1.2016	403 687	403 687	-
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2016	990 068	931 068	-59 000
Entrées	33 681	33 681	-
Sorties	-70 235	-70 235	-
Reclassifications	54 496	54 496	-
Solde au 31.12.2016	1 008 010	949 010	-59 000
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2016	-586 381	-527 381	59 000
Amortissements prévus	-28 138	-28 138	-
Dépréciations	-25 834	-25 834	-
Sorties	39 235	39 235	-
Solde au 31.12.2016	-601 118	-542 118	59 000
Valeurs comptables nettes 31.12.2016	406 892	406 892	-
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2017	1 008 010	949 010	-59 000
Entrées	4 915	4 915	-
Sorties	-3 688	-3 688	-
Reclassifications	1 655	1 655	-
Solde au 31.12.2017	1 010 892	951 892	-59 000
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2017	-601 118	-542 118	59 000
Amortissements prévus	-27 380	-27 380	-
Dépréciations	1 210	1 210	-
Sorties	3 688	3 688	-
Solde au 31.12.2017	-623 600	-564 600	59 000
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	387 292	387 292	-

L'écart tient aux exercices 2006 à 2008. Sur cette période, le complexe de bâtiments de Genève a été démantelé jusqu'à la structure porteuse et des travaux de désamiantage ont été réalisés. Les travaux entrepris à cette époque ont été saisis sous forme de dépréciation. Or il aurait fallu comptabiliser le désamiantage comme une provision ou des frais courants et le démantèlement comme une sortie partielle. Ce retraitement permet d'y remédier.

G 18 Entités associées

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Entités associées	21 737	19 735	-2 002
Total	21 737	19 735	-2 002

La valeur en baisse de 2,0 millions de francs (2016: +1,4 million) pour les **sociétés associées** est le fait de la dépréciation (mise en équivalence) des sociétés concernées.

G 19 Immobilisations financières

CHF 1000	Autres participations	Prêts	Titres	Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2016	564	155	2	1 384	2 105
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2016	899	160	2	1 384	2 445
Entrées	-	-	-	-	-
Sorties	-	-20	-	-294	-314
Reclassifications	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2016	899	140	2	1 090	2 131
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2016	-335	-5	-	-	-340
Dépréciations	-	-105	-	-	-105
Sorties	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2016	-335	-110	-	-	-445
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	564	30	2	1 090	1 686
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2017	899	140	2	1 090	2 131
Entrées	-	5 333	-	526	5 859
Sorties	-	-30	-	-90	-120
Reclassifications	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2017	899	5 443	2	1 526	7 870
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2017	-335	-110	-	-	-445
Dépréciations	-	-	-	-	-
Sorties	-	10	-	-	10
Solde au 31.12.2017	-335	-100	-	-	-435
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	564	5 343	2	1 526	7 435

Les immobilisations financières progressent de 5,7 millions de francs (2016: -0,4 million), ce qui résulte principalement d'un prêt à une société associée d'un montant de 5,3 millions de francs.

G 20 Immobilisations incorporelles

CHF 1000

	Logiciels et licences	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2016	7 397	269	7 666
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2016	43 292	1 182	44 474
Entrées	1 734	-	1 734
Sorties	-948	-	-948
Reclassifications	2 626	-1 125	1 501
Sold au 31.12.2016	46 704	57	46 761
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2016	-35 895	-913	-36 808
Amortissements prévus	-3 874	-26	-3 900
Dépréciations	-	-	-
Sorties	933	-	933
Reclassifications	-895	895	-
Solde au 31.12.2016	-39 731	-44	-39 775
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	6 973	13	6 986
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2017	46 704	57	46 761
Entrées	2 147	-	2 147
Sorties	-3 794	-57	-3 851
Reclassifications	957	-	957
Solde au 31.12.2017	46 014	-	46 014
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2017	-39 731	-44	-39 775
Amortissements prévus	-3 484	-7	-3 491
Dépréciations	-18	-	-18
Sorties	3 794	51	3 845
Solde au 31.12.2017	-39 439	-	-39 439
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	6 575	-	6 575

Les immobilisations incorporelles affichent une baisse de 0,4 million de francs (2016: -0,7 million). Le goodwill existant a été imputé directement aux fonds propres (voir page suivante).

Goodwill

Conformément aux règles comptables de la SSR, le goodwill est calculé au moment de l'acquisition avec le capital propre du groupe. L'activation théorique du goodwill aurait l'impact suivant sur les comptes annuels:

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Coûts d'acquisition			
Solde au 1 ^{er} janvier	3 607	3 607	-
Entrée	-	-	-
Solde au 31 décembre	3 607	3 607	-
Amortissements et corrections de valeur			
Etat au 1 ^{er} janvier	-30	-752	-722
Amortissement prévu	-722	-722	-
Solde au 31 décembre	-752	-1 474	-722
Valeur comptable nette théorique			
Solde au 1 ^{er} janvier	3 577	2 855	-722
Solde au 31 décembre	2 855	2 133	-722

En cas d'activation, le goodwill serait amorti de manière linéaire sur cinq ans.

Impact sur le compte de résultat

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Résultat du groupe	29 034	25 510	-3 524
Amortissement goodwill	-722	-722	-
Résultat d'entreprise théorique (y c. amortissement du goodwill)	28 312	24 788	-3 524

Impact sur le bilan

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Capital propre selon bilan	425 988	453 605	27 617
Activation théorique de la valeur comptable nette du goodwill	2 855	2 133	-722
Capital propre théorique (y c. amortissement du goodwill)	428 843	455 738	26 895

G21 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	48 396	39 669	-8 727
Sociétés proches	3 955	4 542	587
Total	52 351	44 211	-8 140

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** ont baissé de 8,1 millions de francs (2016: -18,4 millions). Cela vient du fait que des engagements en cours ont été réglés avant échéance du délai de paiement afin d'éviter les intérêts négatifs sur les comptes postaux et bancaires.

G22 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Encaissement anticipé de la redevance	192 859	196 081	3 222
Total	192 859	196 081	3 222

Etant donné que la **redevance de réception** est facturée de manière échelonnée et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'exercice suivant. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous ce poste. Durant l'exercice sous revue, les encaissements anticipés progressent de 3,2 millions de francs (2016: -10,4 millions).

G23 Autres dettes à court terme

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	21 532	27 011	5 479
Sociétés proches	7	-	-7
Total	21 539	27 011	5 472

Les **autres produits d'exploitation** enregistrent une progression de 5,5 millions de francs (2016: -16,0 millions), essentiellement imputable à des prestations sociales non encore arrivées à échéance.

G24 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable au 1.1.2016	3 643	25 202	7 862	19	36 726
Constitution	215	3 362	5 011	-	8 588
Utilisation	-2 904	-22 695	-4 080	-	-29 679
Dissolution	-56	-5 332	-1 127	-11	-6 526
Reclassification	2 422	7 896	1 805	-8	12 115
Valeur comptable au 31.12.2016	3 320	8 433	9 471	-	21 224
Constitution	744	1 226	569	-	2 539
Utilisation	-2 685	-6 446	-3 803	-	-12 934
Dissolution	-590	-2 042	-2 842	-	-5 474
Reclassification	2 200	2 954	382	-	5 536
Valeur comptable au 31.12.2017	2 989	4 125	3 777	-	10 891

Les provisions figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** s'élèvent à 3,0 millions de francs (2016: 3,3 millions). Elles se composent principalement de 2,2 millions de francs pour les primes de fidélité et de 0,8 million de francs pour des paiements compensatoires à des collaborateurs. Les provisions de **restructuration** s'établissent à 4,1 millions de francs (2016: 8,4 millions) et sont destinées à des plans sociaux. Les **autres provisions** s'élèvent à 3,8 millions de francs (2016: 9,5 millions) et se répartissent principalement comme suit. 1,8 million de francs pour des projets de construction, 1,0 million pour l'optimisation TNT et 0,6 million pour des litiges juridiques (2016: 0,8 million).

G25 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Tiers	66 787	69 951	3 164
Sociétés proches	518	2 617	2 099
Total	67 305	72 568	5 263

Par rapport à l'exercice précédent, les **comptes de régularisation passifs** affichent une hausse de 5,3 millions de francs (2016: -7,8 millions).

G26 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2016	2017	Evolution
Prêt contre reconnaissance de dette	250 000	250 000	-
Total	250 000	250 000	-

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de la SSR de 250,0 millions de francs auprès de Postfinance arrivera à échéance à fin septembre 2023.

G27 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable au 1.1.2016	113 771	17 706	9 120	274	140 871
Constitution	7 280	1 347	2 909	-	11 536
Utilisation	-55 475	-3 912	-933	-	-60 320
Dissolution	-15 104	-724	-537	-46	-16 411
Reclassification	-2 422	-7 896	-1 805	8	-12 115
Valeur comptable au 31.12.2016	48 050	6 521	8 754	236	63 561
Constitution	5 708	750	6 121	-	12 579
Utilisation	-11 505	-331	-980	-	-12 816
Dissolution	-828	-307	-873	-19	-2 027
Reclassification	-2 200	-2 954	-382	-	-5 536
Valeur comptable au 31.12.2017	39 225	3 679	12 640	217	55 761

Les provisions à long terme figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** couvrent les soldes de temps et les primes de fidélité des collaborateurs à hauteur de 39,2 millions de francs (2016: 40,9 millions). Dans le cadre du calcul des assurances, les primes de fidélité ont été escomptées des taux d'intérêt versés à la Caisse au titre des obligations fédérales (état décembre 2016). Les provisions de **restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de 3,7 millions de francs (2016: 6,5 millions). Les **autres provisions** sont principalement constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 6,0 millions de francs (2016: 3,2 millions), de provisions pour les frais de remise en état de bâtiments et de parties de bâtiments loués à hauteur de 2,8 millions de francs (2016: 3,1 millions), de provisions pour projets de construction en cours à hauteur de 2,3 millions de francs et de 0,8 million pour l'optimisation TNT.

Autres indications

G 28 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

Il existe dans le cadre du «Pacte de l'audiovisuel» des obligations d'acceptation d'un total de 54,9 millions de francs (2016: 82,5 millions) pour les années 2018 à 2019. La Business Unit Sport a signé des contrats d'une valeur totale de 160,0 millions de francs (2016: 114,2 millions) pour de futurs événements sportifs. Les autres engagements non comptabilisés pour les contrats de programmes se montent à 23,0 millions de francs (2016: 24,6 millions).

Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour un montant de 159,4 millions de francs (2016: 183,5 millions). 14,2 millions de francs arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 44,6 millions dans deux à cinq ans et 100,6 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires se montent à 435,9 millions de francs (2016: 378,9 millions). Les garanties bancaires s'élèvent à 10,6 millions de francs (2016: 9,9 millions). Les litiges juridiques en cours, qui ne figurent pas au bilan, se chiffrent à 15,9 millions de francs (2016: 15,9 millions).

Des engagements conditionnels jusqu'à fin 2018 envers la Caisse de pension de la SRG SSR (CPS) apparaissent en rapport avec le changement de primauté. Ils concernent des dépenses non encore précisément quantifiables pour le cas où la Caisse de pension ait besoin d'être assainie. Les autres engagements conditionnels s'élèvent à 27,6 millions de francs (2016: 2,0 millions).

G 29 Instruments financiers dérivés

CHF 1000		Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
			positives	négatives
Opérations de change à option ouvertes 2016				
Achat	EUR	57 913	323	213
Achat	USD	11 462	768	-
Total achat		69 375	1 091	213
Total des opérations de change à option au 31.12.2016		69 375	1 091	213
Opérations de change à option ouvertes 2017				
Achat	EUR	64 887	2 927	-
Achat	USD	11 314	421	-
Total achat		76 201	3 348	-
Total des opérations de change à option au 31.12.2017		76 201	3 348	-

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

G 30 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès d'institutions de prévoyance juridiquement autonomes. Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employés et de l'employeur, excepté dans le cas de la caisse des cadres, financée par des fonds patronaux. L'assurance des collaborateurs de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2017, le cercle des personnes assurées se composait de 6726 assurés actifs (2016: 6577) et de 2277 bénéficiaires de prestations (2016: 2149).

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (utilité, engagement) en référence aux institutions de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 2017	Renoncian- tion à l'utilisation 2017	Constitu- tion 2017	Bilan 31.12.17	Bilan 31.12.16	Résultat réserves dans charges personnel	
						2017	2016
Fonds patronaux/institu- tions de prévoyance	1 526	-90	¹⁾ 526	1 526	1 090	-	294
Total	1 526	-90	526	1 526	1 090	-	294

¹⁾ Y compris 8000 francs de produit financier de la réserve de cotisations de l'employeur.

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.17	Part économique de 31.12.17	l'entité 31.12.16	Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisations ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
						2017	2016
Prévoyance cadres MCDT	-	-	-	-	-	-	1
Prévoyance cadres tpc	193	-	-	-	421	421	442
Prévoyance cadres SSR maison mère	1 789	-	-	-	4 304	4 304	4 455
Fonds patronaux/institutions de prévoyance patronales	1 981	-	-	-	4 725	4 725	4 898
MxLab	-	-	-	-	-	-	16
MCDT	-	-	-	-	-	-	15
tpc	-	-	-	-	10 365	10 365	10 126
SSR maison mère	-	-	-	-	²⁾ 61 753	61 753	59 067
Swiss TXT	-	-	-	-	1 047	1 047	992
Plan de prévoyance sans excé- dent / déficit de couverture	-	-	-	-	73 165	73 165	70 216
Plan de prévoyance avec excé- dent de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total avantage/engagement économique et charges de pré- voyance	1 981	-	-	-	77 890	77 890	75 114

²⁾ La dissolution d'une provision de 13,0 millions de francs au cours de l'exercice précédent ainsi que l'utilisation de 56,2 millions de francs et la dissolution de 0,8 million de francs sur l'exercice ne figurent pas dans le tableau.

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice précédent, au 31 décembre 2016. S'il y a lieu de croire que des évolutions majeures se sont produites depuis la clôture du dernier exercice, leurs incidences devront être prises en compte. Au 31 décembre 2017, le taux de couverture de la CPS atteignait 104,8 % (2016: 102,5 %). Le taux de couverture indiqué a été calculé sur la base du taux d'intérêt technique actuel de 2,75 % et tient compte également la baisse de ce taux à 2,25 % au 1^{er} janvier 2020.

G 31 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers les caisses de pension s'élevèrent à 0,4 million de francs au 31 décembre 2017 (2016: 0,7 million).

G 32 Transactions avec des sociétés liées

Les recettes – principalement sous forme de ventes publicitaires et de sponsoring – réalisées avec des sociétés liées s'élevèrent à 247,0 millions de francs en 2017 (2016: 273,0 millions).

Les charges s'élevèrent à un montant total de 30,4 millions de francs (2016: 37,0 millions). 19,9 millions de francs au total (2016: 18,3 millions) pour des droits cinématographiques, 9,5 millions pour des contributions d'exploitation (2016: 8,8 millions) et 1,0 million pour des fondations d'archives cinématographiques (2016: 5,8 millions). Des frais de location et de gestion à hauteur de 1,3 million de francs (2016: 1,4 million) n'ont pas été facturés à la Caisse de pension SRG SSR, car cela aurait induit une importante charge administrative qui aurait été refacturée à la SSR.

Les soldes des créances et engagements correspondants sont comptabilisés séparément dans les comptes annuels.

G 33 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent à la saisie et à l'évaluation systématiques des risques. La gestion des risques fait partie intégrante de l'instrument de direction de la SSR. Elle constitue un élément fixe des processus commerciaux et de direction en termes de prise de décision et de responsabilité. Elle englobe la culture, les processus et les structures visant à gérer efficacement les opportunités et les dangers dans le contexte opérationnel et stratégique.

Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les principaux risques et à engager les mesures et les projets nécessaires.

En 2017, cette procédure a permis d'identifier les risques majeurs dans les catégories suivantes à l'échelle de l'entreprise: politique et régulation, conjoncture, marché de capitaux et caisse de pension, modes de consommation et besoins du public, actions de la concurrence, structure de l'organisation, coopérations, projets et systèmes, sûreté, sécurité informatique, mouvements de trésorerie et personnel. Des mesures adéquates ont été définies en vue de contrôler les risques identifiés.

G 34 Événements survenus après la clôture du bilan

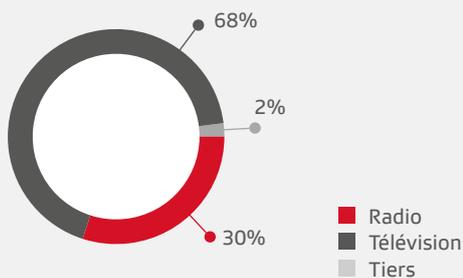
Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes du groupe par le Conseil d'administration le 5 avril 2018, il ne s'est produit aucun autre événement qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

G 35 Informations complémentaires

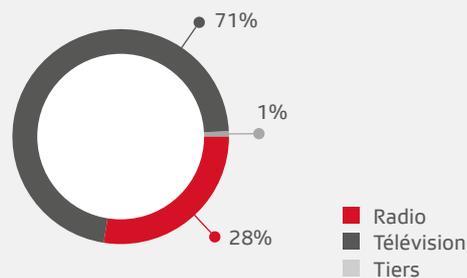
Mio. CHF	Radio	TV	Activités des tiers	2016
Redevance	454,8	763,1	-	1 217,9
Recettes commerciales	16,1	307,5	3,0	326,6
Autres produits	7,6	32,0	50,5	90,1
Produit d'exploitation	478,5	1 102,6	53,5	1 634,6
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	141,6	447,0	3,1	591,7
Radio Télévision Suisse (RTS)	112,2	274,0	3,0	389,2
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	74,4	162,8	2,0	239,2
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	14,2	10,7	0,2	25,1
SWI swissinfo.ch (SWI)	5,6	13,1	-	18,7
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	94,4	236,1	9,9	340,4
Charges d'exploitation	442,4	1 143,7	18,2	1 604,3
Résultat d'exploitation	36,1	-41,1	35,3	30,3

Mio. CHF	Radio	TV	Activités des tiers	2017
Redevance	457,1	761,4	-	1 218,5
Recettes commerciales	16,7	280,5	2,6	299,8
Autres produits	6,9	35,8	30,9	73,6
Produit d'exploitation	480,7	1 077,7	33,5	1 591,9
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	139,4	425,7	7,6	572,7
Radio Télévision Suisse (RTS)	110,3	265,6	3,4	379,3
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	71,1	163,7	2,3	237,1
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	13,3	11,6	0,2	25,1
SWI swissinfo.ch (SWI)	5,6	13,0	-	18,6
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	99,7	222,3	8,0	330,0
Charges d'exploitation	439,4	1 101,9	21,5	1 562,8
Résultat d'exploitation	41,3	-24,2	12,0	29,1

Produit par segment 2017



Charges par segment 2017



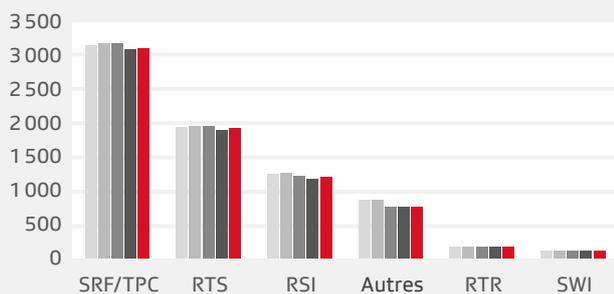
G 36 Personnel

Nombre de personnes (en moyenne annuelle)	2016	2017	Evolution
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	3 042	3 064	22
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 872	1 901	29
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	1 155	1 178	23
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	167	174	7
SWI swissinfo.ch (SWI)	102	106	4
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	744	754	10
Total	7 082	7 177	95

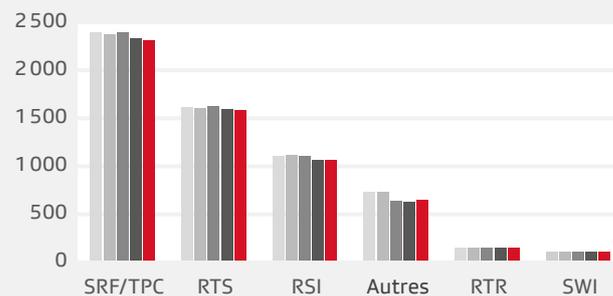
Postes à temps plein (en moyenne annuelle)	2015	2016	Evolution
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	2 314	2 288	-26
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 568	1 564	-4
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	1 039	1 038	-1
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	131	134	3
SWI swissinfo.ch (SWI)	85	85	-
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	612	624	12
Total	5 749	5 733	-16

Le recul du nombre de postes à plein temps (ETP) s'explique par les mesures de restructuration prises en 2015 et qui arrivent à leur terme. La progression du nombre d'employés résulte de la création de 24 places de formation et de stage (0,4 ETP chaque) de 14 postes auxiliaires avec un taux d'occupation minimale.

Nombre de personnes 2013–2017



Postes à plein temps 2013–2017



■ 2013 ■ 2014 ■ 2015 ■ 2016 ■ 2017

G37 Liste des participations au 31 décembre 2017

	Monnaie	Capital de base en monnaie nationale, en milliers	Participation SSR en %	Méthode de consolidation*
Sociétés du groupe (participation entre 50,1 % et 100 %)				
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	CHF	10 010	100,0	intég.
Swiss TXT SA, Bienne Teletext et Data Broadcast	CHF	1 000	100,0	intég.
Telvetia SA, Berne Participations dans la domaine de la radiodiffusion	CHF	1 000	100,0	intég.
MCDT AG, Zurich Marketing et conseil en matière de radio numérique, filiale de Telvetia SA	CHF	100	100,0	intég.
Mxlab AG, Berne (en liquidation) Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales, filiale de Telvetia SA	CHF	100	51,0	intég.
Sociétés en participation (participation entre 20 % et 50,0 %)				
Telepool GmbH, Munich Acquisition, réalisation et commercialisation de productions tv, films, supports image et son en Suisse et à l'étranger, filiale de Telvetia SA	EUR	5 000	26,0	Equity
SMD Schweizer Mediendatenbank AG, Zurich Exploitation d'une banque de données online pour les médias	CHF	108	33,3	Equity
SwissMediaCast AG, Zurich Mise en place, exploitation et développement d'infrastructures radio/tv	CHF	1 030	29,1	Equity
Viasuisse AG, Bienne Acquisition, mise en forme et commercialisation de services d'information routière	CHF	340	36,1	Equity
Admeira AG, Berne Commercialisation d'espaces publicitaires	CHF	300	33,3	Equity
Autres participations (participation inférieure à 20 % ou de moindre importance)				
Euronews (Secemie) SA, Lyon	EUR	26 884	1,3	AW
Institut für Rundfunktechnik GmbH, Munich	EUR	140	5,7	AW
Radio Events GmbH, Berne	CHF	20	50,0	AW
YES FM SA, Genève	CHF	600	1,1	AW
Romandie Médias SA, Neuchâtel	CHF	750	9,8	AW
Agence Télégraphique Suisse SA, Berne	CHF	2 000	10,0	AW
Sonal SA, Genève	CHF	1 100	2,3	AW
TV5 Monde SA, Paris	EUR	137	11,1	AW

* Méthode de consolidation : (consolidation) intégrale, (mise en) équivalence, v.a. (valeur d'acquisition)

Proposition

Selon la réunion du Conseil d'administration du 5 avril 2018, compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2017 du groupe et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 27 avril 2018 d'approuver les comptes du groupe 2017.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le président
Jean-Michel Cina



Le directeur général
Gilles Marchand

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de financement, le tableau des capitaux propres et l'annexe (pages 160 - 185) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales et aux règles de consolidation et d'évaluation décrites en annexe, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Conformément à l'art. 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

BDO SA



Martin Nay
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Matthias Hildebrandt
Expert-réviseur agréé

Berne, le 5 avril 2018

Impressum

Editeur

SRG SSR, Berne
www.srgssr.ch, info@srgssr.ch

Direction du projet et rédaction

Dominic Witschi et Didier Plaschy (Rapport annuel)
Christian Baeriswyl et Daniel Anderegg (Comptes)
www.srgssr.ch, info@srgssr.ch

Traduction

Enterprise Services SRG SSR, Service linguistique, Berne,
pool.tandem@srgssr.ch

Concept, design, réalisation

Heusserbischoff AG, Zurich
www.heusserbischoff.ch

Photos

P. 4, 112-116, 120-123, 124 (Bachmann) : Thomas Plain, p. 6:
Sava Hlavacek, p. 7: Oscar Alessio, p. 18: Matthias Willi, p. 19:
Noëlle Guidon, p. 70: Merly Knörle, p. 71: Marcus Gyger, p. 84:
Manu Friederich, p. 85, 100: Thomas Züger, p. 100: Christine
Blaser, p. 117-118: Marcel Grubenmann, p. 124 (de Weck):
Danielle Liniger.

Forme de publication/Mise en page

La version officielle du rapport de gestion est en ligne à
l'adresse: www.srgssr.ch/rg2017.

Date de publication

30 avril 2018

Le rapport de gestion est disponible en français et en allemand.
La version allemande fait foi.
